

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Pinton se démet de ses fonctions à l'U.D.F.

LIRE PAGE 48

En attendant le président Chadli

C'est donc décidé, et M. Pierre Mauroy l'a annoncé samedi à la fin de sa visite-éclair à Alger : M. Chadli Bendjedid fera une visite officielle en France début novembre. Depuis l'accession de l'Algérie à l'indépendance, en 1962, il sera donc son premier chef d'État à venir officiellement à Paris. Une escale de travail de quelques heures, en décembre 1982, avait permis, en quelque sorte, de reconnaître le terrain. C'est dire l'importance de l'événement. Boumediène, son prédécesseur, avait été également invité mais ne s'était finalement pas déplacé : les relations franco-algériennes laissaient encore à désirer, et les passions ou les rancœurs engendrées par la guerre, des deux côtés de la Méditerranée, n'étaient sans doute pas encore suffisamment apaisées. Peut-être, également, la volonté politique n'était-elle pas aussi affirmée qu'aujourd'hui dans les deux capitales.

Cette double volonté exprimée avec force lorsque M. Mitterrand s'était rendu à Alger fin novembre 1981 n'exclut cependant ni les ombres, ni les divergences, ni les problèmes, que l'histoire explique en grande partie. C'est avec l'Algérie que les dossiers à étudier sont les plus nombreux, de l'immigration au service militaire des jeunes ayant la double nationalité, des transferts de fonds des Français vivant sur l'autre rive de la Méditerranée à toutes sortes de contentieux hérités du passé ou accompagnant une intense coopération. C'est pour tenter de les apurer que le premier ministre français retournera à Alger en octobre.

Samedi, la mission de M. Mauroy consistait à faire part au président Chadli des analyses de M. Mitterrand sur le Tchad, le Liban, le Sahara occidental et d'autres questions internationales, et à prendre connaissance des siennes. A l'issue de sa visite, il s'est félicité de la « concordance des vues entre Paris et Alger ». Les Algériens se sont montrés plus prudents et ont préféré mettre l'accent sur la nécessité de « donner un élan supplémentaire aux relations bilatérales », lesquelles sont dans l'ensemble très actives et bonnes dans le domaine de la coopération économique et technologique, à la satisfaction des deux parties.

En revanche, l'harmonie est loin d'être parfaite en ce qui concerne certaines questions internationales. A cet égard, il est des silences algériens qui sont éloquents. Considérée comme un des chefs de file du tiers-monde et du non-alignement, l'Algérie a sa propre politique africaine et arabe qui, souvent, ne coïncide pas avec celle du gouvernement français. Ainsi les Algériens ne cachent-ils pas en privé qu'ils auraient souhaité voir Paris s'engager plus franchement en faveur des Palestiniens et du Front Polisario. Regrettant que la politique extérieure de la France manque, parfois selon eux, de grand dessein et de clarté, ils n'hésitent pas à manifester quelque nostalgie envers la diplomatie du général de Gaulle.

Pragmatique, l'Algérie du président Chadli s'accommode cependant des réalités. Le successeur de Boumediène a pris conscience que, pour assurer le bien-être de sa population, il lui faut favoriser un climat d'entente et de coopération tant au Maghreb qu'au sud du Sahara et en Méditerranée occidentale. Il sait aussi que le jeu régional et international est devenu plus complexe, et que le dialogue Nord-Sud, sur lequel Alger avait fondé tant d'espoirs, bat de l'aile. Dans un tel contexte, la France demeure en Europe le meilleur partenaire possible de l'Algérie pour faire face aux ambitions de certains voisins et pour tenter d'instaurer un nouvel ordre international.

(Lire nos informations page 3)

La reprise de la guerre au Liban

L'évolution de la bataille dans la montagne et les informations sur les massacres provoquent l'angoisse des chrétiens et une vague de départs Cependant, la médiation saoudienne se poursuit

Tandis que la guerre civile se poursuit au Liban, un plan en trois points, dont l'ultime objectif est de réconcilier les parties en conflit, a été élaboré par le prince Sultan, l'envoyé spécial du roi Fahd d'Arabie Saoudite. Le projet, qui aurait été approuvé par la Syrie et le porte-parole de l'opposition, M. Joumblatt, est à l'étude à Beyrouth.

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le ferry-boat chypriote *Sol Express* a repris sa navette entre Larnaka et le port de Beyrouth. Il y a un an environ, il avait évacué du Liban les fedayin chassés par les Israéliens. Aujourd'hui, ce sont des Libanais qui quittent leur pays une fois de plus déchiré par une guerre civile impitoyable. Certains d'entre eux *sont catégoriques : il n'est plus question de revenir*. Ils ont patienté pendant huit ans et n'en peuvent plus. Leur déception est à la mesure des espoirs qu'avait engendrés, il y a un an, l'élection de M. Amine Gemayel à la tête de l'État.

Le Grand Beyrouth pacifié et en partie reconstruit n'est plus qu'un souvenir. Depuis l'entrée fracassante de l'armée légale à l'ouest, il y a près de deux semaines, la « ligne verte » est de nouveau visible en pointillé entre les deux secteurs, musulman et chrétien, de la capitale, tous les deux plongés dès la tombée de la nuit dans une obscurité quasi totale par suite des coupures de courant provoquées par la rupture de câbles électriques lors des récents combats du Chouf. A l'ouest, où les miliciens chiites au visage caché par des masques de carnaval font toujours la loi dans leur quartier, le couvre-feu est *de rigueur tous les soirs à partir de* 20 heures. Les rues, cependant, se vident *comme par enchantement* bien avant ce délai. Même situation à l'est, bien qu'aucun couvre-feu n'y soit officiellement imposé. Cependant, les bombardements aveugles en provenance des montagnes tenues par les Syriens dissuadent les habitants de quitter leur domicile.

Même en dehors des heures du couvre-feu, l'angoisse se lit sur les visages. *« Je liquide tout et je pars. Je ne veux pas que mes enfants puissent un jour me reprocher de les avoir laissés dans ce pays d'où l'espoir semble définitivement banni*, nous dit le propriétaire chrétien d'un petit hôtel de Hamra. *Nous n'avons plus rien à faire ici. »* Il vient d'entendre à la radio phalangiste, dont il a toujours été un fidèle auditeur, qu'une centaine de chrétiens ont été massacrés dans le village de Biré, dans le Chouf. Il sait que d'autres innocentes victimes — chrétiennes et druzes — ont déjà péri et périront dans le cycle infernal des massacres et contre-massacres de la guerre druzo-maronite. Il ajoute à mi-voix : *« Pour la première fois, j'ai peur de ce qui pourrait nous arriver ici, à Beyrouth-Ouest même. »*

Un homme d'affaires chrétien, plus engagé politiquement — il proclame ouvertement sa sympathie pour les Forces libanaises créées par le président assassiné Bechir Gemayel, — affirme que, lui, restera sur place pour s'opposer aux musulmans. *« Tout nous sépare*, dit-il, *notre mode de vie, nos conceptions. Comment pourrions-nous nous entendre sur l'avenir de ce pays si moi, j'estime, par exemple, que le commendant Saad Haddad est un héros national et que « eux » le considèrent comme un traître. Il faut désormais séparer nos routes. La formule d'une confédération pourrait, à la rigueur, être mise en œuvre, mais une coexistence au sein d'un seul État est désormais impossible. »*

Notre interlocuteur est persuadé que le président Amine Gémayel fait fausse route et qu'il a commis une grave erreur en *« mettant tous les œufs dans le panier américain »*. Il doute que l'on puisse compter sur l'armée libanaise qui *« manque d'homogénéité »* et regrette la *« trahison des Israéliens »*, tout en leur trouvant des circonstances atténuantes, *« puisque nous avons refusé de ratifier un traité que, pourtant, nous avions élaboré ensemble »*.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

CHILI

Alors que le pays s'enfonce dans la violence

LE GÉNÉRAL PINOCHET EST RÉSOLU A DEMEURER AU POUVOIR

(LIRE PAGE 2)

La défaite de la gauche à l'élection de Dreux

L'électorat de l'opposition a ratifié l'alliance avec l'extrême droite au risque de créer un engrenage dangereux

Le net succès de l' opposition, *alliée à l'extrême droite*, à Dreux, « interpelle » — comme on dit aujourd'hui — autant la gauche défaite que la droite victorieuse. La gauche a été battue dans une ville symbole de ses conquêtes. L'électorat d'opposition a accepté une *alliance scellée par le R.P.R. et* l'U.D.F., bien qu'elle ait été récusée par certains de ses porte-parole.

C'est à Dreux, où Mlle Françoise Gaspard venait de battre un notable beauceron solidement installé, que M. Mitterrand avait réuni, en 1977, les jeunes maires socialistes fraîchement élus ; Dreux avait été le lieu de baptême de la génération des « sabras » du nouveau P.S. La défaite du 11 septembre sera d'autant plus durement ressentie que la campagne pour le second tour s'est développée sur un terrain — les libertés, l'antifascisme — fondamental pour la gauche et qui lui était jusqu'à présent favorable. *A posteriori*, certains, y compris dans les rangs socialistes, se demandent si la gauche n'a pas trop fait monter les enchères, abusé des analogies historiques.

La majorité a perdu son double pari : mobiliser massivement en sa faveur les abstentionnistes du premier tour, profiter — l' « effet Veil » aidant — de la division de la droite. Pari perdu d'avance, il est vrai : l'écart entre la gauche et la droite, au soir du premier tour — vingt points — était trop important. Le double effet attendu — une meilleure mobilisation à gauche et une déperdition à droite — s'est bien produit. Il a permis à la majorité de refaire la moitié de son handicap. C'est loin d'être négligeable, mais ce ne pouvait être suffisant.

La leçon doit être méditée par la majorité : l'électorat de l'opposition fait passer avant toute autre considération le rejet de la gauche. Elle *vaut pour l'avenir*. Les responsables du pouvoir aiment à se rassurer en parlant de la division — réelle — de l'opposition entre MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing. Certes, mais son électorat, lui, n'est que marginalement divisé, il privilégie *l'union plus qu'il ne tient compte des* divisions. Qui plus est, au sein de l'opposition, la prime est attribuée à ceux qui acceptent de tout subordonner à la bipolarité du jeu politique. Ladite prime va donc à M. Barre, pour qui *« on ne doit pas chercher à séduire son adversaire »*, plutôt qu'à Mme Veil ou à M. Stasi.

Au demeurant, il n'y a rien là de très surprenant et la leçon s'est vérifiée, M. Mitterrand le sait bien, tout au long de la Ve République, dont l'une des caractéristiques est, précisément, d'avoir étouffé la composante centriste de l'échiquier politique.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 6.)

Les communistes à mi-parcours

I. — « Faire la différence » avec le P.S.

par PATRICK JARREAU

« Alors, M. Marchais, j'espère que, cette année, vous ne passerez pas vos vacances en Corse? », demande M. François Mitterrand, le 6 juillet dernier, au secrétaire général du P.C.F., après l'avoir reçu à déjeuner, à l'Élysée, en compagnie de M. Charles Fiterman.

M. Marchais, surpris, se met en devoir d'expliquer au chef de État que la situation en Corse n'est pas, pour les touristes, si dangereuse qu'on le dit, lorsque M. Mitterrand l'interrompt : *« Non, non, M. Marchais*, dit-il. *Je pensais aux valises ! »*

« J'ai dit à ma femme : François Mitterrand a décidé d'abandonner le programme commun de la gauche ; fais les valises, on rentre à Paris. » C'est ainsi que M. Marchais avait raconté, le 21 janvier 1980, sur Antenne 2, le début du processus qui, pendant l'été de 1977, avait conduit à la rupture de l'union de la gauche. En vacances en Corse, avait-il dit, il avait *été* alerté par une phrase de M. Mitterrand à la télévision. Le président de la République a bonne mémoire.

M. Marchais, cette année, n'a pas passé ses vacances en Corse, mais en Bulgarie, et il n'a pas eu à en revenir précipitamment. Rien dans ce qu'a pu faire ou dire M. Mitterrand n'a fait craindre au secrétaire général du P.C.F. un « abandon », cette fois, de l'accord P.S.-P.C.F. du 23 juin 1981.

« Les communistes au gouvernement, pour ce qui dépend de nous, c'est pour longtemps ! », a lancé M. Pierre Juquin, dimanche 11 septembre, à la fête de *l'Humanité*. Tel est bien l'accent dominant, parmi les communistes, en cette rentrée. Comme le P.S., comme l'opposition, le P.C.F. s'habitue à la durée. Samedi 10 septembre, sur T.F. 1, M. Marchais s'est placé, d'emblée, dans la perspective des élections législatives de 1986, pour prendre la mesure de ce qui a été fait — le bilan est positif, a-t-il dit — et de ce qui reste à faire : engager une véritable politique industrielle, afin de contenir le chômage et de financer les dépenses publiques sans accabler les Français d'impôts.

Le temps où les communistes laissaient planer, tous en s'en défendant, la question de leur départ éventuel est *révolu. Les épreuves* ont été concluantes. Elles ont confirmé que les problèmes de politique étrangère ne sauraient provoquer la rupture. Elles ont montré, en outre, que les communistes sont prêts, aujourd'hui, à aller loin dans la révision pratique, sinon théorique, de certains de leurs dogmes en matière sociale et économique.

L'argument-clé, qui justifie ce choix, on en trouve une expression dans le discours de M. Juquin, dimanche. *« En France, aujourd'hui*, a-t-il dit, *le capital cherche à gérer la crise sans intermédiaires, en mettant ses hommes aux commandes*. Nous ne sommes plus à l'époque où le P.S. était accusé de servir de *« roue de secours »* à la *« bourgeoisie »*. Si *« le capital »* veut mettre ses hommes au pouvoir, c'est que ceux qui y sont gèrent peut-être la crise, mais d'une façon contraire à ses intérêts.

Les communistes sont réalistes. Il n'est pas question de ranimer les illusions *qu'ils* estiment avoir favorisées, à propos du parti socialiste, dans leurs propres rangs, au cours des années antérieures à 1977. Il s'agit même, pour eux, de bien montrer que le P.S. n'est pas le parti du socialisme, et les contraintes de l'exercice du pouvoir par les socialistes les y aident. Le débat interne au P.S. est en effet déterminé par l'obligation, pour ce parti, de prendre en charge la réalité de l'action gouvernementale, telle que l'ont façonnée les choix du président de la République et du premier ministre depuis deux ans et demi, et surtout depuis juin 1982 (premier plan de rigueur). La tentative entreprise par le CERES, pour se démarquer, ne peut aboutir qu'à faire mieux ressortir, par contraste, l'engagement du P.S. dans ce que M. Pierre Mauroy a appelé (*le Monde* du 2 septembre) : *« gérer une société et une économie, dont* [la gauche] *conteste les structures et l'organisation »*.

Le P.S., au pouvoir, peut plus difficilement apparaître comme le parti de la conciliation entre ceux qui veulent une autre société et ceux qui cherchent seulement à amender la société existante. Les communistes comptent sur cette loi de nécessité pour *« faire la différence »*, à leur avantage, cette fois, et non plus, comme en 1981, à leur détriment.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Alarmes

Pour quelques jours, c'est la question à la mode : « Qu'auriez-vous fait à Dreux, et pour qui auriez-vous voté? »

L'avenir dira si l'élection de quelques extrémistes de droite au conseil municipal de la sous-préfecture d'Eure-et-Loir, l'une des 36 394 communes de France, justifiait tant d'alarmes pour la liberté.

Lundi matin, la France paraissait calme. Personne ne semblait avoir pris le maquis ni fui à l'étranger.

BRUNO FRAPPAT.

TROIS FILMS FRANÇAIS PRIMÉS A VENISE

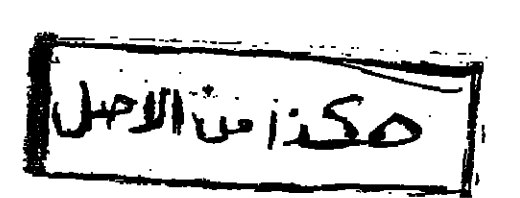
Godard, le mythe couronné

Un jury d'auteurs vient de distinguer sans équivoque de vrais auteurs. *En effet, à Venise, le jury de* la quarantième Mostra a attribué, à l'unanimité, ses trois principales récompenses, le Lion d'or, le Grand Prix spécial du jury, et le Lion d'argent réservé à une première œuvre, respectivement à *Prénom Carmen*, de Jean-Luc Godard, à *Biquefarre*, de Georges Rouquier et à *Rue Cases nègres*, d'Euzhan Palcy. *« Aggravant » leur cas, les jurés* ont décerné deux autres prix, sur les six prévus par le règlement, à *Rue Cases nègres* pour l'interprétation de Darling Legitimus dans le rôle de la grand-mère, et à *Prénom Carmen* pour la valeur technique de l'image et du son, dus à Raoul Coutard et François Musy. Le sixième prix, celui de l'interprétation masculine, est revenu collectivement aux acteurs de *Streamers*, de Robert Altman.

Jean-Luc Godard, pour la première fois dans une carrière qui couvre déjà près d'un quart de siècle, reçoit donc les honneurs suprêmes d'un grand festival sans avoir dévié d'un iota d'une ligne pure et dure adoptée dès son premier long métrage en 1959. Retournant aux sources du mythe, fermant la boucle, il semble ne remettre ses pions à la case de départ que pour mieux témoigner de tout le chemin parcouru en ces vingt-quatre années. Oui, comme *A bout de souffle* était dédié à Monogram, l'insignifiante compagnie de l'Hollywood de la belle époque, productrice de *« quickies »* comme on dit là-bas (films tournés à toute vitesse), *Prénom Carmen* renvoie expressément aux films B d'une industrie saisie par le gigantisme (*le Monde* du 9 septembre).

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 18.)



Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU COUP D'ÉTAT AU CHILI

ALORS QUE LE PAYS S'ENFONCE DANS LA VIOLENCE

Le général Pinochet est résolu à demeurer au pouvoir

De nouvelles violences policières ont répondu, les 10 et 11 septembre à Santiago, aux manifestations d'hostilité au régime du général Pinochet organisées par l'opposition à l'occasion du dixième anniversaire de la chute de l'Unité populaire. Le chef de l'Alliance démocratique, le démocrate-chrétien, M. Gabriel Valdes, a déclaré qu'un *« climat de guerre civile est en train de s'instaurer au Chili »*.

Le général Pinochet, s'adressant le 11 septembre à la foule de ses partisans, a répété qu'il demeurerait au pouvoir jusqu'en 1989, quoi qu'il *puisse en coûter*.

De notre envoyé spécial

Santiago. – Le Chili s'enfonce dans la violence : une dizaine de morts depuis le 8 septembre, environ cinquante depuis le 11 mai. Aux cinq victimes de la cinquième journée de protestation se sont ajoutées deux personnes tuées vendredi au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les scènes de violence se sont répétées, le samedi 10, à l'occasion des obsèques de Miguel Angel Zavala, tué jeudi devant la porte de sa maison dans le bidonville La Victoria. Une bataille rangée a opposé, durant deux heures, les quelque vingt mille personnes qui accompagnaient le corps de la victime et un bataillon de carabiniers. Le dimanche 11 septembre, de violentes bagarres ont éclaté au moment où la police faisait monter de force dans des camions, afin qu'ils assistent au discours que devait prononcer le chef de l'Etat, environ cinq mille bénéficiaires du « plan d'emploi minimum » (1). Ces derniers se mirent à manifester aux cris de *« Président Allende, présent ! »* et *« Il va tomber, il va tomber ! »*, provoquant la réaction immédiate des forces de l'ordre. Bilan : un manifestant tué par balle. Enfin, on apprenait, dimanche en soirée, que des affrontements dans la périphérie de Santiago avaient fait une nouvelle victime.

Cela n'a pas empêché le général Pinochet d'affirmer dans un discours d'une heure et demie, prononcé à l'occasion du dixième anniversaire de la *« libération nationale »*, que *« notre peuple a retrouvé son unité »*. Sur un ton particulièrement dur, le général Pinochet s'en est pris une nouvelle fois à la classe politique, à ceux qui sont *« incapables de dépasser leurs intérêts personnels et leurs ambitions partisanes »*. Mais *« ni les critiques mal intentionnées, ni les tentatives infructueuses pour nous diviser, ni les pressions, ni la violence terroriste n'arrêteront l'évolution vers un démocratie pleine »*. En clair : la Constitution approuvée en 1980 ne sera pas modifiée, et le général Pinochet restera au pouvoir jusqu'en 1989. Le chef de l'Etat a rappelé que *« l'activité politique reste interdite tant que n'aura pas été approuvé le statut régissant les partis politiques, ce qui n'empêche pas qu'un débat puisse s'instaurer dans une étape préalable »*. Le général Pinochet a souligné, enfin, que *« le gouvernement pourrait recourir, si les circonstances l'exigeaient, aux mesures d'exception prévues par la loi »*.

JACQUES DESPRÈS.

(1) Les chômeurs bénéficiaires du PEM gagnent environ 250 F par mois.

UNE JOURNALISTE FRANÇAISE BLESSÉE PAR LA POLICE

Une journaliste française, envoyée spéciale de *Libération* à Santiago, a été blessée alors qu'elle « couvrait », le samedi 10 septembre, les obsèques d'un jeune conducteur d'autobus, Miguel Angel Zavala, tué l'avant-veille par la police. Mme Marie-Christine Aymé-Raidberger souffre d'une fracture à la main, pour avoir voulu se protéger des coups de matraque que lui assénaient des policiers, et on a dû lui faire une dizaine de points de suture au crâne.

Plusieurs témoignages confirment que Marie-Christine Aymé a été frappée après avoir clairement excipé de la qualité de journaliste française.

Manifestations du souvenir en Europe

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes d'Europe occidentale pour le dixième anniversaire de la chute de l'Unité populaire chilienne. La plus importante a eu lieu à Madrid.

A l'exeption de l'Alliance populaire (droite conservatrice) de M. Fraga Iribarne, toutes les formations politiques et syndicales espagnoles ont participé à cette manifestation, qui a réuni 150 000 à 200 000 personnes, nous indique notre correspondant.

Plusieurs milliers de personnes ont participé le 11 septembre à des cérémonies du souvenir, à Londres, Stockholm, Milan, Amsterdam et à Essen, dans la Ruhr.

A Paris, plusieurs centaines de Chiliens se sont rendus dimanche en cortège de Beaubourg à l'ambassade de leur pays. D'autre part, les membres du comité directeur du parti socialiste, réunis le 10 septembre à Paris, avaient interrompu leurs travaux pour se rendre également devant l'ambassade chilienne, où une déclaration demandant le départ du général Pinochet a été remise.

Les artistes solidaires

Plusieurs manifestations placées sous le patronage du ministère de la culture sont organisées au Centre Georges-Pompidou sur le thème « Chili, lorsque l'espoir s'exprime ». Elles s'achèveront le 18 septembre par un hommage à Salvador Allende (Revue parlée, 18 h). D'autre part, l'Espace latino-américain propose jusqu'au 17 septembre une exposition « Chili femmes » (1) et Bobino accueille du 12 au 24 septembre le groupe Isabel et Angel Parra pour un « hommage à Violetta Parra » et au folklore chilien.

Ce sont une quarantaine d'œuvres appartenant au Musée international Salvador-Allende qui sont exposées au Centre Georges-Pompidou. Initialement appelé « Musée de la solidarité », inauguré en mai 1971 à Santiago par Allende, puis démantelé par la junte le 11 novembre 1973, il s'est reconstitué, prenant le nom de l'ancien président grâce au soutien d'artistes venus de tous les horizons géographiques et esthétiques. Depuis dix ans, il voyage à travers l'Europe.

Ce musée rassemble des collages surréalistes, des peintures abstraites géométriques ou figuratives (Cruz Diez, Vasarely), des toiles qui expriment les thèmes du deuil et de la résistance (Zoran Music et B. Taslitzky), de la torture et de la prison (Adami). Caricature, dérision (Lou Laurin), acidité (Gammara), ironie (Dominguez), n'empêchent pas que l'impression dominante sont celle de l'espoir. C'est Alexandre Calder qui l'exprime le plus nettement avec sa toile *Au Musée de la solidarité* (1973), où l'on voit un soleil flamboyant (le Chili) triompher, dans la galaxie de l'histoire, d'un croissant de lune grimaçant.

(1) 44, rue du Roi-de-Sicile, 75004.

● *Le leader syndical M. Rodolfo Seguel* a commencé, le vendredi 9 septembre, une grève de la faim pour protester contre son arrestation, survenue le même jour. Agé de vingt-neuf ans, M. Seguel était le leader des ouvriers mineurs de cuivre, jusqu'à son licenciement en réponse à l'organisation des premières journées de protestation à la fin du printemps. M. Seguel a été arrêté pour avoir déclaré à un magazine mexicain que le général Pinochet est *« un dictateur absurde, obsédé et fanatique »*.

● ERRATUM. – Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'article sur les prisons américaines « Violences à Santa-Fé » (*le Monde* du 8 septembre), le Nouveau-Mexique n'est pas *le* troisième Etat des Etats-Unis par sa superficie, mais le cinquième après l'Alaska (1,5 million de kilomètres carrés), le Texas (692 000 kilomètres carrés), la Californie (411 000 kilomètres carrés) et le Montana (381 000 kilomètres carrés).

Accord de principe entre neuf gouvernements pour une solution négociée des conflits en Amérique centrale

Panama, *(Reuter)*. – Le Nicaragua, le Honduras, le Salvador, le Costa-Rica et le Guatemala sont parvenus le samedi 10 septembre, malgré leurs divergences idéologiques, à s'entendre sur une déclaration d'intention en vue de restaurer la paix et la justice sociale en Amérique centrale, a indiqué M. Ortega, ministre des affaires étrangères du Panama.

Le *« pacte de Panama »* a été approuvé par les ministres des affaires étrangères à l'issue de quinze heures de pourparlers sous les auspices du groupe de Contadora, constitué par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela.

Sans révéler la teneur de l'accord, M. Ortega a énuméré ses principaux objectifs : désarmement immédiat et progressif après inventaire des potentiels militaires, réduction du nombre des conseillers militaires étrangers, *« dialogue permanent »* entre gouvernement et opposants dans chaque pays afin de mettre au point *« un processus électoral »*.

L'accord doit être soumis aux gouvernements. *« Une fois ratifié, des mécanismes de contrôle seront mis sur pied »*, a déclaré M. Ortega.

« C'est la première fois que cinq ministres d'Amérique centrale se mettent d'accord sur des mesures très concrètes pour parvenir... à une réduction de la tension, qui représente une étape fondamentale vers l'instauration durable de la paix et de la justice sociale dans la région », a-t-il ajouté.

Il a précisé que les ministres des affaires étrangères du Honduras et du Nicaragua – pays dont la frontière commune est en ce moment un des points chauds du globe – s'étaient engagés à coopérer.

Cependant, les tensions demeurent vives dans la région centre-américaine.

● *Au Nicaragua*, une nouvelle attaque aérienne, la troisième depuis le 8 septembre, a été perpétrée contre le territoire national. Un petit « Cessna » a été abattu près de la frontière du Costa-Rica par la défense antiaérienne sandiniste. Selon le ministre de la défense de Managua, l'appareil était muni de roquettes, les précédentes attaques avaient eu lieu contre l'aéroport international de Managua et contre le port de Corinto.

● *Au Salvador*, la guérilla a organisé de nouvelles attaques, le 9 setembre dans l'est du pays, lançant des raids contre quatre localités importantes des départements d'Usulutan et de San-Miguel.

● *Au Guatemala*, d'autre part, des sources militaires ont indiqué que la sœur du nouveau chef de l'Etat, le général Oscar Mejia, a été enlevée le 10 septembre par un groupe d'inconnus. Mme Celeste Aida Mejia travaillait depuis quatorze ans comme aide-soignante dans un hôpital de la capitale. – *(A.F.P., Reuter)*

Brésil

PILLAGES DE MAGASINS D'ALIMENTATION A RIO

La multiplication, ces derniers jours, de pillages de magasins dans la banlieue populaire du nord de Rio-de-Janeiro inquiète les dirigeants de l'opposition, au pouvoir dans cette ville et dans la grande cité voisine de Sao-Paulo.

Une quarantaine de boutiques et de supermarchés ont été dévalisés en une semaine. Les pillards, parmi lesquels figurent des chômeurs, des femmes et des enfants, s'intéressent surtout aux produits alimentaires et aux boissons alcoolisées. Près de cent personnes ont été arrêtées entre le 3 et le 10 septembre ; la plupart sont des délinquants connus.

Selon M. Franco Montoro, membre du parti du mouvement démocratique brésilien et gouverneur de Sao-Paulo, il s'agit là d'actions organisées Par des groupes de droite. La police affirme que des individus parcourent les *favelas* (bidonvilles) du secteur deux heures avant chaque pillage, indiquant quels magasins doivent être visés. Des « émeutes de la faim » avaient eu lieu il y a quelques mois à Sao-Paulo. – (A.F.P.)

AFRIQUE

République Sud-Africaine

LA MORT DE JOHN VORSTER

L'ordre blanc à tout prix

John Vorster, premier ministre de 1966 à 1978, est mort au Cap, à l'âge de soixante-sept ans, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 septembre. La dépouille mortelle de l'homme politique, qui fut président de la République pendant huit mois, sera inhumée mardi dans l'intimité.

Servir la cause afrikaner. Telle fut la principale et ardente ambition de Johannes Balthazar Vorster, fils de fermiers boers, devenu *« père de la nation »* par la force de ses convictions et de son tempérament. Pour assouvir sa passion de l'Afrikanerdom, incarné par lui pendant près d'un quart de siècle, John Vorster ne recula jamais devant aucun expédient.

C'est, dira-t-il, la haine de l'Anglais colonisateur, et l'opportunité entrevue d'en débarrasser le sol sud-africain qui « seules » le portent dès 1939 à proclamer des sympathies pro-nazies. Qu'importe si ces coupables penchants lui valent, en septembre 1942, dix-sept mois d'internement.

« Je ne regrette rien », dira-t-il des années après. Certes, son admiration pour le Führer lui fermera, pendant cinq ans, tout accès au jeune parti nationaliste, le seul d'importance, frappé de l'estampille afrikaner.

Mais le pardon viendra vite, et, dès 1953, John Vorster, dûment parrainé par le parti, remportera son premier siège de député. Le serviteur de la cause boer a alors trente-huit ans. A quarante-trois ans, l'architecte de l'apartheid, le Dr Hendrick Verwoerd, lui offre le secrétariat à l'éducation. En 1960, le rêve de jeunesse, enfin, se réalise, la République Sud-Africaine est proclamée et quitte le Commonwealth. L'impérialisme britannique est définitivement bouté hors des frontières.

En juillet 1961, Vorster est nommé à la justice et amorcera, à ce poste, sa véritable ascension. Homme d'ordre, autoritaire et sans pitié, l'ancien hitlérien s'entoure de policiers et accroît substantiellement leurs effectifs et leurs pouvoirs. Plus tard, il crée le premier service de sécurité intérieure (BOSS), puis la tristement célèbre Special branch, spécialisée dans la lutte contre la subversion et le communisme. Au Parlement blanc, où l'on craint sa diabolique habileté oratoire, il fait voter les textes les plus répressifs, qui règlent aujourd'hui encore la vie politique et sociale du pays. Les détentions sans procès, désormais permises par la loi, se multiplient, et les « accidents d'interrogatoires » aussi. Le ministre de la justice enferme et « bannit » (1) le maximum d'opposants. Il s'attaque aux universités et aux associations d'étudiants, *« nids de communistes »*. Il livre au nationalisme noir une lutte sans merci, mais, pour le tenant de la supériorité blanche, *« le vrai cancer de la société, ce sont les Blancs qui poussent les Africains à se révolter »*. Il se souviendra plus tard de ses cinq années passées à la justice comme *« des plus heureuses »* de sa vie.

Quand le Dr Verwoerd est assassiné par un dément, le 6 septembre 1966, « Oom John » (oncle John), comme l'appellent affectueusement les Africaners, est là, à quelques mètres du drame. Il en sera « choqué », mais, une heure plus tard, *« cédant à la pression »* de ses amis, il accepte d'être candidat à la succession. Il annonce alors qu'il conserve temporairement le portefeuille de la police.

Un esprit répressif

La sanglante répression des émeutes de Sharpeville, en 1960 (76 morts), les emprisonnements par milliers et les déportations massives dans des bantoustans infestés de misère entachent sérieusement la réputation des Afrikaners et menacent le pays d'isolement international. Vorster décide d'agir. Pour le bien du régime, il commence par libéraliser en surface l'apartheid dans le sport, mais n'ira pas beaucoup plus loin. Les ultras du parti nationaliste se rebellent. En 1969, la crise est ouverte : quatre députés sont exclus des rangs nationalistes et créent un nouveau parti d'extrême droite, le H.N.P.

Dès lors, le premier ministre met ses velléités réformistes en sourdine – *« on m'a même accusé de libéralisme »*, se plaindra-t-il amèrement et tente de sortir le pays du *« laager »* (2) par un autre moyen : l'ouverture sur l'Afrique noire. Il rencontre successivement les responsables du Lesotho, du Botswana et du Malawi, avec lequel il établit les premières relations diplomatiques ; il se rend en Côte-d'Ivoire et négocie avec M. Kenneth Kaunda, le président zambien, les moyens de sortir de la crise rhodésienne. Ces contacts se solderont cependant par un échec. En juin 1976, éclatent les émeutes de Soweto. La police ouvre le feu sur les manifestants. Il y aura officiellement 575 morts (dont 5 Blancs).

John Vorster, au faîte de sa puissance après un succès écrasant aux élections générales de 1977, les plus écrasantes de l'histoire moderne du nationalisme boer, accepte alors de couvrir une nouvelle machination plus efficace, plus clandestine. Des fonds publics sont secrètement confiés au département de l'information, à charge pour lui d'acheter discrètement des médias, des journalistes et des hommes politiques sud-africains et étrangers favorables au régime. Un juge découvre le pot aux roses, ce qui conduira à l'arrestation du secrétaire à l'information, M. Eschel Rhoodie. Son ministre, M. Connie Mulder, chef de la puissante faction nationaliste du Transvaal et dauphin désigné de Vorster, est bientôt impliqué. Le premier ministre tente illégalement d'étouffer le scandale.

Le 20 septembre 1978, harcelé par l'opposition, la presse anglophone et bon nombre de ses amis politiques, il démissionne pour *« raisons de santé »* de son poste, et *« accepte »* la présidence, purement honorifique, de la République. Huit mois plus tard, le 5 juin 1979, sur la pression de son ancien ministre de la défense, M. Pieter Botha, devenu chef du gouvernement, John Vorster abandonne son dernier poste politique.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le bannissement s'apparente à une sévère assignation à résidence doublée d'une interdiction de parole publique.

(2) Le complexe du *laager* provient directement de l'époque où, pour repousser les attaques zouloues, les immigrants boers formaient leurs chariots en cercle, en *laager*.



LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN ALGÉRIE

M. Mauroy juge « positifs » ses entretiens sur le Tchad

Avant de quitter Alger, samedi après-midi 10 septembre, M. Pierre Mauroy a qualifié de *« positifs »* les entretiens qu'il avait eus sur le Tchad avec le président Chadli. Pour sa part, M. Hernu a déclaré, le même jour à TF 1, que l'envoi d'un contingent français avait servi la paix dans ce pays et permis de donner *« la parole aux diplomates »*.

A ce propos, une polémique s'est ouverte entre Addis-Abeba et N'Djamena, l'Ethiopie ayant rejeté les accusations du gouvernement tchadien qui lui reprochait d'empêcher la réunion du comité *ad hoc* de l'Organisation de l'unité africaine sur le différend frontalier tchado-libyen (*le Monde* du 9 septembre).

Sur le terrain, le général Poli, qui commande l'opération Manta, a déclaré dimanche : *« Dissuader les forces gouvernementales tchadiennes d'entreprendre des opérations qui pourraient entraîner une riposte libyenne ne fait pas partie de ma mission au Tchad. »* L'officier a ainsi démenti l'intention prêtée par la presse tchadienne aux troupes françaises d'entraver l'action des forces de M. Hissène Habré, au cas où celles-ci lanceraient une offensive dans le Nord. – *(A.F.P., A.P.)*

M. Chadli se rendra en visite officielle en France début novembre

De notre correspondant

Alger. – *« Donner un élan supplémentaire aux relations bilatérales »*, tel était dimanche 11 septembre le titre choisi par le quotidien *El Moudjahid* pour reproduire partiellement les déclarations de M. Mauroy au terme de sa visite d'un jour samedi à Alger, consacrée à des rencontres avec le président Chadli Bendjedid et son homologue algérien, M. Abdelghani. L'entretien avec le chef de l'État algérien a eu essentiellement pour objet les problèmes internationaux (*le Monde* daté 11-12 septembre), Tchad en premier lieu, mais aussi Liban, Sahara occidental, et guerre entre l'Irak et l'Iran, indique-t-on de source française. Le quotidien algérien s'est abstenu dimanche de faire un commentaire de fond sur la politique française en Afrique et au Proche-Orient, pour retenir surtout les éléments concrets relatifs au dialogue entre les responsables des deux pays.

L'incertitude quant à la date de la visite officielle du président Chadli en France est levée : elle aura lieu dans la première quinzaine de novembre, a dit M. Mauroy. Pour la préparer, le premier ministre français se rendra en novembre à Alger, en visite officielle cette fois, les 9, 10 et 11 octobre, le *« voyage de travail » de samedi n'étant destiné qu'à « recenser nos problèmes »*.

Plutôt que de donner des précisions sur les divergences qui peuvent exister *« ici ou là »* au sujet de la guerre du Liban, M. Mauroy a souligné l'excellent climat dont témoigne le prochain voyage de M. Chadli à Paris. En ce qui concerne la question du Sahara occidental où s'affrontent de nouveau les troupes marocaines et celles du Front Polisario, que la France ne reconnaît pas officiellement, le premier ministre croit en des *« progrès »*.

A propos du Tchad, et contrairement à certaines rumeurs, la France ne demande pas à l'Algérie de jouer un rôle de médiateur. Les deux pays pensent en effet que la négociation doit se nouer dans le cadre de l'O.U.A. et *« c'est là qu'il y a une convergence importante »*, estime M. Mauroy. Fait à noter, les Algériens ont *« beaucoup insisté sur la nécessité de considérer que les frontières sont des frontières d'Etat »*. L'Algérie, qui, dans ses relations avec ses voisins, a toujours défendu le principe de l'intangibilité des frontières nées de la colonisation, est conséquente avec elle-même en étendant ce principe à toute l'Afrique, comme le fait au demeurant l'O.U.A. Cela exclut de la part d'Alger toute idée de partition. *« Intégrité, souveraineté, unité »*, tel est le vœu commun d'Alger et de Paris.

Comment l'Algérie, qui a dénoncé *« les ingérences extérieures au Tchad »*, juge-t-elle exactement la présence des troupes françaises dans ce pays ? M. Mauroy s'est borné à dire que ses interlocuteurs et lui-même utilisaient *« les mêmes mots à partir des mêmes principes »*. Sur la manière de faire face aux ambitions libyennes, peut-être suffit-il de se comprendre à demi-mot.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Le conflit saharien

LE FRONT POLISARIO LANCE UNE NOUVELLE ATTAQUE DANS LA RÉGION DE SMARA

Le Front Polisario a annoncé, samedi soir 10 septembre, que ses forces avaient attaqué *« avec succès »*, pour la troisième fois depuis le début de ce mois, les positions de l'armée marocaine dans la région de Smara au Sahara occidental. Un communiqué publié à Alger précise que cette attaque s'est soldée par la mise hors de combat de quatre-vingt-quinze militaires marocains, dont un officier, et la destruction de quinze blindés. Il asssure que les attaques des 1er et 3 septembre ont fait plus de cinq cents morts chez les Marocains.

Rabat, de son côté, confirme ces trois attaques mais affirme que le FAR (Forces armées royales) ont infligé de *« lourdes pertes »* aux assaillants. *« Plus de cent cinquante cadavres calcinés ont été dénombrés à l'intérieur des véhicules détruits et un grand nombre ont été abandonnés sur le terrain par les mercenaires, qui ont eu plus de trois cents blessés »*, indique le communiqué officiel.

Cette troisième attaque coïncide avec la visite qu'a entamée M. George Busch au Maghreb : le vice-président des États-Unis, qui est arrivé dimanche soir à Rabat où il a été accueilli par le prince héritier Sidi Mohamed, doit ensuite se rendre à Alger et à Tunis, puis en Yougoslavie, en Roumanie, en Hongrie et en Autriche. – *(A.F.P., A.P.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

Reprise de la guerre

(Suite de la première page.)

L'effondrement des Forces libanaises dans la région d'Aley et du Chouf a renforcé l'amertume de certains milieux chrétiens, qui estiment que le président Amine Gemayel se trompe lourdement en accordant sa préférence à l'armée légale plutôt qu'aux Forces libanaises. Ils ne comprennent pas pourquoi les militaires réagissent avec lenteur et ne volent pas au secours des miliciens chrétiens qui *« combattent avec héroïsme »* les *« hordes syro-palestino-khomeinistes »*. Des photographies du président Amine Gemayel avec, en légende, un simple *« Ponce Pilate »*, récemment placardées dans plusieurs localités du Kesrouan (la montagne exclusivement maronite) en disent long sur le manque de confiance de ces milieux chrétiens à l'égard du chef de l'État, accusé d' *« indifférence »*, voir de *« complaisance »*, à l'égard de ce qui, pour eux, est une conspiration menée par des *« agents de l'étranger »* pour déstabiliser le Liban.

Au septième jour de la guerre de la montagne, la situation s'est encore aggravée pour les Forces libanaises, avec l'occupation par les milices de M. Walid Joumblatt et leurs alliés de quatre localités stratégiques situées dans l'Iklim-el-Kharroub, à l'extrémité sud du Chouf. Ces quatre localités, Dahr-el-Mgarra, Dibbiye, Borjein et Ain-el-Hawr, situées en hauteur, peuvent en effet menacer toute une portion de la route du littoral entre Saadiyat et Jyeh, isolant ainsi le Liban-Sud du reste du pays.

La censure des médias

Plus au nord, cependant, l'armée vient de renforcer ces positions en occupant les régions de Kfar-Matta, Kabr-Chmoun, Ain-Ksour et Damour, précédemment contrôlées par les Forces libanaises, en pleine débandade. Une éventuelle jonction entre l'important point stratégique de Kafr-Chmoun et Souq-el-Gharb, tenu encore par l'armée, séparerait sur le terrain les Yazbakis des Joumblattis – les deux écoles rivales de la communauté druze – et ouvrirait la voie à une nouvelle bataille pour le contrôle d'Aley, déjà menacée par les troupes loyalistes se trouvant à proximité de la ville. Tout se passe comme si, de part et d'autre, les protagonistes du nouveau drame libanais essayaient de remporter sur le terrain le plus d'avantages possible avant que les négociations indirectes, menées par l'intermédiaire de l'émissaire du roi Fahd d'Arabie Saoudite, le prince Bandar Ben Sultan, qui semblent pour l'instant s'enliser dans une navette entre Beyrouth, Damas et Larnaca, portent leurs fruits.

On connaît peu de choses sur ce qui s'est réellement dit à Larnaca. Les journaux de Beyrouth, généralement bien informés, demeurent singulièrement avares d'informations sur le sujet. Cela est peut-être dû à la censure préalable sur les médias instituée au Liban en janvier 1977 et récemment remise en vigueur à Beyrouth après une longue hibernation. Les dispositions de cette censure, qui pour l'instant semble appliquée avec un certain libéralisme, prévoit que *« toutes les matières d'information publiées au Liban devront être soumises à l'autorisation préalable du directeur général de la sûreté »*. Les sujets prohibés concernent tout ce qui peut *« diviser les Libanais »*, *« susciter des conflits confessionnels »*, *« porter atteinte à la sécurité des forces armées »*, *« nuire au chef de l'Etat »* et *« contredire dans son contenu et sa forme les communiqués publiés par les autorités officielles compétentes concernant un événement donné »*. La sûreté générale a bien pris soin de demander instamment aux rédacteurs en chef des différents journaux d'éviter de laisser des blancs dans leurs colonnes pour ne pas trop démoraliser les lecteurs.

JEAN GUEYRAS.

Un projet de conciliation est en voie d'élaboration

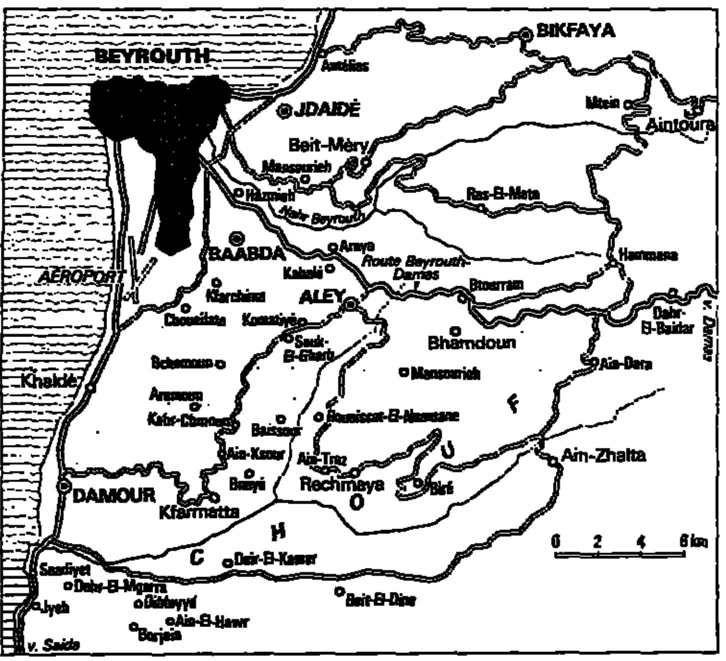
Un projet d'accord pour mettre un terme à la guerre civile au Liban était en voie d'élaboration ce week-end, *sous l'égide du prince Bandar* Ben Sultan, émissaire spécial du roi Fahd d'Arabie Saoudite. Le projet, qui aurait déjà reçu l'approbation du porte-parole de l'opposition libanaise, M. Walid Joumblatt, et du président syrien Hafez El-Assad, est à l'étude à Beyrouth.

Selon le quotiden *Al-Chark Al-Awsat* (proche de l'Arabie Saoudite), la procédure de pacification comporterait trois points : cessez-le-feu immédiat, surveillance exercée par les forces multinationales auxquelles s'ajouteraient des observateurs saoudiens et syriens, organisation d'une conférence de conciliation à laquelle participeraient le président Amine Gemayel, les chefs du Front du salut national (dont M. Joumblat est le porte-parole) et les dirigeants des autres parties concernées.

M. Hernu : nous n'appuyons aucune faction

On apprenait de même, dimanche 11 septembre, de bonne source, à Washington, que les Etats-Unis, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont rejeté une demande du président Gemayel concernant l'envoi dans le Chouf d'unités de la force multinationale. M. Shultz a déclaré, pour sa part, que les Etats-Unis n'envisageaient pas d'accroître leurs effectifs au sein de cette force.

M. Charles Hernu a, quant à lui, défini, dans une interview au *Progrès de Lyon*, la position de la France dans les termes suivants : *« Nous n'appuyons aucune faction, aucun clan, aucun groupe militaire armé. Au Liban, l'armée française, comme le président Mitterrand l'a dit pour le Tchad, n'est l'armée supplétive d'aucune faction. (...) C'est un nouveau rôle que jouent nos forces militaires au Tchad et au Liban (...), nos militaires sont dans ces deux pays pour permettre à la diplomatie de jouer son rôle afin de revenir à la paix. »*



M. JOSPIN A FAIT PART A M. JOUMBLATT DE SON « IRRITATION PROFONDE »

M. Lionel Jospin a indiqué, dimanche 11 septembre, lors de l'émission le « Grand jury R.T.L. - *le Monde* », qu'il a eu plusieurs contacts téléphoniques avec M. Walid Joumblatt, chef des milices druzes du Liban. *« Je lui ai fait part de l'émotion, de l'inquiétude, voire de l'irritation profonde qu'avaient suscité les tirs parfois présentés comme accidentels, qui ont mis en cause l'intégrité physique de militaires français et quelquefois les ont tués*, a-t-il dit. *J'ai rappelé que la Force multinationale, la force d'interposition, était venue à la demande de l'Etat légal du Liban avec l'approbation de toutes les communautés libanaises, y compris la communauté druze, pour s'interposer entre les forces qui combattaient, des forces souvent étrangères : syriennes, israéliennes, palestiniennes (...) Je lui ai dit que la voie de la raison, c'était la voie de la réconciliation, la voie du dialogue, notamment avec le président légal, M. Amine Gemayel. Je me suis engagé, dans la mesure où je le pouvais, à faire en sorte que du côté des milices chrétiennes, particulièrement les phalangistes, on fasse les efforts nécessaires pour éviter un drame.*

● *Le parti socialiste français* a lancé, le dimanche 11 septembre, *« un appel solennel aux forces en présence »* au Liban *« pour que les populations civiles soient épargnées »* et a demandé *« un cessez-le-feu immédiat »*. Le comité directeur du P.S. condamne *« les massacres qui se sont déjà produits »* et *« met en garde solennellement les responsables politiques qui laisseraient se perpétrer de nouvelles exactions ou de nouveaux massacres (...) »*.

ASIE

Afghanistan

Un journaliste rapporte le massacre de civils par des soldats soviétiques

Dans un témoignage adressé à la *presse, un journaliste français*, Patrice Franceschi, auteur d'un livre (*Ils ont choisi la liberté*, Fernand Nathan) sur la guerre d'Afghanistan, fait état du massacre de vingt-trois villageois afghans, le 30 juin 1983, à Raudza, dans la province de Ghazni, au sud-ouest de Kaboul. Se trouvant alors dans cette région pour le compte de l'agence Sygma, il a constaté que des colonnes mobiles de l'armée soviétique y effectuaient des opérations de « nettoyage ». *« Des blindés*, indique-t-il, *encerclèrent le village. Il n'y avait aucun élément de l'armée afghane parmi eux. A l'aube, les soldats soviétiques quittèrent leurs véhicules, protégés par des hélicoptères, et entreprirent de contrôler le village, rue par rue. Un jeune résistant de dix-huit ans, du nom de Ghulam Hazrat, se trouvait alors chez lui avec son arme, surpris par la promptitude de l'intervention ; pris de peur, il chercha refuge au fond du puits situé dans la cour de sa maison. Vers 10 heures, une patrouille de six hommes, dont un officier, força la porte de la cour et se mit à fouiller les lieux. L'officier et l'un de ses soldats ne tardèrent pas à se pencher au-dessus du puits. Se voyant découvert, le jeune résistant ouvrit le feu sur les deux hommes, tuant l'officier et blessant le soldat. Il mourut aussitôt sous le tir des autres soldats. Ce fut alors le signal de représailles aveugles. Les quatre soldats encore présents mitraillèrent à la Kalachnikov les hommes présents dans la maison, le père, un cousin, deux des oncles de Ghulam Hazrat. Puis ils sortirent et rassemblèrent tous les hommes qui purent leur tomber sous la main aux alentours de la maison, passants, boutiquiers. Ils furent d'abord battus et dépouillés des valeurs qu'ils portaient sur eux (montres, argent...) avant d'être exécutés sommairement dans les ruelles. »*

Le journaliste donne les noms des vingt-trois personnes ainsi tuées. Une vingt-quatrième, un nomade, fut tuée non loin du village.

Pakistan

Dans la province du Sind

DES MANIFESTATIONS HOSTILES ONT ACCUEILLI LE GÉNÉRAL ZIA

Islamabad *(A.F.P., Reuter)*. – En tournée dans la province du Sind, le général Zia Ul Haq a été accueilli par des manifestations hostiles et des mouvements de grève dans plusieurs villes. A Dadu, la police a refusé d'intervenir et l'armée a dû rétablir l'ordre pour permettre au chef de l'Etat de gagner sans encombre son hélicoptère (à la suite de cet acte d'indiscipline de leurs hommes, un inspecteur de police a succombé à une crise cardiaque et un commissaire a dû être hospitalisé après un infarctus). Pendant que le général Zia prononçait un bref discours, de violents affrontements opposaient à travers la ville manifestants et forces de l'ordre.

A Badin, d'autres manifestants ont proféré des insultes à l'adresse du chef de l'Etat et lâché dans les rues de la ville une centaine d'ânes couverts d'inscriptions hostiles au régime militaire. A Thatta, le drapeau du Parti populaire pakistanais flottait sur de très nombreux toits tandis qu'à Hyderabad, seconde ville de la province, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et chargé à la matraque des étudiants.

Le représentant de Dadu au Conseil islamique fédéral, nommé par le président, M. Liaquat Jatoi, a donné sa démission et indiqué qu'il rejoignait le Mouvement pour la restauration de la démocratie. A Islamabad, les milieux officiels ont désormais la conviction que l'agitation, un mois après le lancement de la campagne de désobéissance civile, pourrait gagner d'autres régions que le Sind. A Lahore, capitale du Pendjab, deux personnalités politiques, dont un ancien ministre, se sont fait volontairement arrêter en présence de plusieurs milliers de personnes.

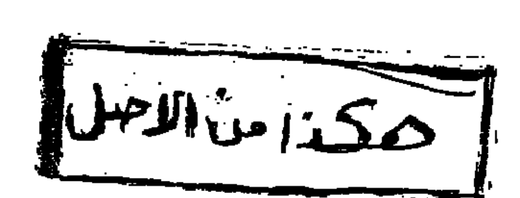
Philippines

« Le meilleur anniversaire » du président Marcos

Le président philippin Marcos a fêté, dimanche 11 septembre, son soixante-sixième anniversaire. *« C'est le meilleur anniversaire de ma vie,* s'est-il exclamé à cette occasion, *malgré les événements tragiques de ces dernières semaines. (...) Aujourd'hui, nous avons tous le cœur léger, nous nous sentons forts de nouveau, et nous sommes prêts à affronter l'avenir. »* Les *« événements tragiques »* auxquels M. Marcos a fait allusion sont probablement la mort, dans des circonstances tragiques et encore non élucidées, de son principal rival politique, Benigno Aquino, le mois dernier, à l'aéroport de Manille.

Rien ne peut empêcher le chef de l'Etat philippin de se réjouir en une telle occasion. Mais cette déclaration semble malvenue dans le contexte actuel. Elle ne pourra que renforcer la conviction des opposants selon lesquels le président, ou certains de ses partisans, sont derrière cet assassinat. Et ce à un moment où la commission d'enquête officielle est contestée et où l'hebdomadaire américain *Newsweek*, après le *Sunday Times*, révèle que l'assassin présumé d'Aquino était en contact avec des personnalités du régime et avait été arrêté puis relâché en 1981 sur un ordre signé personnellement par le président Marcos. Quand on est un homme politique, il y a des mots qu'il vaut mieux s'abstenir de prononcer si l'on ne veut pas encourager les spéculations.

P. de B.



EUROPE

Pologne

Pour « parasitisme social »

PLUS DE 23 000 PERSONNES ONT ÉTÉ CONDAMNÉES AU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Varsovie *(A.F.P.)*. — Les tribunaux polonais ont condamné 23 190 personnes au travail obligatoire depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le *« parasitisme social »*, en janvier dernier, a indiqué un vice-ministre de l'intérieur, M. Jozef Musiol, cité samedi 10 septembre par le quotidien *Kurier Polski.*

Cette loi, inspirée du modèle soviétique, s'applique aux hommes de dix-huit à quarante-cinq ans qui ne peuvent justifier d'un emploi depuis trois mois consécutifs. Elle permet aux autorités de faire peser une menace supplémentaire sur les opposants, en particulier les anciens internés ou condamnés qui se heurtent souvent à porte close quand ils cherchent un emploi correspondant à leurs compétences

Le quotidien précise que les condamnations au travail obligatoire ont frappé en particulier des *« prisonniers libérés sous condition »*, mais sans préciser leur nombre ni s'il s'agit de détenus politiques.

D'autre part, la télévision polonaise a présenté samedi 10 septembre une « interview » du mathématicien Grzegorz Cieciura, arrêté le 11 août dernier à Varsovie.

Parlant les yeux baissés, M. Cieciura, qui est âgé de vingt-neuf ans, a reconnu avoir participé aux travaux d'une imprimerie clandestine et a déclaré parlant sur un ton contraint : *« Si je puis conseiller une chose à ceux qui ont agi et continuent d'agir dans la clandestinité, c'est de se demander si une telle activité donne des effets réels, compte tenu des menaces encourues et des efforts qu'il faut déployer... »*

« Je crois, a-t-il ajouté, *que beaucoup de personnes sont assez menacées et ne connaissent pas l'efficacité des organes du parquet. »* Le présentateur a indiqué en commentaire que *« l'attitude adoptée pendant l'enquête »* par le mathématicien *« pourrait lui valoir des circonstances atténuantes »*.

Au cours du congrès international des mathématiciens qui s'est tenu en août à Varsovie, cent cinquante participants avaient adressé une pétition aux autorités polonaises, expliquant que l'arrestation de M. Cieciura *« jetait une ombre »* sur leur réunion.

• *Un diplomate polonais demande asile à la R.F.A.* — M. Waldemar Rzedkowski, premier secrétaire à l'ambassade de Pologne en R.F.A., a demandé l'asile politique aux autorités ouest-allemandes, a indiqué dimanche 11 septembre un porte-parole du ministère des affaires étrangères à Bonn. — *(A.F.P.)*

Espagne

FRANCO « DÉBOULONNÉ » : INCIDENTS A VALENCE

De vifs incidents ont eu lieu le 10 septembre à Valence lors du déboulonnage d'une statue équestre du général Franco ordonné par la municipalité de gauche de cette ville espagnole. Des manifestants d'extrême droite qui tentaient de s'y opposer se sont heurtés à des policiers. Il y a eu au moins deux blessés et six arrestations. Selon *El Alcazar*, quotidien d'extrême droite, un ancien de la division Azul, qui avait combattu l'Union soviétique aux côtés des troupes hitlériennes, est mort d'un infarctus, alors que la police chargeait les manifestants.

Ce déboulonnage avait lieu en application d'un arrêté municipal du 22 avril 1979 ordonnant *« le retrait de la vie publique des symboles et images datant de l'étape non démocratique »* de la vie publique espagnole.

L'affaire a eu un grand retentissement dans le pays. La question des « Franco *de bronze* » pourrait se poser en beaucoup d'autres endroits en Espagne. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

Le congrès du parti social-démocrate a rejeté toute idée de fusion avec les libéraux

Manchester. — La « troisième *force* » politique britannique représentée par l'alliance des partis libéral et social-démocrate conservera sa *structure actuelle pendant plusieurs* années encore. Les délégués du congrès social-démocrate de Manchester ont repoussé, le dimanche 11 septembre, l'idée d'une fusion des deux organisations, du moins avant les prochaines élections législatives.

Cette décision a ravi leur leader, M. David Owen, qui avait fait connaître de façon très ferme son opposition à la thèse de la fusion avancée par plusieurs personnalités libérales et par certains militants de

De notre envoyé spécial

base sociaux-démocrates. Pour écarter tout risque, M. Owen a demandé avec succès le rejet du principe de sélection conjointe des candidats de l'Alliance aux élections européennes de 1984. Cette double victoire contribue à asseoir définitivement l'autorité du leader du parti social-démocrate (S.D.P.), élu à ce poste au lendemain des élections législatives de juin.

M. Roy Jenkins, le prédécesseur de M. Owen, a adopté, lui, une position nettement plus « œcuménique » en déclarant que les membres du S.D.P. devaient être prêts à accepter une évolution *« substantielle »* des rapports entre leur organisation et le parti libéral.

MM. Jenkins et Owen ont toujours eu une conception différente du parti qu'ils ont créé en 1981 en compagnie de deux autres transfuges travaillistes. M. Owen est beaucoup plus attaché que son aîné à l'identité propre du parti social-démocrate. Ainsi aurait-il préféré que les partenaires de l'Alliance fassent campagne de façon beaucoup plus indépendante avant les élections législatives de juin (le S.D.P. n'a obtenu que 6 sièges contre 17 aux libéraux).

Cette différence de perception se retrouve parmi les militants sociaux-démocrates qui en sont toujours à se demander s'ils appartiennent à un parti centriste obsédé par la recherche du juste milieu ou à une formation résolument progressiste.

L'hostilité de M. Owen à une fusion avec le parti libéral s'explique aussi par des considérations tactiques. Le leader du S.P.D. estime qu'une coalition entre deux partis relativement proches peut *« ratisser plus large »*. D'autre part, il craint de nouer des rapports trop étroits avec un parti libéral, qui, selon lui, *« en raison de ses tendances anarchiques, éprouve des difficultés à maintenir une position ferme sur les questions importantes »* (comme la politique de défense).

De leur côté, les libéraux reprochent au S.P.D. d'être insuffisamment démocratique et trop centralisé. Il est vrai que les militants sociaux-démocrates sont plus portés sur les débats académiques que sur ce qu'ils appellent dédaigneusement la *« guérilla politique »*, à savoir les réunions de quartier et autres activités locales dans lesquelles les libéraux excellent. Pour la plupart cadres, enseignants ou membres de professions libérales, les sociaux-démocrates s'expriment à la tribune avec beaucoup d'aisance et un accent uniformément « oxbridgien », acquis aux universités d'Oxford et de Cambridge ; leurs interventions sont savamment pesées mais souvent parfaitement ennuyeuses ; leurs congrès sont plus raffinés, mieux ordonnés, moins démagogiques que ceux du Labour ou des syndicats, mais ils n'en ont ni le pittoresque ni l'animation : on est entre gens bien élevés.

Les militants du S.P.D. appartiennent à un groupe très homogène, fréquemment caricatué comme un club d'intellectuels éclairés, internationalistes, friands de voile, de maisons de campagne, de cuisine continentale et de vin de Bordeaux ; un partisan du S.P.D a dit un jour que la nourriture était l'« opium » des classes moyennes. Ce nouveau sytle de militantisme politique ne va pas sans un narcissisme collectif particulièrement perceptible dans les congrès, où dirigeants et délégués prennent grand plaisir à se congratuler mutuellement. Quan on s'aime à ce point, il doit être bien difficile d'envisager une fusion avec un autre parti.

(Intérim.)

R.F.A.

LORS DE LEUR CONGRÈS RÉGIONAL
Les sociaux-démocrates du Bade-Wurtemberg refusent l'implantation de nouvelles armes nucléaires

De notre correspondant

Bonn. — Le congrès extraordinaire du parti social-démocrate du Bade-Wurtemberg, réuni samedi 10 septembre à Offenburg, a adopté à l'unanimité une motion de son comité directeur rejetant l'implantation de Pershing-2 et de missiles de croisière sur le territoire fédéral. Le président du S.P.D. du Bade-Wurtemberg, M. Ulrich Lang, a déclaré qu'il ne pouvait admettre que des localités de son Land servent *« de rampes de lancement, de cible et d'aimant fatal pour la plus terrible des armes d'anéantissement »*. Avec la majorité du peuple allemand, a-t-il ajouté, le S.P.D. du Bade-Wurtemberg est convaincu que la sécurité de la République fédérale ne serait pas renforcée mais diminuée par le stationnement de nouvelles armes nucléaires.

M. Lang a dit ensuite que le simple refus de ces armes ne suffisait pas et qu'il fallait que la social-démocratie combatte pour la poursuite des négociations visant au désarmement et à la détente. Il a lancé un appel aux Soviétiques pour qu'ils arrêtent la production et le déploiement des SS-20 et pour qu'ils réduisent considérablement le nombre de ceux déjà braqués sur l'Europe. Pour réaliser ces objectifs, il est nécessaire que la R.F.A. se tienne aux côtés des Etats-Unis et qu'elle ne remette pas en cause son appartenance à l'OTAN. M. Lang a rendu hommage à la *conduite non-violente* des manifestants qui ont fait le siège de la base militaire américaine de Mutlangen, du 1er au 3 septembre, et il a mis en garde les pacifistes contre toute tentative de surenchère dans les manifestations contre les missiles. *« Force doit rester à la loi »*, a-t-il précisé. Le congrès du S.P.D. a invité les membres de ce parti à participer aux manifestations pacifistes, notamment à la « chaîne humaine », qui, le 22 octobre, doit relier Stuttgart à Ulm.

Ces attendus à la décision de s'opposer à l'installation des fusées américaines ont paru timorés à nombre de congressistes qui, autour de M. Erhard Eppler, militant pacifiste de longue date, auraient préféré un engagement encore plus catégorique de leur comité directeur.

Le vote d'Offenburg, *intervenant* avant la conclusion des négociations de Genève, a été très mal accueilli par les milieux gouvernementaux de Bonn, qui y voient une atteinte à la position morale des Etats-Unis. Il ne manquera pas non plus d'influencer le congrès que doit tenir l'ensemble du S.P.D. sur les euromissiles vers la fin novembre. A Offfenburg, M. Conradi, député au Bundestag, a reproché à l'ancien chancelier Schmidt d'avoir été l'artisan de la double résolution de l'OTAN qui prévoit le déploiement d'une nouvelle panoplie d'armes nucléaires américaines en Europe en cas d'échec à Genève. L'ensemble du S.P.D. désavouera-t-il son ancien chef de file ? Celui-ci cherchera-t-il le soutien des sociaux-démocrates modérés ?

Le chef du groupe parlementaire au Bundestag et candidat malheureux à la chancellerie, M. Hans Jochen, s'est exprimé avec prudence sur les pacifistes. Il a déclaré, dans une interview, que rejoindre les rangs de ce mouvement était une *« affaire individuelle »*. Autrement dit, le S.P.D. décline son patronage. M. Vogel a également mis en garde les membres de son parti contre la participation à des activités qui pourraient dégénérer en conflit avec les forces de l'ordre. Ce n'est pas précisément un encouragement à prendre part aux diverses manifestations de ces prochaines semaines.

ALAIN CLÉMENT.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

• ARRESTATION D'« EXTRÉMISTES PALESTINIENS ». — La police égyptienne a récemment arrêté un groupe d'*« extrémistes palestiniens, chargés d'exécuter un plan de sabotage et l'assassinat de personnalités à la tête d'intérêts égyptiens et étrangers »* en Égypte, a indiqué le dimanche 11 septembre le quotidien *Al Ahram.* Le journal affirme que d'importantes quantités d'armes, de munitions et d'explosifs ont été saisies *« au moment où ce groupe s'apprêtait à les introduire clandestinement en Égypte »*. Selon *Al Ahram*, les inculpés ont fait des *« aveux détaillés »* devant le juge d'instruction. Le quotidien ne précise pas le nombre des personnes arrêtées ni la date de leur arrestation. En juin dernier, rappelle-t-on, une quarantaine de Palestiniens avaient été arrêtés dans les milieux étudiants du Caire et d'Alexandrie, et aucune charge précise n'avait été formulée contre eux. — *(A.F.P.)*

Lesotho

• ATTAQUE DE L'« ARMÉE DE LIBÉRATION ». — Le Lesotho a adressé, dimanche 11 septembre, une note de protestation au gouvernement de Pretoria, à la suite d'une nouvelle attaque lancée depuis l'Afrique du Sud par des éléments de l'*« Armée de libération du Lesotho »* (L.L.A.-opposition armée). Selon Radio-Maseru, les rebelles, utilisant six véhicules sud-africains, tentaient de franchir la frontière nord du Lesotho, dans la province de Leribe, quand la police et des forces paramilitaires locales les ont contraints à rebrousser chemin. Selon la police, qui n'a fait état d'aucune victime du côté des forces de sécurité, des assaillants ont été blessés lors de l'accrochage. — *(A.F.P.)*

Népal

• LE NÉPAL ET LE VATICAN ont annoncé, vendredi 9 septembre, leur décision d'établir des relations diplomatiques. *(A.P., U.P.I.)*

République Sud-Africaine

• ATTENTATS A JOHANNESBURG. — Deux engins ont explosé, samedi 10 septembre, en début de matinée, dans des centrales électriques de la banlieue de Johannesburg, privant de courant plusieurs faubourgs. La police a précisé que les explosions avaient été causées par des engins plaqués contre les parois, et que des slogans politiques en faveur de groupes nationalistes noirs interdits avaient été inscrits sur un mur. On ne signale aucune victime. — *(Reuter.)*

Zimbabwe

• LIBÉRATION D'OFFICIERS. — Deux des six officiers blancs de l'armée de l'air, détenus malgré leur acquittement la semaine dernière *(le Monde* du 2 septembre), les généraux Hugh Slatter et Philipp Pile, ont été libérés puis expulsés vers la Grande-Bretagne, vendredi 9 septembre. On ignore quel sort sera réservé aux quatre officiers demeurés en détention. — *(A.F.P., U.P.I.)*

DIPLOMATIE

L'AFFAIRE DU BOEING SUD-CORÉEN

Le pilote du chasseur soviétique raconte comment il a abattu l'appareil

dans une interview télévisée à Moscou

Trois des pilotes qui ont participé à l'interception du Boeing des Korean Airlines au-dessus de l'île Sakhaline ont été présentés samedi soir, 10 septembre, par la télévision soviétique, notamment celui du Sukhoi SU-15 qui a abattu l'avion sud-coréen. La cinquantaine grisonnante, vêtu de jeans et d'un blouson d'aviateur marron, celui-ci a notamment déclaré : *« C'est assez difficile de parler des émotions que j'ai éprouvées. J'ai eu des tâhes bien déterminées. J'ai cherché à les accomplir le mieux possible. La tâche de combattre représente tout le sens de ma vie. »*

A la question de savoir s'il se savait en présence d'un avion ennemi, le pilote a répondu : *« Oui, j'ai pensé à cela, et quand il a pénétré dans notre espace aérien, j'en étais encore plus sur. Plus sur que c'est un avion ennemi qui a violé notre territoire, qui a pour ainsi dire survolé ma maison, qui est presque passé au-dessus de notre base. Les gens dormaient tranquillement, et lui, il poursuit son vol avec pour mission l'espionnage. Tout ce que j'ai fait dans un premier temps, c'est de m'approcher de l'avion et donner des signaux lumineux de bord. J'ai vu qu'il y avait un équipage important qui devait apercevoir nos signaux lumineux. »*

« Nous avons tiré, a poursuivi le pilote *quatre charges de balles tracantes juste devant leur nez, ils ont du le voir, j'en suis sur. Quatre charges de balles tracantes juste devant votre nez, cela se voit dans la nuit, même à plusieurs kilomètres, alors que nous étions tout près de lui. J'ai fait des battements avec les ailes de mon avion. Dans les règlements internationaux, cela veut dire qu'il se trouvait en infraction. Cela a également du se voir. Il aurait dû me répondre qu'il était effectivement en infraction et j'aurais pu l'aider s'il avait eu des problèmes. Il aurait pu atterrir sur un aérodrome, nous allions nous débrouiller. Mais il a poursuivi son vol sans modification du trajet ni de l'altitude...*

» J'ai reçu l'ordre clair et déterminé. »

Dans la version qu'elle a ensuite diffusé de l'interview, l'agence Tass a supprimé cette dernière phrase pour la transcrire en style indirect sans guillemets en ces termes : *« Ayant reçu l'ordre d'arrêter le vol, je l'ai exécuté, a déclaré le pilote soviétique. »*

A Washington, le département d'État a légèrement modifié la version des communications radio entre les chasseurs soviétiques et leurs bases qui avait été présentée la semaine dernière à l'ONU *(le Monde* du 8 septembre). Se fondant sur des passages initialement *« inintelligibles »* qui ont été ultérieurement déchiffrés, les spécialistes américains révèlent que le pilote du Sukhoi a bien annoncé qu'il *« tirait des rafales de canons »*. Rien n'indique toutefois, notent-ils, qu'il s'agissait de charges traçantes. Le département d'État maintient que le Boeing sud-coréen n'était pas conscient de la présence des chasseurs soviétiques.

Deux corps retrouvés

Au Japon, les recherches ont permis de retrouver des fragments de métal et d'autres débris provenant de l'avion de la KAL. Deux corps ont également été retrouvés, ainsi que la carte d'identité d'une des passagères, de nationalité canadienne.

Plusieurs pays européens devaient appliquait à partir de ce lundi 12 septembre une mesure de boycottage des vols de l'Aeroflot pour une période de quinze jours, conformément à une recommandation formulée à Bruxelles dans le cadre de l'OTAN. La France, indique-t-on de source autorisée à Paris, a estimé qu'elle n'avait pas à s'associer à cette mesure au moment où elle s'efforce de faire compléter le droit international en matière de sécurité de la navigation aérienne civile. On fait en outre remarquer de même source que la France et l'U.R.S.S. sont liés par un accord bilatéral sur le trafic aérien et qu'un boycottage aurait été en contradiction légale avec cet accord. La Grèce, l'Espagne et la Turquie ont également refusé de boycotter leurs liaisons aériennes avec l'U.R.S.S. Cette question devait être examinée lundi à Athènes lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la C.E.E.

A Helsinki, le syndicat des pilotes de ligne finlandais a décidé de boycotter pendant deux mois la liaison Helsinki-Moscou de la compagnie Finnair. Cette attitude, observe notre correspondant, témoigne d'une remarquable indépendance des pilotes à l'égard du pouvoir qui, au nom de la neutralité finlandaise et dans l'intérêt des relations fino-soviétiques, aurait peut-être souhaité que leur syndicat s'abstienne de ce genre de mesure.

LES NÉGOCIATIONS EURO-STRATÉGIQUES DE GENÈVE

Les experts de l'OTAN examinent les nouvelles propositions de M. Andropov

Le groupe consultatif spécial de l'OTAN pour les négociations de Genève sur les euromissiles, qui regroupe des experts des pays membres de l'alliance atlantique sous la présidence de M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires européennes, se réunit ce lundi 12 septembre à Londres. Ce groupe doit notamment examiner les dernières analyses soviétiques concernant les forces nucléaires française et britannique, dont M. Gromyko aurait indiqué récemment au ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, qu'il était prêt à les considérer comme appartenant à *« une catégorie à part »*. Cette information n'a cependant pas été confirmée du côté français, après les conversations de M. Gromyko.

A Genève, des séances de travail supplémentaires ont été organisées vendredi et samedi. Il s'agissait notamment de faire le point sur les propositions formulées fin août par M. Andropov *(le Monde* daté 28-29 août), et en particulier la limitation du dispositif soviétique à cent soixante-deux missiles de portée intermédiaire (dont un certain nombre de SS-20), chiffre qui équivaut à la somme des missiles français et britanniques. Selon le *New-York Times*, qui cite *« des sources gouvernementales »* sans autre précision, le président Reagan aurait récemment autorisé le chef de la délégation américaine à Genève, M. Paul Nitze, à faire quelques concessions à son interlocuteur soviétique, M. Youli Kvitsinsky. Ces concessions pourraient aller jusqu'à l'abandon de l'exigence d'une égalité globale dans le nombre des missiles déployés de part et d'autre.

On estime par ailleurs à Bonn, dans les milieux diplomatiques, que le gouvernement ouest-allemand envisage de proposer l'organisation d'une conférence réunissant les cinq « grands » nucléaires (Etats-Unis, Union soviétique, France, Grande-Bretagne et Chine). Cette conférence aurait notamment pour objectif de résoudre la question des « forces tierces », française et britannique, placées sous commandement exclusivement national. — *(A.F.P., A.P.)*

R.F.A.

L'assainissement des finances publiques divise la démocratie chrétienne

Bonn. – Présentant le projet de budget pour 1984, lors de l'ouverture de la session parlementaire, le chancelier Kohl et le ministre des finances, M. Stoltenberg, se sont efforcés de ramener le calme dans les rangs d'une majorité quelque peu agitée. Les controverses, les altercations même, avaient opposé cet été certains « ténors » des partis chrétien-social et chrétien-démocrate, tandis que la chancellerie gardait un silence interprété par une partie de la presse ouest-allemande comme un signe d'indécision.

Avec l'été en effet était venue l'heure du premier bilan économique. Qu'en était-il de la « reprise » annoncée lors des élections du 6 mars, de la capacité du chancelier Kohl à restaurer la confiance et le dynamisme dans les milieux industriels ? Six mois après la confirmation de l'équipe chrétienne-démocrate et libérale au pouvoir, l'effet psychologique du changement dans le domaine économique se révélait quasiment nul.

Si l'on s'en tient aux chiffres, le bilan du premier semestre de 1983 n'est pas mauvais : le pire semble passé et les indices font apparaître, à défaut d'une véritable « reprise », un renversement de tendance par rapport à 1982. On compte sur un taux de croissance situé entre 0,5 % et 1 % cette année. La montée du chômage s'est ralentie depuis plusieurs mois. On a recensé en août 2 196 000 demandeurs d'emploi, soit, pour la première fois depuis deux ans, une diminution par rapport au mois précédent.

Ces indices positifs ne garantissent cependant pas une reprise durable. Le volume des commandes de l'industrie a baissé en juillet. Etant données la stagnation des salaires et les ponctions opérées sur les revenus sociaux, on ne peut miser sur une hausse continue de la demande intérieure qui s'est manifestée dans les six premiers mois de 1983 aux dépens de l'épargne des ménages. Aucun signe vraiment encourageant n'est jusqu'à présent perceptible, ni dans le domaine des investissements ni dans celui des exportations. En toute hypothèse, seul un taux de croissance très élevé pourrait permettre à l'économie ouest-allemande de relever les défis auxquels elle est confrontée, à commencer par l'arrivée chaque année et pour quatre ou cinq ans encore de 200 000 jeunes sur le marché du travail.

Les dix « thèses » de M. Albrecht

Le constat étant fait qu'aucun « miracle » ne s'était produit après les élections de mars, on commençait donc à s'interroger sur l'efficacité de la politique économique du gouvernement. Le budget que M. Stoltenberg a défendu la semaine dernière devant le Bundestag présente un déficit réduit (37 milliards de marks (1) contre plus de 40 milliards en 1983), grâce à une réduction de 6,5 milliards de marks environ des dépenses sociales. C'est un pas vers l'assainissement des finances publiques considéré comme une priorité par le gouvernement. Cette politique est cependant contestée à la fois par ceux qui trouvent que c'est aller trop loin dans la rigueur et par ceux qui ne voient là que des *« demi-mesures »*.

Parmi les premiers, M. Franz Joseph Strauss, qui en d'autres temps hurlait avec les loups contre l'endettement de l'Etat, pris d'un accès de populisme, s'est attaqué au projet de réduction de l'allocation de maternité et a alimenté la controverse sur ce thème pendant une bonne partie de l'été. D'autres critiques sont venues du très sérieux Institut de recherche économique de Munich (IFO), qui mettait en garde contre

De notre envoyée spéciale

la récession pouvant résulter l'année prochaine d'une politique axée en priorité sur la réduction des dépenses publiques.

Mais c'est M. Ernst Albrecht, chef du gouvernement du Land de Basse-Saxe et l'une des plus fortes personnalités de la C.D.U., qui a provoqué la plus vive émotion en présentant au mois d'août ses dix « thèses » sur la situation économique et la politique qu'elle appelle. Le gouvernement, dit en substance M. Albrecht, ne peut espérer ni relancer l'activité économique durablement ni lutter efficacement contre le chômage par le type de mesures jusqu'à présent adoptées. Le handicap majeur de l'économie ouest-allemande, estime-t-il, est le coût trop élevé de la main-d'œuvre, résultant des charges sociales trop lourdes qui pèsent sur les entreprises. Le remède réside dans la diminution des prestations sociales et la remise en cause de leur mode de financement. M. Albrecht propose un allégement de 20 % de la charge fiscale des entreprises pour donner aux investissements l'impulsion décisive qui fait actuellement défaut. Le manque à gagner qui résulterait pour l'Etat de cette baisse de l'impôt sur les sociétés pourrait, toujours selon M. Albrecht, être compensé par une augmentation importante (de 6 points environ) du taux de la T.V.A. et par une réduction plus importante des dépenses sociales.

Bien qu'elles aient été présentées comme de simples thèmes de réflexion et non comme des *« propositions politiques »*, les thèses de M. Albrecht ont fait l'effet d'une bombe. Elles ont immédiatement déclenché les foudres des syndicats, de l'opposition social-démocrate, et aussi d'une partie de la C.D.U. représentée au gouvernement par M. Norbert Blüm, le ministre du travail. Elles ont aussi délié les langues dans les rangs du parti chrétien-démocrate et dans les milieux économiques. M. Lothar Spät, chef du gouvernement du Bade-Wurtemberg, autre « baron » de la C.D.U., y allait lui aussi de son couplet critique contre le gouvernement. De bonnes âmes rappelaient au ministre de l'économie, M. Lambsdorff (libéral), que les « thèses » qu'il avait lui-même publiées en son temps avaient été à l'origine de la chute du gouvernement Schmidt. Ici et là on faisait remarquer que, malgré son désir d'assainir les finances publiques, le gouvernement n'avait pas tenu ses promesses sur la réduction des subventions aux secteurs déficitaires de l'industrie (acier, charbon, chantiers navals), en hausse dans le prochain budget, ni celles sur l'encouragement de l'investissement.

Rigueur ou relance ?

En fait, M. Albrecht a réveillé le débat qui depuis plusieurs années agite la classe politique ouest-allemande et sur lequel s'est défaite la précédente coalition. Il oppose les partisans d'une révision profonde du système de protection sociale et de son financement à ceux qui, par conviction ou par prudence – parce qu'ils pensent qu'il y va de la paix sociale en République fédérale, – estiment qu'on ne peut procéder dans ce domaine qu'à des ajustements modérés. Les syndicats, qui font preuve d'une grande modération sur le plan des salaires (ils ont accepté au printemps dernier une augmentation de 3 %, c'est-à-dire, à une époque où le taux de l'inflation était de 4 %, une diminution du pouvoir d'achat) et qui se battent actuellement pour la semaine de 35 heures présentée comme un moyen de lutter contre le chômage, ne sont effectivement pas disposés à accepter le démantèlement des prestations sociales.

Au ministère des finances, on s'efforce de minimiser la portée critique des thèses de M. Albrecht. *« Elles vont dans le même sens que la politique du gouvernement, mais se situent dans la perspective de la fin des années 80, ce qui est une problématique tout à fait différente »*, affirme M. Ludewig, un fonctionnaire du ministère. *« Il n'y a pas de contradiction entre une politique de consolidation du budget et une politique de relance*, ajoute-t-il, *car une situation dans laquelle l'Etat absorbe une trop grande part des crédits disponibles pour financer son déficit est le plus grand obstacle à la reprise. »* Il fait remarquer enfin que certaines mesures allant dans le sens des thèses de M. Albrecht doivent être examinées dans les prochains mois par le gouvernement : en ce qui concerne la diminution du temps de travail, le ministère du travail prépare une loi-cadre sur l'abaissement de l'âge de la retraite ; quant à l'allégement de la fiscalité, une décision doit être prise dans ce sens au début de l'année prochaine. Elle concernera vraisemblablement l'impôt sur le revenu et non l'impôt sur les sociétés comme le préconise M. Albrecht.

M. Kohl a confirmé quant à lui qu'il ne tenait pas les thèses du premier ministre de Basse-Saxe pour une attaque contre son gouvernement mais pour des analyses propres à susciter une réflexion au sein de la C.D.U. Le présidium du parti en discutera en octobre. Il n'en reste pas moins que les prises de position de M. Albrecht ont fait l'effet d'un pavé dans la mare et que le malaise n'est pas dissipé.

CLAIRE TRÉAN.

(1) Un mark vaut environ 3 F.

Tribune internationale

TROIS ANS DE RÉGIME MILITAIRE EN TURQUIE

Se sauver des « sauveurs »

par YUCEL TOP (*)

AU cours des trois années de pouvoir militaire que les peuples de Turquie ont dû subir, le régime actuel, passant outre aux récriminations de larges secteurs de l'opinion publique, a posé les fondements de l'ordre politique futur. La presse internationale s'est largement faite l'écho du processus de « retour à la démocratie », entamé en avril dernier, dont le point culminant devrait être les élections du 6 novembre.

Or on constate que le sentiment quasi général dans le pays est actuellement empreint de méfiance et d'amertume. Le rétablissement des institutions démocratiques, annoncé par les généraux et leurs alliés étrangers, semble plus improbable encore qu'au lendemain du coup d'Etat du 12 septembre 1980. A peu près chacune des mesures décrétées depuis cette date a eu pour effet de creuser le fossé entre les proclamations de foi « démocratiques » et la réalité.

La nouvelle Constitution, « approuvée par le peuple turc » en novembre 1982, aura pour effet d'abolir l'ensemble des principes et des institutions qui, de l'avis de la plupart des gouvernements ouest-européens, relèvent de l'essence même de la démocratie. Citons, à titre d'exemple, la suppression totale de l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'abolition de fait du droit de grève, des conventions collectives, du droit d'association et toutes les garanties pour la liberté d'expression, la mise au pas totale de l'enseignement supérieur, où des postes-clés sont confiés à des représentants notoires de l'idéologie fasciste.

QUOI d'étonnant, dès lors, que les dirigeants et les cadres des deux partis qui ont dominé la scène politique au cours des années 70 – le Parti de la justice et le Parti républicain du peuple – se fassent les porte-parole du sentiment général en reprenant des arguments et des idées que les forces de gauche, en butte à une sanglante répression, étaient les seules à défendre.

Ces courants d'opposition tentent de se mettre d'accord sur les principales questions politiques, estimant que, après trois années de pouvoir absolu, l'armée ne saurait se prévaloir ni de sa « gloire militaire » passée ni de son aura de « sauveur de la nation ». A leurs yeux, l'armée turque, en tant qu'élément dominant d'un État centraliste et bureaucratique, constitue désormais le principal obstacle au retour à la démocratie.

ET les élections du 6 novembre prochain ? Elles marqueront le triomphe – éphémère sans doute – d'un régime militaire qui, sûr de lui, compte déjà sur la « mise sur orbite » des trois partis officiellement autorisés, pour normaliser complètement ses relations avec l'Europe des Dix et répandre en Turquie même l'illusion de la restauration du pouvoir civil et du régime parlementaire.

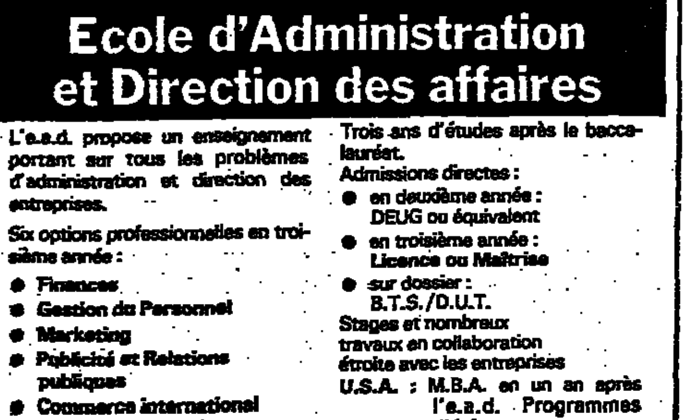
Or, non contents d'avoir rayé des listes des fondateurs des nouveaux partis plus de quatre cents noms, les généraux se réservent le droit d'exclure les candidats aux élections qui ne seraient pas à leur goût. Dans ces conditions, on peut s'attendre en 1984 à un regain d'activité de l'opposition non pas contre une « démocratie musclée », qui n'existera pas, mais contre un État autocratique et patriarcal.

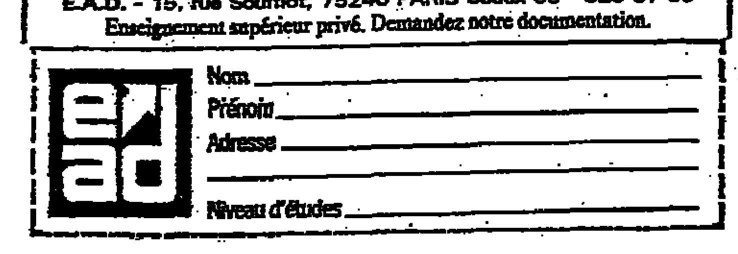
Le régime ayant pris le risque de s'isoler de plus en plus des principales forces du pays, on ne voit pas comment il pourrait maintenir son pouvoir absolu sans recourir à de nouvelles mesures de répression tout azimuts.

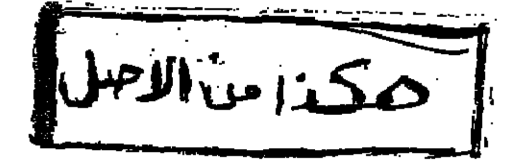
Malgré ces sombres perspectives, il n'est pourtant pas impossible que, à plus long terme, la conscience démocratique finisse par l'emporter sur la conception autocratique, qui autorise les « sauveurs de la nation » à maintenir indéfiniment la société sous tutelle.

(*) Représentant à l'étranger de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK).









Le Monde

politique

LA VICTOIRE DE L'OPPOSITION A L'ÉLECTION MUNICIPALE DE DREUX

Nuit houleuse à la salle des fêtes

De notre envoyé spécial

Dreux. — Dimanche soir dans la salle des fêtes : l'opposition, — ses représentants et ses partisans — se sent chez elle. De l'autre côté, c'est une sale défaite, avec toute l'amertume de ces circonstances-là. Très vite, la gauche a su qu'elle avait perdu ; même si, un temps, les uns et les autres ont pu se laisser distraire par les petites péripéties, les signes minuscules et impossibles à interpréter. *« Tiens, sur ce premier cent de bulletins, Piquet fait quarante-six et Hieaux cinquante. »*

Au téléphone, à la table de centralisation des résultats, policiers, informateurs officieux et officiels se succèdent. Il y a ici autant de photographes et de journalistes que de Drouais. Paris appelle pour avoir des renseignements : *« C'est en cours de dépouillement. »* Genève appelle pour savoir de quoi il retourne : *« Trop tôt, rappelez dans une heure. »*

Attention aux éléments de contentieux possible ! *« On sort déjà du tribunal pour cette élection. » « La petite marque rose au dos de ce bulletin, c'est bon ? — Oui, oui, c'est un fragment d'enveloppe qui s'est collé. » « Méfiez-vous des professions de foi du premier tour, ce serait nul. »*

Dix-neuf heures et quelques minutes : les résultats des bureaux commencent à arriver. Très vite on sait : *« Piquet ne remontera pas. »* Les hommes du jour viendront-ils ? *« Hieaux est prévenu, Piquet sera là quoi qu'il arrive. »* Avant lui, c'est « Françoise » (Gaspard) plus acclamée que huée qui arrive. Grave et bien entourée, elle reste sous les feux de la télévision et les objectifs des photographes. Bousculades à l'intérieur. Cris à l'extérieur où sont massées mille à mille cinq cents personnes, contenues par des C.R.S.

Des poches sortent des textes ronéotypés du *Chant des partisans : « Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? »*. Une contre-*Marseillaise* s'esquisse, des pieds frappent le sol en cadence.

Arrivent le vainqueur et le vaincu. Vacarme et chants noient la déclaration de M. Hieaux. Apaisant pour les Drouais, sévère pour le gouvernement : *« Par une odieuse campagne de désinformation et d'intoxication, vous avez voulu éloigner des urnes ceux qui désapprouvent votre politique. Là encore vous avez connu l'échec : le taux de participation très élevé en témoigne. Eh bien, la leçon du test est claire : avec moins de 45 %, la majorité n'est plus majoritaire. »*

Généralisation excessive ? Dehors la foule houleuse ne se contente pas de réclamer *« les fascistes hors de Dreux ! »*. On parle beaucoup du Chili. La tension monte après vingt heures. Un jet de grenades lacrymogènes repousse la foule. Des pierres et des bouteilles volent, des vitres de la salle des fêtes sont brisées. Les invectives succèdent aux appels au calme, qui sera finalement rétabli vers 22 h 30 après les supplications lancées par M. Piquet rappelé sur les lieux. Quelques blessés légers (dont quatre C.R.S.), des vitrines brisées. Dreux — rancœurs, tristesse et joies confondues — s'endort sur la promesse du chef de file vaincu de la gauche : *« Même battu, même dans l'opposition, je resterai avec vous. »*

M. Stribois, dont un certain nombre de partisans étaient présents au fond de la salle des fêtes, ne s'est pas montré de la soirée. Il n'avait pas confiance, comme le proclamait un tract abandonné par ses amis, *« dans l'autorité préfectorale qui dépend du régime socialo-communiste de guerre civile »*.

MICHEL KAJMAN.

La défaite de la gauche

(Suite de la première page.)

A ce stade, deux questions peuvent être posées : le respect de la logique électorale vaut-il que l'on s'allie avec le diable ? Les résultats de Dreux sont-ils annonciateurs d'autres victoires de l'opposition ?

Une chose est d'accepter les voix de l'extrême droite : M. Mitterrand avait lui-même donné l'exemple en acceptant celles de M. Tixier-Vignancour lors de la campagne présidentielle de 1965 ; une autre chose est de conclure une alliance politique, donc de gestion, avec elle.

Cette sorte d'alliance est-elle réservée à quelques « circonstances locales » ? L'opposition est-elle prête à gouverner le pays avec l'extrême droite ? Bref, a-t-elle mis à Dreux, le doigt dans l'engrenage ?

Compte tenu du comportement de MM. Pons, Lecanuet et Barre, par exemple, il semble que la réponse à cette question dépende de celle que l'on donne à une autre interrogation : l'extrême droite peut-elle obtenir de bons résultats ailleurs qu'à Dreux ?

On sait les conditions qui ont fait l'élection de la sous-préfecture d'Eure-et-Loir : un grave problème d'immigration, la présence de longue date, sur le terrain, d'une forte personnalité (M. Stirbois) et surtout un espace politique. Cet espace existe chaque fois (à Dreux, comme dans le vingtième arrondissement de Paris) *que le* R.P.R. est en retrait. En d'autres termes, une forte présence du R.P.R. est de nature à contenir l'extrême droite. C'est peut-être là la chance de l'opposition, dans la mesure où cela peut lui éviter des situations analogues.

A moins que ce ne soit le signe d'une dérive : le R.P.R. est, comme *d'autres, accessible à la pénétration* d'idées que ne renierait pas l'extrême droite. On touche là l'une des conséquences paradoxales du *10 mai 1981* : la réhabilitation de valeurs dites de droite.

D'autres scrutins vont avoir lieu *tout au long de l'automne, qui per*mettront de mieux mesurer l'évolution de l'opinion et celle de l'opposition. Les résultats de Dreux augmentent l'importance de l'enjeu. Déjà, à Aulnay-sous-bois, ville dont le maire est communiste — le Conseil d'État se prononce cette semaine — et qui compte une forte population immigrée, le P.C. s'inquiète et s'efforce de calmer le jeu à l'usine Citroën. Pourtant, à Trappes, au début de l'été (30 % de la population de certains quartiers de cette ville est immigrée), la gauche invalidée avait été reconduite. Certains y verront la preuve que le P.C. tient mieux ses mairies que le P.S. D'autres y verront le signe que rien n'est perdu. Ou, *comme* le dit M. Toubon (R.P.R.), que rien n'est encore gagné.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Jean Hieaux

M. Jean Hieaux, cinquante-neuf ans, qui devrait être élu maire de Dreux dans les prochains jours, dirige à Dreux une banque familiale qui porte son *nom. Gaulliste, mais n'ayant ja*mais appartenu à un parti, il s'engage dans la politique, à l'échelon local, en devenant en 1947, l'un des plus jeunes conseillers municipaux de France. Il le demeure jusqu'en 1959.

De 1965 à la victoire de Mme Gaspard en 1977, il siège à nouveau au conseil municipal, comme premier adjoint chargé des problèmes financiers. La municipalité était alors conduite par M. Jean *Cauchon, aujourd'hui* sénateur (C.D.S.) d'Eure-et-Loir.

Trois adjoints sur le devant de la scène

Dreux. — Les adjoints au maire : ce sont d'ordinaire des rôles secondaires obtenus au terme de petits *spectacles* électoraux sans grand relief ; des acteurs effacés pour divertissements politiques et gestionnaires locaux. A Dreux, on ne joue pas cette pièce-là. Un maire, discrètement éclairé, et pleins feux sur les adjoints. Sur trois d'entre eux en tout cas, membres ou sympathisants d'une formation d'ex*trême droite*, le Front national. Si le rideau du show national retombe, vous n'entendrez plus jamais parler d'eux ; unique représentation. Sinon...

Mme Mireille Brion, 42 ans, collaboratrice d'un cabinet d'avocats parisiens, adhérente au Front national depuis le printemps 1982, aura justement à *s'occuper de projecteurs et de* spectacles. A elle le poste d'adjoint chargé de la culture. Oui, elle est passée du R.P.R. au Front national. Le parti de M. Chirac s'est montré trop mou après l'arrivée des *« socialo-communistes »* au pouvoir. *« En période de crise, il faut être énergique. »*

Gênée par les vilaines accusations que l'on porte contre le Front national ? Elle n'a jamais eu connaissance de faits qui vérifieraient ces on-dit. Rien n'est venu transgresser sa loi morale : *« Respect de la libeté et de l'individu ».*

La culture à Dreux ? Trop de choses *« ésotériques »* jusqu'à présent, des *« gesticulations »* insanes. Et pourquoi ne trouvait-on à la bibliothèque, il y a quelques années, en matière d'économie que des traités marxistes et pas Pierre Loti (*« je trouve que cela peut se lire »*). Il faudra essayer de tenir compte à l'avenir de cette évidence : culture égale croissance, c'est l'étymologie qui l'enseigne. Il faudra que cela *« sorte de nos racines »*, soit *animé par l'« esprit français » et « fasse plaisir »*. Oui à Carlos et à De Funès, même si Mme Brion préfère Corneille, Racine et Molière.

Et les immigrés ? *« Je trouve logique qu'on leur donne les moyens de rester dans leur culture. Mais, à Dreux, on a imposé la culture de ces pays-là aux Français. Là, je ne suis pas d'accord. »*

Ce qu'elle pourra faire ? Elle verra... *Une bibliothèque moder*nisée peut-être — et moins orientée — incluse dans un centre *d'animations variées. De qu'« il y en ait pour tous les goûts ». « Les choses engagées »*, en tout cas, elle n'y croit pas. Culture de droite, culture de gauche ? Que l'on ne vienne pas lui parler de cela, à elle qui n'a jamais raté un spectacle de Georges Brassens et a toujours soutenu la cause de ce malheureux Bobby Lapointe.

Mme Paulette Vabois, soixante-trois ans, pharmacienne et biologiste, épouse d'un gynécologue *connu à Dreux*, non-inscrite, proche du Front national, désignée pour occuper le poste d'adjoint à l'action sociale, n'a, en fait, qu'un parti : celui de l'élégance, de *« l'affectivité et de la mesure »*. Elle a trouvé la campagne, celle des adversaires, *« hideuse »*. Elle en a été révoltée. Bien sûr qu'il y a un problème avec les immigrés, *« c'est M. Stirbois qui a eu le courage de le poser à Dreux »*. Il était donc *normal que M. Vabois et elle* — des notables, mais simples avec les gens simples — lui apportent leur soutien.

Mais attention, pas d'amalgame. Distinguons bien deux choses : d'un côté, *« les harkis à part entière et les travailleurs immigrés de longue date »*, et, de l'autre, *« les itinérants, les chômeurs, les gens en situation irrégulière »*.

Un cinquième larron

D'ailleurs, Mme Vabois a expliqué tout cela aux intéressés quand elle les a rencontrés. Ils le comprennent fort bien. Le racisme ? *« C'est la politique de la gauche et sa mobilisation furieuse »* qui sont en train de le développer. Quant à l'action sociale, c'est très simple : *« Une affaire de cœur, d'affectivité, d'écoute sans parti pris des uns et des autres. »*

L'homme politique que ces deux dames admirent, M. Jean-Pierre Stirbois, est un imprimeur de trente-huit ans, efficace et tenace. *Numéro deux du Front na*tional, il était le numéro quatre sur la liste d'opposition du 11 septembre. Le seul des trois qui songe à des scènes plus vastes et mieux éclairées.

Pour l'instant, la protection civile lui suffira en tant qu'adjoint au maire de Dreux. Il s'intéressera aux abris anti-atomiques et à bien d'autres choses dans les commissions dont il sera membre... Des idées sur la sécurité, par exemple, il en a. Il faudra créer *« un bureau d'aide aux personnes victimes d'agressions »*, apporter *« un soutien matériel à la police nationale, faire aider les policiers dans des tâches administratives et d'accueil par des employés municipaux pour qu'il y ait plus de policiers dans la rue »*. Mais pas question de milice. Le racisme, les risques de violence *contre des étrangers ? « Le tapage de la gauche est grotesque ; beaucoup de gens en sourient. »*

Comment devient-on le bras droit de M. Jean-Marie Le Pen au Front national (*« par rapport à mes idées, il n'y avait rien d'autre »*) ? L'Algérie française, la « trahison ». *Après, « le cheminement est naturel »* : comité Tixier-Vignancour, groupe Jeune Révolution du capitaine Sergent, *Mouvement solidariste français.* Un condamnation avec sursis en 1970 pour détention d'armes ? *« C'est vrai. Allez voir chez les militants communistes s'il n'y a pas d'armes... » « De 1974 à 1977, j'ai levé le pied : ces petites formations manquaient d'efficacité. »*

Puis ce fut le Front national, Dreux, la tempête de septembre. D'autres rôles en préparation ? *« Il y aura bientôt les élections européennes ; je serai sur la liste du Front national. »*

Le spectacle a déjà fait grand bruit ; y a-t-il une leçon à en tirer ? *« La bande des quatre grands partis avait l'habitude de se partager le gâteau électoral. A Dreux, émerge un cinquième larron. A droite comme à gauche, c'est la gêne. La vraie question est : émergence locale ou contamination ? Moi je dis : ce n'est pas purement local. »*

M. K.

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR

	11 SEPTEMBRE 1983			4 SEPTEMBRE 1983			*6 MARS 1983*			*13 MARS 1983*		
Inscrits	15 827			15 827			16 090			15 891		
Abstentions	24,96 %			32,50 %			30,10 %			23,64 %		
Suffrages exprimés	11 575			10 469			10 909			11 816		
Opp.	(M. HIEAUX) (Liste R.P.R., U.D.F., F.N.)	6 404	55,33	(M. HIEAUX)	4 467	42,67	(M. FONTANILLE) R.P.R.	3 356	30,76	(M. FONTANILLE)	5 904	49,96
							(M. ALIBERT) U.D.F.	2 055	18,83			
Un. g.	(M. PIQUET) P.S.	5 171	44,67	(M. PIQUET) P.S.	4 252	40,61	(Mme GASPARD)	4 383	40,17	(Mme GASPARD)	5 912	50,03
F.N.				(M. STIRBOIS)	1 750	16,72						
Mod.							*(M. BRESSON)*	580	5,31			
V.T. (LO+L.C.R.)							(Mme MAS)	279	2,55			
P.C.I.							(M. SANCHEZ)	256	2,34			

L'opposition, associée au Front national, obtient trente et un élus. Elle l'emporte aisément malgré une perte de plus de quatre points de pourcentage par rapport au premier tour de scrutin et enregistre un gain de plus de cinq points par rapport au second tour de mars dernier.

La majorité sera représentée au nouveau conseil municipal de Dreux par huit élus.

Si elle perd plus de cinq points par rapport au second tour de mars, elle améliore son score de plus de quatre points par rapport à ses résultats du 4 septembre.

M. LIONEL JOSPIN (P.S.) : la droite française est malade de l'extrême droite fascisante

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui était, dimanche soir 11 septembre, l'invité du *Grand Jury R.T.L.-Le Monde*, a notamment déclaré : *« Ce n'est pas tellement le vote des gens qui est en cause dans cette alliance que nous avons dénoncée entre la droite classique et l'extrême droite fascisante. Les gens vivent dans les conditions qui sont les leurs, au contact des difficultés d'existence, avec très souvent la peur du voisin, de l'autre, de l'étranger ; ces conditions sont rudes. Donc, à mon avis, il ne faut pas culpabiliser ceux qui votent. Ce qu'il faut, c'est interroger les responsables, les responsables politiques, ceux qui prétendent parler au nom des autres. « Ce que » vous avez fait à Dreux, ce n'est » pas un acte salutaire pour la » démocratie en France », voilà ce qu'il faut dire à la droite. (...)*

» Il est clair que, actuellement, la droite française est un peu malade de l'extrême droite, qu'elle souffre de cet abcès local, qu'elle se gratte, qu'elle se débat un peu. Il suffit de voir les discussions en son sein qui, à certains égards, sont salutaires, en tout cas éclairantes.

» Je me félicite d'entendre Mme Veil dire qu'elle ne ferait pas ce choix ; je me félicite d'entendre M. Stasi dire la même chose. Je m'étonne d'entendre M. Lecanuet, qui se réfère toujours aux valeurs chrétiennes et aux valeurs de liberté, dire qu'il l'aurait fait. Je suis stupéfait quand j'entends M. Fourcade dire que, s'il est ennuyé que le Front national obtienne un tel succès en utilisant des sentiments primaires, il estime qu'on ne peut plus parler d'extrême droite quand il ne s'agit plus que de quelques voix. Cela signifie que lorsqu'un parti d'extrême droite a peu de résultat, il est un parti d'extrême droite, et que, lorsqu'il commence à obtenir des résultats, il devient un parti qu'il faut accepter. En effet, M. Fourcade ajoute : « Il » faut tenir compte de ce qui » s'exprime dans les suffrages. » Il reprend ainsi les arguments que tenaient certains conservateurs allemands dans les années 30. Après tout, Hitler était légitimé par le suffrage universel en 1932. (...)

» Quand j'entends certains hommes de droite ou certains commentateurs dire : « M. Le Pen n'est » pas très recommandable, mais il » pose un vrai problème, celui des » immigrés », je pense que l'on pourrait faire l'analogie avec la période des années 30. Hitler n'était pas très recommandable, mais il posait un vrai problème, celui des juifs. C'est ainsi que raisonnaient les hommes de droite, proches de l'extrême droite, dans les années 30. (...)

» Tout démocrate, tout esprit raisonnable ou rationaliste doit considérer, que quand des phénomènes dangereux existent, la solution n'est pas de les nier en interdisant, par exemple, à ceux qui les représentent de pouvoir se présenter et se compter. Le problème est de les combattre par la fermeté, par l'application des lois de la République, quand c'est nécessaire — car ces mouvements ont souvent des tendances extra-légales, — par le travail de la conviction et de l'explication. »

● M. RENÉ MONORY, sénateur, membre du collège exécutif du C.D.S., ancien ministre, a expliqué dimanche soir 11 septembre, au Club de la presse d'Europe 1, que s'il avait été électeur à Dreux il aurait *« choisi l'inconvénient minimum »*. Il a précisé, à propos de l'alliance de l'opposition avec le Front national : *« Je ne peux pas dire que je l'approuve, parce que les extrêmes, je ne les aime pas. Mais entre deux ou trois personnes de Dreux qui ne changeront pas la pendule de la France et tous les ministres communistes, et le noyautage actuel voulu par le gouvernement, voulu par le parti socialiste, du parti communiste, je pense qu'entre les deux inconvénients on peut choisir. »*

● M. CLAUDE LABBÉ, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale : *« La bataille de Dreux a été trois fois perdue par la gauche. D'abord, sur les résultats d'ensemble dont elle a voulu faire un test national. Elle a ainsi choisi l'ampleur de sa défaite. Ensuite, sur les abstentions tant convoitées, les habitants de Dreux ayant répondu, quel que soit leur choix, par un réflexe de civisme. Mauvaise perdante devant la sanction du suffrage universel, elle est d'autant plus perdante devant l'opinion publique. »*

● LE BUREAU EXÉCUTIF DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES : *« Après toutes les gesticulations où l'opposition s'est engagée dans la logique du bouc émissaire, le résultat de Dreux, sans surprise, doit amener enfin le gouvernement à prendre des mesures courageuses en faveur des immigrés pour qu'ils ne soient pas exclus de la communauté locale. »*

● M. DIDIER BARIANI, président du parti radical : *« L'opposition n'avait pas besoin de cette union contre nature pour gagner. C'est une association navrante qu'il n'est pas souhaitable de renouveler. Néanmoins, les manifestations d'intolérance organisées à l'occasion des résultats peuvent rendre soucieux quant à la capacité des partis de l'union de la gauche d'accepter dans l'avenir les sanctions du suffrage universel. »*

● M. PIERRE BAUBY, secrétaire du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste) : *« Il faut tirer toutes les leçons de l'échec de la gauche. D'une part, l'annonce pour 1984 de nouvelles réductions de pouvoir d'achat pour les travailleurs, assorties d'allégements supplémentaires de charges pour le patronat, renforçant la politique d'austérité, conduit à un mécontentement et à une démobilisation croissante des travailleurs ; d'autre part, alors que seule une politique réalisant l'égalité des droits entre Français et immigrés permettrait de riposter aux campagnes de manœuvres de la droite et de l'extrême droite, la politique gouvernementale est faite d'atermoiements.*

● RECTIFICATIF. — Dans le compte-rendu du « Rassemblement pour la démocratie » réuni à Dreux avant le second tour des élections municipales partielles (*le Monde* daté 11-12 septembre), il fallait lire : *« Pour quelques POSSIBLES adjoints et conseillers municipaux de/ou proches de l'extrême-droite »* et non *« paisibles adjoints »* comme une erreur de transmission nous l'a fait imprimer.

LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

M. Jospin paraît assuré d'une forte majorité au congrès

Au terme du comité directeur du parti socialiste, réuni samedi 10 et dimanche 11 septembre à Paris, trois courants feront campagne, à l'intérieur du parti, sur trois motions, jusqu'au congrès de Bourg-en-Bresse à la fin du mois d'octobre. Les anciens courants A (mitterrandistes), B (M. Pierre Mauroy) et C (M. Michel Rocard) n'en font plus qu'un. Le courant E (le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement) présente son propre texte ainsi que des dissidents du courant C réunis autour de Mme Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, et de M. Alain Richard, député du Val-d'Oise.

L'alliance entre les amis de M. Jospin et ceux de M. Mauroy avait été scellée avant la réunion du comité directeur. Les principaux dirigeants rocardiens (MM. Michel de la Fournière, membre du secrétariat national, et Jean-Pierre Cot, ancien ministre) s'y sont intégrés dimanche matin, au terme des travaux de la commission des résolutions chargée d'examiner les convergences et les divergences entre les uns et les autres.

Les rocardiens n'ont présenté que des amendements de pure forme au texte élaboré par M. Jospin. Ils ont accepté que leur représentation dans les instances nationales du parti se fasse sur la base des équilibres du congrès unanime de Valence, en 1981. Leur représentation, lors de ce congrès, avait été amoindrie (15 % au lieu de 21 %) par rapport au précédent, celui de Metz, en 1979, où ils s'étaient placés dans la minorité avec M. Pierre Mauroy. Si les auteurs de la motion rocardienne dissidente, baptisée C', obtiennent 5 % des suffrages – seuil nécessaire pour être représenté dans les instances nationales et fédérales, – le poids des orthodoxes dans l'appareil du parti – calculé à la proportionnelle des courants – sera diminué d'autant.

Les représentants du CERES ont décidé de se compter sur leur texte (*le Monde* des 11 et 12 septembre) lors des votes dans les sections et les fédérations qui auront lieu à partir du début du mois d'octobre. M. Jospin a estimé qu'il existait *« beaucoup de points d'accord possibles »* avec eux, mais a regretté qu'ils aient recours à la *« pensée magique »*, en matière économique, en proposant notamment la *« dévaluation sauvage »* comme *« l'alpha et l'oméga de notre politique »*. Partisans d'une *« autre politique »* économique radicalement différente de celle du gouvernement, les animateurs du CERES ont suggéré que les travaux de la commission des résolutions s'ouvrent sur la base de leur texte et non pas de celui de M. Jospin, initiative paradoxale qui a été accueillie par un éclat de rire général.

Les rocardiens dissidents ont soumis à la commission des résolutions huit amendements au texte de M. Jospin, notamment sur l'analyse de la crise, le *« bon usage de la rigueur »*, le protectionnisme, le partage du travail et la protection sociale. Tous ont été repoussés, y compris par leurs anciens amis rocardiens dits « orthodoxes », qui considèrent, comme M. Jospin, que Mme Lienemann et M. Richard reprennent les thèses traditionnelles du courant autogestionnaire en les radicalisant.

Critique et soutien

La campagne interne au parti socialiste s'organise donc autour de trois textes dont l'un, celui du CERES, s'il ne critique plus vigoureusement – contrairement à ce qui était fait dans le passé – la politique de rigueur du gouvernement, considère que son application et sa prolongation sont néfastes pour la gauche dans la perspective des élections législatives de 1986, car elles ne créent pas les conditions d'un redressement économique du pays. En revanche, la motion des dissidents rocardiens se présente, selon l'expression utilisée par M. Jospin, comme un texte de *« super-soutien à l'action gouvernementale »*.

Cette situation présente, pour le premier secrétaire du parti socialiste, quelques avantages. Il est assuré, dès à présent, d'une forte majorité au congrès de Bourg-en-Bresse. Il dispose d'une minorité – celle des rocardiens dissidents – dont les thèses sont favorables à l'action gouvernementale et peut continuer, avec le CERES, un débat qui, débarrassé pour l'instant de ses aspérités polémiques, se situe dans la tradition de son parti sans que le gouvernement de la gauche ait trop à en souffrir.

Il peut en outre compter sur les rocardiens orthodoxes pour mener, à la base, le combat contre les rocardiens dissidents, puisque les premiers, selon l'accord conclu, pâtiraient – en termes de représentativité dans l'appareil du parti – d'une percée des seconds.

Il reste que l'homogénéité de l'alliance massive entre les amis de MM. Jospin et Joxe, ceux de M. Mauroy et les rocardiens devra faire ses preuves. L'intégration des rocardiens ressemble à une reddition sans condition de ces derniers. L'absence de véritable débat préparatoire a empêché de lever toutes les ambiguïtés.

La cohabitation entre les amis de M. Joxe et ceux de M. Mauroy demande aussi à être vérifiée. Les premiers ont accueilli les seconds parce que la présence du premier ministre dans la majorité du parti est obligatoire. Les amis de M. Joxe ont épousé la dot plutôt que M. Mauroy lui-même, et l'on peut se demander ce que vaudra ce *« mariage de raison »* lorsque M. Mauroy ne sera plus chef du gouvernement.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le premier secrétaire : *il n'y aura pas de dérive*

M. Lionel Jospin explique, en ouvrant les travaux du comité directeur, samedi 10 septembre, les conditions dans lesquelles s'est réalisé l'accord entre son courant et celui de M. Pierre Mauroy.

Il fait allusion à l'appréciation émise par le premier ministre, le 3 septembre à Lille, selon laquelle le congrès de Metz, en 1979, n'a été qu'une *« péripétie »* (M. Mauroy, qui avait fait alliance avec M. Rocard, s'était placé dans la minorité du P.S.). *« Le congrès de Metz*, dit-il, *n'est pas une péripétie. Ce n'est pas une péripétie que d'avoir fait un congrès dans lequel on trouve les racines du maintien de notre orientation politique depuis six ans, de la victoire à l'élection présidentielle, de la victoire d'une majorité de gauche, de la nomination d'un premier ministre socialiste. Le vécu de chacun est une chose, mais la réalité politique est claire. On peut dépasser Metz, il n'est pas utile de l'effacer. »*

Le premier secrétaire du P.S. estime que la motion présentée par M. Alain Richard, dissident du courant C (rocardien), se caractérise par *« un super soutien à l'action gouvernementale »*, mais qu'elle est *« un peu marginale, presque caricaturale »*, et en tout cas *« un peu étrangère sur plusieurs points à la tradition »* dans laquelle il se reconnaît. Ces points de divergence sont notamment la *« théorie de la crise et de son bon usage délectable »*, une vision *« un peu étrange, voire critique »* du parti socialiste.

Au CERES, il reproche *« un certain nombre d'illusions, un certain recours à la pensée magique »*. *« La dévaluation sauvage, comme l'alpha et l'oméga de notre politique économique, je trouve*, dit-il, *que c'est un peu court et un peu commode »*.

M. Jospin répond aussi à M. André Laignel, député de l'Indre, membre du secrétariat national, proche de M. Pierre Joxe, qui considère que l'entrée des rocardiens dans la majorité du parti *« pourrait constituer une dérive »* : *« Je pense profondément qu'aussi importante que soit la position des uns et des autres, il n'y aura pas de dérive si le courant A pardon, le courant I* (A+B) *– ne dérive pas. Je m'ancre en lui et non pas chez les autres. Je cherche ma vérité chez moi et non pas chez les autres. »*

M. Richard : huit divergences

M. Alain Richard, député du Val-d'Oise, l'un des rédacteurs de la motion dissidente du courant C (rocardien), analyse huit points de divergence entre le texte présenté par M. Jospin et le sien. Il insiste notamment sur :

– *L'analyse de la crise :* le texte du premier secrétaire lui paraît ramener l'analyse de la crise essentiellement à *« un dérèglement du fonctionnement des forces productives »* alors qu'il s'agit à son avis d'une *« mutation de société beaucoup plus durable »*.

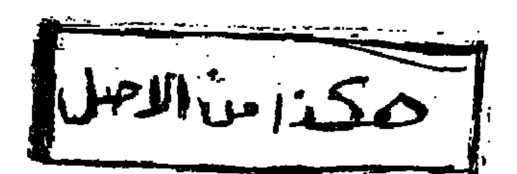
– *La « parenthèse » de la rigueur :* il y a, dans la motion du premier secrétaire, selon lui, *« contradiction entre politique de rigueur et progrès social »*. *« Nous pensons*, dit M. Richard, *qu'on ne doit pas automatiquement identifier progrès social et augmentation du pouvoir d'achat, progrès social et augmentation des dépenses publiques. »*

– *Protectionnisme :* M. Jospin, remarque M. Richard, exprime un « refus de principe » du protectionnisme, mais il se situe *« dans un souci de juste milieu, de dosage »*.

– *Croissance du chômage :* M. Richard estime qu'en période de faible croissance, on peut faire reculer le chômage par le partage du travail.

– *La solidarité sociale :* la question, selon M. Richard, n'est pas de chercher les financements du surcoût annuel du système de protection sociale, mais de fournir *« les mêmes types de solidarité »* dans des conditions moins coûteuses.

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national, qui est l'un des principaux animateurs du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement, déclare : *« Le cœur de la discussion n'est pas de savoir si le plan Delors va ou ne va pas réussir, peut ou ne peut pas réussir. Il peut réussir et, à partir du moment où il a été décidé, qui pourrait souhaiter qu'il ne réussisse pas ? »* La véritable discussion, selon lui, devrait porter sur la déflation, qui fait *« courir un péril grave à la gauche. La réussite du plan Delors – l'échec serait encore pire. – la prolongation de la déflation, risque de rendre impossibles le redressement de l'emploi, le redressement de la production, sur lesquels nous serons jugés en 1986 »*, date des élections législatives. M. Motchane suggère alors que le courant qu'il représente devienne le *« courant 86 »*.



POLITIQUE

LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

« Nous faisons et ferons tout pour que la gauche réussisse » déclare M. Juquin

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., a réaffirmé, dimanche 11 septembre, au cours du traditionnel rassemblement politique de la Fête de *l'Humanité*, le caractère durable de l'engagement des communistes au gouvernement. Comme l'avait fait M. Georges Marchais samedi, dans une interview sur TF 1, M. Juquin a insisté sur la nécessité de la croissance économique et de la justice sociale. Le secrétaire général du P.C.F. avait approuvé les arbitrages rendus par l'Élysée, en matière fiscale, au détriment des propositions de M. Jacques Delors, mais il avait demandé que le barème d'application de la surtaxe sur les revenus soit révisé.

Les trois responsables du P.C.F. qui ont pris la parole ce week-end — M. Roland Leroy, membre du bureau politique, directeur de *l'Humanité*, inaugurant samedi matin la « cité internationale » de la fête — ont exprimé leur « profonde émotion » au sujet de la destruction d'un avion civil sud-coréen par l'aviation soviétique. *« Les deux cent soixante-neuf malheureux disparus du Boeing sud-coréen sont morts, victimes de la course aux armements et de la tension internationale »*, a déclaré M. Leroy. M. Marchais s'est demandé si cette affaire n'avait pas été *« organisée »*.

Le secrétaire général du P.C.F. estime que *« l'ONU doit assumer ses responsabilités »* au Liban par l'envoi d'une force internationale, à la place des forces française, américaine, britannique et italienne. Au sujet du Tchad, M. Marchais a déclaré que la France doit appliquer l'accord conclu en 1976 avec ce pays et rechercher les conditions d'un accord international. *« Nous ne sommes pas partisans d'une partition »* du Tchad, a indiqué M. Marchais.

Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rendues, samedi et dimanche, au parc paysager de La Courneuve, où était organisée, comme chaque année, la fête du quotidien du P.C.F. M. Leroy a indiqué que, dimanche à midi, 624213 vignettes donnant droit à l'entrée, au prix de 20 F, avaient été vendues, chiffre supérieur à celui de 1982. La fête a reçu la visite de huit membres du gouvernement : les quatre ministres communistes, ainsi que Mmes Édith Cresson et Edwige Avice et MM. Georges Fillioud et Louis Mexandeau.

P. J.

« Si certains d'entre vous redoutent que nous envisagions de négocier le virage de sortie, a déclaré M. Pierre Juquin, *qu'ils se rassurent ! Nous faisons et ferons tout notre possible pour que la gauche réussisse malgré les obstacles. Si d'autres craignent que la participation gouvernementale nous fasse perdre notre âme, qu'ils se rassurent également. Personne ne nous a passé des écharpes de ministres comme des cordes au cou. »*

Soulignant que la participation des communistes au gouvernement *« répond à l'intérêt de la nation et des travailleurs pour le présent et pour l'avenir »*, M. Juquin a déclaré : *« Pour ce qui dépend de nous, les communistes au gouvernement, c'est pour longtemps. »*

Il est *« exact »*, a dit M. Juquin, qu'*« il reste beaucoup à faire »* et que *« la gauche pourrait faire mieux »*. *« Tout le souhaitable*, a-t-il ajouté, *n'est pas tout de suite possible* (...), *mais il faut que la croissance et la justice sociale soient les locomotives du train France* (...). *Mettre la croissance au rencart, ce serait capituler devant les blocages du capitalisme. »* M. Juquin a souligné que *« la majorité ne saurait « laisser filer » le chômage »* et que le P.C.F. soutient les salariés qui défendent leur emploi. Il faut développer l'industrie, a-t-il dit, et *« canaliser les ressources disponibles* (...) *vers l'adaptation réelle de notre économie aux immenses changements de la fin du vingtième siècle »*.

M. Juquin a déclaré que, si les négociations soviéto-américaines de Genève n'aboutissent pas avant la fin de l'année, il faudra *« surseoir à l'installation de nouvellles armes nucléaires en Europe et poursuivre les discussions (...) jusqu'au bout, avec détermination »*.

Parlant, ensuite, des pays socialistes, il a déclaré : *« Apprenons à juger le socialisme à l'échelle du temps : tel qu'il se cherche et se construit, dans ses succès et ses erreurs, dans sa diversité croissante, il libère déjà des possibilités mises sous les verrous par la société d'exploitation et de profit. (...) Ne cédez pas à ceux qui haïssent toute révolution, de la Révolution française de 1789 aux révolutions qui poussent le vingtième siècle devant lui. Ne laissez pas vos certitudes, vos espérances, se dissoudre dans ce scepticisme qui ne sert qu'à conserver plus longtemps un monde encore moyenâgeux, en retard d'une civilisation. »*

« Le parti communiste français n'est pas l'unique creuset des valeurs et des vertus, a déclaré M. Juquin. *Il a commis des erreurs, qu'il s'attache aujourd'hui à corriger. Mais il a déjà beaucoup donné à la France, et il lui est indispensable pour progresser. »* Après avoir affirmé : *« Une fois pour toutes, nous avons choisi la liberté »*, M. Juquin a évoqué les combats menés dans des pays sous influence occidentale, puis il a déclaré : *« Parce que le socialisme a la libération humaine pour but fondamental, nous ne voulons plus, plus jamais, que des blessures à la liberté le pervertissent. Tout être humain, même notre adversaire, est, pour nous, sacré. »*

M. Marchais : « Le bilan, à mi-parcours, est positif »

Au cours du journal de la mi-journée, sur TF 1, samedi, M. Georges Marchais avait déclaré, en se référant à la durée de la législature, que, pour la gauche, *« le bilan, à mi-parcours, est positif »*, le chômage ayant été maîtrisé et l'inflation réduite. Il a ajouté, toutefois, qu'on ne doit pas dire : *« Cela va bien »*, mais : *« Il faut aller de l'avant. »* Jugeant le niveau de croissance *« très insuffisant »*, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que la majorité n'a *« pas suffisamment progressé »* dans la mise en œuvre d'une *« grande politique industrielle »*, comme elle en avait *« pris l'engagement »*.

Faute de croissance, a dit M. Marchais, *« on va demander aux Françaises et aux Français de payer toujours plus »*. Le secrétaire général, tout en se félicitant de ce que *« le gouvernement n'ait pas retenu l'ensemble des propositions qui étaient celles de M. Delors »* et en précisant qu'il soutient *« le premier ministre dans son budget »*, a critiqué les projets fiscaux du gouvernement. Selon M. Marchais, un célibataire qui gagne 9 000 francs par mois, un couple sans enfant qui gagne 12 000 francs ou un couple avec deux enfants qui gagne 16 000 francs, ne sont pas des *« riches »*. *« Il faut relever le plancher »*, a-t-il dit, pour l'application de la surtaxe exceptionnelle, et taxer davantage, en revanche, les *« cent dix mille familles qui possèdent 1 500 milliards de francs »* au total, en relevant d'un demi-point le taux de l'impôt sur les grandes fortunes, ce qui rapporterait environ 7 milliards de francs à l'Etat. *« Il est exclu*, a dit M. Marchais, *de réduire les dépenses publiques. »*

Interrogé sur l'affaire du Boeing sud-coréen abattu par l'aviation soviétique, M. Marchais a déclaré : *« A l'étape actuelle, ce qui a été dit de part et d'autre ne me satisfait pas. Il faut aller plus loin. »* Le secrétaire général du P.C.F. s'est prononcé pour *« une enquête sérieuse, internationale »*. Il a ajouté : *« Une question peut se poser : cette affaire du Boeing n'a-t-elle pas été organisée pour accroître la tension internationale ? »*

LES GRANDES FORTUNES EN FRANCE

700 ou 1 500 milliards de francs ?

MM. Juquin et Marchais ont critiqué, dimanche 11 septembre, les projets fiscaux du gouvernement, demandant que les seuils à partir desquels les contribuables devront payer la surtaxe progressive (de 5 et 8 %, peut-être même 10 %) soient relevés. En échange, les responsables du parti communiste demandent que soient davantage taxées les grandes fortunes.

Selon MM. Juquin et Marchais, il existe 110 000 foyers qui ont déclaré une fortune totale de 1 500 milliards de francs. Une taxe de 0,5 % rapporterait 7,5 milliards de francs.

Les statistiques officielles publiées par le ministère de l'économie et des finances ne correspondent pas aux chiffres avancés par MM. Juquin et Marchais. Le patrimoine déclaré fin 1982 représentait très précisément 701,5 milliards de francs, soit moins de la moitié du chiffre avancé par les responsables communistes. Dans ce chiffre, les biens professionnels — qui actuellement ne sont pas imposables — entrent pour 118 milliards de francs. Parmi les biens non professionnels, les biens immeubles (résidences principales, résidences secondaires, bois et forêts...) représentent 357,5 milliards et les biens meubles (valeurs mobilières, liquidités) 260,9 milliards de francs (1).

Les différences statistiques sont moindres pour ce qui est du nombre des grandes fortunes : 110 000 foyers selon le P.C., 101 050 selon le ministère de l'économie et des finances. On notera que, selon les statistiques officielles, 141 contribuables ont déclaré en 1982 une fortune supérieure à 100 millions de francs. L'ennui est que 37 % en moyenne de ces patrimoines coquets sont composés de biens professionnels, ces biens que le gouvernement s'apprête à exonérer définitivement de l'impôt sur les grandes fortunes parce qu'ils représentent un outil de travail...

Al. V.

(1) De ce total (736,5 millards de francs), les statistiques officielles déduisent un passif mobilier pour arriver à un total de 701,5 milliards de francs.

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Jospin souhaite que le P.C. soutienne plus fermement la politique économique du gouvernement

Invité de l'émission le « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », M. Lionel Jospin a remarqué, dimanche 11 septembre, que, en matière de politique extérieure, les divergences d'analyse entre le P.C.F. et le P.S. *« portent davantage sur la politique des autres que sur notre propre politique »*. *« Les problèmes de politique extérieure*, a-t-il ajouté, *nous en faisons notre affaire* (...). *Je préférerais évidemment, que sur les questions internationales l'accord avec les communistes soit complet et que l'écart soit moins grand. Mais du moment que la politique de mon gouvernement est claire je ne m'inquiète pas à l'excès de cet écart* (...).

« A mon sens, le problème est plus aigu pour ce qui concerne la politique intérieure, et notamment la politique économique et sociale (...). *Nous avons une politique douce par rapport à la crise, contrairement à ce que la droite fait dans les autres pays. Je pense que cela exige des efforts si l'on veut réussir. De ce point de vue, il est souhaitable que le parti communiste et les organisations avec lesquelles il peut avoir des amitiés ou des liens s'engagent fermement dans cette direction. Ils ne peuvent pas simplement s'attribuer les roses et nous laisser les épines. »*

Comme on l'invitait à comparer l'alliance conclue entre la droite et l'extrême droite et celle qui unit les socialistes aux communistes, le premier secrétaire a déclaré : *« On ne peut faire aucune analogie, aucune identification entre l'extrême droite fascinante et le parti communiste qui est un grand courant politique historique depuis vingt ans en France. Il a reçu la confiance d'une large — moins large maintenant quantitativement — fraction de la classe ouvrière française ; il a de nombreux députés et, lui, se bat pour la démocratie en France, pour le pluralisme et pour les libertés. »*

● *M. René Monory*, sénateur centriste de la Vienne qui était dimanche 11 septembre l'invité « du Club de la presse d'Europe 1 » a annoncé la création d'un club politique, le *« club des démocrates »*, qui *« réfléchira à la société de demain »* et *« essaiera d'éclairer les Français sur leur devenir »*. Il a indiqué qu'il souhaitait *« faire cohabiter dans ce club des managers, des hauts fonctionnaires, des intellectuels et des hommes politiques »*. Il a précisé que l'association Défense-épargne qu'il a créée après mai 1981, et qui compte aujourd'hui vingt mille adhérents, *« continuera d'exister. »* Les deux clubs, selon lui, *seront complémentaires. »*

Conforter les fois vacillantes

Et si cette immense fête baroque et éclatée, les pieds dans la boue, la tête dans les nuages, était une grand-messe ? Du rassemblement annuel de La Courneuve, on a déjà tout dit : la gigantesque kermesse commercialo-politique, le côté bal popu ou Foire du Trône, barbe à papa et barbe à Marx, le dévouement énorme des militants, à la mesure de la foule rassemblée, cet art inégalable d'associer la recherche de l'autofinancement et le plaisir d'être ensemble, par centaines de milliers.

Ce dimanche 11 septembre, sur le podium de drap bleu secoué par le vent, Pierre Juquin parle. Les membres du comité central sont rangés derrière lui, silencieux et cérémonieux, comme cardinaux du Sacré Collège. Pierre Juquin parle, tribun malgré lui, plutôt prélat en chaire. A un moment, dans son discours, le porte-parole du parti communiste va accommoder le mot paix dans toutes les langues, ou presque (dix). Et cela fait irrésistiblement penser à une autre grand-messe, sous la pluie et le vent, à un autre discours, pas si lointain, d'un pape polonais au Bourget.

La référence choquera. Il en est de pires. Une grand-messe, en effet, et plutôt intégriste, dans la défense des dogmes et l'illustration d'un socialisme somme toute radieux, dans un soigneux balancement entre les quelques erreurs commises — mais erreur oubliée est, ici, vite pardonnée — et le fond, intangible.

Les aspects de la militance changent, les dogmes restent. Au hasard d'une errance dans cette foule souvent jeune, entre ces centaines de stands de sections, de restau-fêtes autant qu'étapes de retrouvailles, la fête avait ses points forts. La célébration du centenaire de la mort de Marx, un Marx « postérisé » par les J.C. — *« Le marxisme est mort ? mon œil »*, — un Marx fêté à la cité du livre, un Marx célébré par les philatélistes, un Marx omniprésent, ce qui est bien le moins ici.

Autre souci majeur : la paix, cette paix curieusement symbolisée par une fusée immense, d'où les militants pouvaient envoyer pour 5 F la carte postale-supplique aux négociateurs de Genève. La paix partout, sur les poitrines et les banderoles, sur ces bandeaux serre-cheveux des jeunes filles au « look » communiste, sur ces bobs rouges, faucille et marteau remplaçant aujourd'hui les bonnets phrygiens ; la paix omniprésente sur les pavillons de la cité internationale. La paix au programme, vaste programme, sauf à admettre, et on l'admet à La Courneuve, que, comme le disait cette affiche slogan placardée sur le pavillon de l'Allemagne de l'Est, *« le socialisme, c'est la paix »*.

Proposition qui, évidemment, ne manquera pas d'être inversée par les adversaires de cette paix-là.

Une fête sans concessions

Enfin, dernier point fort, au-delà des démonstrations plus spécifiquement nationales sur la nécessité de *« produire français »*, du *« plein emploi »*, de la *« défense de l'outil de travail »* et des progrès de la robotique et de l'informatique, le *« combat pour les droits de l'homme »*.

Ce combat, comme la paix, procède du socialisme, avec ses choix non contestables et ses oublis fâcheux, faisant de l'exposition, très belle, présentée à La Courneuve, un modèle d'efficacité et de propagande. De ces photos très fortes, par juxtaposition, les enfances heureuses de Cuba et les enfances exploitées de Colombie, Lincoln contre Reagan, une entreprise bulgare face à une prison turque, la prostitution des enfants à Bangkok confrontée à un marché fleuri au Cambodge, la démonstration allait de soi. Au risque de quelques esquives. Sur la Pologne, une affaire limitée à une photo de l'état de siège et une autre de la levée de l'état de siège, avec cette citation de Mgr Glemp : *« Il ne faut pas écouter les bons apôtres qui nous appellent à un combat qui ne pourrait qu'entraîner la perte de la nation. »* Ou, sur l'Afghanistan, la photo d'un instituteur en 1980, enseignant la liberté au peuple, et cette autre photo d'un militant communiste abattu par les *« contre-révolutionnaires »*, avec ce seul rappel de la résolution 387 du Conseil de sécurité de l'ONU du 31 mars 1976 : *« L'ONU reconnaît le droit naturel et légitime de chaque Etat dans l'exercice de sa souveraineté de demander l'assistance de tout autre Etat ou groupe d'Etats. »*

Bref, une fête sans concessions, sur l'essentiel. Au contraire, un discours plutôt dur, sous-tendant la démonstration. *Comme si le temps était venu* d'un raidissement, de nature à conforter les fois un peu vacillantes, dans la sauvegarde de l'essentiel.

En ce sens, il faudra retenir pour secondaire le seul « couac » *de cette fête. On le doit au chan*teur canadien Robert Charlebois, venu, avec Julien Clerc, offrir à des milliers de personnes un somptueux duo. Après l'affaire du Boeing sud-coréen, l'un et l'autre chanteurs avaient laissé entendre qu'ils feraient quelque chose, faute de pouvoir se dédire. Il paraît qu'on négocia, et que Roland Leroy s'efforça de convaincre les deux chanteurs de ne rien faire.

Julien Clerc ne fit rien, d'abord. Robert Charlebois, si. Il chantait *Je veux de l'amour* quand il s'interrompit : *« Il me reste une minute à chanter. Cette minute, je ne la chanterai pas. Je la dédie aux deux cent soixante-neuf absents de ce dimanche. »* Julien Clerc vint le rejoindre. Une minute de silence. Puis Robert Charlebois, beaucoup applaudi, un peu sifflé, enchaîna : *Je t'aime comme un fou...*

PIERRE GEORGES.

Les communistes à mi-parcours

(Suite de la première page.)

Ils entendent, pour cela, tirer tout le profit possible de leur participation au gouvernement, ce qui suppose qu'elle soit au-dessus de tout soupçon de précarité ou de double jeu. De ce point de vue, évidemment, plus le patronat et l'opposition protestent contre la politique de la gauche, plus le P.C.F. est à l'aise.

L'écart est « admissible »

Le cadre défini par les élections de 1981 est bon : les communistes ne cessent de le répéter. C'est, d'abord, un rappel à l'intention des socialistes ; c'est, ensuite, à l'égard des électeurs, une démonstration de fidélité, au moment où M. Lionel Jospin parle des *« erreurs »* commises par la gauche dans sa première année d'exercice du pouvoir. Le P.C.F. veut être, lui, le parti des choix faits en 1981. Il ne craint pas le paradoxe : sa loyauté au gouvernement doit prouver qu'on l'avait calomnié lorsqu'on le disait soucieux, avant tout, de casser le P.S., au prix du maintien de la droite au pouvoir. Il peut donc, tout en réaffirmant son soutien, demander au premier ministre davantage de justice sociale, appuyer les salariés qui luttent pour leur emploi, dénoncer le retard de la gauche en matière de politique industrielle.

Cette orientation préoccupe, manifestement, les socialistes. M. Lionel Jospin l'a montré, dimanche, au cours du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* ». L'« écart » entre les deux partis, sur les questions internationales, est *« admissible »*, a dit le premier secrétaire du P.S. Le moins qu'on puisse dire, en effet, est que cet écart n'a rien de dangereux pour les socialistes, qu'il avantage dans la mesure même où le P.C.F. est embarrassé de son prosoviétisme. Quoi de plus commode qu'un P.C.F. auquel on peut reprocher de ne pas condamner la destruction d'un avion de transport civil et la mort de deux cent soixante-neuf passagers, au moment où le président de la République discute — *« froidement »* il est vrai — avec le ministre des affaires étrangères du pays qui a commis cet acte ?

En revanche, a dit M. Jospin, *« le problème est plus aigu pour ce qui concerne la politique intérieure, et notamment la politique économique et social »*. La motion commune des courants Jospin-Mauroy-Rocard au congrès socialiste met en garde le P.C.F. contre *« la tendance à tenir des langages différents selon qu'il s'agit des fruits de la politique gouvernementale ou de ses contraintes »*. Au-delà de l'argument polémique, qui n'est pas sans justification, c'est bien la tentative du P.C.F. pour occuper le terrain que les socialistes pourraient laisser découvert qui est visée.

Les communises ont beau jeu de répliquer que, par leur participation au gouvernement, par leur acceptation des arbitrages budgétaires — âprement disputés, — par leur modération face aux choix fiscaux de l'Elysée et de l'Hôtel Matignon, ils ont déjà tranché, eux, un débat que les socialistes vont étirer jusqu'à la fin du mois d'octobre. S'il y a du *« clapotis »*, comme disait naguère M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., les socialistes devront s'en prendre, d'abord, à eux-mêmes.

PATRICK JARREAU.

Prochain article :

LAISSER PASSER UNE GÉNÉRATION

Les convents maçonniques

M. HENRI TORT-NOUGUES EST ÉLU GRAND MAITRE DE LA GRANDE LOGE DE FRANCE

Les deux plus importantes obédiences maçonniques françaises, le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.D.F.), ont tenu du 8 au 11 septembre leur convent annuel. A la tête de la Grande Loge de France, M. Tort-Nougues a été élu grand maître en remplacement de M. Georges Marcou, qui avait décidé de se retirer après avoir exercé cette charge en 1977-1978 et après avoir été élu à nouveau en 1981 et réélu en 1982.

Né en 1921 à Coursan (Aude), issu d'une famille d'enseignants, M. Tort-Nougues est professeur honoraire de philosophie. Initié en 1949, il avait notamment assumé, jusqu'à présent, les fonctions de grand secrétaire adjoint et grand maître adjoint.

Au Grand-Orient de France, M. Paul Gourdot a été réélu grand maître. C'est son troisième mandat.

COMBIEN D'ÉTRANGERS EN FRANCE ?

Vérité des chiffres...

Combien y a-t-il d'étrangers en France ? 4 500 000 comme le dit le ministère de l'intérieur ? 6 millions comme l'affirme l'hebdomadaire *Minute* à la « une » de son numéro du 9 septembre ? 3 600 000 comme le soutient le quotidien *Libération* ? Devant de tels écarts comment s'y retrouver ? La vérité, s'il y en a une, c'est qu'il n'y a pas dans ce domaine de certitude statistique. Chacun, dès lors, peut se risquer à avancer son propre chiffre. Avec les réserves d'usage, celui qu'on peut estimer le plus juste (ou le moins inexact) tourne autour de 4 millions.

Si les chiffres varient tant, c'est que les sources ne sont pas les mêmes. Le ministère de l'intérieur comptabilise les titres de séjour en cours de validité. Sur cette base, il évalue le nombre d'étrangers vivant en France à 4 459 068 (au 31 décembre 1982). Le quotidien *Libération* du 9 septembre se réfère, lui, aux recensements qui ont lieu périodiquement et aux travaux de l'Institut national d'études démographiques (INED). Quant à *Minute*, il cite un certain rapport Bernos, dont *Valeurs actuelles* a déjà parlé dans son numéro du 25 juillet. Rapport réalisé, affirme *Minute*, *« par un groupe de hauts fonctionnaires (...) à la demande de Matignon »*.

Si M. Mauroy n'a jamais commandé un tel rapport, ce document existe. Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État chargé des immigrés, en a reçu un exemplaire il y a plusieurs semaines, signé effectivement Roger Bernos, pseudonyme d'un groupe d'experts tenus, affirmaient-ils, à l'obligation de réserve. Il ne s'agit donc pas d'un rapport commandé, mais spontané, au *« racisme marqué »*, déclare un collaborateur de Mme Dufoix qui en conteste aussi le mode de raisonnement. Pour expliquer néanmoins l'écart de... 2,4 millions d'étrangers existant entre le chiffre avancé par *Minute* et celui de *Libération*, on peut notamment faire remarquer que le rapport Bernos est la seule des études citées à prendre en compte les clandestins, que ce rapport évalue entre 300 000 et 400 000 personnes. De plus, il comptabilise avec les immigrés les Français originaires des DOM-TOM qui vivent en métropole... On comprend dès lors pourquoi ce rapport arrive au chiffre de 6 millions d'« immigrés ».

Plus sérieuses sont les divergences entre le ministère de l'intérieur et l'INED. Celles-ci ne datent pas d'aujourd'hui. Dès 1979, en effet, un rapport de MM. Jacques Mayer, inspecteur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), et André Lebon, chargé de mission à la direction de la population et des migrations, avait déjà souligné l'écart existant — supérieur à 650 000 personnes en 1975 — entre les chiffres du recensement général auxquels se réfère l'INED et ceux de la Place Beauvau. (*le Monde* du 6 décembre 1979)

La différence entre ces deux sources s'explique principalement par le fait que le nombre des titres de séjours émis et en cours de validité est toujours plus élevé que celui des détenteurs présents à un moment déterminé.

C'est cet écart, qui a toujours existé, qui incite *Libération* à opposer le chiffre de 4 459 068 étrangers (ministère de l'intérieur) à un chiffre oscillant entre 3 500 000 et 3 700 000 et tiré des études de l'INED. Ce dernier chiffre est-il « fiable » ? Au ministère de l'intérieur, on reconnaît n'enregistrer que les étrangers sur la base des cartes qui leur sont délivrées, mais on fait aussi remarquer que si toutes les sorties du territoire, par exemple, ne sont pas comptabilisées faute de moyens appropriés, les fichiers sont néanmoins « nettoyés » régulièrement.

Ainsi certains étrangers, qui quittent volontairement la France, rendent quelquefois leur carte. Les statistiques du ministère de l'intérieur en tiennent évidemment compte. Il en va de même lorsqu'un étranger obtient sa naturalisation ou lorsqu'il meurt. Sans nier le caractère insuffisant de ces statistiques, le ministère insiste sur le fait qu'elles sont mises à jour aussi souvent que possible.

Le chiffre de 4 500 000 avancé par les services de M. Defferre péchant donc par excès, celui de 3 600 000 dont fait état *Libération* ne pèche-t-il pas par défaut ? Le directeur de l'INED, M. Gérard Calot, le croit. Certes, nous a-t-il expliqué, nos chiffres sont certainement plus justes que ceux du ministère de l'intérieur, mais les résultats du recensement de 1982 à partir duquel *Libération* avance les siens ne sont pas encore connus. Si on peut effectivement évaluer le nombre d'étrangers vivant en France à cette date à 3 600 000, cette évaluation repose néanmoins sur l'écart existant traditionnellement entre les chiffres de l'Intérieur et ceux des recensements antérieurs (1968 et 1975). Toute la question est cependant de savoir si cet écart s'est maintenu.

M. Calot en doute. La régularisation des « sans-papiers » décidée en 1981 et les regroupements familiaux ont permis, selon lui, un décompte plus fin des étrangers, et aurait réduit le fameux écart. De sorte que s'il faut citer un chiffre, M. Calot préfère, comme il l'a fait vendredi 9 septembre sur France-Inter, avancer celui de 4 000 000, *« sans doute un peu moins »*, dit-il prudemment.

UN AFFLUX DE LYCÉENS DANS LES CLASSES TERMINALES

Des redoublants bien au chaud

Les murs de certains lycées craquent. Cette année, les classes de seconde et de terminale surtout accueillent un afflux d'élèves dont beaucoup sont redoublants. Les Ardennes, par exemple, comptent 390 lycéens de plus que l'an dernier. Pourquoi ces redoublements ? La volonté du ministère d'éviter que les adolescents ne fuient le système éducatif n'est pas la seule raison.

De notre envoyé spécial

Charleville-Mézières. — Pour eux, la rentrée, ce n'était pas vraiment du tout neuf. D'abord, ces retrouvailles un petit matin de septembre, ils connaissent : ce n'est jamais que la quinzième fois de leur jeune vie. Mais surtout, cette année, ils *repiquent* comme ils disent. A peine ces redoublants de terminale du lycée Chanzy à Charleville-Mézières ou du lycée Pierre-Bayle à Sedan ont-ils noté qu'il semble y avoir moins de problèmes de professeurs que l'an dernier. Par chance, les programmes ont changé. Pour le reste, la rentrée c'est la rentrée. *« Bonjour, on va pas en faire une salade. »*

Voire. Quand ils ont aperçu la statue du général Chanzy dans la cour du lycée, toute peinturlurée par leurs copains bacheliers, les redoublants ont repensé à ce fichu bac, ce bac qu'ils veulent réussir parce que, Sandrine l'affirme, *« ce serait trop bête d'avoir fait trois ans pour rien »*. C'est pour l'avoir qu'à dix-huit ou vingt ans, ils reviennent dans ces bâtiments blancs qui, depuis moins de dix ans, accueillent les lycéens de Sedan, ou derrière ces vieilles pierre jaunes des anciens haras impériaux de Charleville qui furent le collège de l'enfant du pays, Rimbaud *« aux semelles de vent »*. Et ces redoublants de la crise économique sourient doucement, à écouter la même Sandrine confesser : *« Dès le début de l'an dernier, j'avais décidé de ne pas travailler, de ne pas prendre pour moi les sermons des profs. D'ailleurs, la conseillère d'orientation m'avait prévenue que je ne ferais jamais rien parce que je ne sors pas de mes rêves »*.

Alors, le bac comme explication à ce retour au lycée d'un élève sur quatre — presque un sur trois en terminale D à « Chanzy » — ça ne suffit pas. Bien sûr, ils se répètent : sans le bac, on ne peut rien faire. Bien sûr, Corinne entend ses deux frères et ses deux sœurs. L'une est au chômage ; les autres ont *« un boulot mais qui ne leur plaît pas »*. Tous quatre *« ont voulu viser le bac et ils se sont découragés. »* Aujourd'hui ils lui conseillent : *« Ne fais pas comme nous »*. Bien sûr, Isabelle pour devenir institutrice, Catherine, infirmière et Katy, pour faire du droit et devenir juge d'enfants ont besoin du diplôme. Mais les autres ? Didier, candidat à quatre concours, type S.N.C.F. et P.T.T. et qui, s'il réussit, *« largue le lycée, à l'aise »*, lui qui ambitionne d'entrer dans l'administration parce que *« là, on est tranquille ; pas comme dans une boîte où il faut bosser »* ? Christophe, qui n'ose pas avouer son envie d'être maîtrerandonneur en équitation et ne postule au bac que pour rassurer ses parents ?

La peur du chômage

Le bac-alibi. Une fois admis que ça ne peut pas faire de mal de l'avoir, rien n'est résolu. La preuve par Corinne : *« Je redouble parce que je ne suis pas à un an près. Je n'ai aucune idée de ce que j'aurais fait, si j'avais eu le bac. Ça va me permettre de réfléchir. Mais dans un an, je ne saurais toujours pas... »* Alain, redoublant en section B, la même chose sous d'autres mots : *« Redoubler c'est la facilité. Ça permet d'attendre. »*

D'attendre quoi ? Trop difficile à dire. Il préfère se répéter, autrement : *« C'est à cause de la peur de ce qu'on va faire après... La peur de s'inscrire à l'ANPE et de ne rien avoir. »* Olivier, vingt ans, section D, attrape un reste d'espoir qui devait traîner par là : *« Je crois qu'on peut toujours trouver un boulot. Mais pas dans les Ardennes. »* Leur département, ils le savent, est dans la catégorie des « plus de 10 % de chômage ». Des draperies qui firent la fortune de Sedan, que reste-t-il ? Une vingtaine d'entreprises textiles de laine après la seconde guerre mondiale, une seule aujourd'hui. A Charleville-Mézières, les grosses fumées bleues de l'usine d'appareils de chauffage Deville — maison fondée en 1846, c'est écrit — volutent tout près de la chapelle du lycée Chanzy, sans cacher les menaces qui pèsent sur la sidérurgie locale.

Sandrine a beau y croire : *« Je suis bien, pour l'instant ; on verra après. On ne va tout de même pas pleurer sur notre sort »*, ils imaginent un autre avenir. Parce que cette région est un carrefour au cœur de l'Europe : *« Le Douvres-Calais-Bâle passe ici*, observe M. Christian Adam, proviseur du lycée de Sedan, *et l'on peut atteindre Milan sans changer de train ! »* Parce que certains soirs ils en ont assez d'aller du lycée au Mickey-Bar et retour. Peut-être, aussi, parce que, sur ces sept adolescents, quatre n'ont pas quitté Sedan de toutes les vacances d'été, ils voudraient tout résumer avec Olivier : *« Ce qu'on veut, c'est foutre de camp. »*

Partir. Et pourtant, Olivier ajoute : *« C'est curieux, nos copains étudiants à Reims, ils reviennent, en semaine ou le week-end. »* Partir, revenir. Rimbaud. Victoire. Défaite. Chômage et rêve. L'angoisse hésitante de ces adolescents sages et fous cogne en silence à nos oreilles. Nicole Chandat, professeur de philo au lycée Chanzy, a demandé le jour de la rentrée à ses élèves de terminale ce qu'ils pensent de l'école, des réformes. Ils ont répondu : communication, chaleur. Franck a tout dit : *« A l'école, on est protégé de la vie active et de la solitude. »*

CHARLES VIAL.

EN VISITE OFFICIELLE EN AUTRICHE

Jean-Paul II lance un « appel aux consciences » des Européens

De notre envoyé spécial

Vienne. — C'est un *« appel aux consciences »* des Européens, *« de l'Atlantique à l'Oural »*, pour les ramener à leurs responsabilités que le pape a lancé au cours des deux premiers jours de sa visite en Autriche. Un message exaltant la culture commune de l'Europe, même si Jean-Paul II a rappelé aussi combien cette Europe était devenue *« coupable sous la croix »*.

S'adressant, dimanche 11 septembre, au corps diplomatique, le pape a souligné les risques qui pèsent sur le monde, relevant que *« la clameur exigeant la paix semble justifier les craintes de ceux qui, observant la situation mondiale actuelle, croient voir la transition d'une phase d'après-guerre à une nouvelle phase d'avant-guerre »*. Et il a précisé que *« ce n'est pas par ambition politique mais dans l'intérêt de l'homme et en vertu de sa mission propre que l'Eglise estime qu'il est de son devoir d'offrir son appui moral à toute aide concrète aux entreprises de paix »*.

Jean-Paul II a surtout cherché à réveiller la conscience des Européens, samedi 10 septembre, au cours de vêpres européennes auxquelles participaient des cardinaux venus de plusieurs pays (le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie ; le cardinal Meisner, archevêque de Berlin ; le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, ainsi que Mgr Glemp, primat de Pologne). Ont été soulignés, à la fois, l'unité culturelle de l'Europe mais aussi ses errements passés et présents. Cette cérémonie, a déclaré le pape *« dirige notre regard sur toute l'Europe, sur tous les peuples de ce continent avec leur histoire commune, de l'Atlantique à l'Oural, de la Baltique à la Méditerranée, au-delà de toutes les frontières, naturelles et arbitraires »*. Une référence implicite de Jean-Paul II aux quelque dix millions d'individus, qui dans les pays socialistes limitrophes de l'Autriche, pouvaient suivre à la télévision sa visite à Vienne.

« Les points noirs »

« La communauté culturelle du continent européen, a précisé Jean-Paul II, *qui continue d'exister en dépit de toutes les crises et scissions, ne s'explique pas si l'on fait abstraction de la teneur du message chrétien (...). La vision chrétienne de l'homme a marqué de façon particulière la civilisation européenne. La conviction de ce que l'homme a été créé à l'image de Dieu et qu'il a été racheté par Jésus-Christ a solidement enraciné dans l'histoire du salut la conviction de la dignité de la personne humaine, le respect du droit de la personne humaine au libre épanouissement de la solidarité avec les autres hommes. Il était donc logique que les droits de l'homme aient été formulés et proclamés d'abord en Occident. »*

Ces propos négligent peut-être la contribution d'autres religions au capital spirituel de l'humanité, mais le pape n'en a pas pour autant dissimulé — c'était là le second thème de son discours — les *« points noirs terribles* (dans l'histoire de l'Europe) *qui sont incompatibles avec l'esprit d'humanisme et la bonne nouvelle annoncée par Jésus-Christ. »*

De Vienne, qui fut l'un des hauts lieux intellectuels de l'antisémitisme, sur cette même Heldenplatz où, il y a presque un demi-siècle, les Autrichiens applaudissaient le nazisme, les propos du pape ont pris un relief particulier. *« A maintes reprises*, a-t-il déclaré, *les Etats et les partis se sont confrontés dans des guerres sanglantes et haineuses (...). Des millions d'hommes ont été assassinés en raison de leur appartenance à une race, en raison de leur nationalité et de leurs convictions ou, tout simplement, parce qu'ils se trouvaient sur le chemin de quelqu'un (...). Nous devons reconnaître nos fautes et implorer le pardon. Car nous autres chrétiens nous sommes devenus coupables par pensée, par parole, et par action, puisque nous ne sommes pas intervenus pour empêcher l'injustice. »* Plus loin, évoquant le sort tragique des communautés juives, Jean-Paul II a souligné que celles-ci devaient *« être un appel permanent à nos conciences »*.

Le pape a longuement rappelé la victoire des forces chrétiennes, en 1683, sur les Turcs qui assiégeaient Vienne, qualifiant cet événement de *« jalon mémorable »* de l'histoire européenne. Tout en précisant que *« cet anniversaire ne doit pas prendre l'aspect de l'exploitation d'une victoire guerrière »*, le pape s'est implicitement référé à la notion de « guerre juste » en déclarant : *« La lutte armée est le cas échéant un mal inéluctable auquel les chrétiens pris dans un engrenage tragique ne sauraient se soustraire. »*

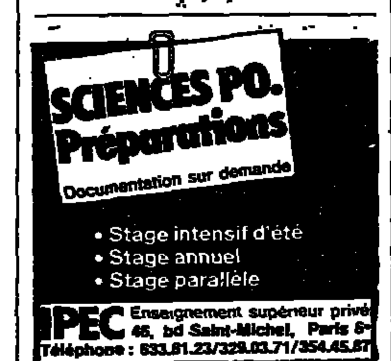
Jean-Paul II a conclu son allocution en appelant les Européens à s'unir *« pour la véritable croisade de l'action chrétienne et de la prière »*. *« Comme jadis*, a conclu le pape, *lorsque Innocent XI lança un appel à l'union dans une sainte alliance aux peuples en danger, son successeur sur le siège apostolique lance un appel à vos conscience : la lutte spirituelle pour le service de la paix et la liberté demande le même engagement et héroïsme, la même abnégation et fermeté grâce auxquels nos pères ont sauvé Vienne et l'Europe. »* Des propos prononcés en Autriche, à la limite des blocs, lourds de références aux dangers qui, dans l'esprit du pape, pèsent aujourd'hui sur l'Europe.

Particulièrement douloureux furent certains passages de l'allocution de Mgr Lustiger, d'origine juive et dont la mère est morte à Auschwitz. *« Quand nous regardons cette histoire de l'Europe, nous croyons voir derrière nous surtout le sang et la peine, une foi brisée et des mensonges. C'est seulement cela que tout homme peut voir quand il se regarde dans un miroir. »* Pour sa part, le cardinal Meisner de Berlin a déploré les Eglises, les villes et les pays divisés qui *« sont l'expression de la douleur du monde d'aujourd'hui »*.

La visite de Jean-Paul II à Vienne a soulevé un grand enthousiasme chez les catholiques autrichiens. Plus de deux cent soixante-dix mille personnes assistaient, malgré la pluie battante, à la messe que le pape célébra dans le parc du Danube, dimanche matin. Jean-Paul II a rappelé à cette occasion le risque d'une dégénérescence des valeurs chrétiennes, comparant l'homme de la société industrielle à l'enfant prodigue qui ne sait pas user de sa liberté et qui croit qu' *« on peut se passer de Dieu »* : *« La liberté a son prix. Tous les hommes libres devraient se poser cette question : « Avons-nous su, dans la liberté, préserver notre dignité ? » Liberté n'est pas synonyme de permissivité. »*

Le pape a une nouvelle fois, à cette occasion, condamné l'avortement, dont il a souligné *« l'horrible nature »*.

PHILIPPE PONS.



FAITS ET JUGEMENTS

Changements au cabinet de M. Badinter

M. Jean-Pierre Plantard, qui était jusqu'ici au cabinet de M. Mauroy, remplace M. Régis de Gouttes comme directeur adjoint du cabinet de M. Badinter. Comme M. de Gouttes, M. Plantard, qui est magistrat, sera chargé de l'action publique. Nommé à ce poste difficile au mois d'avril, M. de Gouttes avait manifesté le désir d'en être déchargé, le trouvant trop *« sensible »* (*le Monde* du 14 juillet). La nouvelle affectation de M. de Gouttes n'a pas encore été décidée.

Autre changement au cabinet de M. Badinter, M. Jean-Louis Nadal devient conseiller technique. Il était jusqu'ici inspecteur des services judiciaires. Il remplace M. Jean-Pierre Pech et sera chargé comme lui des services judiciaires. M. Pech occupe, désormais, les fonctions de conseiller à la cour de Toulouse.

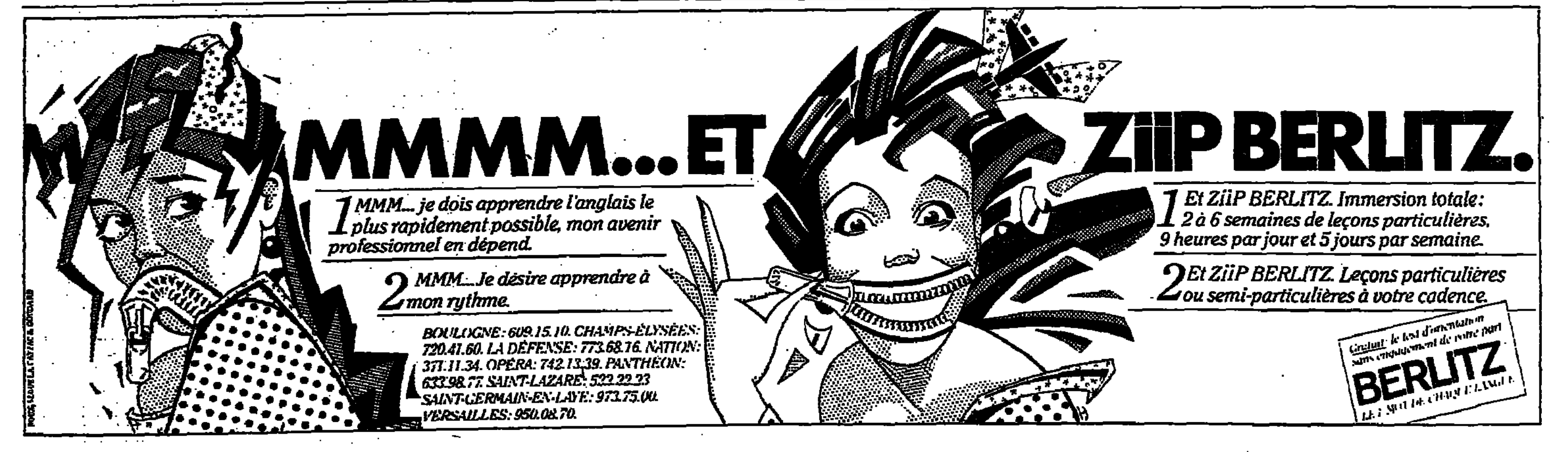
D'autre part, M. Marc Moinard, qui était procureur à Beauvais, devient sous-directeur des greffes à la direction des services judiciaires. La sous-direction des greffes a été créée récemment dans le but d'améliorer le fonctionnement quotidien des tribunaux (*le Monde* du 5 août).

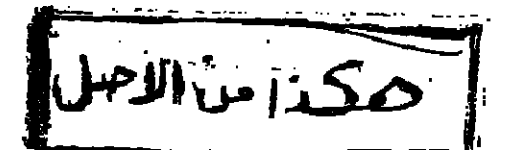
● *Deux tours détruites à Vénissieux.* — Il a fallu s'y prendre à deux fois le 9 septembre pour détruire la tour no 8 du quartier Montmousseau aux Minguettes, à Vénissieux (Rhône). En revanche, la tour no 14 s'est écrasée au sol dès que les charges de dynamite placées sur ses flancs ont été mises à feu. La ZUP des Minguettes, avec quelque cinquante mille habitants dont de nombreux immigrés est considérée comme le « point chaud » le plus délicat de l'agglomération lyonnaise. La destruction de ces tours, peu à peu désertées par leurs occupants doit permettre une restructuration de cette banlieue est de Lyon.

● *Manifestation pacifiste à Paris.* — Plusieurs centaines de manifestants ont pénétré sous l'Arc de triomphe, le samedi 10 septembre, à l'appel du comité de soutien aux *« jeûneurs pour la vie »* (*le Monde* du 13 juillet), pour réclamer le gel des armements nucléaires.

● *Nomination de magistrats.* — Un décret paru au *Journal officiel* du 11 septembre nomme M. Pierre Fabre procureur général à Montpellier. Il sera remplacé comme procureur général à Agen par M. Jean Berthier, qui était jusqu'ici procureur de la République à Lyon.







SPORTS

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ÉTATS-UNIS

Le grain de folie de Connors

Record de chaleur (38 °C) et record d'affluence (vingt mille six cents spectateurs) pour la consécration, en finale des Internationaux des Etats-Unis, de Connors et de Navratilova. L'un et l'autre viennent de battre le record des gains en compétition en passant la barre de 5 millions de dollars (au total) pour les hommes et de 6 millions de dollars pour les femmes. Lendl n'est pas parvenu à devenir le premier droitier à s'imposer aux Etats-Unis depuis 1973. Evert-Lloyd a dû céder son titre à la gauchère championne de Wimbledon.

De notre envoyé spécial

New-York. – Connors leva simplement le poing, un geste bref, d'une extrême réserve pour le « M. 100 000 volts » du tennis. Il venait pourtant de gagner, pour la cinquième fois, les Internationaux des Etats-Unis en battant, comme l'année précédente, le Tchécoslovaque Lendl. Cette victoire a fait de l'ex-enfant terrible de la petite balle un recordman des courts : il compte désormais cent titres à son palmarès, soit trente-huit de plus que le Suédois Borg. Il est devenu le premier homme à franchir le cap des 5 millions de dollars de gains en compétition.

Pourtant, Jumbo n'a pas joué les fanfarons comme il en a parfois l'habitude. Il savait que l'élimination de McEnroe en huitièmes de finale lui avait facilité la tâche. Il savait aussi que les cent quatre-vingt-trois minutes qu'il venait de passer sur le Central de Flushing-Meadow balayé par un vent brûlant n'avaient pas été les meilleures de sa carrière. « *La manière de gagner ne compte pas, seule la victoire est importante* », a-t-il dit pour écarter d'éventuelles objections.

Mais la performance garde toute sa valeur pour un joueur de trente et un ans. Les meilleurs étaient au départ de la compétition, il en est sorti vainqueur. Si ce n'est pas le *grand Connors des années* 1975 à 1978 que les vingt mille six cents spectateurs ont encouragé sans retenue dimanche, c'est un Connors dont le jeu garde ce grain de folie et de violence qui peut toujours enrayer les plus belles mécaniques de précision. *Un* Connors suffisamment lucide pour comprendre que sa victoire serait *surtout une défaite de Lendl.*

Le Tchécoslovaque était donné favori. Son ex-compatriote Navratilova, qui courait vainement après le titre féminin depuis dix ans, avait semblé lui ouvrir la voie en s'imposant la veille. Comme elle, il arrivait en finale sans avoir perdu une manche et il avait concédé seulement cinq fois son service en ayant engagé soixante-seize fois. En demi-finale, il avait littéralement assommé le jeune Arias, le *tombeur de Noah.*

La faille

Toutes les conditions paraissaient réunies pour que le protégé de Fibak, qui disputait sa troisième finale d'un *tournoi du grand* chelem, s'imposât dans le match revanche du tournoi 1982.

Comment un garçon capable de résoudre l'énigme du Rubik's Cube en deux minutes n'aurait-il pas trouvé la clé d'un jeu aussi sommairement brutal que celui de Connors ? Comment ? C'est le défaut caché de Lendl. C'est la faille psychologique dans un jeu d'acier. Le Tchécoslovaque a le trac, une méchante peur qui lui raidit les jambes et qui *lui fait* trembler le bras. C'est ainsi qu'il a joué toute cette finale la peur au *ventre.*

Au premier set, il perdit son premier service en faisant deux *aces* et deux doubles fautes. De l'autre côté du filet, Connors ne jouait pas mieux. Excepté six points sur des services gagnants, il fallut attendre la fin du sixième jeu pour voir Lendl faire un point gagnant en retournant un *passing shot* sur une amortie. *La deuxième manche ne* s'engagea pas sous de meilleurs auspices. Lendl perdit derechef son *service en* accumulant les *fautes* directes. Au troisième jeu, Connors eut de nouveau trois balles de *break* qu'il rata par excès de précipitation.

Le Tchécoslovaque sembla, alors, remonter des abîmes d'angoisse où il s'était enfoncé depuis le début de la partie. Il retourna en revers des balles slicées qui déréglèrent le jeu de l'Américain. Cette tactique ressemblait fort à celle qui avait permis à Roger-Vasselin de battre Connors à Roland-Garros. Elle s'avéra assez efficace puisque Lendl mena bientôt 5-3.

L'Américain ne semblait pas au mieux. Mais Lendl recommença à douter : au neuvième jeu, il laissa échapper deux balles de set sur son service, et *il* en eut *une troisième* au douzième jeu sur le service de Connors. L'Américain concéda néanmoins la manche au *tie break* et parut de plus en plus mal. Il claudiquait en revenant du filet où il semblait un peu trop pressé d'aller finir les points. En force, péniblement, le Tchécoslovaque prit alors le dessus. Il mena 5-4 et servit pour le gain de la troisième manche. Après avoir effacé une balle de *break*, il avait l'avantage *lorsqu'il commit* une double faute, signe d'une extrême nervosité.

Le péril et la gloire

« Quand on fait une erreur pareille, on ne peut plus gagner », expliqua Lendl après coup. Fatalisme slave. Furia américaine. Dopé par ce *break* providentiel, Connors, qui avait, d'un seul coup, retrouvé toute son énergie, aligna neuf jeux, bouclant le troisième set 7-5 et le quatrième 6-0 en une quarantaine de minutes. Pendant tout ce temps, comme s'il était fasciné par une obscure obsession de défaite, Lendl ne passa plus une première balle de service, donnant l'occasion à Connors de réussir des retours fracassants *sur* le deuxième engagement.

Comment Lendl a-t-il pu être démoralisé à ce *point* par *une* double faute et laisser filer le match ? *« L'an dernier à Wimbledon, j'ai aussi fait des doubles fautes à des moments décisifs, mais je ne me suis pas découragé et j'ai fini par gagner »*, a constaté Connors. C'est bien là toute la différence entre les deux joueurs : l'un, à trente et un ans, ne s'avoue jamais vaincu ; l'autre, à vingt-trois ans, ne supporte pas la pression des grands événements. Connors l'avait dit de *manière beaucoup plus brutale en* 1981 : *« C'est un poulet. »*

C'était bien un triste spectacle *que le* numéro deux mondial, auteur de séries de victoires impressionnantes dans des tournois de seconde zone, s'appuyant la tête dans les bâches comme s'il allait pleurer à cause d'une double faute décisive. Voilà pourquoi Connors n'était pas pleinement satisfait de sa victoire. Il savait qu'à vaincre sans péril on triomphe sans gloire.

ALAIN GIRAUDO.

L'escarcelle de Navratilova

De notre envoyé spécial

New-York. – Pendant la finale du tournoi féminin des Internationaux des États-Unis, un petit avion écrivit dans le ciel de Flushing Meadow : *« Bonne chance Chrissie »*. Ce vœu était offert *par une marque de thé.* Mais, pour battre Navratilova le 10 septembre, Chris Evert-Lloyd n'avait besoin ni de chance ni d'encouragement. Elle aurait préféré voir tomber du ciel une Kalachnikov.

Retranchée sur la ligne de fond, la droitière, qui avait fait déjà six fois la levée américaine *du grand chelem,* ne savait pas trop comment repousser les assauts de la gauchère, qui avait, jusqu' alors, échoué dans la conqminin des Internationaux des États-Unis, un petit avion écrivit dans , qui ne *l'avaient pas retenue sur* le court plus de cinquante minutes en moyenne, la Néo-Américaine a mené sa finale tambour battant.

Après avoir remporté la première manche 6-1, elle accusa au quatrième jeu du set suivant une certaine *fébrilité, qui lui* coûta son service. Au total, elle ne devait pourtant laisser que quatre jeux à sa rivale, pour conclure en soixante-trois minutes. Une victoire sans bavure qui faisait tomber dans l'escarcelle de *la* championne 120 000 dollars, auxquels la firme Playtex en a ajouté 500 000.

« New-York est une ville très chère. Avec ce chèque, je pourrai voir venir », a dit avec humour Navratilova, qui est, désormais, la joueuse la plus riche de l'histoire du tennis. Avec les *24 000 dollars qui lui sont* encore revenus pour sa victoire, dimanche, dans le double féminin avec sa partenaire Pam Shriver, cela portait à 6,120 millions de dollars les gains de la joueuse en tournois, soit 1,4 million de dollars de plus que Connors, qui est le joueur dont les primes sont les plus élevées.

Pour les amateurs, il était *cependant accessoire que* Navratilova fût une joueuse cousue d'or. Il s'agissait de savoir, si on pouvait, *désormais,* inscrire son nom au Panthéon du tennis. La jeune Tchécoslovaque, qui était passée à l'Ouest en 1975, avait eu du mal à s'acclimater à la vie américaine, et ses résultats en avaient quelque peu souffert. Ces *deux dernières années, elle a,* toutefois, trouvé un nouvel équilibre auprès d'une ancienne joueuse de basket-ball, Nancy Liebermann, qui l'a encouragée à se préparer le plus scientifiquement possible. Avec succès.

Depuis l'hiver 1981, Navratilova a gagné quatre tournois du Grand Chelem au moins une fois, *et quatre* joueuses *seulement* l'ont battue. Cette année, elle a remporté soixante-cinq de ses soixante-six matches et dix tournois sur onze. Son jeu est actuellement tellement impressionnant que certains voudraient qu'elle se mesure à des hommes, oubliant qu'au temps de sa splendeur la divine Lenglen avait essuyé un cinglant zéro contre l'Américain Tilden.

En fait, il reste à savoir pendant combien de temps Navratilova, qui est maintenant âgée de vingt-six ans, arrivera à maintenir son hégémonie. *« Avant de dire qu'elle est la plus grande joueuse de tous les temps,* a d'ailleurs dit perfidement Chris Evert-Lloyd, *il ne faudrait pas oublier qu'elle est classée numéro un mondial depuis deux saisons, alors que je l'ai été pendant cinq ans. »*

A. G.

FOOTBALL

LES HOMMES DU P.S.G.

Alain Couriol, une réussite mal assimilée

Parisien ou Monégasque ? Pour l'état civil, Alain Couriol est, avec *son coéquipier Jean-Marc* Pilorget, le plus parisien des joueurs du P.S.G. ; l'un et l'autre *sont les seuls à être nés* dans la capitale. Dans son activité de footballeur, Couriol serait plutôt partagé. Encore sous contrat avec l'Association *sportive* de Monaco (A.S.M.), il a, en effet, été prêté cette saison au P.S.G. Pourtant, Couriol n'a jamais caché sa préférence : *« C'est Monaco qui pratique le football que j'aime et le climat me plaît. »*

A sa sortie de l'Institut national du football (I.N.F.) de Vichy, en *1979, il n'avait d'ailleurs pas* hésité. Sollicité par Nantes, Monaco, Paris-Saint-Germain, *Bastia, Nîmes et Metz, il avait* suivi jusqu'en principauté les traces d'autres anciens de l'I.N.F. : Ettori, Christophe, Ninot et surtout Gérard Banide, qui succédait, cette année-là, à Lucien Leduc au poste d'entraîneur après avoir été instructeur à Vichy.

Le choix s'était avéré judicieux. Neuf mois après avoir quitté l'I.N.F., Couriol faisait, à vingt et un ans, des débuts remarqués en équipe de France contre les Pays-Bas. Trois mois plus tard, dans ce même Parc des Princes, il remportait la Coupe de France avec Monaco. Passé presque sans transition des *H.L.M.* de Sarcelles au cadre luxueux de la principauté, d'une famille guadeloupéenne de fonctionnaires *des douanes à cet* environnement du football professionnel qui transforme trop *vite les joueurs en vedettes*, Couriol a, aujourd'hui encore, du mal à assimiler cette réussite.

Depuis, sa carrière est en dents de scie. En 1982, il a été champion de France avec *Monaco et a participé à la Coupe* du monde. Même si en Espagne, il n'a joué que vingt minutes contre la Tchécoslovaquie, sept minutes contre l'Irlande du Nord et le dernier match contre la Pologne où il a marqué son premier – et jusqu'ici unique – but en onze sélections. La saison dernière, il est retombé dans l'anonymat au sein d'une équipe où régnait un mauvais climat.

Cet été, Gérard Banide a préféré partir. Les dirigeants monégasques en ont profité pour faire leur grande lessive. Le Suédois Edstroem, le Suisse Barberis, Pecout, Vitalis, Couriol, Ricord, Mengual, ont dû changer de maillot. *« On a sacrifié des joueurs qui avaient déstabilisé le club »*, dira le docteur Campora, *président de l'A.S.M.* L'Allemand Krause, l'Argentin Simon, Le Roux, Benoît, Genghini, Bravo, sont arrivés en principauté en compagnie de Lucien Muller, un ancien du stade de Reims qui avait continué sa carrière de joueur et d'entraîneur en Espagne.

Rigueur défensive

Prêté *au* P.S.G., Couriol a pu mesurer ce qu'il a perdu au change avec la venue de ses anciens coéquipiers au Parc des Princes, le 10 septembre. Grâce à leur maîtrise collective et à une meilleure circulation du ballon, les Monégasques ont toujours réussi à Paris sur ce terrain aux dimensions maximales. Le 18 décembre 1982, *ils avaient* été les derniers à y vaincre le P.S.G. qui avait accumulé, *depuis,* dix-sept succès consécutifs. Les joueurs de la principauté ont récidivé samedi soir, 10 septembre, grâce à un but de Bernard Genghini marqué dès la dix-septième minute et ont préservé cet avantage avec une rigueur défensive qu'on ne leur connaissait pas.

Exilé en première mi-temps à l'aile droite de l'attaque parisienne, Couriol n'a pas été plus heureux que ses coéquipiers en se retrouvant face à son vieux complice Manuel Amoros. *« A force de s'être entraînés ensemble,* dit-il, *il connaît tous mes trucs. De plus, il est actuellement en grande forme. »* A la mi-temps, Lucien Leduc, l'entraîneur du P.S.G., a dû le faire permuter avec Dominique Rocheteau, tandis *que le public réclamait* l'incorporation de Toko.

Le Tchadien est rentré un peu plus tard à la place de Dalheb. Pour peu de temps. Chargé par Claude Puel sur l'une de ses premières attaques, *Toko est resté* à terre, le péroné fracturé. Contraints de jouer à dix pendant les vingt dernière minutes, les Parisiens avaient perdu leurs dernières illusions.

Désormais le P.S.G. est à cinq points de Monaco et à six d'Auxerre qui devra défendre sa première place, samedi 17 septembre, en principauté. S'il avait l'ambition de devenir champion de France cette saison, Alain Couriol aurait mieux fait de rester Monégasque.

GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE DE FORMULE 1

1. Piquet (Brés., Brabham-B.M.W.), les 301,600 km en 1 h 22 mn 53 s ; 2. Arnoux (Fr., Ferrari), à 10 s ; 3. Cheever (E.-U., Renault-Elf), à 18 s ; 4. Tambay (Fr., Ferrari), à 29 s ; 5. De Angelis (It., Lotus-Renault), à 53 s ; 6. Warwick (G.-B., Toleman), à 1 mn 13 s.

CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS
(classement provisoire)

1. Prost (Fr.), 51 points ; 2. Arnoux (Fr.), 49 pts ; 3. Piquet (Brés.), 46 pts ; 4. Tambay (Fr.), 40 pts ; 5. Rosberg (Fin.), 25 pts ; 6. Watson (Irl.), 22 pts ; 7. Cheever (E.-U.), 21 pts ; 8. Lauda (Aut.), 12 pts ; 9. Laffite (Fr.), 11 pts ; etc.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(huitième journée)

*Nîmes b. Laval 3-0
*Auxerre b. Saint-Etienne 1-0
Monaco b. *Paris-St-Germain 1-0
*Bordeaux b. Rouen 3-1
Nantes b. *Sochaux 1-0
*Strasbourg b. Lens 2-1
*Bastia b. Toulon 1-0
*Nancy b. Toulouse 2-0
*Lille b. Metz 2-0
*Rennes et Brest 1-1

Classement

1. Auxerre, 14 pts ; 2. Monaco, 13 pts ; 3. Bordeaux, 12 pts ; 4. Nantes, *11 pts ; 5. Rouen, Strasbourg, Bastia,* Laval, 9 pts ; 9. P.-St-Germain, Lille, 8 pts ; 11. Sochaux, Lens, Brest, Nîmes, 7 pts ; 15. Toulouse, Nancy, Rennes, 6 pts ; 18. Toulon, St-Etienne, Metz, 4 pts.

Deuxième division
GROUPE A
(neuvième journée)

*Limoges b. Sète 5-1
*Marseille b. Villefranche 4-1
*Montpellier b. Cannes 4-1
*Nice b. Alès 1-0
*Lyon b. Libourne 3-0
*Thonon b. Martigues 2-0
*Grenoble b. Gueugnon 1-0
*Béziers b. Angoulême 2-0
*La Roche-sur-Yon b. Besançon 2-1
Exempt : *Cuiseaux-Louhans.*

Classement

1. Limoges, 14 pts ; 2. Marseille, Montpellier, 13 *pts* ; 4. Lyon, Nice, *12 pts ; 6. Grenoble, 11 pts ; 7. Cannes,* Thonon-les-Bains, 10 pts ; 9. Gueugnon, Béziers, 9 pts.

GROUPE B
(huitième journée)

*Le Havre B. Tours 2-1
*Racing CP et Montceau 1-1
*Stade Français b. Quimper 2-0
*Reims b. Sedan 2-1
*Valenciennes b. Roubaix 3-2
*Châteauroux et Dunkerque 0-0

● Les matches Red Star-Angers, Abbeville-Guingamp, Mulhouse-Orléans sont reportés au samedi 24 septembre, en raison de la participation de certains joueurs aux Jeux méditerranéens.

Classement

1. Stade Français 12 *pts*, Le Havre, 12 pts ; 3. Tours, 11 pts ; 4. Orléans, Mulhouse, Reims, 10 pts ; R.C. Paris, Guingamp, Valenciennes, 9 pts.

Tennis

INTERNATIONAUX DES ETATS-UNIS

Simple messieurs
Demi-finales

Lendel (Tch.) b. Arias (E.-U.), 6-2, 7-6, 6-1.

Connors (E.-U.) b. Scanlon (E.-U.), 6-2, 6-3, 6-2.

Finale

Connors b. Lendl, 6-3, 6-7, 7-5, 6-0.

Simple dames
Finale

M. Navratilova (E.-U.) b. C. Evert-Lloyd (E.-U.), 6-1, 6-3.

Double dames
Finale

Navratilova-Shriver (E.-U.) b. Fairbanks-Reynolds (Af. du Sud-E.-U.), 6-7, 6-3, 6-1.

Double mixte
Finale

E. Sayers-Fitzgerald (Austr.) b. B. Potter-Taygan (E.-U.), 3-6, 6-3, 6-4.

Simple juniors garçons
Finale

Edberg (Suède) b. Youl (Austr.), 6-2, 6-4.

Simple juniors filles
Finale

E. Minter (Austr.) b. M. Werdel (E.-U.), 6-3, 7-5.

Simple messieurs (+ 35 ans)
Finale

Goven (Fr.) b. Cramer (Austr.), 6-2, 6-4.

UN FRANÇAIS QU'ON N'ATTENDAIT PLUS

(De notre envoyé spécial.)

New-York. – Georges Goven joue toujours au tennis. A trente-cinq ans, le petit Jojo, qui est classé 175e mondial, a même gagné le tournoi des plus de trente-cinq ans à Flushing-Meadow, aux dépens de l'Américain Pat Cramer (6-4, 6-2).

Le Français qu'on n'attendait plus espère que ce titre, *« toujours agréable à prendre »*, lui ouvrira les portes du circuit vétéran américain : *« Le public aime beaucoup ici les matches de vieilles raquettes. Il y a pas mal d'argent à prendre, mais c'est assez difficile de se faire inviter. Il n'y a pas de critères objectifs pour entrer dans les tournois. En ce moment, je joue très bien, mais les organisateurs préfèrent avoir des joueurs avec un palmarès comme Nastase. »*

L'ancien demi-finaliste de Roland-Garros (il avait été battu en cinq sets par le Tchécoslovaque Kodes en 1970), espère en une nouvelle carrière. – A. G.

AUTOMOBILISME

Nelson Piquet vainqueur du Grand Prix d'Italie

Trois écuries briguent le titre mondial

Le Brésilien Nelson Piquet (Brabham-B.M.W.) a gagné, *dimanche 11 septembre,* sur le circuit de Monza, le Grand Prix d'Italie devant le Français René Arnoux (Ferrari), deuxième, l'Américain Eddie Cheever (Renault), troisième, et le Français Patrick Tambay (Ferrari), quatrième. Le Français Alain Prost a dû abandonner à cause d'une défaillance de son moteur turbo compressé. Inquiétant résultat à la veille des deux derniers grands prix de la saison : celui d'Europe, qui se disputera le 25 septembre à Brands-Hatch (Grande-Bretagne), et celui d'Afrique du Sud, qui doit avoir lieu le 15 octobre à Kyalami.

Monza. – Le cœur de l'Italie ne s'est pas vraiment arrêté de battre sur le circuit de Monza, qui représente, pour des centaines de milliers de fans italiens, le temple de la formule 1.

Evénement sportif, le Grand Prix d'Italie avait pris, cette année, une autre dimension depuis le dernier Grand Prix des Pays-Bas, où les Français René Arnoux et Patrick Tambay (Ferrari) s'étaient, de nouveau, replacés dans la course au titre, à quelques longueurs d'un autre Français, Alain Prost (Renault).

Il n'en fallait pas plus pour que les passions s'exarcerbent par médias interposés. Le grand cirque s'était installé il y a peu sur le circuit italien pour des essais privés en vue du Grand Prix. Alain Prost et le Brésilien Nelson Piquet, pilotes de Brabham, avaient essuyé à cette occasion des jets de gravillons alors *qu'ils tournaient sur le circuit.*

De déclaration en déclaration, on en était arrivé au point où il devait fatalement arriver quelque chose sur le circuit. C'était le début d'une escalade que des journaux ont largement contribué à alimenter.

De notre envoyé spécial

Ce qui n'était qu'une anecdote devenait bientôt (presque) une affaire importante. Des bruits avaient même couru selon lesquels le pilote français avait reçu des menaces. Au demeurant, on ne savait pas trop de quoi il s'agissait. La formule 1 *est ainsi faite qui* aime à propager les fausses nouvelles et qui cultive ses fantasmes.

Protection

Pris, à la fois, entre le désir de protéger son champion d'actes inconsidérés et de le placer, à la veille de compétitions capitales, dans les meilleures conditions pour atteindre son objectif, Renault Sports a mis le pilote français sous la protection de deux gardes du corps.

Beaucoup ont souri en constatant le fait. Patrick Tambay, son concurrent, a innocemment posé, la veille de la course, la question de savoir si, sous le poids de l'enjeu, *« Renault n'était pas tout simplement en train de craquer »*. Alain Prost, lui, a avoué être un peu gêné par toutes ces mesures.

Alors, Monza-folie ? Allons donc. Ramenons les choses à de plus justes proportions ; d'incidents, il n'y en aura point.

Les trois grandes écuries en tout cas ne se méprennent pas sur l'importance de l'enjeu qui les oppose. Après six années d'investissements énormes, Renault n'a jamais eu autant l'ambition et la volonté de réussir. Ferrari, dont les deux derniers champions du monde ont été le Sud-Africain Jody Scheckter, en 1979, et l'Autrichien Niki Lauda, en 1975 et 1977, semble trouver que sa traversée du désert a suffisamment duré. Brabham, enfin, dont le patron, Bernie Ecclestoneentend maintenir la tradition britannique de fabricant de voitures de course.

Brabham, donc, a gagné sur le circuit italien. Et de belle manière. *L'écurie a, semble-t-il, donné* à la voiture de Nelson Piquet une homogénéité et une fiabilité qu'elle n'avait pas encore obtenues depuis le début de la saison. A trente et un ans, le Brésilien est peut-être le pilote qui a le plus de chance d'être couronné champion du monde *cette* saison. Les Brabham courront, en effet, dans leur propre jardin le 25 septembre à Brands-Hatch et ne seront probablement pas inférieures aux autres « turbo », le 15 octobre sur le circuit sud-africain de Kyalami.

A Monza, le patron de l'écurie britannique et de l'Association des constructeurs de *formule 1* a encore démontré, s'il en était besoin, aux grands constructeurs Renault et Ferrari que, malgré leur puissance financière et l'avance qu'ils ont prise dans la construction du moteur turbo, lui, « petit » constructeur, est suffisamment fort pour leur tenir la dragée haute. Bernie Ecclestone, au demeurant, n'en avait jamais douté.

GILLES MARTINEAU.

● *La firme Michelin a annoncé qu'à partir de 1984 elle limiterait sa participation à la formule 1* et n'équiperait plus que Brabham, McLaren et Renault. En plus de ces trois écuries, Michelin chausse actuellement Alfa-Roméo, Ligier et Osella. *Michelin, comme Good Year* (Etats-Unis) et Pirelli (Italie), fournit et transporte gratuitement de douze à quinze trains de pneumatiques par Grand Prix et par écurie. Chaque train coûte de 1 000 à 2 000 dollars. Sur l'ensemble de la saison, la firme française livre environ un millier de trains de pneumatiques. Elle a indiqué que les écuries autres que Renault, Brabham et McLaren devraient désormais payer leurs pneumatiques.

ENVIRONNEMENT

AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND DANS L'AIN AU CHANTIER DU CERN

Le «cri» des Gessiens insérés dans l'anneau

Saint-Genis-Pouilly (Ain). — Manifestement, la lutte est inégale. D'un côté, il y a le CERN (Centre européen de recherches nucléaires), ce laboratoire qui, sur près de 500 hectares, réunit les plus grosses têtes chercheuses de la physique nucléaire grâce aux libéralités de douze pays d'Europe. De l'autre, une minuscule association, l'AGENA (Association gessienne de défense de la nature), née il y a dix ans pour défendre l'environnement naturel du pays de Gex *(« les fleurs et les p'tits oiseaux*, comme le précise un de ses membres) et reconvertie depuis en organe de protestation contre le «projet LEP», cet immense anneau souterrain où des hommes en blouse blanche vont organiser de mystérieuses collisions d'électrons.

Voilà des mois maintenant que dans ce ring franco-suisse, s'affrontent écolos gessiens et physiciens transnationaux arbitrés par des élus un tantinet perplexes, partagés entre la crainte du saut dans l'inconnu et la perspective — aléatoire — d'un regain d'activité pour leur région.

Mais on arrive au terme du combat. MM. Mitterrand et Aubert, res-

De notre envoyé spécial

pectivement président de la République française et président de la Confédération helvétique, viendront le 13 septembre donner le coup de pioche symbolique dans un chantier situé pratiquement sur la frontière, à l'abri d'un chapiteau de cirque à toile multicolore. Avant le coup de gong décisif donc, les militants de l'AGENA ont réuni, le 9 septembre, une conférence de presse à Saint-Genis-Pouilly (Ain) pour mettre le pouvoir en garde : ce tunnel souterrain, où doivent s'entrechoquer les particules, est, selon eux, *« une monumentale erreur »*.

Il va coûter cher (1 milliard de francs suisses), provoquer des travaux qui vont bouleverser la campagne gessienne (un tunnel souterrain de 27 kilomètres de long, avec huit puits d'accès en forme d'usine), sans aucun profit pour la science, puisque les deux particules qu'il devait permettre de mettre en évidence ont déjà été trouvées dans le « petit anneau » existant du CERN, et enfin ouvrir la voie à l'aventure puisque l'on s'achemine, semble-t-il, vers une augmentation considérable des énergies libérées dans le tunnel et même des expériences avec des protons hautement radioactifs. *« Ces protons, rien ne les arrêtera, en tout cas pas la frontière franco-suisse »*, explique un des responsables de l'AGENA, qui observe que les Américains, eux, ont construit leur anneau dans un désert. *« Est-ce que le pays de Gex est un désert ? »*

Dans la salle, quelques élus ou simples citoyens gessiens opinent du chef. M. Albert Delavière, cultivateur à Crozet et militant de la première heure de l'AGENA, précise pour sa part : *« Avant, le CERN était dans le pays de Gex ; maintenant, c'est le pays de Gex qui est dans le CERN. »* Il n'admet pas, lui, l'argument des « Cerniens », obligés de fermer leur laboratoire et de quitter le pays en cas de renoncement au LEP. *« Nous, nous sommes obligés de rester, de toute façon. »* Et si c'était une terre irradiée pour plusieurs générations ?

Pour M. François Meylan, jeune maire (P.R.) de Versonnex, employé comme ingénieur dans une entreprise genevoise d'électronique, les craintes sont bassement matérielles : qui va payer pour la voirie, les logements, les transformations du réseau d'eau potable ? Qui va compenser l'exonération fiscale dont profiteront les activités sur les 6 500 hectares du futur LEP ? Qui va financer les contrôles pour la radio-protection ? *« Ce qu'ils nous avaient promis, notamment en matière de logement, ils ne l'ont pas fait*, constate-t-il, sans aigreur. *On demandait la procédure « grand chantier », financièrement avantageuse, mais le LEP n'étant pas un outil de production, il n'y aura pas de taxe professionnelle. »* Déception. Un retraité du CERN (administratif), M. Henri Bersinger, conseiller municipal (P.S.) de Saint-Genis, renchérit : *« Le LEP, c'était le pactole qui allait tomber sur le pays de Gex. On aura peut-être le maintien de l'emploi mais aussi beaucoup d'ennuis. »* Quant à M. Jean-Jacques Bouchet, délégué au comité d'entreprise de la société touristique thermale et hôtelière de Divonne-les-Bains, il lève les bras au ciel : *« Vous vous rendez compte, un tunnel nucléaire à côté d'une station touristique qui possède le premier casino de France ! »*

Exorbitant

Pour Mme Lucile Hanouz, secrétaire de l'union locale C.F.D.T., le plus exaspérant est ce pouvoir exorbitant du CERN, protégé par son statut international. *« Ils font ce qu'ils ont envie de faire, sans contrôle. Ils s'adonnent à la physique sans se préoccuper de l'environnement, des conséquences humaines et sociales de leurs activités ».* L'adjoint au maire de Saint-Genis, M. Hubert Bertrand, propriétaire de « gauche » d'un salon de coiffure, résume bien l'état d'esprit des Gessiens : *« On est complètement dépendants de Genève — un tiers des emplois — et du CERN — un autre tiers. Et sur ces éléments essentiels, on n'a aucune prise. Quant au tiers restant il dépend des deux autres tiers. »*.

Même sans protons à l'horizon, l'anneau du LEP semble une nouvelle provocation envers une communauté déjà meurtrie dans son amour-propre. L'AGENA est la seule à oser crier haut cette fierté blessée, avec l'arme dérisoire de l'épouvantail à électrons.

ROGER CANS.

● *La commune de Seveso va toucher 57 millions de francs de dommages-intérêts.* — La commune de Seveso, en Italie du Nord, où se produisit la catastrophe écologique de juillet 1976, touchera 15 millions de francs suisses (57 millions de francs) à titre de dommages-intérêts versés par le groupe Givaudan. C'est à ce groupe qu'appartenait l'usine dont s'était échappé un nuage hautement toxique de dioxine.

En signant cette transaction, la commune de Seveso s'engagera à renoncer à toute action judiciaire, tant au civil qu'au pénal, et retirera donc sa constitution de partie civile, déposée lors de l'ouverture du procès des responsables devant le tribunal de Monza.

● *C.E.E. : arrêt des importations de peaux de bébés phoques.* — La Commission européenne a demandé l'arrêt des importations de peaux de phoques dans la C.E.E. à partir du 1er octobre prochain, après des négociations infructueuses avec les autorités canadiennes et norvégiennes sur les conditions de chasse de ces animaux. Le conseil des ministres des Dix avait adopté une directive en ce sens en mars dernier. — *(A.F.P.)*

TRANSPORTS

LA CRISE DE L'INDUSTRIE FERROVIAIRE

Une mise au point du ministère

Après la publication, dans *le Monde* daté 11-12 septembre, d'un article faisant état de la perspective d'une réduction des commandes de matériels ferroviaires par la S.N.C.F. et la R.A.T.P., et des conséquences sur l'emploi dans ce secteur industriel, le ministère des transports a publié le communiqué suivant : *« Contrairement aux informations parues dans le journal* le Monde, *aucune décision n'a été prise concernant le niveau des investissements de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. pour 1984 et les années suivantes. Rien n'autorise donc à parler de* «perspectives catastrophiques» *et, encore moins, à mettre en doute la volonté des pouvoirs publics de* «promouvoir réellement une technologie nouvelle» *(T.G.V.). A vouloir, depuis quelques mois, trop prouver que* «le gouvernement actuel n'a pas plus que ses prédécesseurs su mener une politique industrielle cohérente dans le secteur du transport ferroviaire, » le Monde *» donne le sentiment de s'acharner à » présenter comme des réalités le » simple reflet de ses désirs ».*

[Le ministère des transports ne dément précisément aucun des chiffres cités par *le Monde*, qui a donné ces évaluations financières avec la prudence d'usage en indiquant clairement qu'il s'agit d'un montant des investissements, «avant l'arbitrage final attendu».]

MÉDECINE

SELON DES CHERCHEURS AMÉRICAINS

L'hypothèse de l'origine virale du SIDA se renforce

New-York. — Le prochain numéro du magazine scientifique américain *Science* publiera une série de nouveaux résultats qui viennent renforcer l'hypothèse de l'origine virale du syndrome immunodéficitaire acquis (SIDA). Selon les scientifiques qui ont mené ces travaux, le principal suspect est un virus connu pour ses liens avec une forme de leucémie humaine (ou lymphome).

De notre envoyé spécial

Les résultats que s'apprête à publier le magazine *Science* ont été obtenus par un groupe de médecins et de scientifiques appartenant à différentes universités américaines. Ils ont été conduits sous l'égide du Center for Disease Control (C.D.C.) d'Atlanta (Géorgie). On sait depuis longtemps que le SIDA touche en priorité — et en proportions variables — un groupe à risques composé d'homosexuels masculins, de toxicomanes utilisant la voie intraveineuse, de sujets haïtiens et de malades atteints d'hémophilie (maladie de la coagulation sanguine dont le traitement nécessite l'utilisation de médicaments injectables). D'autre part, les tenants de l'hypothèse de l'origine virale du SIDA (1) retiennent, depuis quelques mois, comme l'un des principaux suspects un nouveau virus (human T cell-leukemia virus ou H.T.L.V.), connu pour être lié, notamment dans les îles Caraïbes, à une forme particulière de leucémie humaine.

Les équipes américaines ont travaillé sur cette hypothèse. Elles ont notamment cherché la présence, dans différents sérums d'anticorps (substances fabriquées par l'organisme humain en réponse à une agression étrangère) dirigés contre l'H.T.L.V. (ou anticorps anti-H.T.L.V.). On sait depuis peu que ces anticorps sont notablement plus fréquents chez les sujets du groupe à risques (36 %) que chez les sujets d'un groupe contrôle (1,5 %). La nouvelle étude porte sur cent soixante-douze hémophiles américains de différentes régions des Etats-Unis (Birmingham, Atlanta, Los Angeles et New-York). Chez ces personnes, qui ne présentent aucun signe suspect de SIDA, 12 % en moyenne sont porteuses d'anticorps anti-H.T.L.V. On note, de plus, d'importantes différences selon les régions (4,9 % des sujets positifs à Birmingham contre près de 20 % à New-York).

D'autre part, l'un des deux malades hémophiles étudiés atteints du SIDA avait synthétisé de tels anticorps, tout comme un jeune hémophile de quatorze ans qui présente des symptômes précurseurs de la maladie. A l'inverse, sur les cent échantillons de sérum prélevés sur des personnels de laboratoire, des malades hémodialysés ou souffrant d'hépatite chronique, aucun anticorps n'a été retrouvé. Enfin, au cours d'une étude contrôle faite sur cent trente-sept sérums provenant de dons de sang effectués en 1977 à Philadelphie, un seul échantillon était positif. En conclusion, les chercheurs américains notent que les malades hémophiles (qui utilisent des médicaments augmentant leur capacité de coagulation sanguine et fabriqués à partir de milliers de dons de sang) forment une population particulièrement exposée à l'H.T.L.V., et donc, *a priori*, au SIDA.

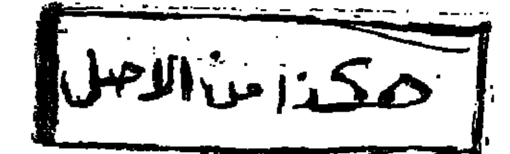
« L'H.T.L.V. est l'un des principaux candidats responsables présumés, le principal candidat du SIDA, dit le docteur Max Essex (Boston), *notamment parce qu'aucun autre agent viral n'a pu être suspecté si longemps et aussi parce que les connaissances que nous possédons sur lui s'adaptent tout à fait à celles que nous avons jusqu'à présent sur le SIDA. »*

Dans cette optique, une question importante devra néanmoins être rapidement résolue. On se souvient en effet qu'il y a quelques semaines (*le Monde* du 20 août) une équipe française dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris, C.N.R.S.) avait découvert un nouveau virus, différent de l'H.T.L.V., qu'elle tenait aussi pour un candidat pouvant jouer un rôle important dans l'apparition du SIDA. *« Pour l'heure*, nous a déclaré le docteur Essex, *l'important est d'établir quelles sont les différences exactes entre ces deux virus. »*

Il faudrait aussi et surtout expliquer pourquoi le virus H.T.L.V., dont la présence a été signalée de longue date et en abondance tant au Japon qu'aux Caraïbes ou en Afrique, provoquerait soudain tant aux États-Unis qu'en Europe une maladie aussi nouvelle et aussi grave.

JEAN-YVES NAU.

(1) Très schématiquement, deux hypothèses s'affrontent au sujet de l'origine du SIDA : une origine virale (cette affection serait due à un virus et donc contagieuse) et une origine immunitaire (cette maladie serait due à l'apparition préalable d'un déficit immunitaire).



Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE | SUR LES SITES DE FEU L'EXPOSITION UNIVERSELLE

M. Chirac relance deux grands projets d'urbanisme

Les rêves grandioses et redoutables de l'Exposition universelle étant écartés, les urbanistes de la capitale peuvent reprendre le cours de leurs travaux. Et les élus de réactiver les projets un instant différés. M. Jacques Chirac, maire de Paris, a fait sa rentrée municipale en présentant à la presse, vendredi 9 septembre, les dossiers d'aménagement de deux sites riverains de la Seine qui devaient héberger l'Expo de 89 et qui se trouvent à nouveau disponibles.

L'un, encore occupé par les entrepôts de Bercy, couvre près de 25 hectares à l'est, l'autre, jadis propriété des usines Citroën, s'étend à l'ouest sur 35 hectares.

Ces terrains sont les derniers grands espaces libres de Paris. Leur destinée similaire souligne l'évolution de la capitale.

Là où grondaient les chaînes de montage automobile et où roulaient les wagons-foudres, des jardins vont étaler leurs frondaisons et des quartiers d'habitation confortables surgir avec leurs équipements publics. A l'instar des grandes agglomérations, Paris, pour améliorer la qualité de la vie de ses résidents, tend à repousser vers l'extérieur usines et entrepôts.

Ce faisant, la capitale renonce à la fois à ses capacités productives et aux richesses du mélange des classes. *Elle se spécialise en somme* dans le rôle prestigieux – mais périlleux – de métropole résidentielle.

Terrains Citroën : une ville nouvelle de huit mille habitants

Les terrains Citroën sont l'exemple type de ces friches industrielles – comme on dit aujourd'hui – que tant de villes s'efforcent de reconquérir. Car il s'agit bien d'une reconquête. Avec ses 35 hectares disposés en vaste triangle au bord de l'eau, à la charnière entre le 15e et le 16e arrondissement, le site pourtant ne manque pas de séduction. Mais une fois les ateliers par terre, on s'aperçoit que l'environnement n'est pas tendre. Les boulevards extérieurs et le périphérique barrent l'horizon vers le sud, une voie ferrée en remblai boucle l'espace sur deux de ses faces et, doublée par un quai automobile, *le coupe entièrement de la* Seine, elle-même bordée d'un port *charbonnier. Des entrepôts munici*paux, une usine d'air comprimé, une *imprimerie* et un central téléphonique jalonnent les trois points du triangle.

Les urbanistes de la Ville ont dû commencer par faire place nette. Leur projet prévoit la couverture, par une *dalle* en béton, des installations S.N.C.F. situées au sud et le franchissement de la voie qui longe le fleuve par plusieurs passages en-dessus ou en dessous.

Toujours sur les berges, la circulation automobile sera mise en souterrain. Pour les quais eux-mêmes, on s'efforcera de convaincre le Port autonome de Paris de déplacer ses équipements. Enfin, pour relier le site à celui de la plaine de jeux d'Issy-les-Moulineaux, M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'urbanisme, souhaite que des tunnels soient percés en deux points sous le boulevard Victor et le périphérique. *Quant au central téléphonique*, déjà en sous-sol, il sera recouvert par un *jardin sur dalle*.

S'étant ainsi « donné de l'air », les urbanistes ont pu redistribuer sur le site les établissements qui, de toute manière, doivent y demeurer. Les entrepôts et ateliers municipaux, situés au nord du périmètre, devront être déplacés et reconstruits sur la dalle couvrant les voies S.N.C.F.

Sur l'espace ainsi dégagé, l'imagination peut alors se donner libre cours. Après de nombreuses études, *le parti d'aménagement retenu est* celui-ci. Au centre, largement ouvert sur la Seine, s'étendra un parc de 13 hectares orienté au nord-ouest, mais qui poussera des ramifications vers l'est et le sud-est, c'est-à-dire vers les quartiers du 15e arrondissement.

C'est autour de ces jardins que les constructions se déploieront en une sorte de vaste *hémicycle*. Sont prévus : 2 500 logements, dont une *moitié de logements sociaux*, avec, à leurs pieds, des crèches et des écoles, un collège flanqué d'un gymnase et d'une bibliothèque, un hôpital de 600 lits construit par l'Assistance publique, un hôpital franco-arabe de 150 lits et un grand « ensemble tertiaire » d'une surface de 55 000 mètres carrés.

Que sera ce dernier édifice ? Pour M. Ligen, qui le *souhaite « digne de la capitale »*, il pourrait abriter le *siège d'une grande société*, *un hôtel* de luxe et un centre international de presse. Le maire, lui, préférerait tout bonnement des bureaux, qui manquent à Paris. Enfin, le long des boulevards extérieurs seront installées des activités industrielles, qui, avec les ateliers d'artisans prévus au rez-de-chaussée des immeubles, offriront 30 000 mètres carrés de locaux.

On voit que les ambitions de la Ville *ne sont pas médiocres*. Il s'agit bien d'installer sur les terrains Citroën *une véritable ville* nouvelle d'environ huit mille habitants. Pour la réaliser, la municipalité devait d'abord se rendre propriétaire des terrains. C'est chose faite pour l'essentiel, c'est-à-dire pour ceux qui appartenaient à Citroën et à la société Hachette. Leur paiement est en cours depuis 1977 à raison de 60 millions de francs par an. Au total, les acquisitions foncières dépasseront un demi-milliard de francs 1983. Restera encore à acquérir certains terrains S.N.C.F. et à dédommager le Port autonome de Paris.

La première partie de l'opération débutera en 1984 par la construction de 350 logements et, peut-être, l'aménagement d'une partie du parc. Lorsque Paris avait acheté le terrain Citroën, l'Etat, par la voix de M. Chalandon, ministre de l'équipement, puis par celle de M. Raymond Barre, alors premier ministre, avait *exigé qu'une partie de l'espace soit* réservé à un jardin. En contrepartie, *l'Etat s'engageait à participer pour* moitié à son aménagement, soit une somme de 60 millions de francs. Quelques millions ont déjà été versés, mais depuis deux ans tout est stoppé. La Ville compte bien exiger du gouvernement socialiste qu'il tienne les engagements de ses prédécesseurs.

La seconde phase de l'opération devrait être la construction de la dalle sur les voies S.N.C.F. et le déménagement des ateliers et entrepôts municipaux. Plusieurs années seront nécessaires. Pendant ce temps, l'Assistance publique, qui a ouvert un concours d'architectes pour son hôpital, pourrait commencer à l'édifier. Inauguration possible en 1988. *Habitations, écoles*, collèges, installations sportives et locaux industriels devraient s'échelonner sur plusieurs années. Même en menant les choses rondement, il ne faudra pas moins d'une dizaine d'années pour en terminer avec l'aménagement des terrains Citroën.

M. Chirac et ses urbanistes voient même plus loin. Au temps de l'Expo *universelle, l'Etat était disposé* à céder à la Ville de vastes espaces situés au-delà des boulevards circulaires : un ancien bastion, l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, une plaine de jeux. Au total une trentaine d'hectares. Alléché, le maire de Paris lorgne toujours sur ces terrains. En projetant des jonctions entre la ZAC Citroën et ces « territoires du sud » il exprime clairement son intention de les rattacher à Paris, un jour ou l'autre.

MARC AMBROISE-RENDU.

Bercy : un parc en bord de Seine

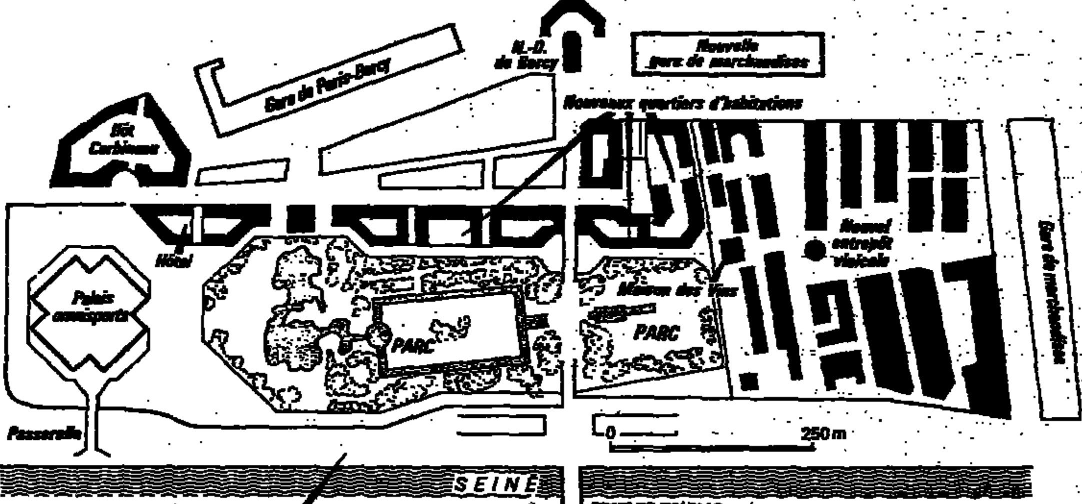
Blottis sous des platanes centenaires fleurant bon le gros-qui-tache, les chais de Bercy avaient occupé au siècle dernier les jardins maraîchers qui s'étendaient en bord de Seine, sur près de 40 hectares. Rendre à la nature une fraction de cet espace n'est au fond que retrouver sa vocation. *Il y a dix ans qu'on y travaille.* Au nord-ouest du site s'élève déjà la *colline sous laquelle se cache l'im*mense hall du palais des sports. Des pelouses montagnardes ont été audacieusement accrochées à ses flancs, et cette architecture à la Vauban servira d'introduction à un parc de 12 hectares qui, avec ses plans d'eau, ses platanes et ses jeux, veut être une sorte de Tivoli parisien. Une passerelle et des passages souterrains permettront de franchir le *quai de Bercy et son courant auto*mobile pour accéder aux quais de la Seine reconquis sur les marchands de sable. A l'opposé, de l'autre côté des entrepôts, coincée entre deux gares de marchandises, sommeille une église villageoise : Notre-Dame de Bercy. Autour d'elle et le long de la rue de Bercy, on veut édifier un nouveau quartier d'environ huit cents foyers.

Les marchands de vin, qui ont déjà dû libérer 8 hectares pour le pa*lais des sports, vont se trouver* repoussés un peu plus loin vers le sud-est. La ville leur propose de resserrer et de moderniser leurs installations sur une dizaine d'hectares et d'installer à l'entrée une « maison des vins de France ».

Le projet d'aménagement s'est *donc efforcé* de tenir compte de tous les intérêts en présence. Il sera pourtant difficile à réaliser. Les entreprises vinicoles demandent à être indemnisées. M. Chirac est d'accord sur le principe mais il pose une condition : que tous les emplois, au nombre de mille cinq cents environ, soient conservés. D'après négociations sont en cours. Lorsqu'elles seront achevées, vers la fin de cette année, il faudra encore trois ans pour déplacer les entrepôts.

Quant au nouveau quartier, qui, outre les immeubles d'habitation, devrait comprendre deux hôtels (deux et trois étoiles), une maison des fédérations sportives et des équipements publics, il aura quelque dif*ficulté à vivre. Il bénéficiera* des distractions du parc et du palais des sports (qui démarrera avec les Six Jours cyclistes en février 1984), mais il s'étirera sur près de 700 mètres de long et se trouvera singulièrement isolé. En effet, ce coin est coupé du reste de Paris par la Seine, par les entrepôts à vin et par d'immenses installations ferroviaires. Aucun moyen de transport ne le dessert actuellement. Du métro léger de *surface Aramis qui devait passer par* là à l'occasion de l'Expo, il n'est plus question. Certains habitants se trouveront à 800 mètres de la plus proche station de métro souterrain. A 3 kilomètres du centre de la capitale, on vivra sans doute à Bercy *comme on vit en banlieue*.

M. A.-R.



Le chien, le promeneur et la moto

Il *existe* à Paris un endroit *charmant entre le canal Saint-*Martin et la gare de l'Est, dans le dixième arrondissement : plantée d'arbres, agrémentée d'un boulodrome, avec des placettes et une fontaine abondante, l'avenue de Verdun, piétonne, retentit des jeux des enfants, des commentaires des boulistes, des conver*sations des dames sur les bancs*.

Mais voilà... Bien qu'une plaque *rappelle* sans détour que *« les chiens doivent être tenus en laisse »*, ces petites (et grandes) bêtes vagabondent à plaisir sur les margelles et les pelouses et souillent à qui mieux mieux. Heu*reusement que passe la moto* verte aux armes de la propreté de Paris, mais l'engin fait un tel vacarme et dégage des odeurs si fortes qu'il vaut mieux changer de banc à son passage ou folâtrer ailleurs.

D'où trois suggestions au maire de la capitale : munir ces engins de silencieux, créer des rues piétonnes canines, harmoniser les horaires entre la promenade des chiens parisiens et celle des *Parisiens*.

F. GR.

PUBLICATION JUDICIAIRE

ARRÊT rendu par la 4e Chambre B de la **COUR D'APPEL DE PARIS** le 17 février 1983, entre :

– La Société **CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DU BOURBONNAIS ou C.M.B.**, 11 *bis*, rue Roquépine, Paris - 75008.

– La Société matériel pour l'automation et applications cybernétiques ou M.A.A.C., 8, bd du Parc à Neuilly-sur-Seine - 92200, ayant Me Combeau pour Avocat.

Confirme le **JUGEMENT** entrepris en ce qu'il a dit que la **C.M.B. A COMMIS DES ACTES DE CONCURRENCE DÉLOYALE**, d'une part, en fournissant à la Société X... un vérin asservi C.M.B. codé avec les mêmes numéros que l'équivalent M.A.A.C. sous la désignation genre M.A.A.C., d'autre part, en reprenant dans son catalogue et dans des publications, *certains textes et certains* dessins du catalogue M.A.A.C. de 1973.

Le réformant et y ajoutant : dit que **CONSTITUE ÉGALEMENT** un acte de **CONCURRENCE DÉLOYALE** le **DÉMARCHAGE SYSTÉMATIQUE PAR LA C.M.B. DE LA CLIENTÈLE DE LA M.A.A.C.**

Porte de 100.000 F à **180.000 F** le montant de la **CONDAMNATION PRONONCÉE CONTRE LA C.M.B.** au titre de dommages intérêt dus à la M.A.A.C.

CONDAMNE LA C.M.B., Constructions du Bourbonnais à tous les dépens d'appel.

Pour extraits conformes
J. MOREAU, Avoué à la Cour.

ÉCONOMIE

DANS UN RAPPORT ANNUEL

Le Fonds monétaire plaide discrètement en faveur d'une augmentation des liquidités tous azimuts

Comme chaque année, le Fonds monétaire rend public, quinze jours avant la réunion de son assemblée générale (qui est aussi celle de la Banque mondiale), son rapport pour l'exercice qui vient de s'achever. Ce document se réfère à la période allant du 1er mai 1982 au 30 avril 1983. Les indications qu'il fournit serviront de toile de fond aux discussions qui auront lieu d'abord au sein du comité intérimaire (vingt-deux ministres représentant les cent quarante-six pays membres) qui tiendra session le 24 septembre, puis à l'assemblée générale qui se réunira du 27 au 30 septembre. Trois principaux sujets sont à l'ordre du jour : la reprise économique dans les pays industriels et la récession persistante dans un grand nombre de pays endettés du tiers-monde ; dans quelle proportion de leurs quotas les pays membres peuvent faire appel aux ressources du Fonds ; l'opportunité de procéder à une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux.

Un montant record de tirages

TOUT le premier chapitre est consacré au développement de l'économie mondiale tandis que le début du second fait état des événements tumultueux qui se sont produits sur les marchés des changes. *« La durabilité de la reprise dépendra pour une part importante de la confiance que l'on pourra continuer d'accorder aux politiques anti-inflationnistes qui demeurent quelque peu fragiles même dans les pays où le taux d'inflation a été ramené au voisinage de 5 % ou plus bas »*, écrivent les experts du Fonds monétaire qui ajoutent à l'adresse de plusieurs pays, et en particulier des États-Unis, qu'il sera « vital » d'introduire un meilleur équilibre dans leur budget.

Selon les estimations des économistes du F.M.I., la part moyenne pondérée de l'épargne privée brute absorbée par le financement des déficits publics (État) aura été de 23 % en 1982, soit une proportion supérieure au double de celle constatée en 1979 dans les sept plus grands pays industriels (États-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Canada et Japon).

Un coût social élevé

Parlant des pays qui, comme la France et l'Italie, continuent à avoir des hauts taux d'inflation, les experts du F.M.I. écrivent que les programmes d'ajustement en cours devraient *« progressivement rétablir les conditions d'un retour à une croissance durable mais que, à court terme, leur mise en application aura probablement pour effet de limiter la portée de la reprise économique »*. Parce que les profits sont restés en général déprimés, l'effort pour stimuler l'épargne et l'investissement n'a pu dans beaucoup de pays donner les résultats escomptés.

Depuis une quinzaine d'années, notamment dans les pays européens et au Japon, on a assisté à d'importants changements dans la distribution du revenu. *« Par exemple en France, en R.F.A. et en Italie, la part des revenus du capital dans le total des revenus (valeur ajoutée) a décliné dans le secteur manufacturier de 40 % environ pendant les années 1968-1969 où l'activité économique avait atteint dans le cycle un point maximum à moins de 35 % pendant l'autre « sommet » de 1979. »* Cette évolution n'est pas non plus étrangère à l'évolution de l'emploi : *« L'augmentation marquée du coût relatif du travail a conduit à une baisse de la demande de travail. D'autres facteurs qui ont pu jouer dans certaines circonstances un rôle important, le manque de formation adéquate de la main-d'œuvre, un salaire minimum légal trop élevé et un niveau relativement élevé des indemnités de chômage. S'il est extrêmement difficile de modifier ces facteurs, ne pas le faire pourrait impliquer un coût social et économique très élevé. »*

Selon les experts du Fonds monétaire, l'évolution des taux de change a longtemps eu pour effet de détériorer la compétitivité globale des économies française et italienne dont les coûts avaient progressé encore plus vite que ne s'étaient dépréciées leurs monnaies relatives. Cependant, le réajustement récemment intervenu au sein du système monétaire européen *« a substantiellement amélioré leur compétitivité »*.

En ce qui concerne les pays en voie de développement, c'est surtout sur le phénomène de l'endettement que le Fonds monétaire insiste tout en faisant remarquer que, vingt pays concentrant à eux seuls 73 % de la dette totale des pays en développement non pétroliers (447 milliards de dollars à la fin de l'année 1982) et 88 % de la dette à court terme, le problème, pour la majorité des pays en développement non pétroliers, est *« considérablement moins important que les statistiques ne pourraient le laisser croire »*.

Cependant, le Fonds monétaire fait observer qu'un petit nombre de pays exportateurs de pétrole rencontrent à leur tour des problèmes de balance des paiements *« largement similaires »* à ceux auxquels beaucoup de pays non pétroliers doivent faire face depuis quelque temps. Mais il ajoute que la plupart de ces pays exportateurs de pétrole n'ont pas contracté un endettement comparable à celui des pays importateurs qui ont le plus emprunté. Cette distinction risque d'apparaître tout à fait formelle du fait que, dans ses statistiques, le Fonds monétaire ne compte pas le Mexique parmi les pays exportateurs de pétrole sans doute parce que ce pays n'a pas adhéré à l'OPEP. Cela ne change rien au fait qu'il tire plus de 70 % de ses recettes en devises de la vente de pétrole. L'excédent de l'OPEP a disparu pendant l'exercice sous-revue. Le rapport note que la diminution des dépôts effectués par les pays producteurs de pétrole auprès des banques internationales a été plus que compensée par des dépôts en provenance des pays industrialisés.

Le S.M.E. n'a pas encore atteint son objectif de stabilité

C'est pendant l'exercice sous revue que s'est produite la crise de l'endettement international amorcée par l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé justement le Mexique au mois d'août 1982 de faire face à ses obligations : *« La croissance des prêts bancaires internationaux devant probablement être, dans le meilleur des cas, très modérée au cours des prochaines années, et l'aide officielle au développement devant aussi probablement rester très modeste en terme réel, l'adoption de politiques propres à attirer des investissements directs étrangers pourrait jouer un rôle très important dans la stratégie de maints pays en voie de développement. »*

Parlant de l'évolution des marchés des changes, le Fonds monétaire, après s'être livré à une longue description du phénomène marquant qu'a constitué la hausse du dollar due notamment aux « anticipations » (un concept largement utilisé par les économistes du F.M.I.) des agents économiques quant à la persistance d'un important déficit budgétaire américain, en vient à parler du système monétaire européen. Celui-ci a connu encore pendant l'exercice 1982-1983 deux réajustements importants de parité : *« L'effet de discipline du système monétaire européen n'a pas encore été aussi grand que celui auquel on s'attendait, et le S.M.E. n'a pas encore atteint le but qu'il avait de favoriser la création d'une zone de plus grande stabilité monétaire en Europe.*

» En fait, les changements cumulatifs dans les taux de change nominaux qui ont eu lieu au cours des quatre précédentes années ont été plus accusés que ceux qui avaient eu lieu au cours des quatre années précédant l'institution du S.M.E. En outre, la fréquence des réajustements a été telle que, en l'absence d'une certaine convergence des taux d'inflation dans le proche avenir et d'une réduction de cette fréquence, le système pourrait finir par ressembler à un système de taux de change glissants. »

Le deuxième et le troisième point qui figurent à l'ordre du jour des réunions de Washington sont liés parce qu'ils renvoient l'un et l'autre à la question de savoir si les liquidités sont suffisamment abondantes dans le monde et s'il convient de les compléter soit par la possibilité pour les pays qui en ont besoin d'obtenir du F.M.I. davantage de crédits, soit une allocation supplémentaire de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), cette « monnaie internationale » (laquelle donne le droit à ses détenteurs d'obtenir à due concurrence des monnaies convertibles) gérée par le Fonds.

Pour comprendre la question de l'accès élargi, il faut d'abord se rappeler qu'à l'origine un pays pouvait tirer au maximum sur le Fonds un montant de devises équivalent à sa quote-part, dont le quart était versé en or et le reste en monnaie nationale, l'or ayant été remplacé depuis soit par le dollar ou une autre devise forte, soit par des D.T.S. La règle a été considérablement assouplie.

Dans le cadre d'un programme de redressement approuvé par le Fonds (crédits conditionnels), un pays emprunteur peut être autorisé à tirer chaque année pendant trois ans l'équivalent de 150 % de sa quote-part, soit un total de 450 %, pourcentage qui, dans certains cas, peut être élargi jusqu'à 600 %, contre 100 % une fois pour toutes, répétons-le, d'après les règles adoptées en vertu des accords de Bretton-Woods, aujourd'hui bien dépassées.

Comme on le sait, les ressources du F.M.I. doivent être accrues par l'augmentation de 47,5 % du total des quotes-parts décidée en mars dernier, mais qui ne sera effective qu'après la ratification des États membres. Cette augmentation, combinée avec le quasi-triplement (pas encore ratifié non plus) des sommes mises à la disposition du Fonds par onze pays en vertu des accords généraux d'emprunts *(voir le tableau ci-contre)*, devrait permettre d'améliorer pendant un certain temps la liquidité du Fonds.

L'accès aux ressources du F.M.I.

Mais il va de soi que si simultanément le F.M.I. ouvre plus largement – et dans les mêmes proportions – l'accès au crédit, l'amélioration de sa situation financière risque d'être de courte durée. C'est pourquoi les États-Unis, appuyés par un petit nombre de pays, soutiennent qu'il conviendrait globalement de ne pas augmenter la faculté de tirage total, ce qui serait obtenu si le pourcentage de 150 % était ramené à 102 %.

Les Américains font valoir que les plans de redressement seront d'autant plus suivis d'effet que les pays débiteurs sauront que leurs facultés d'appel à de nouvelles facilités de crédit sont limitées. Inutile de dire que ce point de vue n'est pas partagé par la majorité des pays membres, et en particulier par ceux du tiers-monde. Les Européens, dans cette affaire, soutiennent une thèse moyenne, estimant qu'il faudrait ramener de 150 % à 120 % ou 125 % de chaque quote-part la faculté de tirage maximum annuel de chaque pays membre.

Les experts du Fonds monétaire, ce n'est d'ailleurs pas leur rôle, ne se prononcent pas sur un sujet qui relève d'une décision politique (le comité intérimaire tranchera). Mais le rapport fournit un certain nombre d'indications qui seront certainement reprises lors des discussions à venir.

Le rapport note que l'exercice sous revue aura été marqué par un recours intensif aux ressources du Fonds monétaire. Les tirages effectués se sont élevés à 10,3 milliards de dollars contre un peu moins de 7 milliards en 1982 ; 4,4 milliards en 1981 ; 2,2 milliards en 1980 et 1,24 milliard seulement en 1979. Cette forte augmentation des appels au Fonds monétaire s'est traduite par un accroissement sans précédent des *engagements* de cette institution (voir pour la définition de cette expression la légende du tableau sur la situation financière du F.M.I.). Les engagements en question s'élèvent à 25 milliards de dollars, dont 16 milliards restent à tirer par les pays bénéficiaires.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 14.)

- **Les tirages sur le F.M.I. ont doublé en deux ans ;**
- **Le total des crédits (engagements) accordés en liaison avec des programmes de redressement représentent la plus grande partie des ressources propres utilisables du F.M.I. (quotes-parts).**

	Exercice 1975/76	Exercice 1979/80	Exercice 1980/81	Exercice 1981/82	Exercice 1982/83
Tirages	5,3	2,21	4,39	6,96	10,26
Total des engagements sur programmés	1,4	3	9,5	16,2	25 (dont 16 non encore tirés)
Pourcentage des engagements par rapport au total des quotes-parts	5%	7,8%	15,9%	26,7%	41%

Sont comptabilisées comme « engagements » du F.M.I. seulement les sommes que cette institution s'est engagée à avancer aux pays membres en vertu d'accords (accords de confirmation ou stand by, et accords passés au titre du « mécanisme élargi ») comprenant des programmes de redressement. Mais les sommes que le Fonds peut être appelé à fournir sont souvent plus importantes car les pays membres sont en droit d'effectuer automatiquement des tirages au titre de la « tranche de réserve » (25 % de la quote-part de chaque pays membre, plus, si le pays en question est créditeur du Fonds), du « financement compensatoire » (pour compenser une baisse de recettes d'exportation dues à une chute des cours ou une augmentation du coût des importations de céréales) et du financement des stocks régulateurs.

Il faut savoir que guère plus de la moitié des ressources totales versées par les pays membres (quotes-parts) sont constituées par des devises convertibles, susceptibles d'être utilisées par le Fonds (à cela près que toutes les monnaies convertibles dont dispose théoriquement le Fonds ne sont pas utilisables car on ne peut pas tirer la monnaie d'un pays fortement déficitaire). Le total des quotes-parts s'élève actuellement à 61,8 milliards de D.T.S., dont 30 milliards environ sont constitués par des devises convertibles. Le total des quotes-parts doit être porté à 92 milliards de D.T.S. si la huitième révision est ratifiée. Jamais dans l'histoire du Fonds les engagements n'ont représenté un pourcentage aussi élevé (41 %) du total des quotes-parts. Précisons que ce tableau ne constitue qu'un élément pour apprécier la liquidité du F.M.I. car il faut tenir compte du fait que le F.M.I. doit faire face à des tirages automatiques *(voir ci-dessous)*, mais aussi du fait que le F.M.I. dispose aussi de ressources empruntées par le Fonds. A la date du 30 avril dernier, le Fonds ne disposait plus que de 8 milliards de D.T.S. de fonds prêtables ne faisant l'objet d'aucun engagement.

En vertu des nouveaux accords généraux d'emprunts onze pays s'engagent à mettre à la disposition du Fonds monétaire 17 milliards de D.T.S. (contre 6,4 précédemment).

MEMBRES	MONTANT en millions de D.T.S. (1)
États-Unis	4 250
Bundesbank (R.F.A.)	2 380
Japon	2 125
France	1 700
Royaume-Uni	1 700
Italie	1 105
Canada	893
Pays-Bas	850
Belgique	595
Banque royale suédoise	382
Banque nationale suisse	1 020
	17 000

(1) 1 D.T.S. = 1,04 dollar.

Les contradictions du mentor des nations endettées

QUELLE est la politique du Fonds monétaire ? On est tenté de poser la question en prenant connaissance de son rapport annuel, dont nous présentons ci-contre une analyse. Au cours des douze mois écoulés, les experts du F.M.I. ont négocié avec un grand nombre de pays débiteurs – et en particulier avec les plus endettés d'entre eux, les trois grands de l'Amérique latine, Mexique, Argentine et Brésil, – des accords assortis de programmes sévères de redressement.

M. Jacques de Larosière, directeur général, soutient qu'en l'absence des crédits accordés par le Fonds la cure d'austérité que devraient s'imposer ces nations serait encore plus rigoureuse car elles ne trouveraient plus une seule banque pour leur accorder, sinon à la petite semaine, les prêts dont elles ont besoin ; elles devraient en conséquence rétablir sans délai l'équilibre de leurs comptes avec l'étranger, ce qui, entre autres, impliquerait une diminution de leurs importations encore plus brutale que celle à laquelle elles sont obligées de procéder actuellement.

L'argument porte ; notamment, semble-t-il, auprès des premiers intéressés, à savoir les pays emprunteurs, sinon on s'expliquerait mal la prudence dont ils ont encore fait preuve à l'occasion de la conférence de Caracas. Et cela d'autant plus que les critiques que les pays débiteurs sont enclins à adresser au comportement (effectivement imprévoyant, pour ne pas dire plus) des banques internationales pourraient facilement se retourner contre eux. Il était plaisant de voir à Caracas les Latino-américains essayer de prouver, statistiques en main, que leur endettement représentait un pourcentage beaucoup plus élevé de leurs recettes d'exportation que ce n'est par exemple le cas pour la plupart des pays d'Asie.

Les statistiques ne montrent pas tant la différence de traitement ou l'« injustice » dont ils seraient les victimes que la légèreté de leur gestion passée. C'est sous la responsabilité directe de M. Delfim Netto que le Brésil, naguère, s'est engagé dans une politique d'endettement à tout va (celle-ci fût-elle en partie justifiée par la nécessité d'équiper ce grand pays). M. Netto est aujourd'hui encore, en tant que ministre du Plan, le grand maître de la politique économique de son pays. C'est lui qui négocie avec les créanciers le rééchelonnement de la dette extérieure qu'il a lui-même tant contribué à contracter.

Au Mexique, M. Jesus Silva Herzog était ministre des finances de l'ancien président Lopez Portillo, qui a cru au mirage du pétrole. Il occupe le même poste sous la présidence de M. de La Madrid.

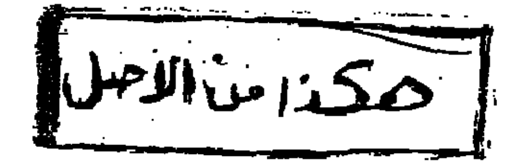
Cela dit, le Fonds monétaire ne s'embarrasse pas de précautions qu'ils jugent hors de propos dans les présentes circonstances. Il réclame des coupes claires dans les budgets, la suppression des subventions, au moment où les prix des produits importés montent en flèche du fait des fortes dévaluations qu'il préconise. Du Brésil, il n'hésite pas à exiger – question aujourd'hui brûlante, – l'abandon de fait de son système d'indexation des salaires. Bref, la voie du rétablissement ne passe pas à ses yeux par des compromis ou des demi-mesures.

Le contraste est frappant entre, d'une part, les politiques de rigueur et de rapide déflation qu'il impose aux économies nationales les plus touchées par l'inflation et le déficit (deux phénomènes étroitement liés) et, d'autre part, l'absence de toute orthodoxie financière qui semble caractériser ses analyses sur la situation monétaire internationale et les conclusions qu'il en tire plus ou moins ouvertement pour influencer la décision des gouvernements. Ses experts sont bien obligés de reconnaître la formidable progression des réserves internationales *(voir article ci-contre et graphique en page 14)* au cours des dix dernières années ; ils devraient savoir que la véritable explosion des « liquidités » à laquelle on a assisté n'est pas autre chose que le résultat des progrès de l'endettement, car il n'y a pas d'autres moyens pour un système bancaire de créer de la monnaie que d'accorder de nouveaux crédits.

De 1974 à 1980, les réserves internationales ont crû au rythme annuel moyen de 16 %, révèle le rapport. Pourtant ni le commerce mondial ni la production n'ont, pendant cette période, augmenté, en termes réels, dans cette proportion, même approximativement. Ce déséquilibre flagrant n'est-il pas une des causes de l'inflation mondiale ? Une période de correction plus ou moins longue ne s'impose-t-elle pas si l'on veut consolider les résultats déjà obtenus dans la lutte contre ce fléau ?

Le F.M.I. est un chaud partisan de la stabilisation des prix. Ce même F.M.I. pourtant relève avec une inquiétude à peine dissimulée la faible diminution des liquidités intervenue pour la première fois en 1982. Il se demande si une émission de droits de tirage spéciaux (qui accroîtrait ses pouvoirs) ne serait pas utile. M. Jacques Delors l'encourage dans cette voie. Il a tort. Comment espérer rétablir l'équilibre des différents pays si le système international dans lequel baignent leurs économies respectives continue à pratiquer la fuite en avant ?

P. F.



هكذا من الأصل

Le Fonds monétaire plaide discrètement en faveur d'une augmentation des liquidités tous azimuts

(Suite de la première page 13.)

L'essentiel des tirages effectués pendant l'exercice terminé au 30 avril l'a été en vertu d'accords de crédits comprenant un haut degré de « conditionnalité ». Autrement dit, le pays emprunteur ne peut faire usage des fonds mis à sa disposition qu'à la condition d'appliquer les mesures convenues avec les experts du Fonds monétaire et expressément prévues dans une « lettre d'intention » adressée par le gouvernement du pays débiteur au directeur général du Fonds monétaire, M. Jacques de Larosière.

Une situation financière serrée

Si l'on tient compte : 1) *du fait* que la moitié seulement des quotes-parts versées par les pays membres le sont en devises convertibles effectivement utilisables par le Fonds monétaire, et 2) de cet autre fait que le F.M.I. doit faire face à des demandes de tirage *automatiques* de la part des pays membres non comprises dans les engagements, on s'aperçoit que le Fonds monétaire est dans une situation financière plutôt serrée. Il est vrai qu'il peut emprunter, et qu'il l'a fait au cours des dernières années sur une grande échelle, puisque l'Arabie Saoudite lui a avancé deux tranches de 4 milliards de dollars, soit 8 milliards au total, auxquels s'ajoutent des prêts de 1,4 milliard en provenance des banques centrales de plusieurs pays industrialisés.

Le Fonds est actuellement en discussion avec Ryad pour l'obtention éventuelle d'un nouveau crédit de 3 milliards que le royaume ne consentira qu'à la condition que des pays occidentaux prêtent à leur tour une somme d'un montant à peu près équivalent.

Le rapport révèle qu'à la date du 30 avril 1983 le Fonds monétaire ne disposait plus que de 8 milliards de D.T.S., somme qui ne faisait l'objet d'aucune sorte d'engagements. Les considérations qui précèdent plaideraient plutôt en faveur d'une solution restrictive en ce qui concerne l'accès au Fonds. On note aussi une augmentation très importante du nombre des pays faisant appel au Fonds monétaire. C'est ainsi que quatre-vingt-douze membres de cette institution ont des tirages en cours. Leur nombre était seulement de vingt-huit à la fin de l'année 1973.

Légère diminution des réserves mondiales

Un des chapitres les plus importants du rapport est consacré au problème des liquidités. Le point de vue des experts du F.M.I. semble résumé par la phrase suivante : « *Le caractère fluctuant des flux de capital privé et le poids du service de la dette tel qu'il s'est révélé au cours des récentes années sont deux éléments qui aident à montrer le rôle crucial que peuvent jouer des réserves de change adéquates pour faire face à des déséquilibres temporaires des paiements et pour éviter d'avoir recours à des procédures d'ajustement trop brutales.* »

Quant à l'alimentation du système en réserves, il dépend, selon les experts du Fonds, « *d'abord de la politique financière menée par les pays à monnaie de réserve, ensuite de l'état des marchés de capitaux internationaux et, quoique dans une mesure beaucoup moindre, des politiques déterminant l'approvisionnement en réserves fourni par le F.M.I.* ». Le rapport note que pour la première fois depuis plus de deux décennies le montant des devises détenues au titre de réserves dans le monde a diminué : *le chiffre a été* ramené de 305 milliards de D.T.S. à la fin de 1981 à 295 milliards à la fin de 1982.

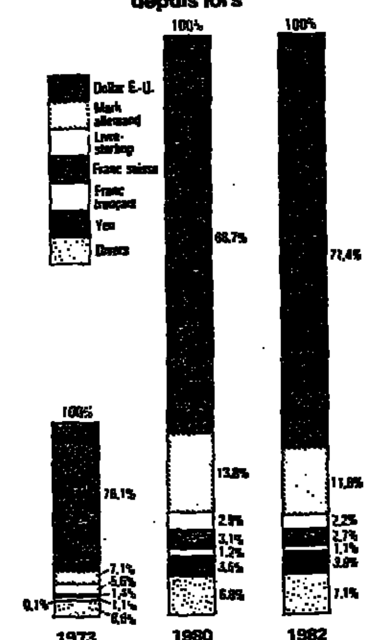
Conséquence : les réserves internationales, or exclu, ont diminué pendant l'exercice sous revue d'environ 1 % pour s'établir à 338 milliards de D.T.S. Cette diminution, la première constatée depuis 1959, représente « *un grand changement si on la compare à l'augmentation moyenne annuelle de 16 % du montant des réserves internationales pendant la période allant de 1974 à 1980, et même si on la compare au pourcentage d'augmentation, 5 %, constaté encore en 1981* ». Le rapport révèle que ce sont les pays exportateurs de pétrole qui ont vu leurs réserves de change diminuer le plus. Elles ont baissé de 6 %.

C'est dans ce contexte que les experts du Fonds monétaire posent la question de savoir s'il convient de prévoir une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux, la dernière ayant eu lieu pendant la période 1979-1981. Là encore le rapport ne conclut pas, ce qui est bien normal, puisque la *décision doit être prise au* niveau politique par les Etats membres eux-mêmes.

Cependant, le rapport semble pencher en faveur d'une prochaine émission de D.T.S. A Toronto, au mois de septembre de l'année dernière, le comité *intérimaire* avait déjà engagé les pemières discussions sur le sujet, et le rapport rappelle qu'« *une des préoccupations exprimées lors de ces débats avait été que la réduction du commerce international, la baisse des prix des matières premières et le problème des dettes extérieures de plusieurs pays pouvaient être liés au moins en partie au montant inadéquat de l'offre de liquidités internationales* ». Le comité intérimaire avait chargé le conseil d'administration d'examiner *la situation en vue de lui faire* rapport lors de sa réunion de septembre 1983. Il est peu probable qu'une décision sera prise à ce stade.

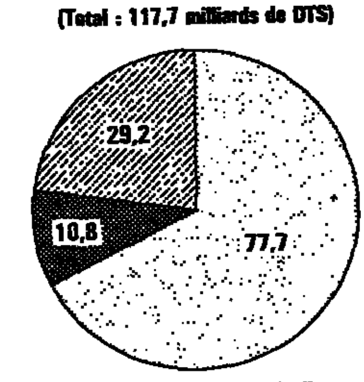
PAUL FABRA.

Quelles sont les principales monnaies de réserve : la part du dollar reste prépondérante, mais celle du mark allemand a fortement progressé de 1973 à 1980, pour diminuer quelque peu depuis lors

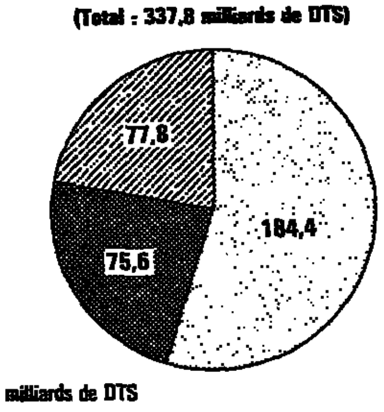


Comment se répartissent les réserves de change (or exclu) : la part des pays pétroliers a sensiblement augmenté

DÉCEMBRE 1973 (Total : 117,7 milliards de DTS)



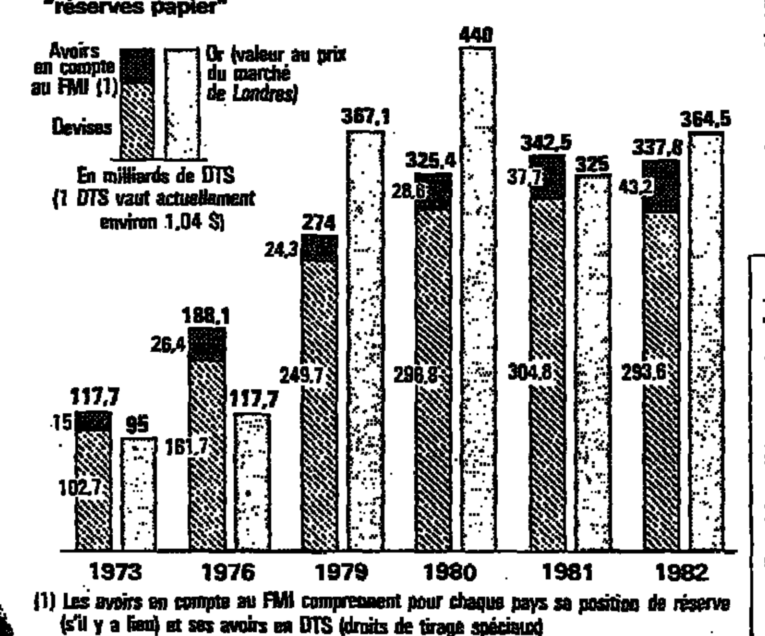
DÉCEMBRE 1983 (Total : 337,8 milliards de DTS)



Chiffres en milliards de DTS

Pays industrialisés — Pays exportateurs de pétrole — Pays en développement non pétroliers

- **Le total des réserves en devises et en avoirs auprès du FMI a triplé en dix ans**
- **La valeur, au prix du marché, des réserves en or (dont la quantité n'a guère changé depuis dix ans) dépasse à nouveau le total des "réserves papier"**



(1) Les avoirs en compte au FMI comprennent pour chaque pays sa position de réserve (s'il y a lieu) et ses avoirs en DTS (droits de tirage spéciaux).

Les « achats » auprès du Fonds monétaire

QUAND un pays membre effectue un tirage sur le Fonds, il achète avec sa propre monnaie des monnaies d'autres pays membres ou des droits de tirage spéciaux (D.T.S.). Les monnaies en question sont désignées par le Fonds monétaire parmi les devises des pays présentant une bonne situation de balance des paiements.

Un tirage se traduit donc par un accroissement des avoirs du F.M.I. en la monnaie du pays membre et par une diminution correspondante des avoirs du F.M.I. en D.T.S ou en devises fortes.

Quant au remboursement du crédit, il s'analyse comme le rachat par le pays emprunteur de sa propre monnaie, à l'aide de devises étrangères ou à l'aide de D.T.S. Le délai imparti pour le rachat (remboursement) est le plus souvent de trois ans, parfois de cinq ans. La période de rachat a été élargie et peut aller de quatre ans et demi à dix ans, dans le cas de certaines procédures.

Chaque pays verse le quart de son quota en devises étrangères ou en D.T.S. Il peut, par la suite, tirer à due concurrence automatiquement les devises dont il aura besoin. Cette « tranche de réserve » peut se trouver augmentée pour les pays créanciers : au cas où une monnaie d'un pays se trouve tirée par d'autres pays emprunteurs, la tranche de réserve automatique se trouve augmentée d'autant pour le pays créancier (dont la monnaie est « tirée »).

Au-delà, le pays emprunteur doit faire appel aux tranches successives de crédit égales chacune, en principe, à 25 % de la quote-part. Elles ne sont en principe débloquées que sous la condition de la conclusion d'accords avec le Fonds monétaire. Ces accords sont assortis d'un programme de redressement et prévoient un certain nombre de critères de réalisation. S'il arrive, comme c'est le cas actuellement pour le Brésil, que le pays ne satisfait pas finalement aux critères en question, le Fonds monétaire cesse de lui verser les crédits convenus au départ.

Beaucoup de crédits sont accordés en vertu d'accords de confirmation (stand by). Ces accords ont généralement une durée égale à trois ans. Pendant cette période, l'État bénéficiaire pourra disposer de la somme convenue avec la faculté d'en tirer une partie à telle date, puis de la rembourser en totalité ou partiellement à telle autre. A partir du moment où ces remboursements sont effectués, le crédit est reconstitué pour d'éventuels nouveaux tirages.

L'apparente justice de la fiscalité française ancienne et nouvelle

Où en sommes-nous ?

DEPUIS une dizaine d'années, les impôts fixés sans liens avec la situation réelle ni les revenus des contribuables ont fortement augmenté. Ces impôts ont tous *en commun le fait qu'ils sont* des survivances, ou des résurgences, des modes d'imposition de l'Ancien Régime, à une époque où l'on ne connaissait ni les revenus, ni les chiffres d'affaires, ni les bénéfices, mais uniquement les signes extérieurs, souvent trompeurs et toujours injustes par leur interprétation. Taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxe d'enlèvement des ordures, taxe foncière, surtaxes régionales, enfin *impôt sur les grandes fortunes* (I.G.F.), qui fait renaître pour certains les vingtièmes de Louis XV, la liste de ces impôts est longue.

L'intérêt de ces impôts pour les autorités est qu'ils rapportent autant en cas de crise qu'en temps normal. *Votre taxe d'habitation*, qui a si fortement augmenté au début des années 70, ne baisse pas si vos revenus baissent, et, de surcroît, cette taxe n'est pas déductible de votre impôt direct. Vous payez ainsi deux fois l'impôt pour un même revenu, puisque *vous êtes imposé* directement sur le montant même de votre taxe d'habitation. La taxe professionnelle peut acculer une entreprise à la faillite si les résultats sont mauvais. Doit-on vendre son logement ? Doit-on liquider ses dernières réserves ? Mettre la clef sous la porte d'une entreprise et ses hommes au chômage pour payer un impôt sur ce que l'on n'a pas gagné ? Les intermédiaires fleurissent et les difficultés s'accumulent, comme dans l'ancien temps, quand ces impôts dépassent la limite supportable.

On en vient vite au mépris des hommes, symptôme des époques les plus dures. Tels ces deux petits faits. Le nouvel impôt sur le patrimoine pourra dépasser la totalité des revenus du contribuable. Comment *faire ? La taxe d'habitation ne peut* être exigée de ceux qui n'ont pas de revenus, sauf si, n'ayant pas de revenus, ils doivent « payer » sur le patrimoine. S'il n'y a pas de revenus, comment payer la taxe d'habitation en sus de l'I.G.F. ? Notons que la *taxe d'habitation est un impôt qui* n'existe quasiment nulle part au monde et que, dans la plupart des pays, ces impôts sont déductibles du revenu : l'impôt sur l'impôt est une spécialité française.

L'I.G.F. ne touche en pratique que les particuliers et — peut-être — les entrepreneurs individuels, à l'exclusion des grandes entreprises. Il ne comporte pas d'exemption à la base par personne, mais par foyer fiscal. Ce qui signifie que la famille de six enfants et le célibataire sont traités de la même manière. Or le patrimoine du père de six enfants devra nécessairement être divisé un jour en six. Rapportée aux personnes, on obtient ainsi une imposition à partir de 400 000 francs par tête pour une famille de salariés de six enfants, contre 3,2 *millions* pour un célibataire et 5,4 millions pour un célibataire possédant un outil de travail qui, de toute façon, n'a pas encore réglé l'impôt. Avec l'exemption des objets d'art, des forêts, le fait que l'on ne tienne pas compte du dé*membrement de la propriété entre* nue-propriété et usufruitier, l'imposition de l'entrepreneur qui possède moins de 25 % de « son outil de travail » à l'égal du salarié qui n'a aucune déduction particulière, on tombe dans une complexité certaine. Une chose est certaine : il s'agit d'une imposition *per capita* défavorisant les familles d'autant qu'elles sont plus nombreuses.

Pour les P.M.I., l'impôt mis en place représentait un instrument mortel. Pour une entreprise valant 30 millions, son propriétaire aurait dû faire distribuer 1,5 million de francs supplémentaires par l'entreprise pour pouvoir s'acquitter de l'I.G.F., compte tenu de l'impôt sur les bénéfices, du crédit d'impôt et de l'I.R.P.P. sur ses revenus ! Combien d'entreprises valant 30 millions auraient-elles pu distribuer 1,5 *million de plus* ?

Si même cette somme était disponible, qui a pu penser qu'elle serait mieux utilisée à Paris par des fonctionnaires que par les patrons de P.M.I. dans leurs entreprises ? Des raisonnements semblables pourraient être tenus sur les *biens immobiliers* et sur l'épargne.

Devant cette situation, le paiement de l'impôt sur les biens professionnels a été remis à 1985, avec une compensation entre les investissements sur fonds propres, entre 1982 *et 1985*, et l'impôt à payer. Mais une telle mesure n'équivalait pas à une exemption car, pour investir sur fonds propres, il fallait faire des bénéfices suffisants ou avoir des disponibilités en dehors de son entreprise. Un mal considérable a été fait aux P.M.I. *Pour le réparer et mettre fin* à l'incertitude qui pèse sur ces entreprises, les autorités ont en projet la suppression de l'impôt sur le patrimoine pour ce qui a été appelé l'outil de travail.

Si cette suppression est décidée, une incertitude aura été levée et une iniquité aura été mise en place. En effet, l'impôt sur le patrimoine ne s'appliquera plus, en pratique, qu'à ceux ayant le statut de salariés ou d'anciens salariés. Un patrimoine constitué par les 25 % d'une société ayant 300 000 titres cotés 1 500 francs, soit 112,5 millions de francs, sera totalement exempté. Un patrimoine d'objets d'art de 50 millions ainsi qu'un fonds de commerce de 10 millions seront totalement exemptés. Une charge d'officier ministériel, dépendant du ministère de la justice, sera totalement exemptée. Il en sera de même des bois et forêts et des domaines ou propriétés agricoles.

L'enfant... un luxe ?

En revanche, un portefeuille diversifié de 5 millions — même s'il comprend des valeurs industrielles, des emprunts ou des titres d'État — sera imposable pour 1,8 million de francs. Un petit entrepreneur possédant 20 % de son entreprise valant 30 millions sera imposable pour 2,8 millions. Tout salarié se verra imposé sur sa maison, sa maison de campagne, son épargne ; tout retraité sur son épargne. Bref, on demandera à l'un, s'il a beaucoup d'enfants, d'être imposable à 0,4 million de francs par tête et l'on exemptera l'autre même si son patrimoine dépasse 100 millions. Selon que vous serez puissant ou misérable, disait La Fontaine... Sans autre commentaire.

Une politique fiscale antifamiliale semble avoir été aussi suivie dans d'autres domaines. A la fin de 1981, *on a modifié l'impôt direct de sorte* que, au niveau d'un revenu après impôt de 37 000 francs par personne pour une famille de quatre enfants, on a favorisé le ménage sans enfant, en réservant le traitement le plus dur au ménage ayant deux enfants. L'augmentation (moyenne) de pouvoir d'achat, après impôt direct, aura été de 7,8 % pour le ménage sans enfant, de 4,4 % pour le célibataire et de 3,9 % pour le ménage ayant deux enfants. Avec des taxes sur le logement en hausse de 12 % à 15 %, quelle chute de niveau de vie pour la famille ! Le plafonnement du quotient familial a simplement consisté : premièrement à abandonner l'adage « à pouvoir d'achat égal par personne impôt égal », au profit du retour à la notion d'impôt par tête de l'Ancien Régime (capitation) ; deuxièmement à imposer plus qu'avant — à revenu égal — le père de famille par rapport au célibataire. Les surtaxes de 10 % et 7 % *ont été appliquées* sans distinction, à l'exception d'un calcul complexe sur les effets du plafonnement du quotient familial démontrant ainsi que le bien-fondé de la mesure sur le quotient familial était douteux. Quant au 1 % de cotisation pour les régimes sociaux, il a, sans être levé sur tous les contribuables, ignoré la famille. Mais ce 1 % présente surtout la particularité d'être la première cotisation sociale (hors certains fonds de chômage !) à n'être pas déductible de l'assiette de l'impôt direct. Voilà une innovation de grande portée.

T.V.A. ou impôt direct ?

Mais le grand sujet de la rentrée était le sort du déficit du budget de l'État et des budgets sociaux. Sauf à entreprendre une réforme fondamentale des budgets sociaux, dont l'examen est hors de l'objet de cet article, il reste à augmenter les impôts. La solution préférable aurait été, à notre sens, une augmentation de la T.V.A. (1) *Elle a été écartée.*

La dernière augmentation de la T.V.A. a été en partie utilisée à une baisse de la taxe professionnelle. Diminuer une imposition indépendante des revenus au profit de l'imposition d'une grandeur mesurable, le chiffre d'affaires, allait dans le sens de la modernisation de notre fiscalité. Cela allait aussi dans le sens de l'efficacité en favorisant les exportations, auxquelles la taxe professionnelle s'applique mais non la T.V.A., tout en pesant sur les importations, qui subissent la T.V.A. mais ne payent pas la taxe professionnelle.

Les principaux arguments favorables à la T.V.A. sont : son efficacité dans la balance import-export, son respect de la liberté du contribuable et, surtout, le fait qu'elle soit moins fraudée que l'impôt direct. Faisons à ce sujet un tableau sur les exemptions de l'un et de l'autre impôt :

CATÉGORIES DE PERSONNES	IMPOT DIRECT	T.V.A.
Étrangers venant en France	Exemptés	Assujettis
Français non résidents venant en France	Exemptés	Assujettis
Personnes bénéficiant de primes et d'avantages en nature non imposables	Exemptées	Assujetties
Professions de toutes sortes bénéficiant d'exemptions et de réfactions sur l'impôt direct	Exemptées en grande partie	Assujetties
Personnes bénéficiant de circuits en espèces	En pratique non imposables	Assujetties
Personnes travaillant « au noir »	Non déclarées	Non déclarées

Ce tableau me paraît en dire plus qu'un long discours. Il me semble expliquer bien des choses.

Contre la T.V.A., l'objection principale réside dans le fait que cet impôt est proportionnel, et non progressif comme l'impôt direct. La différenciation des taux, allant de taux faibles pour les consommations de première nécessité à des taux très élevés pour les objets de luxe, permet de répondre à l'objection proposée.

Si l'on pense qu'il faut épargner pour créer des emplois, l'augmentation de la T.V.A., qui taxe la consommation des produits qui ne sont pas de première nécessité ainsi que tous les produits importés, va dans le bon sens, comparée à une augmentation de l'impôt direct. C'est ce qu'a exprimé en gros Laurent Fabius dans le courant du mois d'août.

Le choix des autorités pourrait aussi se porter sur une forte augmentation du *seul prix de* l'essence. Par son effet dissuasif sur un excès de circulation, par son effet favorable sur notre balance commerciale, donc sur l'emploi (*cf.* Michel Albert), une telle hausse permettrait de compenser une partie du déficit budgétaire sans contre-indication économique.

Mais vouloir augmenter encore la pression fiscale directe dans un pays où les impôts indépendants des revenus ont été multipliés, sans même être déductibles de l'impôt direct, constituerait une forte injustice, en même temps qu'une mesure inefficace, pénalisant les « décideurs » (Jacques Delors). Ce serait une réduction de l'espace de liberté individuelle du contribuable, à qui on ôterait le choix entre consommation et épargne, en même temps que la poursuite du développement de l'impôt *sur l'impôt. Beaucoup semblent* avoir compris que l'on était arrivé à la limite dans ce domaine. Le gouvernement lui-même a agi dans ce sens entre la T.V.A. et la taxe professionnelle. C'est son devoir de tourner le dos au passé et de faire peu à peu *entrer la France dans l'ère* de la fiscalité moderne, assise sur des grandeurs mesurables : revenus, chiffres d'affaires, résultats d'une activité.

CHRISTIAN BORROMÉE.

(1) Sur ce sujet controversé, bien des opinions ont été émises. Voir notamment « La T.V.A. frappe indistinctement pauvres et riches » (*le Monde* du 31 décembre 1982) ; « Ne plus pénaliser les entreprises », par Edgar Faure (*le Monde* du 5 avril 1983) ; « La T.V.A., outil délicat » (*le Monde* du 23 février 1983) ; « Faut-il augmenter les taux de T.V.A. ? » (*le Monde* du 26 mai 1983).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 194 F	1 727 F	2 260 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



L'AFFAIRE SAINT-GOBAIN - GÉNÉRALE DES EAUX

Un code de conduite s'impose pour l'État et ses entreprises

IL y a à peine deux ans, le gouvernement se préoccupait de la cession de filiales de compagnies financières nationalisées au secteur privé. Les réalisations en ce domaine se réduisent à peu de chose.

Et voilà qu'en juillet 1983 Saint-Gobain engage une offensive pour prendre une participation « significative » dans l'une des principales sociétés privées françaises, la Générale des eaux. Il n'est pas surprenant que cette première en matière de bataille boursière entre une société nationalisée et une société privée ait suscité de l'émotion. Les uns y ont vu une manifestation tant attendue de l'autonomie des nouvelles entreprises publiques, d'autres un exemple condamnable de nationalisation rampante.

Quoi qu'il en soit, le compromis auquel ont abouti les deux parties ne calme pas toutes les inquiétudes ; d'abord parce que, laissant les deux sociétés insatisfaites, il a créé une situation malsaine ; ensuite et surtout parce que cette affaire pose, au-delà du conflit entre les protagonistes, de graves questions qui, si on ne leur trouve pas de réponses satisfaisantes, risquent de peser sur le comportement de nombreux agents économiques.

● L'attribution des fonds publics

La première interrogation concerne l'opportunité de l'attribution de fonds publics aux sociétés nationalisées. Saint-Gobain disposait d'un « trésor de guerre » provenant de la cession forcée d'actifs informatiques et de l'émission de titres participatifs. La société prétend qu'elle a utilisé cet argent et non des fonds publics pour prendre cette participation. Cela est vraisemblable. Et la question cruciale est bien plutôt la suivante : compte tenu de son aisance financière, Saint-Gobain avait-elle vraiment besoin d'une dotation en capital de l'État de 750 millions de francs ? A un moment où le gouvernement cherche désespérément de l'argent de tous côtés, il serait grave que des fonds publics soient gaspillés au profit d'entreprises qui peuvent s'en passer !

● La question des frontières

La question des frontières entre le secteur public et le secteur privé est un second sujet de préoccupation. Si la participation de 20 % que semble avoir acquis Saint-Gobain ne permet pas à elle seule de parler de nationalisation rampante, cette affaire s'inscrit dans un contexte qui fait craindre qu'on n'entre dans une nouvelle phase d'extension du secteur public.

D'abord, les textes prévus sur la cession de participations publiques, surtout majoritaires, au secteur privé sont très restrictifs, alors que l'élargissement du secteur public aux dépens du secteur privé n'est pas réglementé. Ensuite, de nombreux organismes publics, la Caisse des dépôts, les compagnies financières, les banques, les Sicav, etc., possèdent une multitude de participations généralement modestes dans des entreprises privées. Jusqu'à maintenant, ces organismes maniaient ces titres avec la plus grande prudence. Mais voilà qu'à l'occasion de l'affaire qui nous occupe, les pouvoirs publics auraient « invité » certains institutionnels à céder des actions Générale des eaux à Saint-Gobain, qui n'a pas caché son intention d'utiliser activement ces dernières. Si ce regroupement de participations privées dans une seule main publique devait se généraliser, il est évident que l'État pourrait, sans coup férir, prendre le contrôle effectif d'un grand nombre de sociétés privées.

Enfin, aux ambitions spécifiques de groupes nationalisés d'accroître leurs ramifications dans des entreprises privées de préférence prospères, s'ajoute la volonté politique de certaines composantes de la majorité d'étendre le secteur public. Certains syndicats ne réclament-ils pas quasi publiquement la nationalisation de groupes en difficulté comme Peugeot, Boussac-Saint Frères ou La Chapelle-Darblay ?

Le secteur privé risque ainsi de se trouver pris en tenaille entre les attaques contre les entreprises prospères d'un côté et celles dirigées contre les entreprises en difficulté de l'autre, la variété des assaillants ne le cédant qu'à celle des moyens utilisés.

Si un tel schéma devait se réaliser, la promesse du président de la République de ne pas effectuer de nouvelles nationalisations avant de nouvelles élections générales serait peut-être respectée dans la lettre mais certainement pas dans l'esprit.

● Nationalisations stratégiques ou simple capitalisme d'État ?

La troisième question concerne la politique industrielle. On avait cru comprendre que cette dernière devait, entre autres, accroître les investissements directs dans les secteurs de pointe et les industries menacées afin de maintenir et si possible de développer l'emploi. Or la Générale des eaux n'est située ni dans un secteur de pointe ni dans un secteur menacé. Elle n'a pas besoin de l'argent de Saint-Gobain pour investir et, d'après ce que l'on peut savoir, elle compte plutôt trop de salariés que pas assez.

Le paradoxe est que Saint-Gobain, qui avait pris d'importants risques industriels et financiers quand elle était privée, en entrant dans le secteur à haute technologie de l'informatique, semble, maintenant qu'elle est devenue un fer de lance de l'économie, éviter les activités de pointe à la fois porteuses d'avenir et périlleuses.

Or si l'on veut que les nationalisations servent au développement économique du pays, il faudrait éviter l'écueil suivant : l'utilisation des facilités financières offertes aux entreprises publiques pour l'achat par celles-ci de participations dans des sociétés rentables dans le but d'améliorer sans effort leurs propres résultats et non pour moderniser l'industrie.

Ce serait la voie de la facilité et le remplacement de nationalisations stratégiques par un simple capitalisme d'État.

● La prudence discutable des autorités boursières

Il y a enfin les péripéties boursières. La bonne marche d'un marché exige, entre autres, l'information la plus complète possible et la recherche permanente de l'égalité entre les participants. Or l'information indispensable n'a pas été fournie. Les autorités ont estimé que la participation significative recherchée par Saint-Gobain ne constituait pas un bloc de contrôle justifiant le recours à la procédure de maintien de cours avec information publique, qui est destinée à permettre aux petits actionnaires de profiter des cours élevés fixés par les gros pour la transaction. Pourtant, tous les spécialistes vous diront qu'il n'est pas nécessaire de disposer du tiers du capital pour contrôler une société quand on est face à un actionnariat dispersé comme celui de la Générale des eaux. Et l'on comprend mal qu'un paquet d'au moins 20 % des actions n'ait pas été considéré comme un bloc de contrôle entre les mains de Saint-Gobain alors que le regroupement de 15 % du capital de la Générale des eaux dans un syndicat de défense en 1981 avait été jugé suffisant pour éviter toute prise de contrôle indésirable jusqu'à sa dislocation en 1983.

Le résultat de cette prudence des autorités boursières est que des organismes publics ont pu vendre des titres de la Générale des eaux à des cours élevés dont les petits actionnaires non initiés n'ont pu profiter faute d'informations et de temps ! Il est paradoxal de voir ainsi des organismes publics léser des petits actionnaires que l'État s'efforce de protéger par ailleurs !

De son côté, Saint-Gobain n'a pas jugé bon d'informer à l'avance de ses intentions un partenaire dont elle prétendait n'attendre qu'une réelle coopération ! Et la Générale des eaux n'a pas non plus brillé par la quantité ni par la qualité des informations fournies au public.

● Inégalité de traitement entre privé et public

Quant à l'inégalité entre l'entreprise publique et l'entreprise privée, elle est apparue de façon flagrante. Aux nombreux exemples cités précédemment, il faut ajouter le déséquilibre entre les armes dont disposent les deux parties dans une bataille boursière. Quand deux entreprises privées sont face à face, l'une des meilleures parades dont dispose l'entreprise attaquée, quand elle est prospère, consiste à acheter des actions de l'attaquant qui se voit ainsi pris à revers et peut hésiter à aller plus loin devant la détermination de sa « victime ». Cette arme ne peut naturellement pas être utilisée contre les entreprises nationalisées.

Il faut bien voir que le refus par ces dernières de compenser ces avantages par une plus grande prudence risquerait de conduire à ce qu'il faut bien appeler un « capitalisme d'État sauvage ».

● La priorité nationale

Pour répondre à ces inquiétudes, il convient d'abord que l'État prenne position au sujet de l'extension du secteur public. Que l'on ne joue pas sur les mots sous prétexte que les prises de contrôle ne sont pas juridiquement des nationalisations. Si l'on invoque l'impossibilité de figer les structures industrielles, que l'on pratique réellement en contrepartie la cession d'actifs du secteur public au secteur privé.

Il serait également bon de rappeler à certaines sociétés nationalisées que c'est l'investissement direct et non la croissance externe qui constitue une priorité nationale.

● Peut-on encore s'opposer de front à la puissance publique ?

Il convient aussi de protéger le fragile marché des actions. Pourquoi les entreprises nationalisées qui sont censées se comporter en modèles dans tant de domaines n'en feraient-elles pas autant sur le marché boursier ? Imaginons un instant la situation d'une entreprise privée cotée en Bourse qui se voit brutalement l'objet de la convoitise d'une société nationalisée. L'actionnaire de son adversaire est l'État. Elle se tourne vers ses banquiers. Qui voit-elle derrière ? L'État. Elle s'adresse à ses actionnaires. Il y a parmi eux des institutionnels et nombre d'entre eux dépendent de l'État. Il y a des chances pour que ce dernier soit directement ou indirectement un client et un fournisseur. Et si elle fait appel aux organismes de gestion et de contrôle du marché, elle va retrouver la tutelle de l'État. Que ces organismes au moins disposent d'une réelle indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics !

On dira que c'est à une banque privée que Saint-Gobain s'est adressée pour mener son opération. Cela est vrai. Le problème se situe précisément là. La puissance de l'État et de ses organismes est telle que personne n'ose plus s'y opposer de front.

Si l'on veut conserver une économie privée vivante, il faut que l'État limite ses propres pouvoirs et contrôle mieux ceux qui dépendent de lui. Sinon le risque est grand de voir les entreprises privées se recroqueviller et refuser tout développement et toute ouverture pouvant même indirectement mettre en cause leur indépendance. L'économie en souffrirait. L'État serait peut-être forcé d'intervenir. Mais ne serait-il pas alors entraîné à aller beaucoup plus loin qu'il ne le souhaite ?

DIDIER PENE,
professeur
au CESA (H.E.C., ISA, C.F.C.).

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

• DIFFÉRENTS AUTEURS. – Prospective et santé. Nourrir demain les hommes.

A ce numéro spécial sur le problème des problèmes ont concouru vingt-trois auteurs, dans vingt et un articles. Deux d'entre eux étant, malheureusement, rédigés dans un français propre à décourager la lecture, notons cinq textes *sur les menaces de* famine dans le monde et quatorze sur divers aspects de la nutrition, diversité qui, cependant, ne va pas jusqu'à l'art de Brillat-Savarin.

Dans la Civilisation, l'Histoire et l'Aliment, Fernand Braudel nous invite à une promenade... nourrissante à souhait sur les rapports entre la nourriture et... le reste de l'histoire. Ne pas se déraciner, ne pas *lâcher* les traditions, car le passé engendre le présent. N'oublions donc ni ses conseils ni les ordres de cet être d'expérience qui voit loin.

Rappelant la grande alarme lancée par Vogt *(la Faim du monde)* il y a déjà un tiers de siècle, le Docteur J.N. Biraben montre les progrès économiques, en balance avec l'exceptionnelle croissance démographique, sans toutefois rappeler les travaux *maîtres* de J.-C. Chesnais et A. Lefebvre, mais en citant, à combien juste titre, les vues d'Esther Boserup qu'on peut appliquer au sujet.

Les fermes sans vaches, l'aquaculture, préoccupent *peu les Français, mais tou*chent, en revanche, pleinement l'Asie et notamment la Chine.

Sommes-nous, a-t-on dit, à l'aube du nouveau néolithique qui verra la mise en culture des mers ? Prudence de l'auteur sur l'avenir, mais espoir.

Ensemble exceptionnel. Regrettons un désaccord de pagination entre l'ouvrage et sa table.

★ Prospective et santé. Paris 1983. 24 cm. 146 pages. 50 F.

• FRÉDÉRIC BRICNET ET JEAN-PIERRE CENDRON. – Japon : sabre, paravent, miroir.

Passé du sabre à la microélectronique, ce pays doit-il nous faire peur ou nous servir d'exemple, de révélateur, pour nous suggérer une façon de rebondir dans l'Histoire ? L'opinion occidentale, qui s'était d'abord *présentée* sous la forme simpliste : « Passe encore pour les chemises, mais des magnétoscopes...! », voit aujourd'hui, surtout dans le monde de l'entreprise (et, plus discrètement, du gouvernement), le caractère, non certes déloyal, mais inégal, de la concurrence, du fait de la faiblesse des charges sociales. Ce sujet *entre en scène,* après l'introduction (munie d'un bref historique, qui remonte, à peu près, au temps de notre Clovis) intitulée « Un archipel qui fait causer ».

Tout en réagissant, au début surtout, contre la thèse, courante en Occident, sur les charges salariales, les auteurs lui accor*dent, sur certains points,* une solide assise, notamment sur la durée du travail. Evocatrice est la pratique du *ringi,* consultation générale dans l'entreprise, à tout le moins symbolique, ainsi que celle du *kata tataki, simple* tape sur l'épaule du quinquagénaire invité au départ. Toutefois, les avantages du patronat se réduisant peu à peu, la force du capitalisme japonais doit être cherchée ailleurs.

Toujours soucieux de combattre simplismes et illusions (jugement sévère sur J.-J. Servan-Schreiber), les auteurs nous *surprennent* de diverses façons, par exemple par la quasi-nullité de l'investissement privé dans le plan, par la présentation de secteurs archaïques, la faiblesse de la productivité agricole et les contradictions au *pays* du *wa* (esprit national, « nous »). En revanche, les sujets de satisfaction ne manquent pas : peut-être *le résultat le plus* éloquent est-il l'augmentation de la taille des Japonais depuis cinquante ans et même trente ans, y compris la dimension de leurs pieds.

Dans l'ensemble, ouvrage remarquable, *inspiré par un souci de démystification.* Un reproche, bien classique toutefois : si le problème de la population (et de la santé) est évoqué, par contre, oublié est le phénomène majeur, profond, le plus propre à la prévision, le vieillissement de la population, qui préoccupe tant les autorités là-bas.

Jeunesse !

★ Collection « Alternances économiques ». Les Editions ouvrières, Paris, 1983, 24,5 cm. 203 p., 60 F.

• TAKUMI TSUDA (édité par). – Traités sur le commerce, de Josiah Child et remarques inédites de Vincent de Gournay.

Les économistes français et anglais des dix-septième et dix-huitième siècles ne se doutaient pas que les principaux « découvreurs » (ou « inventeurs », comme l'on dit parfois) de leurs pensées seraient les habitants du lointain Nippon.

Remarquable connaisseur de nos richesses et spécialiste de nos doctrines, Takumi Tsuda avait déjà découvert dans d'humbles réduits de la bibliothèque municipale de Rouen une édition inédite de l'*Essay* de Cantillon (*le Monde* du 9 octobre 1979) ; c'est aujourd'hui un autre précieux trésor qu'il met au jour, recueilli dans diverses bibliothèques, dont la bibliothèque municipale de... *Saint-Brieuc.*

Josiah Child, baronet, en avance sur son temps, avait été traduit et commenté par V. de Gournay, ainsi que le chevalier Thomas Culperer, auteur d'un traité contre l'usure. *De T. Tsuda lui-même,* nous avons ici un texte remarquable — « Un économiste trahi, Vincent de Gournay » [auteur présumé du fameux « *Laissez faire, morbleu, laissez faire !* »] — à l'origine, en dépit de son *protectionnisme, de tout* le bouleversement libéral.

Un joyau plus précieux que le plus fini des magnétoscopes, servi par une impression impeccable.

★ Éditions Kinokuniya. Tokyo 1983, 22 cm, 485 pages. 5 500 yens, soit environ 180 F.

• GILLES CARREZ ET JEAN-JACQUES CHABAN-DELMAS. – Pour une intervention publique libérale. Préface de Raymond Barre.

Naguère paradoxal, mystifiant, ce titre incite aujourd'hui à la curiosité de ceux qui *se demanderont : « Jusqu'où vont-ils ? »*.

L'ancien premier ministre rappelle, en préface, la mobilité de la frontière entre liberté et intervention, en tous pays, y compris ceux de l'Est, ainsi que la contradiction permanente du Français devant l'Etat.

Dès le départ est curieusement rappelée *la place,* l'une des premières, tenue par la France, parmi les grands pays, pour le rapport des charges totales au PIB, rapport qui, est-il précisé, a augmenté de 1974... à 1980.

Si le libre jeu du marché est « inacceptable », nombreux sont, en revanche, les exemples d'interventions appauvrissantes et asservissantes. Fort à propos vient en tête la famine de taxis à Paris, si contraire à l'emploi comme au bien-être des citoyens, et si symbolique aussi.

Parmi les dénonciations d'abus, *nombreuses* sont celles qui recueillent, dans le *public, une large approbation...* de principe (privilèges professionnels, rentes de situation, monopoles). *Les* correctifs proposés ne sont pas tous des « libérations » (impôt négatif, impôt foncier sur les terrains à bâtir, etc.).

En matière de santé, suggestions plus audacieuses, *qui* font bien ressortir le conflit permanent général entre morale et efficacité, contesté, selon une pieuse coutume, par la droite et par la gauche politiques.

Et *tous les secteurs sont successivement* passés à un peigne si fin que nous sommes surpris par deux lacunes, *il* est *vrai* bien classique :

— *en matière de politique familiale,* les auteurs semblent ignorer les résultats obtenus par la R.D.A. par de pures mesures *sociales, en somme «libérales»* : 42 % d'augmentation de la natalité en moins de dix ans.

— *en matière de transports,* on peut regretter de voir prendre pour base les *conclusions, si contestables, de la* commission Guillaumat, suivies de suggestions dénotant une connaissance imparfaite du sujet.

Au bout de cette lecture, passionnante et dépourvue de passion, nous en venons à penser que les fameuses frontières politiques *ne* sont *ni* « naturelles » *ni* immuables. Dès lors, se demandera l'envoyé de Sirius, comment expliquer la contradiction entre un ensemble de nuances et le fossé profond entre droite et gauche ?

★ *Economica. Paris 1983, 26 cm, 165 pages,* 49 f.

• HABIB EL MALKI ET DIVERS AUTRES AUTEURS. – Le tiers-monde dans la crise. Quelles issues ?

Dix-neuf exposés, dus à vingt-deux participants, dont dix Européens, neuf Marocains, deux Tunisiens et un Algérien, *fruits* d'un débat remarquablement présenté par *H. El* Malki, de l'université de Rabat, et portant sur deux questions : *La crise est-elle une source de progrès ou de recul ?* et *Que faut-il faire ?* En fin d'exposé sont suggérées diverses recherches.

Au plein cœur du sujet, R. Gendarme (Nancy) souligne l'éclatement de feu le tiers-monde, pourrait-on dire, tandis que R. Jacquemot (Dauphine) précise le *rôle* des pays néo-industriels, entre centre et périphérie. *Dans le plat de résistance,* A. Doumou (université de Rabat) et le présentateur insistent sur le rôle de l'Etat dans les pays en développement. Le Maroc est le siège d'un conflit entre retour à la tradition et extension, quasi biologique, du secteur public. Deux scénarios opposés sont proposés en conclusion. Le second (appel aux sources) a-t-il les préférences des auteurs, par crainte du premier ?

Azzan Mahjoub (université de Tunis) insiste sur les techniques propres à atteindre *les trois objectifs du développement* — environnement, travail (savoir-faire et division) et besoins — sans aller, toutefois, jusqu'à l'instrument approprié, la matrice de l'emploi, si redoutée du pouvoir, en France.

Vues incisives de G. Grellet (Paris-I) sur la regrettable utilisation des surplus en Afrique noire, sur l'entretien d'une administration lourde, et bon aperçu de F. Oualalou (université de Rabat) sur les relations euro-arabes et les possibilités de communauté arabe.

★ Editions maghrébines, Casablanca, 1983, 22 cm, 422 p., 35 dirhams, soit environ 39 F.

• BACHIR HAMDOUCH. – Spécialisation subie et sous-développement du Maroc.

Le sous-titre — « Les effets du régime de la « porte ouverte » et de la domination de zone » — précise le sujet traité par le professeur à l'université de Rabat, dans la première partie de cet ouvrage, issu de la thèse présentée à Paris-Panthéon-Sorbonne, devant le professeur B. Lassudrie-Duchêne.

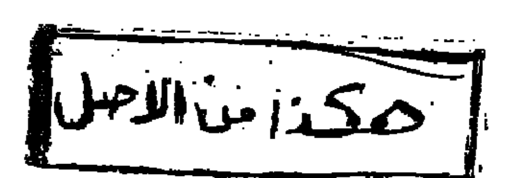
L'acte d'Algésiras (1906), favorable à la « porte ouverte », a été suivi de la mise du Maroc sous le régime du protectorat. Pendant la période 1912-1956, étudiée avec soin, ce régime, dit de la « porte ouverte », a été *utilisé,* est-il précisé, au profit de la France. Est cependant signalée une importante entrée nette de capitaux, pour compenser le déficit commercial.

Cet exposé méthodique, documenté, est suivi d'une interprétation, nécessairement plus contestable, et, du reste, fort large. Dans cette deuxième partie, doctrinale, nous retrouvons la théorie, à peu près classique, de l'« échange inégal », ainsi que les noms de A. Emmanuel, Samir Amin, Ch. Bettelheim, R. Prebisch, P.A. Baran et d'autres aussi, moins « orthodoxes », par rapport à l'orthodoxie exposée (G. Myrdal, F. Perroux, L.A. Vincent).

Repoussant les tentations de l'« [illegible] » isolement, la conclusion appelle de ses vœux le « Nouvel ordre mondial », et, de façon plus concrète, l'intensification des relations dites Sud-Sud, complétée sur le plan national par une politique [illegible] spécialisations.

Importante bibliographie.

★ Editions Maghrébines, Casablanca 1983, 22 cm, 424 pages, 30 dirhams, soit environ 33 F.



هكذا من الأصل

Le Monde

culture

CINÉMA

LA FIN DU FESTIVAL DE DEAUVILLE

De James Bond à l'Amérique profonde

Après des débuts chaotiques, le neuvième Festival du film américain de Deauville s'est achevé le 11 septembre dans l'euphorie. Il a pris, cette année, un tournant peut-être décisif en devenant une manifestation populaire locale. Dépassés par le succès et par la foule, les organisateurs devront, désormais, en tenir compte : moins de films, à ventiler en plusieurs séances, pour *satisfaire à la fois* le public, les invités et les journalistes.

La renommée de Woody Allen — seul « grand nom » de la sélection, cette année — aura été un irrésistible pôle d'attraction. Déjà présenté au Festival de Venise (*le Monde* du 6 septembre), *Zélig* a suscité, à *Deauville, des discussions* passionnées, une admiration sans borne, pour certains, *quelques* réserves pour d'autres. Tout le monde l'a vu, ainsi que la grande attraction finale du Festival : *Octopussy*, de John Glen. Là, on était venu comme au cirque (il *y en a d'ailleurs un dans le film)* pour assister aux exploits de James Bond, l'as de l'aventure et de l'espionnage, toujours célèbre après vingt et un ans de carrière.

Peu importe le scénario — et celui-ci est l'un des plus abracadabrants de la série, — pourvu que Bond continue à être le plus malin, le plus fort *et le plus séduisant*. Roger *Moore y* arrive encore, malgré ses cinquante-cinq ans. En Inde, en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, il affronte un général soviétique volant les bijoux du trésor des Romanoff conservé au Kremlin, pour les écouler à l'étranger, avec le concours d'un prince afghan (Louis Jourdan, inattendu) et la belle *Octopussy (Maud Adams)* tombe, bien entendu, dans les bras du héros.

Le général soviétique est un vrai « faucon ». Il nourrit de noirs desseins pour obliger les alliés à exiger le désarmement nucléaire des bases américaines en Europe. Curieuse résonance politique, par les temps qui courent. Les spectateurs de *Deauville ne s'en sont guère souciés.* Ils ont applaudi, en riant, les aventures déchaînées de 007, les décors, les effets spéciaux, la panoplie luxueuse de cette superproduction. En attendant le prochain « James Bond », *Never Say never Again* où Sean Connery a repris le rôle.

⁂

Deauville est, à travers ses films, *un révélateur de l'« Amérique profonde ». Un fauteuil pour deux,* de John Landis retrouve la recette des fables sociales à la Capra et de la critique caustique façon Billy Wilder, *pour une comédie extrêmement* drôle, prenant pour cible les *financiers, le pouvoir* de l'argent et les manœuvres boursières. Il y a là un acteur noir étourdissant, Eddie Murphy, qui renverse les valeurs sociales. *A double tranchant,* d'Alan Rudolph, est un reportage sur les conférences exhibitionnistes que donnent, aujourd'hui, G. Gordon Liddy, le chef de l'opération *Watergate, et Timothy Leary, philosophe* des expériences psychédéliques et *apôtre* du L.S.D. *Née pour gagner,* de Jonathan Kaplan, s'inspire de l'histoire vraie de Shirley Muldowney, qui mit des années à s'imposer comme championne de courses automobiles. Bonnie Bedelia interprète le courage, l'endurance et la ténacité d'une femme que les hommes veulent tenir hors de leurs terrains réservés.

Sous couvert d'une intrigue policière, *La nuit des juges,* de Peter Hyams, s'interroge sur les « protections » que peuvent offrir aux criminels les vices de procédure prévus par la loi. De cette situation naît un *grand danger pour la démocratie. Un* tribunal secret de juges indignés se *constitue pour refaire les procès et* punir, de mort, ceux qui ont échappé à des peines méritées. Ce film appellerait une sérieuse réflexion. *Split image,* de Ted Kotcheff s'en prend au pouvoir des sectes mystiques attirant les adolescents à la recherche d'un idéal et dénonce le matérialisme des familles bourgeoises responsables du *déséquilibre affectif de leurs* enfants. Bref, ces œuvres, pas *toujours réussies, assez ambiguës et* dérangeantes dévoilent une étrange Amérique...

JACQUES SICLIER.

A LA MOSTRA DE VENISE

Le mythe couronné

(Suite de la première page.)

En 1959, la nouvelle vague se dressait contre une tradition de la qualité française qui bloquait toutes *les issues, interdisait la relève. Prénom Carmen* arrive à un moment non *moins crucial, celui* de l'attaque généralisée des médias audio-visuels et des industries du spectacle contre l'artiste isolé. Avec son génie, très particulier, Godard, malgré le passage du temps, malgré des épreuves multiples, garde intacte cette tendresse à fendre *l'âme, ce sentiment* de jouer constamment à qui gagne *perd.*

Prénom Carmen est l'antithèse de *tous les grands prix passés* et à venir : un petit film, vraiment, qu'on n'est pas obligé d'aimer mais qui, *si* le contact s'établit, vous plonge dans un état second. Le son mérite certes d'être remarqué, mais la photographie de Raoul Coutard va, redisons-*le, la main dans la main avec la vision* de Jean-Luc Godard.

Rue Cases nègres a notamment bouleversé les trois représentants du *tiers-monde présents* au *jury* de Venise, Leon Hirszman (Brésil), Sembène Ousmane (Sénégal) et Mrinal Sen (Bengale). Euzhan Palcy réussit le miracle d'élever à peine la voix, dit en mineur, sans agressivité mais sans résignation, la condition de citoyens du monde de seconde zone d'un peuple comme arrêté au seuil du *vingtième siècle. Le miracle du film,* plus peut-être que le sujet traité, est ce double regard féminin : celui d'Euzhan Palcy, la très jeune réalisatrice portée tout simplement par la foi, et celui de Mme Darling Legitimus, la comédienne revenue de tout le théâtre du monde, mais incapable d'abdiquer. Par *delà* sa valeur de conte exemplaire, *Rue Cases nègres est peut-être le plus beau film réalisé* à ce jour par une femme (*le Monde du 8 septembre*).

Le reste du palmarès est à l'image de ces options à rebrousse-poil de tout ce qu'on entend par cinéma aujourd'hui. *Biquefarre,* à l'époque de Jean Rouch et de Pierre Perrault, du cinéma de la parole, de l'insertion des êtres dans leur vie *captée* spontanément, peut sembler un non-*sens : des paysans récitent un texte* écrit, la mise en scène est cadrée *comme du Dreyer* (*celui de Gertrud*). Nous touchent profondément, derrière ces jeux formels, la fidélité de Georges Rouquier aux siens, son entêtement à dire non à la frange la plus moderne du cinéma contemporain (*le Monde* du 1er septembre).

Avec *Streamers* de Robert Altman, nous retrouvons Hollywood sans Hollywood, *la pauvreté* confortable certes, mais des moyens modestes *mis au service du seul texte et* des comédiens. C'est une protesta*tion, portée par des inconnus que n'a* pas encore abîmés la routine. Cinéma loyal, sans fioritures.

Le jury, dans son ensemble, mériterait un prix spécial pour un palmarès qui fera date.

LOUIS MARCORELLES.

La dérive enchantée de Fellini

Le film s'abat sur vous comme un torrent, un cataclysme. On le reçoit inconfortablement au terme d'une Mostra secouée de tous les délires imaginables, on l'accepte ou on le rejette, s'en débarrasser est impossible. Avec son air faussement ennuyé, ou plutôt faussement distrait, Caro Federico, comme on l'appelle affectueusement en Italie, ce très cher Federico Fellini, avance sans jamais se retourner, voit partout un spectacle insensé, un monde qui fonce droit au naufrage.

Funérailles sur funérailles, on vous enterre que ça en devient un plaisir. Ils s'embarquent donc, les voyageurs de Fellini, non plus pour Cythère, mais pour quelque île perdue au milieu de la Méditerranée où seront éparpillées les cendres d'une prima donna admirée.

Ils sont tous là, sur le Gloria N *: cantatrices aigres, ingénues libertines, magiciens. La date, juillet 1914, Sarajevo, une belle époque condamnée. Des brigands d'opérette, de pauvres Serbes fuyant la persécution austro-hongroise, sont recueillis par le commandant au grand cœur. Mais un cuirassé de la flotte impériale les poursuit, menace de couler le* Gloria N*, le paquebot de l'insouciance, de la dérive enchantée. Fin tragique.*

Federico Fellini a-t-il vu les films de Daniel Schmid, l'ami de Fassbinder : Cette nuit ou jamais *(1973),* la Paloma *(1974) ? Il aurait pu y puiser cette vision d'un monde figé dans la représentation.*

Mais la musique adoucit les mœurs, ramène toute tragédie à des proportions plus justes. Fellini ne connaît que des femmes et des hommes, pantins désarticulés, fantômes pitoyables et attendrissants (1).

Une comédienne sillonne cet univers du faux-semblant, lui donne son authenticité : la chorégraphe Pina Bausch, ici, princesse conspiratrice, dont le seul regard, le port royal, la voix anguleuse (est-ce la sienne ?), ajoutent une dimension inconnue au château de cartes fellinien.

Il faut revenir inlassablement à la musique qui, même sans le complice de Fellini, Nino Rota, porte cette tragi-comédie. Scène sublime de tous ces illustres « chantants » qui rendent visite, dans les soutes du paquebot, aux damnés de la terre... mais perdent un peu plus tard leur voix face aux canons braqués sur eux. Ciao ! la vie, rien ne va plus. — L. M.

---

(1) *Voir l'entretien avec Federico Fellini dans* le Monde des arts et des spectacles *du 8 septembre.*

EXPOSITIONS

SEVERINI A FLORENCE

De « la Danse de Pan Pan » à l'ordre

Quelques mois après la grande « exposition Boccioni », à Milan qui marquait le centenaire de la naissance de l'artiste futuriste, c'est au tour de son ami Gino Severini d'être *honoré*, pour la *même* raison, à Florence (1). La rétrospective est honnête, mais n'a pas toute l'ampleur qu'elle aurait pu avoir, tant dans le domaine des œuvres présentées — certaine toiles importantes sont absentes — que de l'appareil critique qui l'accompagne, peut-être tout simplement parce que le cœur y était moins. Pour intéressante que soit la figure de Severini, son œuvre n'a pas *l'envergure de celle* de Boccioni, dont on peut voir la production préfuturiste à l'autre bout de l'Italie, plus précisément au musée de Reggio-de-Calabre (2), un musée très fréquenté, évidemment pas pour Boccioni, mais pour les deux bronzes grecs de *Riace, pour* eux seuls.

Severini, cet Italien de Paris, a joué un rôle important dans l'histoire des relations inextricables et orageuses entre les futuristes et les *cubistes*, avec un pied de chaque côté. Une position qui, loin de le gêner, lui a donné, pour quelques années — de 1911 à la guerre — des ailes, et a assuré à ses recherches un ton et des développements particuliers.

Né à Cortone en 1883, d'une famille modeste, Gino Severini après une enfance plutôt difficile, se retrouve à Rome en 1899, où il exerce des métiers variés, tandis *qu'il apprend dessin et peinture* aux cours du soir de la Villa Medicis (mais oui). C'est alors qu'il fait la connaissance de Boccioni et, peu après, par son intermédiaire, de Balla, lequel l'initie au divisionnisme et lui communique l'envie d'aller *voir de plus* près l'œuvre de Seurat. Ce fut la raison principale, dira plus tard Severini (*Tutta la vita di un pittore,* 1946, une nouvelle édition vient d'être publiée sous la direction de F. Menna, à Milan), de son départ, à l'automne 1906, pour Paris, *où il se fixera,* tout en gardant des contacts avec ses amis de Rome et de Milan.

A Paris, comme à Rome d'ailleurs, le jeune artiste s'insère vite dans les milieux littéraires et artistiques d'avant-garde. Il fait, par *hasard, la connaissance de* Modigliani, rencontre Max Jacob, se lie avec Lugné-Poe et Fénéon. En 1910, il a un atelier à Montmartre voisin de ceux de Dufy et de Braque, qui lui fait connaître Picasso, etc. Et quand Boccioni, de Milan, voudra lancer *son manifeste des* peintres futuristes, il s'adressera tout naturellement à lui. Et c'est encore Severini qui, en 1911, présentera les peintres cubistes aux Italiens venus à Paris *peu avant leur exposition* à la galerie Bernheim-Jeune. En 1913, il épouse la fille de Paul Fort.

Il connaît Apollinaire, Salmon, Raynal, Brancusi, Archipenko, Duchamp... Bref il est pris dans l'atmosphère des recherches *cubistes* et informé des idées futuristes.

C'est porté par toutes ces turbulences qu'il participe activement aux recherches plastiques nouvelles, *commençant* par un coup d'éclat, en 1911, avec sa *Danse de Pan Pan au Monico, « l'œuvre la plus importante qu'ait peinte jusque-là un pinceau futuriste »,* dira Apollinaire ; une *grande* toile de *plus* de 2 mètres sur 4, perdue en Allemagne dans les années 20, refaite d'après photos et de mémoire par le peintre en 1959-1960, à une époque de nostalgie de *ces folles années de jeunesse*. Le tableau, acquis par le Musée national d'art moderne de Paris, en 1967 (lors de l'hommage posthume à l'artiste — mort en 1966), est singulier et produit son effet de kaléidoscope. La fragmentation des formes *aiguës et géométriques répond* aux préoccupations du moment : traiter plastiquement des sensations mêlées de sons, de couleurs, de mouvement. Il faut bien reconnaître que Severini était, là, en avance sur ses amis d'Italie — et nettement plus coloré que ses voisins de palier.

De 1911 à la guerre, Severini va largement exploiter le thème de la danse, et des danseuses, privilégier les scènes de cabaret et de la vie nocturne (*Fête à Montmartre, la Danse de l'ours, Tango argentin, Danseuse dans la lumière, Café américain, Danseuse tzigane, Danseuse en bleu,* etc.), allant à corps perdu, si l'on peut dire, dans le travail d'analyse du mouvement, le tourbillon des robes, les ronds de jambes en l'air, le frou-frou, les *chevelures en serpentins,* la lumière et les paillettes ([illegible] collées sur la toile). Un peu agaçant, parfois, un peu léger, exprimant une gentille joie de vivre. Loin d'éclater dans la transcription de quelque *élan vital.*

Loin de la furie d'un Boccioni, *Severini semble naturellement porté* vers le construit, le réfléchi, l'arrangement rythmique pour soi, la peinture pure, la révolution formelle plus que d'idées. Et ce n'est pas surprenant de le voir après *1913,* une année particulièrement fructueuse pour lui, où il aborde les rythmes abstraits et commence à pratiquer le collage, dont il tire d'excellents partis (*Nature morte au journal Lacerba,* du musée de Saint-Etienne, notamment), de le voir devenir plus cubiste que jamais. Et ce jusqu'au début des années 20, après l'épisode de la guerre, avec des tableaux sur ce thème (*le Train blindé, le Train des blessés...*) et les premiers signes, dès 1916, de « retour à l'ordre » avec *Maternité,* une œuvre qui trouvait [illegible] naturellement sa place à l'exposition « Les réalismes » au Centre Georges-Pompidou.

L'après-guerre est marquée pour Severini par la publication de son essai *Du cubisme au classicisme* sous-titré *l'Esthétique du compas et du nombre,* par sa « conversion » à la religion, et par de grandes décorations pour des églises, des bâtiments publics ou des maisons particulières. C'est aussi le temps des arlequinades, des scènes de commedia dell'arte, des masques, des guitares et des coupes de fruits métaphysiques, et celui des portraits hiératiques, byzantins, si l'on préfère.

A partir de là, neuf fois sur dix, c'est la catastrophe : difficiles, très difficiles, tous ces épisodes de retour, *d'emprunt,* « à la manière de », de citations greffées sur des équations savantes, des chiffres, des règles et des lois de composition, qui articulent savamment du vide. Il est aujourd'hui de bon ton de réhabiliter des œuvres jusque-là critiquées assez *sévèrement, mais décidément,* après 1920, Severini n'a pas produit grand-chose de passionnant.

GENEVIÈVE BREERETTE.

---

(1) « Boccioni à Milan » : *le Monde* du 19 février 1983. Gino Severini, Palais Pitti, jusqu'au 25 septembre.

(2) « Boccioni prefuturista », jusqu'au 30 septembre.

■ Grâce à l'Agence pour le développement régional du cinéma, *Hanna K.*, de Costa-Gavras, est présenté à Pontarlier depuis le jeudi 8 septembre. C'est la première fois qu'une ville de moins de vingt mille habitants accueille en même temps que Paris un film de cette envergure.

THÉÂTRE

« LA MÈRE », à la Bastille

Maman et patrie : mêmes vampires ?

« Dématérialiser le socialisme, entreprise irréalisable et néanmoins nécessaire », telle est l'idée fixe de Léon Cobra, le jeune politologue qu'enfante Stanislaw Witkiewicz dans sa pièce *la Mère.*

Il aurait pu être peintre, musicien, écrivain, Léon Cobra ! Il aurait su *« composer de nouveaux frissons pour jeunes personnes hystériques »,* ou bien être *« un vrai artiste, qui invente des formes »* ou bien *« spéculer sur la décadence de l'art, lécher les restes, ronger les os ».* Son ambition est plus haute.

Il ne partage pas les *« rêveries d'une félicité pour tous »,* il se tient à l'écart du *« marécage sordide de la perfection sociale »,* mais il rêve de mettre fin à la détérioration de la vie, au moyen d'une *« action collective par nations entières »,* toutes ensemble. Ce qui commencerait sur les bancs des écoles puisque ces bancs *sont là, autant s'en servir !*

Hélas ! Cobra n'est pas libre. Pas libre d'agir, ni même de penser. Son temps, ses forces, lui sont sans cesse confisqués, du fait qu'il n'est pas seulement citoyen, ou homme : il est fils. Fils de la mère, Nina Cobraska. Fils unique. Et la mère est seule : le père, il y a de ça des années, a été pendu au Brésil, pour grand banditisme. La mère ne peut faire un pas, ne peut aspirer une gorgée d'air, que par la présence de son fils, dont elle est folle. *« Au moins, s'il était difforme, ou débile, je pourrais l'aimer, simplement »,* dit-elle. Et le fils, dans son utopie politique, hait l'humanité entière, sauf sa mère.

Quand le fils n'est pas à la maison, la mère, morte de peur, sent qu'elle perd la vue, qu'elle perd la raison. Pour stopper ce vertige, affreux, elle boit, ou elle prend de la morphine. C'est l'enfer. Quand le fils rentre, c'est encore l'enfer, car la mère et le fils s'arrachent le cœur. Deux vampires. *« C'est l'enfer, quand ceux qui sont obligés de s'aimer, par fatalité, se haïssent »,* dit la mère.

L'écrivain polonais Stanislaw Witkiewicz (1885-1939) a écrit *la Mère* en 1924. Il avait pris part à la révolution d'Octobre, et son Léon Cobra ne veut pas entendre parler d'*« une de ces démocraties sucrées au goût de l'intelligentsia »,* mais déjà il s'accroche à l'espoir d'*« un revirement, une prise de conscience vertigineuse ».*

Il faudrait pouvoir analyser jusqu'à quel point le vampirisme réciproque, le lent meurtre réciproque, par amour, de la mère et du fils, recoupent une lente destruction réciproque de chaque femme ou homme vivant et de cette géante machine de devoirs et d'interdits et d'acceptations et d'abus de force *qu'est une république, socialiste ou* démocratique, plus ou moins en état de marche, — oui, il faudrait pouvoir analyser ce que Witkiewicz entrevoit de cela, lorsqu'il écrit *la Mère,* mais c'est presque impossible, tant il force l'éclairage, tant il raidit les gestes, tant il brusque les voix.

Franchise crue

La nature de ces choses-là est, pour Witkiewicz, trop fuyante, trop floue, on se ment toujours si l'on croit en saisir un fil. Witkiewicz emploie le théâtre comme une optique qui ferait le tri des rayons. Il précise que la scène et les personnages de *la Mère* sont entièrement incolores. Reflet exsangue, ou négatif d'image, sur quoi ne se détachent que le bleu, le rose, l'orange, le jaune, très vifs, du chandail que tricote la mère, nuit et jour.

A noter qu'en 1924 aucune œuvre de théâtre n'était comparable à *la Mère.* Seul peut-être Alfred Jarry avait, dès 1896, ouvert la voie, par un temps et un espace neufs, plus tranchés, par des profils plus abrupts, par une « liaison » indénouable de cynisme, d'humour et de franchise crue, qui coupe court à la réflexion. Mais n'oublions pas que du temps *de la Mère,* le cinéma, qu'aimait Witkiewicz, devançait nettement le théâtre : en 1924, Keaton, Stroheim, Chaplin, Murnau, Vertov, Feuillade, etc., avaient inventé de nouvelles « dramaturgies ».

Au *Théâtre de la Bastille,* Jean-Louis Jacopin met en scène une adaptation un peu abrégée de *la Mère,* mise en français par Marie Thonon et Kristina Famery. C'est bien interprété par Eléonore Hirt (la mère), Jean-Louis Jacopin (le fils), et quelques comédiens dans des rôles secondaires, dont Rachel Salik. La lecture d'une traduction complète de la pièce de Witkiewicz montre que cette présentation appauvrit *et* banalise *et* aussi obscurcit tout de même pas mal l'œuvre originale, mais ce n'est pas une soirée inintéressante, loin de là.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Bastille, 21 heures.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE DÉFI GÉNÉTIQUE - Union (770-90-94), 20 h 30.

CAJAMARCA - Lucernaire (544-57-34), 18 h 30.

DERRIÈRE LA MAISON LES OMBRES - Lucernaire (544-57-34), 22 h 15.

MACBETH (en anglais) - Café de la Gare (278-52-51), 19 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

BEAUBOURG (277-12-33). Débats/Rencontres-musée : 16 h : Le cadavre du père ; 17 h : Le Théâtre Cricot 2 ; 18 h 30 : Une littérature antimoderne ? ; 19 h : Hommage à Pablo Neruda. — Cinéma/Vidéo : nouveaux films Bpi - à 13 h : De fer et de pierre ; 16 h : San Clemente ; 19 h : Le pays basque sud et sa liberté ; 13 h : Vidéos « Kantor ». — Théâtre : 20 h 30 h : La classe morte.

Les autres salles

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : la Fête.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

DÉCHARGEURS (236-00-02) 20 heures : Mourir à Colone.

ÉPICERIE (272-23-41) 20 h 30 : le Monte-plats.

HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : C'est Woody qui l'a dit.

LUCERNAIRE (544-57-34) I : 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Boby Lapointe ; II. 18 h 30 : les Fables de La Fontaine ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Visages de Cocteau.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : l'Entourloupe.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr... et vous ?

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 21 h 30 : Arrête de rire, ça va sauter ; 22 h 30 : le Propriétaire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : Le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h : Service non compris.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : L'Orchestre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) 20 h 30 : L. et A. Parra.

Les festivals

RENCONTRES THÉATRALES DU CARREAU DU TEMPLE (274-46-42)

20 h 45 : Fastes d'enfer.

20 h 15 : Historia de un amor ; 22 h : Je, François Villon.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche

BEAUBOURG (278-35-57)

Classiques du cinéma, films d'auteurs, films rares : 15 h, Châteaux en Espagne, de R. Wheeler ; 17 h, le Désosseur de cadavres, de W. Castle ; Aspects du cinéma chilien : 19 h, Il n'y a pas d'oubli, de M. Mallet, J. Fajardo, R. Gonzalez.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ARGENT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

BARBE D'OR ET LES PIRATES (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (H. sp.), 4e (278-47-86).

CARMEN (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). — V.f. : Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (Ang., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA CRIME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

DEBOUT LES CRABES, LA MER MONTE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

DE SI GENTILS PETITS MONSTRES (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (526-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES FILMS NOUVEAUX

BENVENUTA, film franco-belge d'André Delvaux : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e, (633-08-22) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).

FRANCES, film américain de Graeme Clifford (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain- Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; (v.f.) Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE GUERRIER DE L'ESPACE, film américain de Lamont Johnson (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Ermitage, 8e (v.f. et v.o.) (359-15-71) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; (v.f.), Grand Rex, 2e (233-83-93) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-80-64) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HANNA K, film franco-américain de Costa-Gavras (version anglaise) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (version française) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

L'HOMME AUX DEUX CERVEAUX, film américain de Carl Reiner (v.o. uniquement) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE LIQUIDATEUR, film américain de Michael Moore (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

OUTSIDERS, film américain de Francis Ford Coppola (v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 2e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

UN HOMME, UNE FEMME, UN ENFANT, film américain de Dick Richards (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City-Triomphe, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EVIL DEAD (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FANNY ET ALEXANDRE (Suède, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FANNY HILL (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Rio Opéra, 2e (742-82-54).

LA FEMME DE MON POTE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FURYO (Jap., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83). — V.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

GALJIN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14).

GANDHI (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERA (Fr.-It., v.o.) (*) : Noctambules, 5e (354-42-34).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aust., v.o.) : Escurial Panorama, 14e (707-28-04).

LA JAVA DES OMBRES (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

KOYAANISQATSI (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

PATRICIA (Aut., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoche (H. sp.) 6e (633-10-82).

PERSONNE N'EST PARFAIT (It., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-01-59) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PORKY'S II (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).

LES PRÉDATEURS (Brit., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

RÉVOLTE AU PÉNITENCIER DE FILLES (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

SUPERMAN III (A., v.o.) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46). — V.f. : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (606-34-25).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 17e (522-46-01).

TOOTSIE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) ; 14-Juillet Parnasse, 1re, 2e, 3e partie, 6e (326-58-00).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria, (H. sp.), 1er (508-94-14).

UN FLIC AUX TROUSSES (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

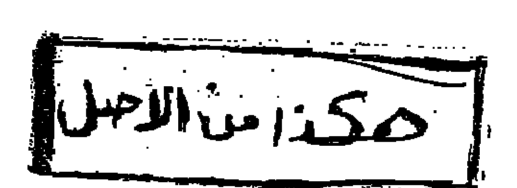
LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

YOR LE CHASSEUR DU FUTUR (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

Lundi 12 septembre





COMMUNICATION

LES ACTIONS DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Le Comité intersyndical du Livre parisien répond à M. Fillioud

Après la Fédération française des travailleurs du Livre F.F.T.L.-C.G.T. (le Monde *du 10 septembre), le Comité intersyndical du Livre parisien répond aux déclarations de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, qui avait mis en cause les méthodes d'action de ces organisations* (le Monde *du 9 septembre).*

Le Comité a publié le communiqué suivant :

« Très surpris de la mise en garde faite par le gouvernement aux travailleurs du Livre concernant les actions engagées dans la dernière période pour la défense de leur emploi, au travers des luttes de La Chapelle-Darblay, Montsouris, etc., le 8 septembre 1983, le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. et les délégués de la presse parisienne, réunis le 9 septembre, réaffirment qu'ils ont lutté pour l'avènement d'un changement de pouvoir et qu'ils ont combattu pendant des décennies la réaction, la droite et la haute finance pour la victoire de la gauche en mai 1981, à laquelle ils sont toujours attachés.

» Cette mise en garde risque d'être appréciée par le patronat comme un renforcement de sa position et l'encourage à poursuivre sa politique de casse du métier.

» Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. souhaite que les pouvoirs publics et les ministères concernés fassent preuve de plus de fermeté à l'égard des affairistes qui ne respectent pas les lois dans le cas de la liberté d'expression, de l'emploi, du dumping, etc.

» C'est pourquoi les travailleurs de la presse parisienne seront de toutes les luttes nécessaires pour que cessent des situations scandaleuses, illustrées par Hersant, Lignel et Ginioux et pour la reconquête de nos industries de pointe, telle celle du papier, etc., pour qu'elles soient préservées en France.

» Le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. déplore que ses interventions auprès des ministères sur ces graves problèmes soient restées sans réponse.

» Il est grand temps — et avant qu'il ne soit trop tard — que le gouvernement prenne ses responsabilités sans se tromper de cible.

» La sérennité peut à tout moment revenir dans ce métier, et les ouvriers du Livre sont prêts à tout dialogue. Mais, avant, il faut s'attaquer aux véritables causes de tous ces conflits. »

Une lettre au *Monde*

Le Comité intersyndical du Livre parisien répond, aussi, au commentaire que le Monde *avait ajouté aux déclarations de M. Fillioud. Au nom de cette organisation, MM. Fortin et Lancry, secrétaires, nous écrivent*

« Monsieur le directeur,

» Nous avons pris connaissance, dans vos éditions du 8 septembre, du commentaire de M. E.R. concernant les déclarations de M. Fillioud.

» Notre syndicat a toujours démontré son esprit de responsabilité, et notamment lors des affaires évoquées dans votre commentaire. Bien entendu, nous ne vous contestons pas le droit de critiquer notre organisation, mais quand vos propos sont des contrevérités, nous ne pouvons les laisser sans réponse.

» Libre à la direction du *Monde* et à la société des rédacteurs, par des initiatives douteuses (l'affaire du *Monde Magazine*), de mettre en cause l'avenir de son titre, nous considérons de notre devoir de présenter nos propositions et nos critiques quant aux décisions prises, et qui, à notre avis, vont à l'encontre des intérêts du journal.

» Puisque l'occasion nous en est donnée, nous tenons à réaffirmer qu'il n'est pas dans notre « mission historique » de nommer une direction, mais nous ne nous priverons pas du droit de contester celle-ci quand ses propositions remettent en cause les acquis de notre profession et nos conventions collectives.

» Sauver le titre en faisant payer les erreurs de gestion par les travailleurs, nous ne pouvons l'admettre, et de cela votre rédaction n'en dit rien, *préférant* « *poignarder* » notre activité quand nous sommes en lutte pour sauvegarder notre industrie.

» Par conséquent, ce que nous souhaitons, c'est que le journal soit dirigé par une direction ayant les moyens et la volonté politique de mener le redressement du titre dans l'intérêt de tout son personnel, et cela quelle que soit la personnalité qui l'incarne.

» *Nous vous demandons donc de* porter cette lettre à la connaissance de vos lecteurs. »

[A l'intention de nos lecteurs, pour qu'ils apprécient la portée de ces mises au point, nous rappellerons les faits suivants :

A une très grande majorité, les porteurs de parts de S.A.R.L. le Monde — parmi lesquels la société des rédacteurs pour 40 % — ont décidé, après avoir mesuré les risques d'une telle entreprise, de ne pas donner suite au projet de publication d'un magazine hebdomadaire. Ils ont pris cette décision dans l'exercice de leurs droits et responsabilités et, de leur point de vue, pour préserver non seulement l'avenir, mais aussi l'indépendance du titre.

Le 19 août dernier, le Comité intersyndical du Livre parisien ainsi que les syndicats nationaux des employés de presse et des cadres et techniciens du Livre C.G.T. avaient publié un communiqué sur les difficultés du *Monde* et les mesures de redressement envisagées. Selon ce texte, le redressement ne pouvait se faire que par « *la mise en place d'une direction capable d'élaborer une stratégie d'expansion et de la mener à son terme* ». Le Comité intersyndical rappelle qu'il n'est pas dans sa « *mission historique* » de nommer une direction. Nous en prenons acte.

La direction de ce journal a pour *objectif de redresser une situation difficile et de développer l'entreprise en tenant compte des intérêts de tous ceux qui y travaillent, qu'ils soient associés ou non à sa gestion. Il est légitime que, *dans ces conditions, le Monde* s'inquiète de certaines actions qui peuvent aggraver l'état de la presse écrite nationale. Cela ne signifie pas qu'il se désolidarise des efforts mis en œuvre pour la sauvegarde d'activités industrielles dans lesquelles il est étroitement impliqué. — A. L.]

ACCUSÉ DE FAIRE PRESSION SUR LA JUSTICE

L'avocat du Syndicat national des journalistes est poursuivi par MM. Audinot et Hersant

L'affaire Hersant, qui a déjà la légitime réputation d'être un imbroglio juridico-politico-financier, vient d'en susciter un autre qui a l'apparence d'une « première » juridique et qui est due à M. André Audinot, président-directeur général du *Figaro*, président du Syndicat de la presse parisienne et député de la Somme (non inscrit), ainsi qu'à M. Robert Hersant, président de la Socpresse.

En effet, MM. Audinot et Hersant, mécontents d'articles publiés, sous forme d'entretiens, dans la *Revue politique et parlementaire* (numéro de septembre-octobre 1982) et *Justice* (numéro d'août 1982), ont décidé de faire usage de l'article 227 du code pénal pour poursuivre l'auteur des propos, M. Jean Martin, celui-ci se trouvant être l'avocat du Syndicat national des journalistes, une des quatre organisations syndicales à avoir porté plainte contre M. Robert Hersant en 1977. Dans les deux publications, M. Martin commentait longuement l'évolution de cette affaire et l'attitude de ses principaux acteurs. Le dossier devrait être plaidé le 23 ou le 30 novembre prochain devant le tribunal correctionnel de Rouen, ville où exerce M. Martin.

L'article 227 punit, d'amende et de prison « *quiconque aura publié avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, des commentaires tendant à exercer des pressions sur les déclarations des témoins ou sur la décision des juridictions d'instruction ou de jugement* ».

M. Audinot a été, en dehors des sessions parlementaires dont la tenue lui confère l'immunité parlementaire, inculpé le 20 septembre 1982 d'infraction à l'ordonnance de 1944 sur la presse pour répondre des fonctions qu'il exerça, de 1975 à 1979, comme directeur de la publication du quotidien *Nord-Eclair*. De son côté, M. Hersant avait été inculpé, en vertu de la même ordonnance de 1944, le 29 novembre 1978.

Mais l'article 227 du code pénal n'est pas d'une lecture plus évidente que l'article 226, qui réprime, lui, les atteintes à l'autorité de la justice, et qui fut autrefois mis en œuvre contre *le Monde*. Ces deux articles sont contenus dans une ordonnance du 23 décembre 1958, dont la gauche, avait-on cru, promit, avant le 10 mai, qu'elle serait abrogée.

De multiples questions peuvent être posées au sujet de ces articles, la première portant sur le droit d'un particulier à les mettre en mouvement à son profit. Pour l'article 226, il apparaît que la réponse doive être négative, l'Etat étant seul protecteur de l'autorité de la justice. Selon certaines interprétations, l'article 227 pourrait donner aux particuliers « *un petit intérêt à agir* », spécialement si la juridiction saisie est un jury populaire qui risque d'être plus influençable que les magistrats professionnels.

On peut aussi estimer qu'il n'en est rien, d'autant qu'un particulier conserve à sa disposition la faculté de poursuivre pour diffamation, infraction qui relève du droit de la presse. Mais, il est vrai, M. Audinot ne le pouvait plus, la prescription étant dans ce dernier cas de trois mois, alors qu'elle est de trois ans dans le cas d'un délit de droit commun, comme celui qui est prévu à l'article 227.

Un pas de clerc insultant

Pour n'être pas un délit de presse, mais un délit commis par la voie de la presse, la pression (éventuelle) sur la justice obéit cependant aux règles de procédure applicable à la presse, notamment celle qui fait du directeur de la publication l'auteur principal obligé d'une infraction, — les auteurs de l'article, ainsi que les personnes dont ils citent les paroles, n'étant que des complices.

Or l'astuce qui consisterait à ne poursuivre que ces derniers pour épargner les journaux eux-mêmes ne repose que sur une jurisprudence rare, fragile et incertaine. De plus, dans le cas précis de l'article 227, il est clairement indiqué que la personne punissable est celle qui a publié, acte ou décision qui, à l'évidence, ne peut appartenir qu'au directeur de la publication.

Tout cela fait que tant à la Revue politique et parlementaire qu'à *Justice*, on dit « *ne pas comprendre ce pas de clerc* » ou « *ne pas très bien saisir le sens de cette poursuite* ». On précise même au Syndicat de la magistrature que c'est surtout le procès engagé par MM. Audinot et Hersant qui est « *insultant pour la magistrature* ».

Les débats que cette poursuite peut engendrer — la Ligue des droits de l'homme et le Syndicat national des journalistes la suivent avec attention — sont plus probables que le résultat final n'en est acquis. Car il n'est pas excessif de dire que, sur le fond, les chances de succès du député de la Somme sont minces, tant paraissent peu fondées, au regard de la loi, les accusations qu'il porte. Cette supposition (et la pression implicite ainsi exercée sur la justice) fût-elle de nature à faire tomber son auteur sous les coups de l'article 227.

Ph. B.

Tiré à 450 000 exemplaires

« FRANCE-MAGAZINE » PARAIT AUJOURD'HUI

Sous le titre *France-Magazine*, un nouvel hebdomadaire paraît aujourd'hui (au prix de 6 F), comme nous l'avons laissé prévoir (*le Monde* du 23 juin). Le logo du titre mis à part, il ressemble comme un frère jumeau à *France-Soir magazine*, avec l'accord duquel, déclare une note aux lecteurs, il est publié. « *Nous entendons ainsi permettre à tous, qu'ils soient ou non lecteurs de* France-Soir — précise la note, — *de découvrir notre grand magazine d'information.* » Il est même prévu un bon de remboursement à utiliser au cas où « par inattention » un lecteur habituel de *France-Soir* (bénéficiant donc de *France-Soir magazine*) viendrait à acheter également *France-Magazine*.

A défaut de confirmation officielle de la direction du journal, la lettre quotidienne de *Stratégies*, spécialisée dans le marketing, précise que « France-Magazine *sera mis en place dans toute la France à 450 000 exemplaires, pour commencer, dès lundi, mardi et mercredi. A terme,* France-Magazine *devrait se différencier de* France-Soir magazine *pour devenir une véritable nouvelle édition.* » Par là même, il s'agirait de mieux rentabiliser le supplément magazine du samedi, réalisé en quadrichromie depuis peu par une équipe renforcée et autonome, sous la direction de M. Michel Bassi, avec M. Edouard Pellet comme rédacteur en chef.

● *L'imprimerie Oberthur de Rennes* (qui emploie 771 salariés), *même si la liquidation de biens de* l'entreprise était prononcée, poursuivra son activité, a déclaré en substance vendredi 9 septembre, au cours d'une conférence de presse donnée à Rennes, M. Roger Coquelin, secrétaire général adjoint de la F.F.T.L.-C.G.T. « *Face aux menaces qui pèsent sur son avenir* », l'entreprise serait ainsi mise « *sous la protection des travailleurs* ». Depuis 1981, date de la mise en règlement judiciaire, la passif de la société s'est alourdi de 30 millions de francs, passant ainsi de 87 à 110 millions. « *Pour la seule année 1983, le déficit est d'ores et déjà estimé à 13 millions* », a annoncé la C.G.T. De plus, selon elle, « *il est peu probable que la société puisse faire face à la prochaine échéance du concordat* (portant sur dix ans) *le 31 décembre prochain* ».

Lundi 12 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinévasion : la Captive aux yeux clairs.
Film américain de H. Hawks (1952), avec K. Douglas, D. Martin, E. Threatt, A. Hunnicutt, B. Baer (N.).
En 1832, un groupe de trappeurs part de Saint-Louis pour remonter le Missouri en bateau et aller acheter des peaux chez les Indiens. L'un d'eux a emmené une jeune princesse indienne, otage pour les tractations.
Odyssée vers des régions alors inconnues. Rythme lent, contemplatif, d'une réalisation qui fait comprendre l'itinéraire intérieur des personnages tout au long de leur aventure.

22 h 35 Journal.

22 h 45 Art, obscurité et clairvoyance : L'art trompe-l'œil.
Emission de D. Lecomte.
L'engouement de nos contemporains pour les formes de la mode kitsh. L'illusion du trompe-l'œil. Avec les peintres M. Cadiou, J.-O Hucleux...

23 h 15 Journal.

23 h 30 Un soir une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Opéra-ballet : Les Indes galantes, de Rameau, mise en scène P.-L. Pizzi, réal. J.-P. Barizien. Avec V. Dietschy, G. Reinhart...
Hébé, déesse de la jeunesse, appelle les amants et les invite à se réjouir parmi les jeux et la musique. Un ballet conçu en quatre tableaux, enregistré au Théâtre musical de Paris en mai 1983 à l'occasion du tricentenaire de Rameau.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Je vous aime.
Film français de C. Berri (1980), avec C. Deneuve, J.-L. Trintignant, G. Depardieu, S. Gainsbourg, A. Souchon.
Au réveillon de Noël, une femme réunit les hommes qu'elle a le plus aimés, revoit son passé, la manière parfois douloureuse dont elle a bâti sa vie en décidant d'être libre et indépendante.
Film sentimental sur les nouveaux rapports de couples, sur le désarroi masculin et la libération féminine. Mise en scène un peu mince, mais notations justes, sensibles.

22 h 15 Journal.

22 h 35 Magazine : Thalassa.
De J. Pernoud. (Redif.)
Les archéonautes.

23 h 5 Prélude à la nuit.
Concertino n° 4 en fa mineur, de J.-P. Pergolèse, par l'Orchestre de chambre de Naples.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Reportage : le terre-neuve.
Dressage du terre-neuve pour le travail en mer.

17 h 41 Magazine : C'est toujours la saison.

18 h 30 Sport.

18 h 55 Informations nationales et internationales.

19 h 10 Dessin animé : Vagabul.

19 h 35 Feuilleton : Malaventura.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : le volontariat.
8 h, Les chemins de la connaissance : écritures brutes et *fous littéraires* ; 8 h 32, J. Stuart-Mill.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Les lundis de l'histoire : Saint Louis.
10 h 45, Le texte et la marge. « Garry ».
11 h 2, Musique : les quatre moments de la musique du vingtième siècle (et à 13 h 30).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « La fleur de la passion », de M. Tauriac.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Variations III ; à 15 h 20, Laboratoires ; à 16 h, Expositions de l'été ; à 17 h, Raisons d'être.
17 h 32, Musique : Instantanés.
18 h 30, Feuilleton : le nommé Jeudi.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence des arts : Arman au musée Picasso.
20 h, « Casanova et la figurante », de G. Hofmann, adapt. R. Richard. Avec M. Vitold, R. Coggio, J. Boulua...
21 h, L'autre scène ou les Vivants et les Dieux : Cranach et les reflets de l'âge d'or.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques légères.
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Verdi, Sor, Wagner, Sammartini, Brahms, Mozart.
8 h, Le journal de musique.
8 h 15, Autour des... « Quatuors opus 76 de Haydn ».
12 h, La table d'écoute.
12 h 35, Jazz : « La chanson de Louis ».
13 h, Opérette.
13 h 30, Jeunes solistes.
14 h 4, Musique légère.
14 h 30, Autour de... « Antonio Janigro » : œuvres de Vivaldi, Haydn, Brahms, Bach, Mozart, Ligeti, R. Strauss.
17 h 5, Repères contemporains : R. Tessier.
18 h, Jazz : les vocalistes.
18 h 30, L'imprévu.
20 h 30, Concert (en simultané avec A 2) : *les Indes galantes*, de Rameau, par le chœur et l'orchestre de la chapelle royale, dir. P. Herreweghe.
23 h 15, Fréquence de nuit. Feuilleton : *Wilhelm Backhaus* ; vers 0 h 5, Musiques d'Afghanistan.

Mardi 13 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.
12 h 30 Le bar de l'été.
13 h Journal.
13 h 35 Série : Mme Columbo.
16 h 30 Croque-vacances.
18 h Le rendez-vous.
18 h 10 Revoir : Schulmeister, l'espion de l'empereur.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super-défi.
19 h 45 Marions-les.
20 h Journal (et à 21 h 35).
20 h 30 D'accord pas d'accord : tarifs aériens.
20 h 35 Mardivertissement : Carmen ou les méfaits du tabac.
Emission de B. Gouley et B. Deflandre.
Avec L. Badie, S. Darel, P. Doris...

21 h 45 Caméra de l'I.N.A. : la Maliouette ou l'Arrière-Pays.
Deux frères se rencontrent après dix ans d'absence. L'un, acteur, vivant à Paris, s'arrête chez son frère coiffeur, resté au village. Ils n'ont plus rien de commun. La caméra nous introduit dans ce salon de coiffure désuet, pâle, nous montre les personnages qui s'affrontent, s'arrête quand ils se heurtent, les suit dans leurs gestes impuissants.

22 h 35 Art, obscurité et clairvoyance : L'œil et la main.
Le retour à la peinture figurative, avec Jean-Max Toubeau et les photographes Denis Brihat et Hélène Thétet.

23 h 5 Journal.
23 h 20 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui, la vie.
Comment l'ambition vient aux filles ?
14 h 45 Série : Embarquement immédiat.
15 h 35 Reprise. Variétés : Carlos.
(Diffusé le 3 septembre.)
16 h 30 Les mystères de la mer.
16 h 40 Entre vous.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord : tarifs aériens.
20 h 40 Film : les Lumières de la ville.
Film américain de C. Chaplin (1928-1931), avec C. Chaplin, V. Cherrill, H. Myers, F. Lee, A. Garcia (rediffusion).
Un vagabond rencontre une aveugle qui vend des fleurs dans la rue. Il s'éprend d'elle. L'aveugle le croit riche. Pour lui venir en aide, le vagabond fait appel à un millionnaire auquel il a sauvé la vie. Celui-ci le reconnaît seulement quand il est ivre.
Refusant le parlant, Chaplin tourna ce film en images muettes, avec sonorisation musicale. C'est une œuvre profondément émouvante, une belle histoire d'amour sur fond de critique sociale.

22 h 5 Mardi cinéma.
Avec Isabelle Huppert et Francis Huster.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévisions régionales.
Programmes autonomes des 12 régions.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : Avoir vingt ans dans les Aurès.
De R. Vautier.

22 h 15 Journal.
22 h 35 Série documentaire : La vie en face.
Réal. P. Alfonsi et P. Pesnot. Les immigrés sont-ils toxiques ?
Dreux : petite ville de 35 000 habitants, dont 25 % d'étrangers. L'ex-maire, Mme Françoise Gaspard, s'est battue contre le racisme montant, la haine, la rumeur. Pas seulement un état des lieux, un regard en profondeur dans les différents camps — il y en a deux — et sur la manipulation de l'opinion par l'extrême droite.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Ich Liebe dich, de Beethoven ; *Funf Deutsch Volklieder*, de Brahms ; *Abendempfindung*, de Mozart, par R. Bochbinder, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Hier au cinéma.
Film : Fric-Frac, de M. Lehman et C. Autant-Lara.
18 h 55 Informations nationales et internationales.
19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
19 h 35 Feuilleton : Malaventura.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : le volontariat.
8 h, Les chemins de la connaissance : Écritures brutes et fous littéraires ; à 8 h 50, Les demeures de l'aube.
9 h 7, La matinée des autres : Histoire de Maria.
10 h 45, A bâtons rompus.
11 h 2, Musique : Journée Rebetiko (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Sophie Tréguier », de H. Pollès.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Variations III ; 15 h 20, Rubrique internationale ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : « Le nommé Jeudi ».
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : le vecteur Bozon.
20 h, Dialogues : « France-Allemagne : perspectives européennes », avec F. Dave, P. Viveret.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Boïeldieu, Rimski-Korsakov, Hoffmann, Bononcini, Puccini, Boccherini.
8 h, Le journal de musique.
8 h 15, Autour de... « la Messe glagolitique » de Janacek : œuvres de Janacek, Rachmaninov, Szymanowski.
12 h, Archives lyriques.
12 h 35, Jazz (voir lundi).
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Autour de... « George Solchany ».
17 h 5, Repères contemporains : Philippe Hersant.
18 h, Jazz (voir lundi).
18 h 30, L'imprévu.
20 h 30, Concert (donné le 22 août 1983 à Salzbourg) : *Quatuor à cordes*, de Debussy, *Quartettsatz*, de Schubert ; *Notturno pour baryton et quatuor à cordes*, de Schoeck, par le Quatuor Melos, avec D. Fischer-Dieskau (baryton).
22 h, Fréquence de nuit : l'Opéra du Cameroun.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 12 SEPTEMBRE

— *M. Edmond Maire*, secrétaire général de la C.F.D.T., est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 13 SEPTEMBRE

— *M. René Bernasconi*, président de la confédération générale des P.M.E., est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15.

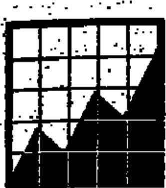
— *M. Charles Hernu*, ministre de la défense, participe au journal de TF 1, à 13 h.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société française leader sur son marché (Équipement de la Maison), exportatrice,

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Directement rattaché au P-DG, Membre du Comité Directeur. Il sera plus particulièrement chargé de :

- *La gestion financière et comptable.*
- *Le contrôle de gestion.*
- *L'informatique.*
- *Les questions juridiques.*
- *La fonction personnel.*
- *L'organisation administrative.*
- *Les services généraux du siège.*

Ce poste actif et polyvalent, nécessitant une grande capacité d'engagement, est basé en grande banlieue sud de Paris. Déplacements de courte durée France (usines) et Etranger (filiales).

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : A. RAPPAPORT, Les Marronniers, Golf du Coudray, 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



Directeur de production — 280.000 F

Cette PMI (200 personnes - 90 millions de francs de chiffre d'affaires) est la filiale d'un groupe international. Elle fabrique et commercialise des produits du secteur automobile. Elle recherche le successeur de son directeur de production qui part en retraite d'ici quelques mois. Dépendant du directeur général et membre du comité de direction, il se consacrera dans un premier temps à la création d'une nouvelle unité de fabrication puis prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités du directeur de production : achats-approvisionnement-magasins, ateliers d'outillages, ateliers de montage-assemblage, gestion de la production. Il animera ainsi un effectif d'une centaine de personnes. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 33 ans. Il aura l'expérience de la direction d'une petite ou moyenne unité de fabrication et ses qualités d'animateur et d'organisateur industriel seront plus déterminantes que des connaissances techniques spécifiques. La pratique de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 280.000 francs, sera essentiellement liée à l'expérience offerte. Ce poste est à pourvoir dans la région de Fontainebleau. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2432M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Direction d'unité et exportation — Val d'oise

Une société leader en aciers spéciaux produisant et commercialisant en Europe une gamme de produits industriels à forte technicité et valeur ajoutée, recherche le dirigeant de l'une de ses filiales (chiffre d'affaires : 50 millions de francs - effectif 50 personnes). Chargé d'élaborer la stratégie adaptée à chaque pays, il anime le réseau France et export et consolide les relations existantes. Parallèlement, son rôle le conduit à assurer la coordination entre les différents centres de production, assumant ainsi la direction générale d'un ensemble industriel et commercial. Ce poste qui nécessite de nombreux déplacements (de l'ordre de 50 %) intéresse un candidat âgé d'au moins 33 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ayant acquis une expérience commerciale et export significative dans la vente de produits industriels. La pratique courante des langues allemande et anglaise est impérative. Ce poste est basé à une quarantaine de kilomètres au Nord-Ouest de Paris ; la rémunération saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2431M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Une société française implantée dans la région du NORD, dont le chiffre d'affaires est de 160 MF et l'effectif de 500 personnes, fabriquant en process continu et commercialisant en France et à l'Étranger des produits destinés au Bâtiment et à l'Alimentation, recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Directement rattaché au Président, il dirigera et coordonnera l'équipe de Direction avec, comme objectif principal, la définition et la mise en œuvre des choix fondamentaux qui engagent l'avenir de l'Entreprise.

Ce poste de dirigeant conviendrait à un **manager confirmé,** ayant dirigé une unité comparable, âgé d'au moins 50 ans, capable de recentrer une production dans le sens de la rentabilité et de conduire une stratégie commerciale offensive.

Il doit maîtriser les problèmes de politique et de gestion financière. Le goût du challenge et des capacités d'animation sont indispensables.

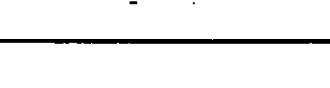
A une rémunération stimulante s'ajoute la possibilité d'un logement fourni par la Société.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8333 M, aux Conseils du Département RECRUTEMENT d'EUREQUIP, qui vous garantissent la plus absolue discrétion.

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT



Directeur comptable et administratif — Picardie

Industrie agro-alimentaire - Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de francs, cette société en expansion regroupe en Picardie usine moderne et siège social pour lequel elle recherche le directeur comptable et administratif. Dépendant de la direction générale et animant une douzaine de personnes, il sera essentiellement chargé de superviser les fonctions "comptabilité" (comptabilité générale-analytique-trésorerie-fiscalité-contrôle de gestion...), "informatique" (matériel CII HB-DPS 4) et "administration générale" (administration de personnel-paye-assurances...) en veillant à l'actualisation des méthodologies employées. Ce poste de confiance conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (expertise comptable-DECS-ESC...) âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années dans des responsabilités comptables complètes, assumées soit en entreprise soit en cabinet d'expertise. L'ouverture d'esprit et les facultés d'adaptation sont également nécessaires à la réussite dans cette fonction aux aspects variés. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2439M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable formation

Notre entreprise, créée en 1971, a conquis une position de leader sur le marché français de la néo-restauration.

Cette réussite, nous l'attribuons pour l'essentiel à **la qualité des hommes** qui ont su créer et développer notre organisation. L'investissement formation a été un des moyens privilégiés pour développer notre potentiel humain. Il occupe une place fondamentale dans nos préoccupations et notre structure.

Notre expansion actuelle nous fait rechercher un homme qui, partageant notre philosophie et nos convictions, **prendra en charge la gestion de l'ensemble des actions de formation de notre société.**

Collaborateur direct du responsable des ressources humaines et des affaires sociales, il intégrera une équipe jeune.

Une expérience de 5 ans comme responsable formation en entreprise est indispensable.

Le poste est à pourvoir dans la région lilloise mais entraîne de nombreux déplacements dans toute la France.

C'est un poste évolutif. Le développement de notre entreprise garantit des perspectives de carrière.

Ecrire avec C.V. à **S.A. FLUNCH** - André BIGOT - Imm. Péricentre, rue Van Gogh - 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ.



MEDIA PA

DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

250.000 F. — **OUEST Fromagerie**

Une société (CA 300 millions) filiale de l'un des premiers groupes agro-alimentaires français et spécialisée dans la fabrication de fromages à pâte molle (plusieurs milliers de tonnes), recherche UN DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera chargé d'assurer les relations avec les producteurs, d'organiser la collecte du lait et de diriger les fabrications dans le respect des normes de coût, rendement, quantité et qualité. Il définira ses budgets en liaison avec la direction générale du Groupe et il en suivra la réalisation de même qu'il sera responsable de son compte d'exploitation «production». Il assurera la mise au point de produits nouveaux en liaison avec le service Marketing du Groupe et le service Recherche de son établissement. Il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application. Il assurera les relations avec les représentants du personnel. Il représentera sa société auprès des administrations et auprès des organisations patronales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation type ENIL, possédera impérativement plusieurs années d'expérience acquise dans une fromagerie (pâte molle) dans une fonction impliquant un commandement. Ce poste est susceptible d'évoluer vers une direction générale.

Ecrire sous référence 608/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

directeur général office de tourisme

STATION DE SPORT D'HIVER

Nous sommes une des plus prestigieuses stations de sport d'hiver des Alpes Françaises. Nous recherchons le Directeur Général de notre Office de Tourisme. Ce collaborateur élabore et gère un budget important, définit et met en œuvre des opérations nationales et internationales de promotion et de vente de la station, des actions de relations publiques et de relations Presse, assure les relations avec les organismes officiels et les entreprises régionales, recrute et anime le personnel de l'Office. Ce poste convient à un homme de 40 ans environ, de formation supérieure, type HEC, ayant eu des responsabilités opérationnelles dans le secteur des services, doté de qualités dans le domaine des relations publiques, ayant le sens du dialogue et un entregent personnel certain. La pratique de l'Anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 293.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC — Organisation et Publicité

DIRECTEURS D'AGENCES

200.000 F +
rompus aux méthodes modernes de vente, d'animation, de gestion. Ils sont animés du désir de devenir les réels patrons de leurs agences. Créat. dans toute la France.

Ecr. à Pierre LICHAU ss réf. 8164, 16, rue J. - Guerber 67100, STRASBOURG, qui tr.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE
cherche pour
centres de vacances
situé à
VILLENEUVE-LOUBET (06)

UN DIRECTEUR PERMANENT

Ecrire avec C.V. à M.N.D.G.I.
3, place des Victoires, 75042
PARIS CEDEX 01.

Urgent
Association Toulousaine
recherche
DIRECTEUR d'établissement
Centre Handicapés adultes
Expérience indispensable.
Envoyer lettre motivée + C.V. sous réf. AV 9016, B.P. 308, 31773 COLOMIERS CEDEX.

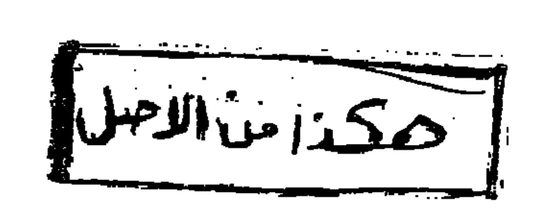
Groupe Pharmaceutique International,
dans le cadre de son développement en France,
recherche, pour son nouveau centre de recherches
Banlieue Parisienne
disposant d'importants moyens humains et techniques

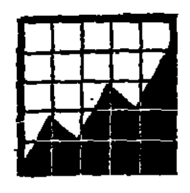
un Directeur de Galénique

Ce poste conviendrait à une personnalité de premier plan, dotée d'une excellente expérience de pharmacotechnie moderne.

Adresser CV, photo sous référence 5777 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
Discrétion assurée

LEVI TOURNAY





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales





PA

Produits de grande consommation — Cameroun

Un important groupe international, très actif en Afrique, et spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits de grande consommation, *recherche, pour sa filiale camerounaise (plusieurs milliers de personnes)* un directeur d'agence, un responsable marketing, un futur responsable de la comptabilité générale, et un responsable comptabilité analytique et contrôle de gestion.

Directeur d'agence — 350.000 F nets

Basé dans l'ouest du pays et placé sous l'autorité immédiate de la direction générale de la société, il aura pour mission d'animer, de coordonner et de contrôler l'unité dont il sera responsable sur les plans technique (fabrication), commercial, financier, administratif et du personnel (plusieurs centaines de personnes). Assisté d'une équipe de direction (technique et commerciale), il participera à l'élaboration des objectifs et *aura mission de les atteindre dans un souci de rentabilité et de productivité.* Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 35 ans minimum, doté d'une solide formation (technique, commerciale ou de gestion), et pouvant justifier d'une expérience concrète dans la *direction d'une unité similaire, si possible en* Afrique. La connaissance de l'anglais de base est souhaitable. Le salaire annuel, de l'ordre de 350.000 francs nets d'impôts et de charges sociales, sera assorti d'avantages liés à l'expatriation. Ecrire H. MICHERON. Réf. A/R 9022M

Responsable marketing — 300.000 F nets

Basé au siège de la société, à Douala, il sera chargé, sous l'autorité du directeur commercial, et dans le *cadre de la politique définie par la direction générale*, d'élaborer le plan marketing, de définir les objectifs à moyen et court terme, d'élaborer la stratégie correspondante et de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour son application. Assisté d'une dizaine de personnes, *il veillera à l'application de ses plans* d'action et en contrôlera les résultats et le budget. Ce poste conviendrait à un cadre âgé de 32 ans minimum, possédant une formation supérieure type école supérieure de commerce, et ayant acquis une expérience de plusieurs années dans le marketing des produits de grande consommation. La pratique de l'anglais de base est nécessaire. L'expérience de l'expatriation serait appréciée. Le salaire annuel, de l'ordre de 300.000 francs nets d'impôts *et de charges sociales, sera assorti d'avantages liés à l'expatriation.* Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9023M

Futur responsable comptabilité générale — 270.000 F nets

Placé sous l'autorité immédiate du directeur financier, et basé *au siège de la société, il succèdera dans un* délai de 2 à 3 ans au responsable comptabilité générale actuel partant en retraite. Il sera alors responsable de l'ensemble des problèmes de comptabilité générale, trésorerie, contrôle des agences et fiscalité, et dirigera plusieurs dizaines de personnes. Dans un premier temps, il exercera la fonction de contrôleur comptable des exploitations, chargé du contrôle de l'application des procédures comptables et de leur réforme, et *de l'animation d'une équipe de contrôleurs au siège et dans les agences. Il sera en outre chargé d'un certain* nombre d'autres tâches comptables (suivi des investissements, etc...). Il disposera d'un outil informatique tout à fait opérationnel. Agé d'au moins 30 ans, le candidat retenu, de niveau minimum DECS, devra justifier d'une expérience de plusieurs années de comptabilité générale informatisée et faire preuve de solides qualités d'animateur. La connaissance du contexte africain serait un atout. Le salaire annuel, de l'ordre de *270.000 francs nets d'impôts et de charges sociales, sera assorti* d'avantages liés à l'expatriation. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R 9024M

Responsable comptabilité analytique et contrôle de gestion — 270.000 F nets

Basé au siège de la société, et placé sous l'autorité directe du directeur financier, *il sera responsable* du contrôle de gestion, de la comptabilité analytique, de la comptabilité stocks et de l'audit interne. Assisté d'une vingtaine de personnes, il participera à l'aménagement et au développement des procédures dans le cadre de la gestion et des moyens informatiques existants. Agé de 30 ans minimum, titulaire du DECS ou possédant au moins un niveau équivalent, le candidat retenu devra avoir une expérience polyvalente de plusieurs *années en comptabilité informatisée. Une formation complémentaire d'audit interne serait appréciée.* La connaissance de l'Afrique serait un atout. Le salaire annuel, de l'ordre de 270.000 francs nets d'impôts et de charges sociales, sera assorti d'avantages liés à l'expatriation. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R 9025M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Franclort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale française d'une des plus importantes entreprises internationales du secteur de l'**électronique** (CA 1982 : 1 Milliard de F.F.) recherche un

directeur de gestion

Votre poste : *rattaché au Directeur administratif et financier* et assisté de deux analystes financiers vous superviserez l'ensemble de la fonction contrôle de gestion de la Société.
A ce titre, vous assurerez l'établissement des plans, des budgets et des estimations, vous élaborerez *les rapports mensuels pour notre maison mère ; vous serez responsable* du contrôle des stocks, du contrôle budgétaire ainsi que des analyses financières diverses.
Votre profil : vous avez environ 38 ans, êtes diplômé d'une grande école de commerce et pouvez faire état d'une *expérience minimum de 10 ans acquise en partie dans un groupe international.*
Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.
Le poste pourra évoluer à terme vers des fonctions plus élargies.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur VOISIN
149, *rue Saint-Honoré - 75001 PARIS*

Organisation et Publicité

---

directeur adjoint

PARIS

THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON est une Banque Américaine de tout premier plan. Ses profits, depuis 5 ans, atteignent une augmentation moyenne de 22 % par an.
Le Vice-Président Corporate Banking (PARIS) recherche un *Directeur Adjoint.*
Celui-ci devra développer et gérer un portefeuille Entreprises. Il aura aussi à coordonner et à animer un groupe dont il sera responsable.
De formation supérieure (MBA, Ecole de Commerce, Sciences-Po, etc.), les candidats que nous rencontrerons auront :
- une expérience réussie de 4 à 5 ans minimum en milieu bancaire,
- *une excellente connaissance des mécanismes de crédit (notion de risque),*
- un sens réel des contacts commerciaux.

Pragmatiques, réalistes et **dynamiques,** les candidats devront également maîtriser la langue anglaise.
Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence BB50 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche et qui traitera les dossiers en toute discrétion.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

BANQUE OUTRE-MER

Une importante Banque d'un Département d'Outre-Mer, recherche son DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION *COMMERCIALE. Il sera âgé au minimum de 35 ans, de formation supérieure* (ESC ou équivalent) et possèdera une expérience bancaire réussie d'au moins 10 années. En étroite collaboration avec la Direction Générale, il sera chargé de l'ensemble des problèmes touchant à l'exploitation commerciale, en particulier, il participera à l'élaboration de la politique *commerciale, en suivra les objectifs, animera, contrôlera et formera l'équipe en place.* Homme de contact, sa fonction l'amènera à avoir de fréquentes relations avec une clientèle d'entreprises de taille moyenne ainsi qu'une clientèle de particuliers. Connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.
Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 205 M.

J.C. Maurice Rhône-Alpes
Immeuble Le Président - 3, av. Condorcet
69100 VILLEURBANNE

---

directeur d'usine

COTES DU NORD — 200.000 F +

Le poste est à pourvoir dans une société fabriquant et commercialisant des équipements destinés aux abattoirs et aux industries de la viande (CA 70 MF - Effectif 170 personnes dont 135 en *usine*).
Son titulaire aura pour mission de diriger l'établissement, d'organiser la production et d'améliorer ses performances (dimunition des délais et des coûts).
Ce poste conviendrait à *un ingénieur Grande Ecole* (AM, ENI, IDN...) ayant acquis quelques années d'expérience de responsable d'un atelier de production dans une entreprise de mécanique et/ou de chaudronnerie. Il requiert un homme actif et entreprenant.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite à :
EAM - 9, avenue Matignon - 75008 PARIS

ASSOCIATION A VOCATION D'INNOVATION *SOCIALE*
recherche

SON DIRECTEUR

Ce cadre a pour mission de rendre possibles la création et la promotion de programmes sociaux novateurs de qualité.
Il a en outre pour mission de justifier l'emploi de fonds privés et publics affectés à ses opérations. Il anime et coordonne l'action d'une équipe de responsables chargée du lancement, du suivi et de l'évaluation de ses programmes.
Devant orienter l'action d'une équipe, son autorité, son rayonnement personnel et ses convictions entraînent l'adhésion des tiers.
Env. C.V. et lettre manus. à Mme POPELIER-CORT,
12, rue Amelin — 75016 Paris.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE
cherche pour centre de vacances situé à VILLENEUVE-LOUBET (06)

UN DIRECTEUR PERMANENT

Ecrire avec C.V. à M.N.D.G.I., 3, pl. des Victoires, 75042 PARIS Cedex 01.

---

directeur commercial

PARIS

Un groupe textile français leader dans sa branche cherche pour le Département

HABILLEMENT
GRANDE DISTRIBUTION

un Directeur Commercial rompu aux méthodes modernes de vente, aux contacts avec les grandes centrales d'achais.

Homme de terrain, il sait mobiliser des équipes de vente de bon niveau mais aussi concevoir une stratégie de développement.

Sa personnalité, son sens du produit et sa créativité permettront de faire évoluer les productions et d'exploiter le potentiel commercial du Groupe.

L'expérience des produits touchant la Mode, *de même qu'une formation* supérieure commerciale sour des atouts supplémentaires.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., précisant la rémunération, photo sous référence 2227-M), seront examinées avec la discrétion d'usage par

a et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

---

250 000 F + — Afrique francophone

Responsable informatique

Cette équipe *informatique, au service d'un important groupe d'assurance, intervient de manière* fréquente en Afrique. Elle recherche, pour une mission d'organisation et de développement, un informaticien confirmé, possédant l'expérience de la conduite d'équipes informatiques acquise *en SSCI ou en entreprise. La connaissance de l'assurance et la pratique du matériel IBM série* 34/38 sont indispensables. La mission, d'une durée d'un an environ, inclut des actions de recrutement et de formation de personnel local. Elle est prolongée par des missions de plus longue *durée dans d'autres pays d'Afrique francophone. Adresser lettre man. C.V. et prétentions sous* réf. 4022/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival



Nous vendre en Asie, en Australie et Nouvelle Zélande et en Amérique Latine...

C'est ce que nous attendons de notre futur area manager.
LA QUINOLEINE, filiale du groupe ROCHE, est en position de leader mondial dans le domaine du 8 HQ et de ses dérivés (produits destinés à l'industrie chimique et pharmaceutique).
Ce jeune département (15 personnes), en pleine expansion réalise déjà près de 15 % du chiffre d'affaires QUINOLEINE.
Il nous reste encore une partie du monde à conquérir... Un secteur en or vous attend !
Si vous avez une formation de type Ecole de Commerce, appuyée d'une expérience internationale de 2 à 4 ans couronnée de succès : et si vous parlez couramment l'anglais et l'espagnol, nous examinerons votre candidature avec le plus vif intérêt.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à LA QUINOLEINE - Service du Personnel - 43, rue Liège 75008 PARIS.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Poste à pourvoir à Londres

RÉDACTEUR TECHNIQUE
LANGUE FRANÇAISE

Sté internat., leader mondial de la réfrigération et du conditionnement d'air,

recherche

UN/UNE RÉDACTEUR/TRICE LANGUE FRANÇAISE

pour son groupe de rédaction auprès de son siège européen de Londres.

SA MISSION : coordination et contrôle de l'édition technique et promotionnelle pour le marché français. Responsabilité pour la recherche de traducteurs et le contrôle des traductions. Rédaction et assemblage de l'information de base et des traductions. Préparation pour l'impression. Contrôle de qualité et des relais.

Le titulaire de ce poste aura de préférence une formation universitaire et une expérience de rédacteur (si possible dans l'ingénierie ou la technique).

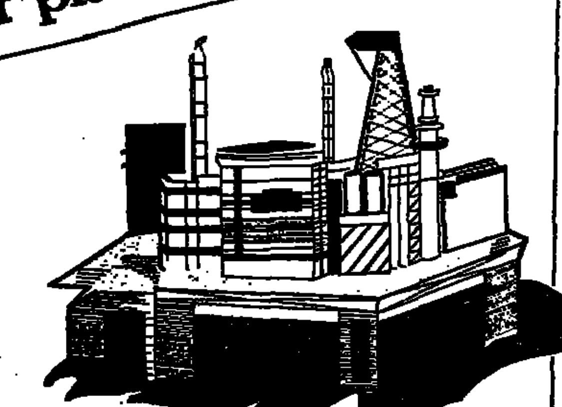
Nous vous remercions d'écrire à :
Carlyle airconditioning Co. LTD.

FALCKSTRAAT 15
1017 VV AMSTERDAM (PAYS-BAS)

ou de nous téléphoner pour obtenir de plus amples renseignements au (31) (20) 25-84-17 en demandant M. C. Visser'T Hooft.

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Dans le Golfe Persique: Mécaniciens, Electriciens sur plateforme offshore



Plusieurs postes de mécaniciens et d'électriciens sur plateforme pétrolière offshore sont proposés à des spécialistes de la maintenance ayant une expérience de 2 à 15 ans.

Le travail est difficile, demande une grande disponibilité et un esprit d'équipe très développé. L'environnement est international, il faut pratiquer **couramment l'Arabe,** le Français et, si possible, l'Anglais.

Quant aux conditions offertes, salaires, congés, voyages, contrat, elles sont particulièrement intéressantes.

Mécaniciens Seniors (réf. 1.21/1 M) et Juniors (réf. 1.21/2 M)

● Aux seniors, nous demandons un CAP ou un Bac technique : 10 à 15 ans d'expérience en industrie lourde, pétrochimie ou chantier.
Des connaissances, indispensables en : compresseurs, vannes, pompes.
Des connaissances complémentaires en diesel, turbines, hydraulique, soudure, manutention lourde seront appréciées.
● Les juniors doivent être titulaires d'un CAP mécanicien d'entretien et d'une formation complémentaire en oléohydraulique et pneumatique. Expérience minimum : 2 ans en entretien dans l'industrie lourde ou sur chantier.

Electriciens Seniors (réf. 1.21/3 M) et Juniors (réf. 1.21/4 M)

● Seniors : BTS ou équivalent. 8 à 10 ans d'expérience en maintenance sur pannes et préventive sur : tableaux de distribution MT et BT, moteurs jusqu'à 500 kW, turbogénérateurs, transformateurs, installations à courant continu.
● Juniors : BTS, DUT ou équivalent. 2 ans d'expérience au moins, en milieu industriel ou sur chantier.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence à

SIASS 28, rue Bayard — 75008 PARIS

banque

BANQUE NATIONALE FRANÇAISE
recherche : pour diriger son
BUREAU DE REPRESENTATION A LONDRES, un
CADRE CONFIRME
de nationalité anglaise ou française

Agé d'une trentaine d'années.

Il devra posséder une bonne expérience des **opérations internationales et du marché financier**, le sens des relations **commerciales**, et un grand **dynamisme**.

Il appuiera la clientèle de la Banque dans ses opérations avec la Grande-Bretagne, assurera les contacts avec les correspondants bancaires et assistera les différents départements de la banque dans leurs activités.

Des **perspectives de carrière intéressantes** pourront lui être offertes en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 183-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

MUSIQUE CLASSIQUE ET LITTERATURE

Deutsche Grammophon Production, Hambourg



recherche pour son service littéraire

UN(E) MUSICOLOGUE
ayant l'expérience du journalisme

ou

UN(E) JOURNALISTE
ayant des connaissances approfondies en musicologie

• Ce rédacteur a la responsabilité générale de toutes les publications en langue française concernant nos disques, musicassettes et «compact disc».
• Il contacte auteurs, traducteurs, musicologues et journalistes.
• Il supervise ou rédige lui-même commentaires, traductions et livrets d'opéra.
• Ce poste exige des connaissances approfondies d'histoire de la musique et de la littérature musicale française.
• Au sein d'une équipe constituée de cinq rédacteurs de nationalités différentes qui seront ses partenaires, il saura s'adapter à un service jeune et performant.
De très bonnes connaissances d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.
Poste à pourvoir à Hambourg (R.F.A.)

Envoyer CV, photo et prétentions à : Dr Ursula Von Rauchhaupt
Redaktionsleitung - Polydor International GMBH
Harvestehuder weg 1-4
2000 HAMBOURG 13 - RFA



DIRECTIONS

P.M.E. - PARIS-EST
Fabricant et importateur de matériel
AUDIO PROFESSIONNEL HAUT NIVEAU
recherche

DIRECTEUR ADJOINT

pour restructurer et développer
SERVICE COMMERCIAL.

Formation supérieure-Esprit d'initiative.
Expérience confirmée-Références sérieuses.

Adr. C.V. et photo, s/réf. 3429, à
PIERRE LICHAU S.A.
BP 220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.



emplois régionaux

Produits grand public

Avec une forte notoriété sur le marché de l'hygiène féminine et 90% de notre CA réalisés dans le Food, nous sommes le leader français de la protection interne. Pour accroître notre développement, nous recherchons notre

Chef des ventes
Région sud — 170 000

qui aura pour mission d'encadrer les 5 vendeurs et de faire appliquer les méthodes de vente propres à la société, de suivre personnellement les grands clients régionaux et d'être en appui auprès des hypers. Son rôle est donc classique mais complet.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de 30 ans environ, diplômés d'une ESCAE, IUT, etc... justifiant d'une expérience réussie dans la fonction et maîtrisant la grande distribution.

Sensible à l'univers d'un marketing sophistiqué, vous savez associer autorité et rigueur, allant et goût du travail en équipe.
Ce poste, évolutif, est basé dans une grande ville du Centre-Ouest.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 9593M, 1 rue de Berri - 75008 PARIS.

Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

SOURCES

Union Carbide France

recherche

INGENIEUR MECANIQUE (ou ELECTRO-MECANIQUE)

Pour son usine de CALAIS.

Dans un premier temps, il sera responsable du service entretien au sein duquel il animera une équipe de 50 personnes environ, puis à bref délai, il prendra en charge la totalité du secteur **entretien et travaux neufs.**

Ce poste s'adresse à un ingénieur grandes écoles (Arts et Métiers, ICAM, Ecole Mécanique de Nantes ou équivalent), âgé de 34 ans environ, possédant déjà une expérience de plusieurs années dans un service de maintenance (ou production) d'une usine (industrie lourde de préférence) ayant dirigé du personnel et géré ses budgets.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et prétentions s/réf. 4997 M à
PIERRE LICHAU S.A. 10/21, résidence Flandre
59170 CROIX qui transmettra.

THOMSON-CSF
CENTRE DE BORDEAUX-PESSAC

Le département RCM conçoit et réalise des systèmes radars aéroportés de haute technologie.

Notre expansion nous amène à rechercher :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Débutants ou courte expérience

pour participer au **DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS.**

Pour ces postes, il est donné une formation à des techniques évoluées.

THOMSON-CSF, Département RCM
Service du Personnel, BP 94 33600 PESSAC



THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DÉTECTIONS

HAVAS CONTACT

CABLES VECTOR

filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER, nous recherchons pour notre établissement d'ABBEVILLE (80)

Contrôleur budgétaire

Responsable financier de l'unité, il prendra en charge, en y participant lui-même de manière pratique, la comptabilité générale et analytique, l'établissement des budgets, le suivi des immobilisations ainsi que le reporting mensuel. Il disposera, à cet effet, de matériel IBM 34 et APPLE II.
Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures (Ecole de gestion, DECS) possédant 2 à 3 ans d'expérience acquise en milieu industriel ou cabinet comptable. Les candidatures de professionnels plus confirmés seront également examinées.
La connaissance de l'anglais constitue un atout.
Poste évolutif et rémunération motivante pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et prétentions, sous la référence S 312, à Thierry RAJCA, SEREG SCHLUMBERGER, 100 rue de Paris, 91302 Massy (qui se chargera de ce recrutement).

VECTOR Schlumberger

IMPORTANT GROUPE AGRICOLE BRETAGNE

recherche

UN COLLABORATEUR DE SERVICE CONTENTIEUX

dont la fonction consistera à mettre en place toutes modalités de recouvrement de créances.

Conditions requises :
— Bonne formation générale avec des connaissances juridiques (niveau DEUG) comptables et si possible, agricoles
— Sens des contacts et de la négociation
— Disponibilité et mobilité
— Expérience professionnelle 1 à 2 ans.

Adresser C.V. à : C.A.B.
B.P. 100 - 29206 LANDERNEAU

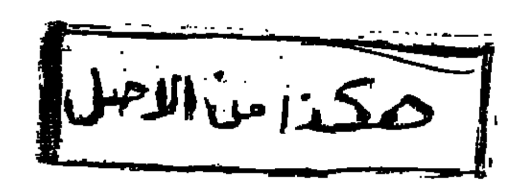
METROLOGIE, importateur et distributeur de matériels informatiques et péri-informatiques, recherche pour son agence de RENNES

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL HF

pour la vente de micro-ordinateurs de gestion et des périphériques associés auprès de grandes sociétés et de SSCI.
Une expérience dans le même domaine est nécessaire.
Anglais indispensable.
Le dynamisme du candidat et son goût de l'initiative seront un facteur déterminant.
Salaire motivant.

Ecrire avec CV et prétentions à Michel Roy - METROLOGIE
24, Avenue de Crimée - 35100 RENNES

METROLOGIE





emplois régionaux

Chef Unité Production

Centrale, Sup. Aéro, A.M. ... ROUEN

Secteur mécanique : notre société (1000 personnes) filiale d'un important groupe français réputé et très diversifié, fabrique et commercialise des biens d'équipement. Notre production très spécialisée dont 75% est exportée dans près de 80 pays, est destinée à des *applications* industrielles et grand public. Nous voulons confier la direction d'une unité de production intégrée de 400 personnes à un *jeune ingénieur de 30 ans environ, désireux de mettre son dynamisme*, son sens des responsabilités, son esprit d'initiative et son autorité *au service d'une entreprise et d'un groupe pouvant lui* assurer de réelles perspectives de carrière. Outre les ateliers de découpe, fonderie, usinage et montage, *il aura sous son autorité* les services ordonnancement-lancement, méthodes, contrôle et entretien attachés à l'unité. Cette fonction importante s'adresse à un candidat ayant une première expérience réussie en fabrication grande série. La rémunération envisagée devrait motiver un candidat de valeur.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 309247 M

35 rue du Rocher 75008 Paris



LEVI TOURNAY

Responsable du Personnel

200.000 +

Paris Nord : nous sommes une Société commerciale de création récente, filiale d'un groupe industriel réputé. Intervenant sur un marché porteur, nos effectifs se sont accrus rapidement et dépassent maintenant 550 personnes. **Membre du Comité de Direction,** notre Chef du Personnel, particulièrement attentif à la cohésion *nécessaire* à notre croissance, élaborera notre politique sociale, gèrera les ressources humaines, conseillera et assistera les *responsables opérationnels, supervisera l'administration* courante et assurera les relations avec les partenaires sociaux. Il animera un *service d'une dizaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat* d'au moins 29 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première *expérience* réussie *de la fonction*, soit comme Chef de Service, soit comme Adjoint. Il est assuré de trouver dans notre entreprise et dans notre groupe les perspectives de carrière capables de satisfaire ses ambitions.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 309250 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris



LEVI TOURNAY



480 MILLIONS F - 2.100 PERSONNES
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON
(3 milliards de Francs)
recrute pour son usine (500 pers.) de
VIERZON (200 km S. PARIS)

Responsable RELATIONS SOCIALES Usine

Déchargé de toute la partie « administration » de *la fonction Personnel*, IL EST L'HOMME DE DIALOGUE ET DE TERRAIN, chargé des relations avec les partenaires sociaux, du contact permanent avec les Cadres, la *maîtrise*, les ouvriers et employés. Il est l'INTERFACE entre la Direction de l'Établissement et toutes les catégories du Personnel.

Homme de contact
- de formation économique ou technique.
- il a l'EXPÉRIENCE DE POSTES EXCLUSIVEMENT RELATIONS SOCIALES EN USINE ou dans lesquels les R.S. ont été *nettement prépondérantes*.

(sinon s'abstenir)

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 6044 à



LEVI TOURNAY

Jeune Ingénieur à fort potentiel

REGION LYONNAISE

Futur Responsable d'une unité de production (200 à 400 personnes). *Nous exportons déjà 70% de notre production* (biens d'équipement) dans 90 pays et réalisons un C.A. de près d'un *milliard de francs. Nous* ne *comptons pas nous* en tenir là ! Nous mettons en fabrication de nouveaux produits, nous investissons dans de nouvelles techniques, nous mettons en œuvre de nouvelles formes d'organisation et nous confions notre avenir à ceux qui savent le forger. Si vous êtes de ceux-là, et issu d'une grande Ecole d'Ingénieurs **(Centrale, Sup. Aéro, Arts et Métiers ...)**, âgé d'environ 27 ans, ayant acquis si possible une ou plusieurs années d'expérience en production, *venez prendre* chez *nous* des *responsabilités* à votre *mesure*. Nous vous confierons la direction d'une unité complète de production *(ordonnancement-lancement, méthodes, fabrication, contrôle,* etc ...) après vous avoir familiarisé à nos méthodes au sein de l'un de ces services. *Filiale d'un groupe multinational, nous vous offrons des* perspectives de carrière capables de satisfaire les plus ambitieux.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 309253 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



LEVI TOURNAY

Adjoint du Directeur des Relations Sociales

REGION LYONNAISE

Futur Chef du Personnel Usine. Filiale d'un groupe international, *notre* société (900 M de CA, 2000 personnes) est spécialisée *dans la fabrication de biens d'équipement qu'elle commercialise dans* le monde entier. Notre Directeur des Relations Sociales recherche *son adjoint pour le seconder dans les différents domaines de la* fonction, avant de lui confier d'ici deux à trois ans la responsabilité du Personnel d'un Etablissement de 500 personnes. Il participera à la réflexion sur l'évolution des hommes et des fonctions au sein d'unités de dimension humaine, collaborera à l'élaboration de la politique sociale et contribuera à son application, prendra en charge certains domaines de l'administration du personnel du principal Etablissement, *mènera les études pontuelles, etc ... Ce poste s'adresse à un candidat* d'environ 27 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une *première expérience de la fonction et possédant une aptitude* naturelle au dialogue et à l'écoute. Dynamique, volontaire, il est assuré de trouver dans notre groupe de **larges perspectives de carrière.** La rémunération est motivante.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 309251 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



LEVI TOURNAY



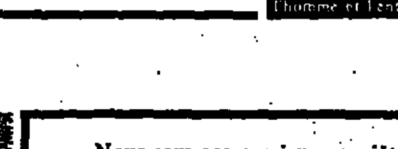
Dans le cadre de son développement
Le CRÉDIT AGRICOLE de la NIEVRE
souhaite intégrer dans son équipe «CRÉDIT»

UN INGENIEUR AGRONOME

plus spécialement chargé du financement du secteur agricole.

Adresser C.V. + photo à
C.R.C.A.M. de la NIEVRE
Service du Personnel
Les Commailles — R.N. 7
58640 VARENNES VAUZELLES

J.R.P.



Transports express **AIR**/Route

Jeunes diplômés d'études supérieures

Dans le cadre d'une très forte expansion - France et Europe - TAT EXPRESS recherche de jeunes diplômés d'études supérieures ayant une première expérience - de 2 à 3 ans - dans des fonctions *polyvalentes : commerciales, gestion, suivi des affaires..., impliquant* responsabilités et initiatives. Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport : gestion de personnel, *relations avec la clientèle, développement commercial, organisation de tournées,* gestion d'un parc de véhicules... Prévoir contacts nombreux avec le monde de l'aviation. Plusieurs postes sont à pourvoir en France ; les régions seront précisées au cours d'une entrevue. **L'expérience transport, la connaissance de la législation routière sont très appréciées.** Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous la référence 71644/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS Tour *Chenonceaux 204 Rond-Point du Pont-de-Sèvres 92516 BOULOGNE*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

Nous sommes une jeune société (un an et demi) dont le C.A. en progression avoisinera les *100 millions de francs en 83. Nous* recherchons :

chef de service comptable

qui après avoir passé 5 ans dans une entreprise plus petite (C.A 50 à 100 M.F.) souhaite participer à notre développement.
Nous avons besoin d'une *personne que les difficultés économiques de l'époque* ne rebute pas et dont les connaissances techniques (type DECS) alliées à l'expérience acquise *manifestent* un *professionnalisme certain*.
La mission comprend la responsabilité de l'établissement du bilan, le suivi des prix de revient le contrôle de gestion, l'établissement du budget et le contrôle de sa réalisation, la participation au montage de dossiers en vue de financements de nos projets de développement.
Ce poste est situé dans la région de **BESANÇON.**

Merci d'adresser votre c.v. avec photo et prétentions s/réf. 5059 à la SCEIP que nous avons chargée de notre recrutement : SCEIP - 26 rue Proudhon - BP 291 - *25018 Besançon cedex.*

AXIAL Publicité



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours pour le recrutement de

traducteurs/traductrices

Fonctions: traduction en langue française à partir de l'allemand et d'une autre langue *officielle* des Communautés (anglais, danois, grec, italien ou néerlandais).

Conditions d'admission: ☐ âge *maximum: 40 ans (être né(e) après le 16-10-1943);* ☐ avoir une formation universitaire complète sanctionnée par un diplôme (langues modernes, études *économiques, sociales, commerciales ou juridiques, etc.)* ou formation spécialisée en langues d'un niveau comparable ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent.

Les informations complémentaires et le formulaire prescrit pour l'introduction des *candidatures, sont repris dans le Journal Officiel n° C 241 du 10-9-1983 qui peut être obtenu* auprès du: ☐ Bureau de Presse et d'Information des C.E., 61 rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16; ☐ Comité économique et social, Direction du Personnel, 2 rue Ravenstein, B-1000 Bruxelles.

Les candidatures doivent être expédiées au plus tard le 17-10-1983.

Le Comité économique et social est un organe consultatif des Communautés européennes dont le secrétariat se trouve à Bruxelles.

Le Centre de Formation Permanente de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon *recherche*

20 CADRES

commerciaux ou ingénieurs confirmés

désireux de se former aux techniques du commerce international et au transfert de technologie
- *formation : 1200 h/8 mois.*
- *dates : 3 octobre 83-4 mai 84.*

possibilité stage pratique à l'étranger *(anglais indispensable),* rémunération par l'Etat (FNE ou IF des ASSEDIC) ou congé formation.
Renseignements : Centre de Formation Permanente, Nicole Auplat, 23, avenue Guy-de-Collongue, 69130 Ecully. Tél. : (7) 833-81-22.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Carrier

Leader mondial de la technologie
du chauffage et de la climatisation
recherche pour son unité de Production
LE COMPRESSEUR FRIGORIFIQUE
MONTLUEL (Ain), son

chef de service

Applications *Techniques* Produits et Systèmes.

Il apportera son soutien technique de *haut niveau* aux réseaux commerciaux européens et africains.

Ce poste conviendrait à INGENIEUR AM, ENSI, INSA, CNAM ou équivalent, justifiant d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans les techniques et/ou spécifications des matériels aérauliques, thermiques et frigorifiques.
Parfaite *maîtrise* de l'Anglais *indispensable*, connaissance de l'Allemand souhaité.

ingénieur produit

Refroidisseurs de Liquide
- Jeune diplômé AM, ENSI, INSA avec ou sans expérience professionnelle.
- Anglais indispensable, Allemand souhaité.

Adresser CV, photo, prétentions à
Direction du Personnel
LCF - BP No 6 - 01120 MONTLUEL



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

hutchinson

RESPONSABLE COMPTABILITÉ CLIENTS

Nous recherchons le responsable de notre service clients (C.A. du groupe : 2,5 milliards).

Il dirigera une équipe d'une vingtaine de personnes qui assurent la gestion d'un nombre important de comptes clients.

Il sera chargé de conseiller les responsables commerciaux dans leur politique de crédit et de suivre particulièrement les clients les plus importants.

NOUS SOUHAITONS :
- Une bonne formation de base économique ;
- Une expérience de quelques années dans un service Comptabilité Clients ;
- De solides connaissances juridiques et de bonnes notions financières.

Ce poste est à pourvoir à notre Centre Administratif près de CHATELLERAULT.

Merci de nous adresser votre dossier complet (lettre manus., c.v., photo et salaire actuel), discrétion assurée.

HUTCHINSON
Centre Administratif, réf. 500
86107 CHATELLERAULT CEDEX.

SONY®

usine de Dax
recherche
pour sa nouvelle usine
de production de cassettes vidéo
SON

CHEF DU SERVICE ÉQUIPEMENT

Rattaché au Directeur d'usine, ce Cadre a pour missions : l'entretien des équipements généraux, la réalisation des travaux neufs, l'assistance technique de la fabrication, les études techniques, l'hygiène et la sécurité dans l'établissement. Il anime un service de 12 personnes. De formation Ingénieur avec expérience de la fonction, pratiquant couramment l'anglais, il possède une personnalité ouverte au travail en équipe.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions) sous réf. EE/01 à : Service Gestion Sociale, B.P. 10, Pontonx-sur-l'Adour, 40180 DAX (discrétion totale assurée).

ANNECY (Haute-Savoie)
Cabinet d'expertise comptable
orienté vers la gestion et le conseil
recherche
dans le cadre de son expansion

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

pour missions de surveillance
DECS et expérience Cabinet nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo, prétentions et date de disponibilité sous numéro 8.792 *le Monde* Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Discrétion absolue et réponse assurée.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son siège social (PAS-DE-CALAIS)

UN AUDITEUR INTERNE

- Jeune diplômé École Supérieure de Commerce (ou équivalent).
- Il sera amené à participer au contrôle des différentes unités en France et à l'étranger.
- A moyen terme, il sera appelé à occuper un poste de responsable à l'intérieur du groupe.
- Connaissance de l'anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 271.105 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

275.000 +

C.V. DE L'ANNONCEUR :
Secteur d'activité : TEXTILE.
Localisation : Ville universitaire d'Alsace.
Position : leadership européen dans ses deux lignes de produits.
C.A. 82 : 1,4 milliard de F., dont 60 % à l'exportation.
C.A. 83 : prévu 1,6 milliard de F.

OBJET DE L'OFFRE :
intégration d'un INGÉNIEUR CONFIRMÉ
pour :
1) dans l'immédiat :
assumer la responsabilité complète de son département Contrôle-Qualité ;
2) à moyen terme (5 à 8 ans) :
renforcer son équipe de Direction Générale et contribuer ainsi à en assurer la pérennité.

PROFIL RECHERCHÉ :
- Age 35 ans minimum ;
- Formation ingénieur : textile, chimie tangstoriale ou mécanique (+ expérience tissage et teinture) ;
- Langues : allemand impératif, anglais souhaité.
- Expérience professionnelle production et laboratoire impérative, conduite de négociations souhaitée.

CONTACT :
C.V. très détaillé avec niveau situation actuelle et prét. à confier s/réf. 77.274 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 (en indiquant le cas échéant les sociétés auxquelles votre C.V. ne devrait pas être remis).



Jeune ingénieur de production — 200.000 F

Rhône-alpes - Cette société, filiale d'un grand groupe international, conçoit, fabrique et conditionne des produits de consommation de grande technicité destinés principalement au marché professionnel. Elle recherche un ingénieur de production pour succéder au titulaire actuel promu à d'autres responsabilités. Dépendant du directeur de production et dans le cadre d'une politique de direction par objectifs, il aura une double mission : assurer la gestion complète d'un atelier d'une centaine de personnes et optimiser, à moyen et long termes, les process de fabrication, en participant, avec les services fonctionnels, aux études d'investissements et à leur mise en œuvre. Il sera en outre responsable de son budget. Il sera impliqué dans la mise en place d'une informatique de gestion. Ce poste s'adresse à un ingénieur, âgé d'au moins 28 ans, de formation type mécanique ou électromécanique et ayant acquis une première expérience de la production, de préférence dans une industrie de grande ou moyenne série utilisant des équipements automatisés. Il y aura fait preuve de réelles qualités de gestionnaire et de manager. La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire. De réelles perspectives de carrière sont ouvertes dans la société et/ou dans le groupe pour un élément de valeur. La rémunération, liée à l'acquis professionnel, pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3750M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur économie d'énergie — Rhône-alpes

L'APAVE Lyonnaise, organisme de contrôle et de conseil aux entreprises, recherche un ingénieur spécialiste de la production, de l'utilisation et de l'économie de l'énergie. Il aura pour mission la réalisation d'examens et de bilans d'installations industrielles. Il jouera, en outre, un rôle de conseil dans le cadre de la recherche d'économies d'énergie auprès des professionnels de l'industrie et de l'habitat. Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant acquis, au cours d'une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans, une bonne connaissance des problèmes liés à l'utilisation de l'énergie et capable de gérer en toute autonomie son activité. Basé à Lyon, il aura à court terme la possibilité d'évoluer vers un poste situé au sein de l'une des agences de la région Rhône-Alpes ou Bourgogne. Les fonctions comportent des déplacements fréquents et de courte durée dans un rayon de 150 kilomètres maximum. Compte tenu du développement de cette activité, de réelles possibilités sont ouvertes à un élément de valeur. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3755M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ingénieur débutant

Accroître la compétitivité d'une P.M.E.

LA ROCHETTE ATLANTIQUE est une P.M.E. dynamique de 125 MF de CA et 170 personnes, filiale du Groupe La Rochette Cenpa. Elle est implantée à Durtal (49) dans la région angevine.

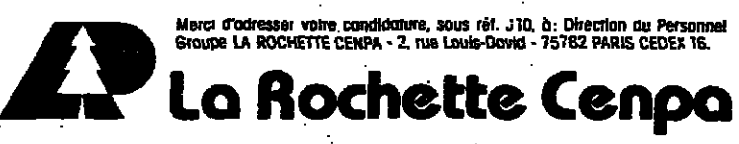
Elle fabrique des emballages en carton ondulé conçus et réalisés pour répondre aux besoins de chacun de ses clients. Des matériels de production variés permettent la fabrication du carton ondulé, sa découpe, son impression et son façonnage.

Sur un marché très concurrentiel où prix, qualité et délais sont les facteurs primordiaux, cette société dynamique veut améliorer sa productivité pour accroître sa compétitivité. C'est pourquoi elle recherche **un ingénieur débutant, généraliste ou orienté mécanique.**

Il sera chargé d'organiser et de faire vivre un entretien efficace et préventif ; de garantir une qualité conforme aux cahiers des charges ; de proposer et réaliser toutes les améliorations possibles au plan des matériels, des méthodes et des hommes. Il devra mener à bien cette mission à la tête d'une équipe d'une douzaine de personnes, en collaboration étroite avec le Directeur de Production.

C'est un challenge intéressant pour un jeune ingénieur dynamique, concret, aimant mesurer rapidement les résultats de son action. Sa réussite favorisera son évolution dans le Groupe La Rochette Cenpa qui, avec 16 usines en France, offre des opportunités de carrière très ouvertes aux jeunes ingénieurs désireux de valoriser leur potentiel.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J10, à : Direction du Personnel Groupe LA ROCHETTE CENPA - 2, rue Louis-David - 75782 PARIS CEDEX 16.



HAVAS CONTACT

LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS
recherche
pour sa Direction Commerciale

7 INSPECTEURS DU CADRE

- *2 postes sont offerts à des jeunes Inspecteurs I.A.R.D. confirmés qui prendront leur fonction après un stage de courte durée.*
- *5 postes sont offerts à de jeunes diplômés (E.S.C.A.E., Maitrise Sciences Economiques, Maitrise de Droit).*

Il leur est proposé une formation théorique et pratique de 18 mois.

Il leur sera demandé de devenir à la fois des techniciens en Assurance, des animateurs commerciaux et des conseillers en organisation et gestion d'Agences.

L'évolution de leur carrière les conduira à résider dans différentes régions où ils devront se déplacer très fréquemment.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae détaillé et vos prétentions sous référence JLS/CH 01 au :

GROUPE DES SOCIETES
MUTUELLE GENERALE FRANÇAISE
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy
72030 LE MANS CEDEX

COFAP



Jeune ingénieur très haut niveau — Rhône-alpes

Futur directeur d'usine - Ce groupe de moyenne importance est constitué de trois PMI de l'industrie mécanique, dont l'un détient le leadership français sur son marché. Elle recherche aujourd'hui pour renforcer son équipe de direction un ingénieur de très haut niveau pour prendre la responsabilité de l'une de ces unités. En collaboration avec l'un des responsables actuels, il sera chargé de l'animation des ateliers et coordonnera les diverses activités de production (bureau d'études, méthodes, lancement, contrôle, entretien). Progressivement, sa mission s'étendra aux autres services de la société (administration-finances, commercial, relations humaines, etc...) pour, à court terme, en assumer la totale responsabilité. Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à un ingénieur généraliste diplômé d'une grande école (Mines, ECP, AM...) désireux d'évoluer rapidement vers la direction générale d'une PME. Il aura une première expérience de 3 à 5 ans minimum acquise idéalement dans un poste de production ou dans d'autres fonctions techniques comportant des responsabilités humaines importantes. La réussite dans ce poste exige une grande souplesse d'adaptation, de la disponibilité, le goût et le sens des responsabilités ainsi que la volonté permanente de faire évoluer les rapports entre les personnes et les choses par la remise en question de l'existant. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, saura motiver un élément de valeur. Ecrire à D. DE VERNEUIL. Réf. A/3733M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef des services comptables — Midi-pyrénées

Cette société de taille moyenne, filiale d'un important groupe multinational d'origine anglo-saxonne, est spécialisée dans la distribution de matériel médical à haute technologie sur la France et l'Afrique du Nord. Dans le cadre de son rapide développement (+ 53 % de chiffre d'affaires en 1983), elle souhaite intégrer dans son équipe de direction un chef des services comptables. Rendant compte au "financial controller", il sera responsable de la centralisation des informations comptables et de l'établissement des situations mensuelles selon les normes anglo-saxonnes. Il devra, en outre, assurer le contrôle budgétaire, la gestion de la trésorerie et le traitement des problèmes fiscaux de l'entreprise. Nous recherchons un candidat titulaire du DECS, connaissant la comptabilité anglo-saxonne et ayant déjà pratiqué le contrôle budgétaire. Une bonne maîtrise de la langue anglaise sera un atout important. La rémunération prévue pour ce poste, basé en Midi-Pyrénées, est de l'ordre de 180.000 francs, mais dépendra exclusivement de l'expérience et des qualités du candidat retenu. Ecrire à D. DELRIEU. Réf. A/T7017M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur prévention — Rhône-alpes

L'APAVE Lyonnaise, organisme de contrôles techniques, recherche un ingénieur de prévention générale. Il sera chargé de réaliser, dans le cadre de missions de contrôles réglementaires et d'assistance technique, des prestations relatives à l'hygiène et la sécurité du travail (code du travail), la sécurité des installations industrielles (risques incendie, explosion) et tertiaires, ainsi qu'à la formation des agents de sécurité des entreprises. Ce poste s'adresse à un candidat possédant des connaissances fondamentales en mécanique, physique et chimie, une première expérience professionnelle d'au moins 5 ans et une bonne connaissance des problèmes des entreprises industrielles et de leurs contraintes. Une expérience ou des diplômes en sécurité ou prévention seraient appréciés. Après une période de formation au cours de laquelle il devra acquérir des agréments individuels indispensables à l'exercice de cette activité, l'intéressé sera affecté à l'agence d'Annecy. Des perspectives d'évolution sont envisagées. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu, mais de nature à intéresser une personnalité de valeur. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3754M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

JEUNE INGENIEUR

CONDUCTEUR DE TRAVAUX
CENTRE OUEST

Entreprise de bâtiment (200 personnes) recherche pour renforcer son encadrement un JEUNE INGENIEUR, formation T.P., INSA ou équivalent.
Avec l'appui des différents services de l'Entreprise, il assurera progressivement les différentes phases liées à la conduite de travaux (bâtiments et ouvrages divers, ...) : préparation, réalisation, contrôle et gestion.
Poste d'avenir pour candidat concret et réalisateur.

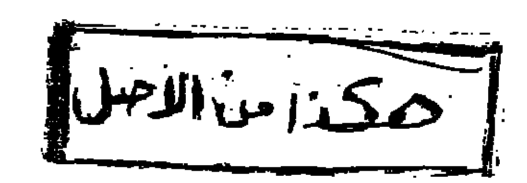
Une réponse rapide et un examen confidentiel vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 1185 MT



Jean-Claude Maurice S.A.

597 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité



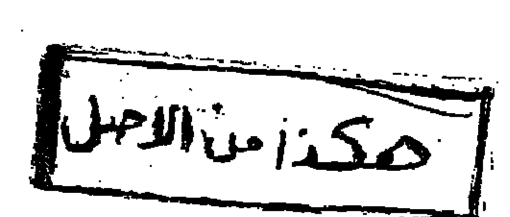


emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Innover - s'adapter - réaliser

Nous sommes la Filiale Française du Groupe W.R. GRACE : 82.000 personnes dans le Monde, 8.000 en Europe, 1.050 à Epernon (dont 200 Cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'étendue de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa renommée est assurée par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel.
Implantée près de Rambouillet sur 13 hectares, notre unité d'Epernon regroupe, entre autres, les activités relatives à : l'emballage plastique alimentaire, les joints d'étanchéité pour l'industrie de la conserve et de l'embouteillage, silices, tamis moléculaires, produits chimiques à usage industriel, catalyseurs.
L'expansion de notre Groupe nous amène à RECHERCHER

jeune diplômé(e)

HEC ou ESSEC

Après une période de formation au sein de la Direction Commerciale et Marketing d'une de nos divisions, il (elle) sera chargé(e) de la formalisation de la politique commerciale, du suivi de son application et du maintien de sa cohérence avec le système informatique de traitement des commandes en temps réel. Pour ce poste d'auditeur interne, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé HEC ou ESSEC, dont le goût pour l'informatique et l'approche méthodique des problèmes lui permettra de maîtriser et d'améliorer nos systèmes. De plus, sa capacité d'intégration et ses qualités de contact seront les meilleurs garants de son évolution. *(Réf. MO 327)*

responsable logistique

Notre département "Matériel Clients" est chargé de l'installation et de l'après-vente de nos équipements en clientèle pour la France, la Belgique, la Hollande et la Suisse. Le chef de service logistique que nous recherchons sera chargé des différents projets visant à perfectionner la gestion du service : contrôle des coûts, réduction des stocks, optimisation de la production. Son service comprend 7 personnes chargées des approvisionnements et du planning de l'atelier. Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé (Economie ou Technique) ayant 3 à 5 ans d'expérience, parlant anglais et maîtrisant l'informatique en tant qu'utilisateur. Ses capacités d'innovation et d'organisation seront des atouts déterminants pour une évolution vers d'autres fonctions dans l'entreprise. *(Réf. MO 328)*

GRACE

Pour ces postes, nous vous remercions d'adresser votre candidature en mentionnant la référence du Poste au : Service Recrutement - Société GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON



emplois régionaux



Leader de l'alimentation préparée pour animaux familiers, filiale d'un groupe international.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes, dont 230 cadres répartis dans 3 usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège), Blois, Strasbourg.

ANALYSTE PLANIFICATION DES VENTES

VOTRE MISSION :
- Effectuer les prévisions de nos marchés en liaison avec les études de marché et l'environnement économique
- Etablir les plans de vente en liaison avec les chefs de produits
- Développer avec l'appui de l'informatique, les outils nécessaires à l'actualisation des méthodes de prévisions/simulation.

VOUS ETES :
- Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Econométrie, Ecole de Commerce)
- Débutant ou vous avez une expérience industrielle ou de conseil de 2 à 3 ans.

Vous avez sur le plan personnel des qualités de communication, d'imagination et un intérêt marqué pour la marche des affaires.

Ce poste est à pourvoir à Orléans dans une unité moderne située dans un environnement naturel agréable. Pratiquant une politique sociale et salariale stimulante, UNISABI souhaite rencontrer des candidats en mesure de s'intégrer dans des équipes jeunes et dynamiques et motivés par de réelles perspectives de carrière.

Ecrivez-nous, CV et photo à : UNISABI SA - Département du Personnel (NC)
BP 7 - 45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL

CANIGOU - PAL - FROLIC - LOYAL
KITEKAT - RONRON - WISKAS



LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS
1er groupe français d'assurances à forme mutuelle
recherche

JEUNES DIPLOMES
HEC, ESSEC, ESCP, IEP ECO-FI

Notre groupe emploie plus de 4000 personnes dans ses Sièges Sociaux. Il étend ses implantations sur les marchés métropolitain et étrangers et son encaissement mondial consolidé atteint plus de 6 milliards de francs à partir d'une gamme complète de produits classiques aussi bien que de contrats spécifiques. Il se situe ainsi en bonne place parmi les Compagnies européennes.

Il poursuit depuis plusieurs années une politique de recrutement de haut niveau qui vise à constituer un potentiel de compétences qui permettront aux Sociétés de faire face aux changements techniques, économiques et sociaux.

Après une phase de formation destinée à faciliter leur adaptation professionnelle, ces jeunes diplômés assureront eux-mêmes la responsabilité à part entière de secteurs d'activité, tant sur le plan de l'organisation et de la gestion du personnel que des coûts et des résultats.

Ils disposeront de réelles et très diverses possibilités d'évolution dans le groupe.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous un CV sous référence JLS/CH 03 en mentionnant les stages que vous avez effectués ou les premières situations professionnelles dont vous avez, même brièvement, fait l'expérience.

GROUPE DES SOCIETES
MUTUELLE GENERALE FRANÇAISE
Direction du Personnel - 19/21, rue Chanzy
72030 LE MANS CEDEX

COFAP

EUREQUIP
UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 CONSULTANTS, de formation, d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Etranger ; le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise. Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS.

SCIENCES HUMAINES
Psychologues, Sociologues, Ethnologues

- Vous possédez une expérience certaine de l'entreprise.
- Vous maîtrisez une langue étrangère.
- Vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Le dynamisme de nos équipes et les perspectives de développement permettent des évolutions très ouvertes.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8337 M au Département Recrutement d'EUREQUIP.

MEMBRE DE SYNTEC

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

HAVAS CONTACT

GROUPE SG2

Ingénieurs grandes écoles et diplômés d'études supérieures scientifiques : saisissez l'opportunité informatique.

Jeune diplômé, vous avez déjà choisi ou souhaitez découvrir un secteur d'activité dynamique et de pointe : l'informatique.
Des postes formateurs et évolutifs vous attendent.

SG2 groupe puissant de 4000 personnes, poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40% et vous propose d'acquérir son savoir-faire dans les domaines de pointe suivants :
• conception et réalisation de systèmes de gestion, • plan informatique, • méthodologie d'analyse et de gestion de projets • architecture de systèmes • génie logiciel • conception et utilisation et utilisation de réseaux • réseaux locaux • bases de données réparties • monétique et bureautique.

Nous vous offrons une formation complète et adaptée. Vous pourrez, ainsi, bien intégré au sein de nos équipes opérationnelles, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer de réelles responsabilités.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf. YR 15, à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes

ADA Le langage universel des années 80 et 90

ADA représente l'état de l'art en matière de langages de programmation car il offre tout un ensemble d'avantages :
• fiabilité de la programmation et sécurité de la maintenance des programmes. • simplification de la programmation par l'utilisation de composants logiciels standard. • compatibilité totale avec tout type de système : ADA est une norme officielle depuis Février 83.
ALSYS, c'est la société fondée il y a trois ans par Jean ICHBIAH et l'équipe qui a conçu ADA. Nous sommes aujourd'hui 35, tous fortement motivés par la réussite d'ADA qui est le vecteur principal de notre croissance. Nous préparons actuellement des compilateurs ADA, des ateliers logiciels ADA pour micro-ordinateurs (M68000 sous UNIX) et un système d'Enseignement Assisté par Ordinateur pour ADA.

Ingénieurs informaticiens expérimentés et fortement motivés

L'enthousiasme est votre qualité première, votre expérience (SSCI ou constructeur) vous a rodé aux méthodes de travail structurées et vos qualités de communication ne sont plus à prouver.
Une expérience de la formation constitue un atout de premier plan pour vous joindre à l'équipe d'Enseignement Assisté par Ordinateur.
Dans tous les cas, une connaissance de la compilation constitue un avantage certain.
Et bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Venez vous joindre à des équipes motivées, dynamiques et compétentes pour créer les outils logiciels de demain.
Envoyez vite votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) à :

alsys

ALSYS (Référence ATM) - 29, avenue de Versailles - 78170 LA-CELLE-SAINT-CLOUD





JEUNES INGENIEURS

(X, Mines, Ponts, Centrale, E.N.S.A.M., SUP AERO, E.S.P.C.I., E.S.E., E.N.S.T.A., E.N.S.T. ...)

vous êtes passionnés par les techniques de pointe
et convaincus de l'importance des relations humaines dans l'entreprise.

Nous vous proposons de vous joindre à l'une de nos équipes dans les domaines suivants :

- **Recherche et développement,** • **Méthodes nouvelles de fabrication,**
- **Production,** • **Organisation et informatique.**

Vous pratiquez une ou plusieurs langues étrangères, vous envisagez une carrière très évolutive qui n'exclue pas des mobilités fonctionnelles et géographiques en France comme à l'étranger,

Adressez votre candidature à :
REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT
Direction Centrale du Personnel et des
Relations Sociales-Ingénieurs et Cadres,
8-10 avenue Emile Zola 92109 Boulogne-Billancourt.



média-system



LA MAISON DU CAFE
Filiale de DOUWE EGBERTS B.V.
Société Internationale 2ème sur le marché du café en FRANCE
recherche pour faire face à son expansion

UN CHEF DE PRODUITS

NOTRE CHEF DE PRODUITS
aura pour mission :
— de participer au développement de notre marque « La Maison du Café ».

Le profil du candidat sera le suivant :
— minimum 2 ans d'expérience dans le marketing des produits de grande consommation,
— esprit d'innovation et d'entreprise,
— forte capacité de travail,
— volonté de réalisation.

UN CHEF DE PROJETS INFORMATIQUE

NOTRE CHEF DE PROJETS INFORMATIQUE
aura pour mission :
— de mener à bien l'étude et la réalisation des projets informatiques dans un environnement de télétraitement sur matériel DIGITAL.

Le profil du candidat sera le suivant :
— formation supérieure de type MIAGE ou équivalent au minimum,
— expérience de plusieurs années dans la fonction, de préférence dans le secteur des produits de grande consommation ou de la distribution,
— connaissances approfondies des problèmes de gestion.

Pour ces postes, la connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Lieu de travail : BAGNOLET.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions à DIRECTION DU PERSONNEL -
DOUWE EGBERTS FRANCE Tour Galliéni Nº II - 36, Avenue Galliéni - 93170 BAGNOLET



TURBOMECA

pour son Bureau de PARIS 8ème recherche un

INGENIEUR PROMOTION DES VENTES

A la pointe de la technologie des Turbines Aéronautiques de petite et moyenne puissances, nous menons une
stratégie mondiale : 65 % à l'exportation d'un CA de 2 Milliards de francs, filiales et licenciés dans le monde
entier, programmes en coopération avec d'autres constructeurs étrangers.
Pour mieux saisir les orientations du marché et assurer le succès de nos nouveaux programmes, nous créons
un poste d'Ingénieur PROMOTION des VENTES, directement rattaché à notre Directeur Commercial.
Cette fonction nécessitera des échanges avec constructeurs, services officiels, et organisations professionnelles,
mais aussi un important travail de réflexion et d'étude du marché.
Une base de travail parisienne permettra de développer toutes les relations nécessaires.
Nous voulons confier ces responsabilités à un INGENIEUR de formation MECANIQUE de préférence
AERONAUTIQUE.
L'expérience préalable acquise (4 - 5 ans minimum) dans l'exportation et le marketing de biens d'équipements industriels est indispensable.
Un bon esprit de synthèse et d'excellentes capacités de communication tant orale qu'écrite, en Français
comme en Anglais, sont primordiaux compte tenu du niveau des interlocuteurs.
Ce travail d'équipe avec la Direction Commerciale, la Direction Générale et nos services techniques
nécessite de fréquents déplacements à notre Siège, près de PAU.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à OCS notre Conseil sous la Réf. 2646.



91 Rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

Grande entreprise industrielle française située à LA DÉFENSE recherche pour son
Département ÉVALUATION D'AFFAIRES

2 Ingénieurs

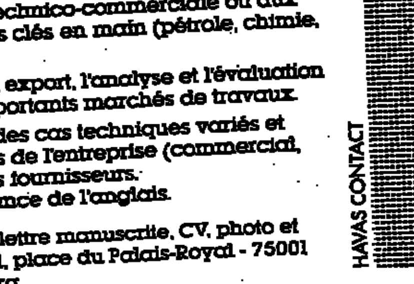
ENSAM, ICAM,...

Vous possédez une expérience professionnelle technico-commerciale ou aux Achats, dans des entreprises fournissant des usines clés en main (pétrole, chimie, nucléaire...).

Nous vous confierons, au sein de projets France ou export, l'analyse et l'évaluation des coûts d'achats de matériels pour de très importants marchés de travaux.

Ces postes d'estimation permettent d'aborder des cas techniques variés et impliquent des contacts avec différents secteurs de l'entreprise (commercial, projets, études) ainsi qu'avec les fournisseurs.
Ils supposent une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80302 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.



HAVAS CONTACT

Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel nous organisons à partir du 7 novembre prochain notre prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de base les plus évoluées de l'informatique (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse aux titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets et participez au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1500 terminaux répartis en France), avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.
Adressez lettre, C.V., photo sous réf. M 244 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris la Défense Cedex 11.



Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.
Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.
La GIE vous donne les moyens d'y réussir.



CGA-ALCATEL spécialisée dans les systèmes et matériels spécifiques dans le domaine de l'informatique, exerce son activité sur des marchés nationaux et internationaux où l'innovation est une nécessité permanente.
Nous recrutons aujourd'hui des

COMMERCIAUX EXPORT SYSTEMES EQUIPEMENTS

Vous possédez une formation supérieure commerciale ou technique, confortée par une expérience confirmée de la vente de biens d'équipements à dominante technique.
En collaboration étroite avec le Responsable du Département vous serez chargé :
- d'assurer le suivi commercial des installations
- d'apporter une assistance technico-commerciale
- d'animer le retour d'information sur les besoins clientèle
- de développer les activités de votre département.

La connaissance de l'anglais est indispensable, une seconde langue serait appréciée.

Basé à notre siège situé dans un parc de verdure en proche banlieue Sud de Paris, CGA-ALCATEL vous offre des opportunités de carrière et d'évolution à la mesure de votre potentiel et de vos ambitions.

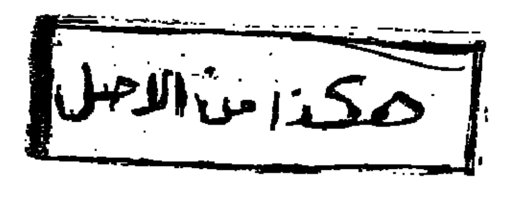
Pour un premier contact, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à P. MARIE JOSEPH - CGA-ALCATEL Direction du Personnel BP 57 - Le Plessis-Pâté 91220 BRETIGNY SUR ORGE.

Psychosociologues consultants

Agés de 28 ans ou plus, vous avez une double formation : école d'ingénieur, Sciences Po, HEC ou équivalent, complétée par un diplôme de psychologie et possédez une expérience de l'entreprise et des organisations. La formation des adultes vous passionne et vous souhaitez vivement élargir vos connaissances, développer votre savoir faire dans le cadre d'un cabinet conseil. Venez rejoindre l'équipe IPPSO, unité de conseil et de formation du groupe CEGOS (800 personnes, 200 millions de CA), dont la notoriété en matière de relations humaines, communications, développement des organisations est établie. Votre mission sera double : assurer un rôle de conseil auprès de nos clients ; concevoir et diriger des stages dans les domaines de la gestion et de l'organisation de la formation, de la conduite des réunions, de l'animation des unités. La pratique de l'anglais sera appréciée. De nombreux déplacements de courte durée en province, éventuellement à l'étranger sont à prévoir. Adresser lettre man., CV détaillé, photo et prétentions à Claudine FERRY-CLEMENT sous la réf. 3051/M - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cédex.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publivel





Jeunes ingénieurs, préparez les communications du futur

Membre d'un puissant groupe industriel français, dont nous sommes le fer de lance technologique, nous avons dans le secteur de l'électronique professionnelle une réputation qui nous permet d'être compétitifs sur les marchés internationaux. De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, une infinité d'applications temps réel passionnantes sont prises en charge par de petites équipes pluridisciplinaires et autonomes *bénéficiant* de moyens informatiques très importants. Nous pouvons intégrer et former :

Un ingénieur d'application sur micro-ordinateur

Au sein d'une cellule de deux à trois ingénieurs et techniciens, il travaillera aussi bien l'aspect soft que hard d'applications de radio-communication basées sur 6800 ou 68000. **Réf. A/2423M**

Un ingénieur logiciel de base

En liaison étroite avec l'ensemble des équipes, il aura pour mission d'élaborer les logiciels communs aux différentes applications. Familier du pascal, il travaillera généralement sur systèmes VAX sous VMS ou UNIX mais pourra également utiliser l'assembleur pour les applications basées sur micros. **Réf. A/2424M**

Un ingénieur projet

Il s'intégrera dans une petite équipe travaillant déjà sur un projet très complet de surveillance radio-aéroportée et développant des applications spécifiques essentiellement sur MITRA 225. **Réf. A/2425M**

Un ingénieur système

Déjà sensibilisé à l'architecture des gros systèmes, il se familiarisera progressivement avec notre système VAX 11-780 afin d'en étendre encore les possibilités d'exploitation. **Réf. A/2426M**

Ces différents postes sont basés en région parisienne. Ils conviendraient à des ingénieurs diplômés en électronique ou en informatique, débutant ou ayant une première expérience dans le domaine considéré. Leurs rémunérations de début s'échelonneront de 120 à 180.000 francs par an. Téléphoner ou écrire à J. SCARINOFF.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

pour sa Division Composants Semi-Conducteurs et Opto-électroniques

INGENIEUR FABRICATION

Nous cherchons à confier **TOUTE LA RESPONSABILITE DU MONTAGE DES COMPOSANTS OPTO- ELECTRONIQUES** à un ingénieur possédant une solide expérience dans le domaine des semi-conducteurs.

A la tête d'une équipe d'une douzaine de personnes, vous interviendrez à trois niveaux: montage des puces sur *embase, fibrage des têtes détecteurs et fabrication des têtes lasers.*

Vous assumerez la responsabilité des plannings et des commandes, le suivi du travail et la qualité des fabrications. De formation polyvalente (mincromécanique, optique, physique-chimie), vos qualités *d'encadrement et votre désir d'implication seront les meilleurs garants de l'évolution que vous souhaitez.*

Lieu de travail : MARCOUSSIS (91).

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence CSO/FAB à CIT ALCATEL - Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis Lormand - 78320 LE MESNIL SAINT DENIS - Tél. : 062.41.28.

Multiconsult

CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
(Membre du réseau Deloitte Haskins & Sells International)
recrute pour son département Conseil en Management

UN CONSULTANT(E) EN COMPTABILITE ANALYTIQUE

Formation : HEC,ESSEC,ESCP ou Expertise Comptable.
Expérience opérationnelle impérative de 4/5 ans de la conception et de la mise en place de comptabilités analytiques industrielles en Entreprise.

UN CONTROLEUR DE GESTION

Formation : Grande école de commerce ou Expertise Comptable.
Expérience opérationnelle *impérative de 3/4 ans minimum du contrôle de gestion en milieu* industriel.

UN EXPERT COMPTABLE CONFIRME

Expérience de 3/4 ans en entreprise ou dans un cabinet international.

UN CONSULTANT(E) EN INFORMATIQUE

Le ou la candidat(e) retenu(e) aura une formation grande école (commerciale ou scientifique) et une expérience opérationnelle d'au moins 3/4 ans acquise en entreprise ou dans un cabinet *conseil* (niveau *minimum* : chef de projet).

Ces quatre postes basés à l'Etoile, au sein d'un groupe jeune et international, impliquent des déplacements en province dans le cadre de missions très variées, nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et pourront déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.

Ils impliquent un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, une grande ouverture d'esprit et de fortes capacités d'adaptation.

La préférence sera donnée aux candidats(es) pouvant justifier de responsabilités concrètes dans leurs précédentes fonctions.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous référence 1828 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

LEADER FRANCAIS
DE L'OPTIQUE INDUSTRIELLE ET MILITAIRE,
4, usines, 1350 personnes dont 120 ingénieurs,
recherche dans le cadre de son développement sur les marchés nationaux et export de haute technologie

ingénieur débutant

(X, Centrale, Sup-Aéro, ENSI)

pour études de grands systèmes optiques.

ingénieur électronicien

pour conception de produits nouveaux mettant en oeuvre les techniques opto-électroniques et micro-informatique.

ingénieur physicien

ou universitaire (doctorat)
pour recherche appliquée.
Connaissances nécessaires en opto-électronique et informatique

ingénieurs opticiens

recherche et études optique appuyées par de puissants moyens informatiques.

ingénieurs A.M. ou équivalent

1) pour études et conception
2) pour début de carrière en unité de fabrication.

sopelem

Transmettre CV avec photo et prétentions à SOPELEM,
Service du Personnel, 125, Boulevard Davout, 75020 PARIS

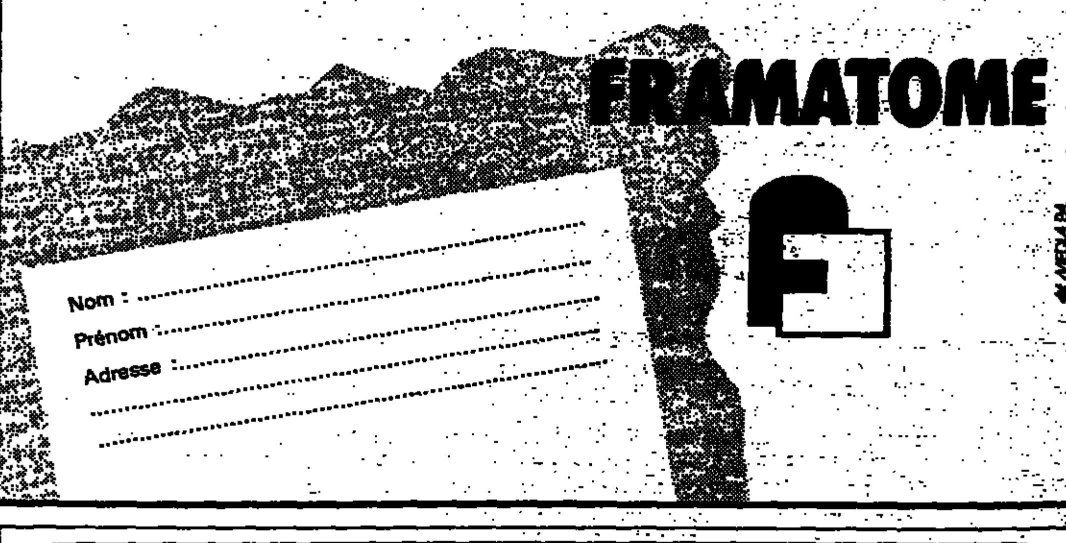
Ingénieurs circuits fluides, faites une bonne rentrée !

Ingénieurs confirmés, si vous avez décidé de pren*dre un nouveau cap..., changez pour une entreprise* :
- réalisant des **projets de grande dimension** mettant en œuvre des **technologies de pointe**,
- vous garantissant une **évolution technique permanente** et de larges perspectives **d'évolution de carrière**.

Importante société française (5 000 personnes), à vocation internationale, nous avons pour activité l'ingénierie et la fabrication des éléments électronucléaires destinés aux centrales.

Nous vous proposons :
- *de participer à la définition et à la conception de* nouveaux systèmes fluides,
- de contribuer à l'**amélioration** des moyens d'études évolués (orientation des choix en CAO-IAO...),
- d'assurer de nombreux **contacts** avec les organismes français et étrangers.

Pour être rapidement contacté par un de nos responsables, retournez ce bon dûment rempli (ou une carte de visite portant les mêmes indications) à FRAMATOME - Département Recrutement - Tour Fiat - 92084 PARIS LA DEFENSE CEDEX 16.



Ingénieurs, débutez par la finance

SPÉCIAL GRANDES ÉCOLES

L'une de nos filiales, jeune et de taille humaine, a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne originaux et performants.

Elle cherche à renforcer son équipe ***PLANIFICATION ET CONTROLE DE GESTION*** et crée un poste pour seconder le responsable actuel. Modélisation - simulation financière - contrôle de gestion - analyse budgétaire - études diverses pour la Direction Générale seront ses principales responsabilités.

Pour un candidat de valeur ***Centrale, Ponts, Mines... ou ENSAE...*** (complété de préférence par une formation financière ou économique) créatif et entreprenant, prêt à se donner à fond dans une activité qui le passionne, nous offrons de réelles possibilités d'évolution dans notre Groupe où la promotion interne est un souci constant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous référence 159 à Michèle CHIRON.

Compagnie Bancaire - Service Orientation, Recrutement
5 avenue Kléber - 75791 Paris Cédex 16.

compagnie bancaire

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-BRANT
Branche Brandt Armements

recrute des

AGENTS TECHNIQUES

pour constitution des matériels à expérimenter, mise en œuvre des instrumentations, résolutions des problèmes technologiques qui apparaissent lors des phases successives de développement.

Formation souhaitée : B.T.S. électromécanique. Débutant ou quelques années d'expérience, connaissance de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : SAINT-DENIS (93).

Ecrire à Mme VENEAU, Service du Personnel, 32, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.



INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche :

Pour son établissement Télémesure et Systèmes situé aux ULIS, Z.I. de Courtabœuf.

Pour ses services d'études :

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE
(Réf. UL-50)

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, apte à diriger des études et réalisations de systèmes électroniques et informatiques d'acquisition et de traitement de données dans les domaines aérospatial et nucléaire.

DES AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS BTS ou DUT
(RÉF. UL-51)

Débutant ou ayant un à deux ans d'expérience.

Nombreux avantages sociaux dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

oasis

Nous recherchons pour notre filiale de production de boissons à Pantin

RESPONSABLE CONTROLE QUALITÉ

De formation supérieure agro-alimentaire, ayant déjà exercé des responsabilités dans une fonction similaire.

Il sera responsable de la qualité des produits et devra assurer la conduite du laboratoire avec une équipe de 3 bactériologistes.

Lieu de travail : PANTIN (région parisienne)

Merci d'envoyer votre curric. vitae en indiquant vos prét. à VOLVIC-OASIS, B.P. 41. – 92340 BOURG-LA-REINE.

samm

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

recherche

pour participer à son développement international dans les systèmes d'armement :

INGÉNIEURS D'AFFAIRES NÉGOCIATEURS

NOUS DEMANDONS :

- Age environ 35 ans.
- Expérience internationale, biens industriels, équipements ou armement.
- Anglais courant indispensable.
- Allemand ou arabe appréciés.
- Pugnacité et imagination.
- Aptitude et goût à voyager.

NOUS OFFRONS :

- Vie exaltante dans compétition mondiale.
- Des matériels performants.
- Rémunération adaptée aux candidats de valeur.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo, rémunération souhaitée et lettre manuscrite à :
S.A.M.M.
Direction du Personnel, 224, quai de Stalingrad, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

"territory assistant"

Diplômé d'Enseignement Supérieur, vous avez assimilé, après 3 ou 4 ans de banque, les techniques de base des opérations bancaires et du crédit.

Un groupe multinational vous propose de coordonner, depuis Paris, les relations entre le Siège et une filiale européenne.

Bilingue Allemand, bon niveau d'Anglais et acceptation à moyen terme d'un poste à l'étranger sont 3 conditions à remplir pour pouvoir occuper cette fonction.

Adresser C.V. détaillé sous référence 2154/S à : M. BRY - 12, rue de Dantzig - 75015 PARIS



Chef département maintenance — 240.000 F

Une importante chaîne de magasins grande surface de prêt-à-porter, employant plus de 2000 personnes, exploitant actuellement une trentaine d'établissements dans toute la France, pour faire face à son constant développement, recherche le chef de son département maintenance. Il sera responsable de la gestion du département assurant l'entretien et la modernisation des immeubles et installations. Il préparera les études, choisira et coordonnera les diverses entreprises extérieures, contrôlera et gèrera les différents contrats de maintenance (climatisation, ascenseurs, escaliers roulants, installations de sécurité, ...) et collaborera activement avec le département construction. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé, possédant de bonnes connaissances techniques générales, mais notamment en électricité, fluides, conditionnement d'air, et disposant de réelles qualités de gestionnaire et d'organisateur. La rémunération annuelle, de l'ordre de 240.000 francs, dépendra de l'expérience du candidat. Le poste est basé à Paris, mais suppose un certain nombre de déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2429M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable export — 200.000 F

Fournitures industrielles - *Cette société française (250 personnes, chiffre d'affaires 82 : 63 millions de francs), un des leaders français sur son marché, fabrique et commercialise des roues, roulettes et galets. Elle crée, dans le cadre de son développement sur les marchés européens, le poste de responsable export. Sous l'autorité du Directeur commercial, il aura pour mission essentielle de concourir à la définition de la politique d'exportation et des structures à mettre en place.* Il devra promouvoir les ventes en adaptant aux marchés étrangers les produits et leur prix de vente, et participer personnellement à la prospection et à la négociation des contrats. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, âgé de 28 ans au moins, ayant acquis, de préférence, une expérience dans la vente de biens industriels. La pratique de l'anglais et/ou de l'allemand est impérative. Ce poste, qui implique de fréquents déplacements, est basé au siège de la société, dans la banlieue nord de Paris. La rémunération annuelle, liée à l'expérience du candidat retenu, sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2434M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes ingénieurs bâtiment et travaux publics — Paris

Cette société est filiale d'un des tout premiers groupes français de bâtiment et de travaux publics. Animée par une équipe jeune, très motivée et volontaire, elle a su trouver dans un environnement défavorable des marchés porteurs et *connaît une progression remarquable. Elle offre des opportunités intéressantes de carrière à de jeunes ingénieurs BTP débutants.*

Ingénieur travaux

Il assurera progressivement l'entière responsabilité de chantiers de bâtiment en entreprise générale. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2436M

Ingénieur études de prix

Après formation, il participera aux études de prix gros œuvre bâtiment en liaison avec les services commerciaux et techniques. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2437M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable administratif et financier 230.000 F

La filiale française (14 personnes) d'un groupe international en pleine expansion spécialisée dans la commercialisation de produits élastomères recherche un responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité du directeur général, il prendra en charge toute la partie administrative interne, qu'elle soit commerciale ou comptable, l'établissement des tableaux de bord, le reporting, l'informatique... Il sera aidé dans ses fonctions par une équipe de 3 personnes. Ce poste très polyvalent, exige une grande ouverture d'esprit et notamment la prise en considération des priorités commerciales. Il s'adresse à un candidat doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS ou équivalent) ayant acquis une expérience d'au moins 4 ans au sein de la filiale d'un groupe anglo-saxon ou dans un cabinet d'audit. Il sera familiarisé avec l'outil informatique et maîtrisera bien la langue anglaise. *Ce poste basé en banlieue sud-est (accessible en RER) peut offrir à terme de réelles perspectives d'évolution. La rémunération annuelle pourra atteindre 230.000 francs.* Ecrire à Christine CHABAUD. Réf. A/R9026M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune responsable service achat — 220.000 F

Micro-électronique - *Cette entreprise à taille humaine (500 personnes) est filiale d'un grand groupe industriel français. En quelques années, elle a développé un procédé de fabrication de circuits électroniques hybrides qui l'a hissée parmi les leaders mondiaux de cette technologie.* Elle recherche le chef de son service achat. Sous l'autorité du directeur industriel, il sera entièrement responsable d'un volume d'achats qui atteindra 120 millions de francs en 1984 principalement en composants et équipements électroniques. Il bénéficiera dans ce poste d'une bonne autonomie dans la gestion et l'animation de son service comprenant 7 personnes, comme dans le choix des fournisseurs dont il s'attachera à faire des partenaires. Ce poste évolutif au sein du groupe est situé en grande banlieue sud de Paris. Il conviendrait bien à un jeune ingénieur diplômé, à la fois négociateur et bon gestionnaire. Il aura acquis une expérience d'au moins trois ans de la fonction achat de préférence dans le domaine des composants. La rémunération proposée, fonction de l'expérience acquise pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2418M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur d'affaires — Proche banlieue nord

Chef de secteur génie climatique - *Filiale française d'un groupe international, cette société réputée dans le domaine du génie climatique, recherche pour sa succursale parisienne un ingénieur d'affaires responsable du secteur tertiaire. Sous l'autorité du directeur de la succursale et animant une équipe de chargés d'affaires, il devra développer et gérer son centre de profit. Son action commerciale complète ira de la prospection à la négociation et à la supervision de projets d'installations.* Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 30 ans, doublant ses connaissances techniques d'une vocation commerciale éprouvée. Une expérience réussie de 4 à 5 années dans la gestion d'affaires de nature identique est nécessaire et la rémunération saura tenir compte de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2438M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Techniques et Systèmes Informatiques, SSCI de haute technicité couvrant tous les secteurs de l'architecture et de la conception de Systèmes jusqu'au développement de logiciels complexes, recherche des

INGENIEURS CONSULTANTS

ayant 3/4 ans d'expérience minimum, acquise chez un constructeur, un grand utilisateur ou une SSCI dans un des domaines suivants :

- Systèmes transactionnels et bureautiques.
- Systèmes de télécommunications.
- SGBD (micro/relationnel).
- Protocoles de réseaux (SNA, DSA, X25, ISO, VIDEOTEX).
- UNIX, P. System, MSDOS, PASCAL, C.

Vous trouverez à TECSI :

- Le cadre d'une société à l'échelle humaine (60 Consultants) avec la sécurité que lui confère son affiliation à un des premiers groupes industriels français.
- Un environnement composé d'EXPERTS internationaux en architecture de système.
- Des responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité.
- Un développement personnel et professionnel propre au métier de Consultant.
- Une rémunération attractive.

Les personnes recherchées ont une formation d'ingénieur de Grandes Ecoles ; une formation complémentaire américaine serait très appréciée. Elles sont invitées à téléphoner, ou écrire sous la référence DV 39 pour un premier contact à :

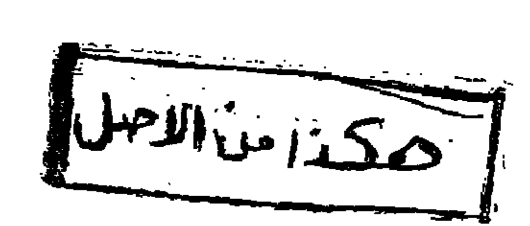
CGS CARRIERES
PALAIS DES CONGRES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS - Tél. : 757.02.50

Vous êtes ***INGENIEUR GRANDE ECOLE***
Vous exercez des responsabilités en ***Informatique,*** *vous permettant de vous situer à un niveau de Direction.*
Vous avez une réelle pratique des méthodes actuelles de ***Gestion*** *d'Entreprise.*
Vous recherchez une fonction de

Direction des systèmes d'information

Nous sommes LA PLUS IMPORTANTE FILIALE d'UNE GRANDE SOCIETE INTERNATIONALE, fabricant et commercialisant des produits de grande consommation.
Si vous avez un ***fort potentiel,*** *nous pouvons vous proposer une* ***évolution*** *de carrière intéressante dans notre groupe.*
Si cette opportunité correspond à vos attentes, vous voudrez bien nous adresser votre dossier professionnel que nous examinerons avec toute la rigueur et la discrétion requises, sous réf. 8219.
Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes filiale d'un des premiers groupes industriels français, nous utilisons des technologies de pointe faisant appel aux développements les plus récents de l'optique, de la mécanique de précision, de l'électronique.

Nous poursuivons notre développement dans l'Ouest, et créons le poste de :

DIRECTEUR DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

Avec le Directeur Général, il participe aux choix et orientations de recherches. Il anime, gère et structure en fonction de la croissance, l'ensemble des B.E. et laboratoires (actuellement 25 personnes, ingénieurs et techniciens pluridisciplinaires).

Nous attendons un ingénieur de formation Grandes Ecoles Electronique et/ou Mécanique possédant une réelle expérience de la recherche industrielle appliquée, et de l'encadrement, et qui souhaiterait mettre son dynamisme au service d'une entreprise en pleine expansion.

La rémunération très ouverte sera abordée lors de nos premiers contacts.

Anglais courant.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. 410 M à Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines

responsable de la COMPTABILITE & CONTROLE de GESTION

Notre groupe de confection, implanté dans la REGION NANTAISE est leader sur son marché en grande distribution.

Son C.A. de 150 MF en 83 progresse de + 25 % l'an. Cette progression nous amène à développer des systèmes de gestion et d'informations décentralisés, considérés comme vitaux par la jeune équipe de direction.

Le D.A.F. du groupe cherche pour la société de création-commercialisation, un jeune **diplômé de formation comptable et financière supérieure,** ayant une bonne expérience de gestion en *P.M.E.,* capable de continuer le développement et de faire fonctionner le système de contrôle de gestion informatisé et de diriger la comptabilité générale. Cette fonction *bien assumée doit lui permettre de rejoindre l'équipe de direction.*

Merci d'écrire, en joignant C.V. *détaillé,* et en *précisant votre rémunération* actuelle, sous réf. 413 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

La filiale française d'un très important *groupe* anglo-saxon spécialisé dans la chimie, recherche son

ASSISTANT AU CONTROLEUR FINANCIER

Dans le cadre de la mise en place de nouvelles structures, il participera à l'élaboration et la mise en œuvre de méthodes de travail et de procédures.

Le poste s'adresse à un candidat bilingue, DECS, *ayant une solide pratique de la fiscalité et* de la comptabilité des sociétés anglo-saxonnes.

Lieu de travail : PARIS-LA DEFENSE.

Prière d'écrire, avec C.V. détaillé, en indiquant *votre rémunération actuelle, sous réf. 408 M à* Brigitte PRISSARD

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

GFI

Choisissez la diversité

Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE?** une des premières S.S.C.I. en France, **un développement dans un contexte international**, *une gamme de services très diversifiés* (conseil, *études et réalisation sur matériels* IBM et CII-HB, minis et micros, ingénierie, logiciels de base, télématique...).

Notre offre? rejoindre à Paris nos Divisions Conseil, Études et Réalisation, Ingénierie pour **INTERVENIR DANS LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET INDUSTRIELS** et profiter, ensuite, pour votre carrière, des perspectives d'évolution de notre Groupe.

chefs de projet

INDUSTRIE ET BANQUE **réf. M 26**

Vous aurez, dans des Sociétés importantes, la responsabilité de projets. Ces applications, souvent précédées d'intervention de conseil, impliqueront l'emploi des techniques les plus avancées : **Temps réel, Bases de Données, réseaux, informatique graphique.** Progressivement, *nous vous confierons des responsabilités* "sectorielles" par types d'entreprises ou de prestations. *Vous recevrez une formation aux méthodes, en particulier de conduite de projets.*

Ingénieurs diplômés, d'une grande École de préférence, ou titulaire d'une MIAG, vous avez plus de cinq ans d'expérience professionnelle. La connaissance des *matériels IBM, HP ou BURROUGHS serait appréciée.*

ingénieurs analystes

BANQUE **réf. M 46**

Vous acquerrez de solides compétences en participant à la conception et à la mise en œuvre d'applications dans un secteur d'activité financier, ou en contribuant à la réalisation de grands projets.
Vous recevrez ***la formation méthodologique nécessaire*** et nous favoriserons votre évolution vers la prise de *responsabilité de projets.*

Titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou équivalent, vous avez, au cours d'une première expérience professionnelle *dans le secteur financier,* participé à la conception et à la réalisation de projets, si possible sur matériel *IBM ou BURROUGHS.*

Nous vous garantissons une totale discrétion.
Nous remercions d'écrire, en précisant la référence, à P.A. DUJARDIN.

GFI - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur :
- *de réseaux de transmission de données :*
1er fournisseur mondial de réseaux publics : Transpac...
- *de grands systèmes télématiques : annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale : 1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche dans le cadre de son expansion :

INGENIEURS LOGICIEL EXPERIMENTES ou DEBUTANTS
FORMATION GRANDES ECOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :
- réseaux de transmission de données par paquets,
- commutation de messages,
- systèmes télématiques,
- systèmes temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA. 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX.
Préciser réf. sur enveloppe : **69 LM**





ORGANISATION TRAITEMENT DE L'INFORMATION
recrute

INGENIEURS INFORMATICIENS
(INGENIEURS-CONCEPTEURS ET INGENIEURS D'APPLICATIONS)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- *Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.*
- *Sens des responsabilités.*
- *Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification souhaitée.*
- *Diplômés grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.*

Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE

recherche pour son Service Actuariat situé à PARIS

JEUNE DIPLOMÉ EN MATHÉMATIQUES

(Maitrise - DEA)

Il sera chargé au sein d'une petite équipe d'effectuer des études utilisant les mathématiques financières et actuarielles. Ce poste offre de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 66801 M à BLEU Publicité 17, rue du Dr Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

BOURSE DE PARIS



CENTRE INFORMATIQUE

Chef de projets
Une gestion financière en très forte évolution

dans notre Centre : 140 personnes, deux IBM (un 3031 AP et un 3083), un réseau d'une trentaine de mini-ordinateurs et d'une centaine de terminaux, des techniques avancées.

A la tête d'une équipe de cinq à six informaticiens, vous assumez la responsabilité complète d'un ensemble de projets financiers. Vous développez, notamment, les applications concernant la comptabilité, la trésorerie et le contrôle de gestion avec l'utilisation d'IMS/DC, DL1, AXIAL, IPT, PL1. Vous pouvez également, si vous le souhaitez, inclure dans vos projets des modélisations mathématiques à partir de micro-ordinateurs. Nous vous donnons les moyens de mettre en valeur vos compétences et d'évoluer.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur grande Ecole, de préférence, vous avez, au cours d'au moins quatre ans d'expérience en informatique, conçu et réalisé des applications Temps réel et acquis des connaissances en gestion financière.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/516, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Vous avez 2 ans d'expérience dans un cabinet d'Audit.

Vous êtes de formation **H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO., SC.PO.**
Vous pratiquez deux langues étrangères dont l'anglais obligatoirement.
Vous souhaitez trouver un nouveau champ d'action qui vous permette de **construire une carrière dans une entreprise française internationale.**

L'ORÉAL

vous propose dans un premier temps de vous associer à sa jeune équipe d'auditeurs internes basée à Paris.

Vous *intervenez* alors *sur les 5* continents *dans* tous les domaines de l'entreprise : marketing, commerce, industrie, finance, ...
La connaissance des réalités économiques et humaines des affaires permettra votre évolution *professionnelle prévue dans un deuxième temps* vers les secteurs d'activités les mieux adaptés à vos capacités.

Si vous souhaitez connaître davantage L'OREAL et l'audit opérationnel tel que *nous le pratiquons,* vous pouvez *écrire à* : L'OREAL, *Direction des* Ressources Humaines, réf. 838, 41 rue *Martre,* 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

Telemecanique

- 11 000 personnes
- C.A consolidé 4 milliards de F. 1982
- un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels,

recherche

Ingénieurs export ou Techniciens Supérieurs

diplômés: Electromécaniciens Automaticiens

capables d'assurer le développement de ses ventes dans les pays situés en Afrique, Moyen-Orient ou Amérique Latine: études de marchés, toutes actions de promotion, négociations, prise de commandes et recherche de partenaires, dans un esprit technique.

Basé en région parisienne à Nanterre (92), le poste implique 5 ou 6 voyages d'une quinzaine de jours par an à l'étranger.

Il convient surtout à des ingénieurs au minimum bilingues anglais et/ou espagnol, déjà responsabilisés techniquement même s'ils n'ont pas l'expérience de la vente, et projetant une carrière internationale, y compris l'expatriation, dans un groupe dynamique.

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, téléphone, prétentions et délai de disponibilité adressée sous réf. TLM2 à notre Conseil,

C.S.H. 9, square R. Bazin - Parly 2. 78150 Le Chesnay. *Discrétion assurée.*

---

construction-recrutement

BANQUE PRIVEE en pleine expansion, filiale d'un groupe industriel et financier, nous créons pour l'une de nos agences parisiennes un poste de

chef d'agence

CLASSE IV - V

Agé d'au moins 30 ans, vous avez une formation bancaire (BP minimum) complétée par 4 à 5 ans d'expérience en **EXPLOITATION BANCAIRE**, que vous maîtrisez parfaitement. Avec l'appui de la Direction Générale, vous traiterez notre clientèle existante et la développerez en nouant de nombreux contacts commerciaux.

Sens des relations, dynamisme et disponibilité offriront à un candidat de valeur une rémunération motivante et des perspectives d'avenir certaines liées à notre expansion.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 7403 à CONSTRUCTION RECRUTEMENT 145, avenue Malakoff - 75116 PARIS, qui traitera votre candidature confidentiellement.

Organisation et Publicité



130.000 F. PAR AN

JEUNE CADRE LOGISTIQUE-DISTRIBUTION

(3 Unités de production, 12 points de stockage en France, C.A. 800 millions)

Rattaché au Chef du Service Etudes Distribution, ce jeune cadre :

- définit les besoins hebdomadaires en produits finis de l'ensemble des magasins et entrepôts en fonction des prévisions de la force de vente et du marketing,
- anime les réunions de programmes de production de façon à satisfaire les besoins de ces magasins et entrepôts en fonction des capacités des Usines,
- assure à tout moment la disponibilité des produits finis en optimisant les possibilités d'un outil de gestion informatique en temps réel.

Outre, une solide formation supérieure intégrant ordonnancement et gestion de stocks complétée par 2 à 3 ans d'expérience, le candidat retenu possédera de réelles compétences en gestion informatisée ainsi que d'incontestables aptitudes d'animateur.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à Bernard FRANOT - Biscuits BELIN B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.



recherche un

analyste programmeur

diplômé d'un I.U.T. ou MIAGE pour participer à la réalisation d'un système de gestion distribuée avec mise en place d'un réseau de plusieurs BULL mini 6.

Les candidats doivent connaître le langage Cobol.

Une expérience de DTF et TOTAL serait appréciée.

Possibilité d'évolution de carrière au sein de la Société et du Groupe. Le lieu de travail est à PARIS - LA DEFENSE, mais il y a des déplacements occasionnels et de courte durée en usines.

Envoyer CV manuscrit à SAINT-GOBAIN VITRAGE - Direction du Personnel Cédex 27 - 92096 Paris La Défense

---

CRMA

CRMA (310 personnes)
Nous sommes une équipe d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, spécialisée dans les fabrications mécaniques et l'entretien de matériels aéronautiques.

INGENIEUR METHODES

Le responsable du service que nous souhaitons rencontrer :

- dirigera et animera une équipe de préparateurs et de dessinateurs :
  - Pour Ateliers d'usinage de précision avec machines conventionnelles et centres d'usinage à CN
  - Pour Ateliers de révision.
- établira les devis
- déterminera les besoins et participera aux choix des investissements.

Pour mener à bien la tâche qui lui sera confiée, le candidat devra avoir :

- une formation supérieure
- une expérience de plusieurs années, si possible dans le secteur aéronautique
- des qualités de commandement et de relations humaines.
- une compétence réelle des problèmes d'usinage et de la programmation des CN
- une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV, photo et prétentions à CRMA, 6, rue Marceau 92130 ISSY LES MOULINEAUX (discrétion assurée).

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France.

1 **UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.

2 **UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.

3 **L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.

4 **UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.

5 **DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.

6 **DE REELLES RESPONSABILITES.** *Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre* une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.

7 **UNE EVOLUTION OUVERTE.** *Toutes les évolutions sont envisageables dans des* postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.

8 **UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de *votre évolution.*

9 **UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.

10 **LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou *technico-commercial, adressez-nous votre candidature.* Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.
IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
(Référence ICM12/9) - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS
la Compagnie IBM France s'engage à respecter strictement le caractère confidentiel des candidatures.



Organisation et Publicité

SUPERMARCHES



recherchent

directeurs de supermarchés

(réf.1)

Si vous aimez le commerce et la gestion, si vous voulez animer une équipe d'une vingtaine de personnes avec de réelles responsabilités, si vous avez le niveau BAC, BTS, DUT ou une expérience de la distribution, nous avons des postes disponibles.

chefs de rayons confirmés

(réf. 2)

Si vous avez une expérience dans la Grande Distribution, nous avons des postes disponibles :
Chefs de rayon et Responsables de magasins.

Nous vous offrons une formation adaptée à l'entreprise et une possibilité d'avenir au sein du Groupe COMPTOIRS MODERNES.

Postes à pourvoir sur la région Parisienne, le Nord et le Nord-Est de la France.

Ecrivez-nous une lettre manuscrite avec C.V. et photo sous référence correspondante à :
RECRUTEMENT STOC
BP 9 - 77101 MEAUX



1500 personnes C.A. 1000 MF

Rowntree Mackintosh

Lion / *Nuts* / *Smarties* / *After Eight* / *Quality Street* / *Kit Kat* / *Rêve Noir* / *Friolles* / *Lanvin* / *Menier* / *Les Trésors...*

Leader sur le marché français du chocolat renforce son département marketing en créant 2 postes

assistants chef de produits

- HEC, ESSEC, ESCP débutants,
- rattachés chacun à un chef de produits senior pour collaborer à la gestion de produits renommés,
- postes formateurs et évolutifs,
- situés à 20 minutes de Paris dans un site exceptionnel.

Merci envoyer lettre, CV (photo) et prétentions à M. MICHEL DASSE, ROWNTREE MACKINTOSH SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

Société de Distribution de Matériaux de Construction, filiale *d'un groupe industriel important*

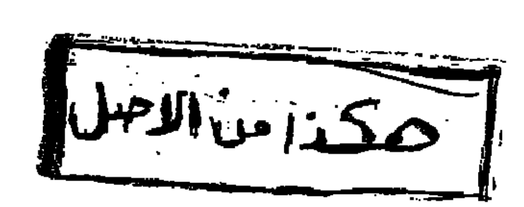
recherche

analyste programmeur (euse)

qualifié (e) sur IBM 38, de préférence

Le poste est à pourvoir à PARIS et sera transféré en Bretagne à VANNES dans le courant de l'année 1984.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 27616 à COFAP, 40 rue de chabrol 75010 PARIS qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CIMSA

DE GRANDS PROJETS À L'EXPORT.

CIMSA évolue dans un univers technologique de pointe avec succès. Un succès reconnu dans le monde entier. Conquérir de nouveaux marchés, renforcer nos positions, faire progresser notre savoir-faire, ce sont les missions auxquelles nous souhaitons vous associer.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

("GÉNÉRALISTES" en ÉLECTRONIQUE – INFORMATIQUE, AUTOMATISMES – TÉLÉCOMMUNICATIONS...)

Vous assisterez nos commerciaux dans leurs démarches : définition de spécifications systèmes, conception et recherche de solutions techniques compatibles avec les budgets, améliorations des systèmes existants.

Votre aptitude à la communication et une disponibilité pour de fréquents mais courts déplacements à l'étranger seront très appréciées.

Une première et solide expérience (en ingénierie ou comme Ingénieur Technico-Commercial), servie par une bonne connaissance de la langue anglaise (espagnol apprécié) vous permettront d'envisager de réelles responsabilités, une large autonomie et d'intéressantes perspectives d'avenir.

Ces postes sont basés à Vélizy (Yvelines).

Adresser votre candidature sous référence IG/M à JFD CONSEIL – Jacqueline Fleurent-Didier – 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

Groupe industriel d'implantation mondiale recherche pour

le service consolidation de sa direction financière

un jeune Cadre expérimenté

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles Commerciales, Universités...), les candidats auront acquis, au cours d'une première expérience, de préférence dans un Cabinet International, la connaissance des règles de consolidation des groupes internationaux.
De larges perspectives d'évolution seront offertes dans les différentes branches du Groupe, en France et à l'Étranger.
Le poste sera basé en région parisienne.

Adresser C.V., photo et prétentions en mentionnant sur l'enveloppe la référence 8244 à Média System. Emplois et Carrières. *104, rue Réaumur 75002 Paris.*

RESPONSABLE DU SERVICE TECHNIQUE

200 000 F ± — **PARIS Télétransmissions**

Une société française occupant une position de leader dans le domaine de la signalisation, recherche UN RESPONSABLE DE SON SERVICE TECHNIQUE. Sous l'autorité du directeur d'une division, et à partir des orientations qui lui auront été fournies, il sera responsable des études et du développement de systèmes et équipements de télétransmission et télésignalisation mettant en oeuvre des techniques de pointe dans les domaines de l'acoustique, de l'électronique, de l'optoélectronique,... Il gèrera et dirigera un service d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens. Il assurera les relations avec les autres services de la société et avec l'usine située en province. Il sera responsable de la qualité. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, obligatoirement ingénieur de formation, possèdera au moins une première expérience en matière d'étude et développement de produits nouveaux faisant appel à l'électronique et si possible à l'acoustique. La connaissance de l'anglais est indispensable.
Ecrire sous référence 598/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

Etes-vous tenté par des projets qui sortent de l'ordinaire ?

3 à 5 années d'expérience ou plus en informatique industrielle temps réel sur mini et/ou micro calculateurs vous permettent de maîtriser un métier qui vous passionne.
Mais... allons plus loin. Pourquoi ne pas utiliser cet acquit pour des applications nettement plus originales ?

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

CERCI, industriel de l'informatique vous propose de passer au niveau supérieur sur des projets de toute dimension.
Votre mission : conception et réalisation complète de systèmes, production de logiciels, conception de produits spécifiques.
Votre domaine d'activité au sein de notre division "transport" : contrôle commande, suivi et régulation de métro en France et à l'Etranger, péage autoroutier, système d'information pour les voyageurs...
C'est un challenge, bien sûr, mais aussi, la possibilité pour vous de donner toute puissance à vos compétences.
Filiale du groupe Jeumont Schneider, nous sommes 500 jeunes au service d'une croissance qui n'est plus à prouver.
Notre force ? Nous utilisons les technologies de pointe, tant sur le plan matériel que logiciel.
Nous souhaitons vous rencontrer pour vous parler de votre avenir en vous donnant des précisions sur le poste, les méthodes de travail et l'ensemble des moyens que nous mettons à votre disposition.

Adressez-nous vite votre candidature sous référence 1293 à E. PICARD
CERCI - Direction du Personnel
56, rue Roger Salengro - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Cerci

Organisation et Publicité

BRED

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

JEUNES BACHELIERS, B.T.S., D.U.T., FAITES UNE CARRIÈRE DANS LA BANQUE

Pour renforcer le réseau d'Agences en Région Parisienne, Seine et Marne et Normandie.

Nous recherchons des jeunes dynamiques et entreprenants :

- qui souhaitent acquérir le métier de banquier en exerçant immédiatement des responsabilités au sein d'une équipe et en faisant un effort personnel de formation (préparation aux diplômes d'Etat C.A.P., Brevet Professionnel, Institut Technique de Banque).
- capables de répondre aux attentes de nos clients :
  . un accueil chaleureux.
  . une compétence technique affirmée.
  . des interlocuteurs responsables.

Merci d'adresser vos C.V. et photo à :

Direction commerciale
Simone GREBAN
18, quai de la Rapée
75012 PARIS

SOURCES

---

trésorier

Nous sommes la filiale française d'un groupe international dans le secteur de **l'électronique** (CA 1982 : 1 Milliard de F.F.). Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge la totalité de la fonction trésorerie.
Rattaché au Directeur de la comptabilité vous assurerez, avec un assistant, la gestion au jour le jour de la trésorerie, la représentation de notre société auprès des banques, la négociation et le contrôle des conditions et l'établissement des prévisions mensuelles et annuelles.
Vous êtes diplômé ECS ou équivalent, possédez si possible une formation complémentaire du niveau DECS et avez acquis une expérience de quelques années dans une fonction identique.
Vous êtes familiarisé avec l'outil informatique et pratiquez couramment la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur LECONTE
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Organisation et Publicité

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

(MINES, ENSEEIHT, ENSIMAG, ENST,...)

1 à 4 ans d'expérience

intéressés par les techniques de pointe.

- Vous avez le goût de l'animation et des responsabilités.
- Vous souhaitez participer à la conception et à la mise en œuvre d'un important système de gestion.
- Vous serez amené dans le cadre de projets de grande envergure à diriger des équipes de 3 à 6 personnes.

Venez rejoindre à Paris un grand du secteur tertiaire.
Une rémunération particulièrement motivante sera proposée aux candidats de valeur.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions sous réf. CA 135 à Catherine ALLOMBERT.

Cabinet Derieux
Conseil en Recrutement
27, av. de St-Mandé 75012 PARIS

Emplois et Entreprises

P.M.E. DYNAMIQUE

recherche

Pour son bureau d'études en pleine expansion situé à Versailles

TECHNICIEN

expérimenté pour développement matériel et programmation d'ensembles à base de µP 6802 sur système HP 64100.

TECHNICIEN

BTS + expérience électronique, convertisseurs, logique, analogique.

2 DESSINATEURS ÉTUDE 2

Pour implantation de circuits imprimés et études mécaniques.

Adresser curriculum vitae + prétentions à :
PROMOCAB
56, rue Jean-de-La-Fontaine, 78000 VERSAILLES.

GROUPEMENT d'ACHATS et de SERVICES

recherche

un ACHETEUR RESPONSABLE DE SERVICE

Ce poste, directement rattaché à la direction générale, nécessite un bon niveau de formation générale et une solide expérience commerciale et d'acheteur, de préférence en PAPETERIE.

Volume d'achats actuel : de l'ordre de 200 millions de francs.

Poste situé à PARIS comportant des déplacements en province.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo sous le nº T 041.862 M
à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nous sommes une entreprise allemande de l'industrie métallurgique, leader sur son marché. Nous produisons des biens de haute technicité que nous fournissons à l'industrie des biens d'équipement et particulièrement dans les domaines suivants : construction de machines et d'appareils, industrie aéronautique et chantiers navals, réacteurs, chimie, thermotechnique, froid, énergie, industrie du bâtiment, chauffage et climatisation.

Pour la vente de nos produits en France, nous recherchons un

INGÉNIEUR
CONSTRUCTION DE MACHINES ET MÉTHODES

Cette tâche à *forte potentialité que nous lui confierons* exige un esprit *d'initiative* commercial, une grande intuition technique, ainsi que la capacité de conseiller efficacement les clients sur le plan technique et de prospecter le marché.

Le poste suppose donc beaucoup d'indépendance et d'esprit de responsabilité.
Une bonne connaissance de la langue allemande est indispensable. *Prière d'envoyer* un dossier complet de candidature comprenant lettre manuscrite de candidature en langue allemande, C.V., photo et copies des diplômes sous nº 8.771 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

Discrétion absolue garantie.

ADVANCED MICRO DEVICES
CIRCUITS INTÉGRÉS

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION EN FRANCE, ADVANCED MICRO DEVICES LEADER TECHNOLOGIQUE EN MATIÈRE DE CIRCUITS INTÉGRÉS

recherche plusieurs :

Ingénieurs d'applications (Réf. T 101)

- Quelques années d'expérience en conception de systèmes digitaux à base de microprocesseurs bipolaires ou MOS.
- Attirés par contacts humains.
- Voyages brefs, mais fréquents.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.
- Séjours réguliers aux Etats-Unis.

Ingénieurs commerciaux (Réf. C 212)

- Formation supérieure technique indispensable.
- Confirmés ou débutants dans la fonction.
- Aimant contacts humains et attirés par la fonction commerciale.
- Voyages brefs, mais fréquents.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.

Envoyer c.v. et prétentions en précisant la référence à
ADVANCED MICRO DEVICES FRANCE
Silic 314, 74, rue d'Arcueil,
94588 Rungis Cedex.
Attention : Irina.

SOGELERG ingénierie

Nous sommes une importante Société d'Ingénierie Française appartenant au groupe CGE.

Chef des services comptables

Nous recherchons un chef des services comptables de haut niveau, ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER.

Responsable de l'ensemble des services comptables, vous aurez plus particulièrement en charge :
- Comptabilité générale : établissement de 5 bilans en France (Société mère et filiales).
- Fiscalités étrangères : établissement et contrôle de 15 déclarations fiscales à l'étranger.
- Gestion : responsabilité de la comptabilité analytique, de l'établissement des budgets, du contrôle de gestion.
- Informatique : supervision de l'informatique de gestion.

De plus, vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en place des procédures comptables.

Le poste requiert une formation supérieure HEC, ESSEC, complétée par une expertise comptable et une expérience de 5 à 8 ans dans un Cabinet d'Audit Anglo-saxon en qualité de Senior Assistant Manager - Bilingue anglais.

Poste à pourvoir au siège social de la Société, nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Discrétion assurée.

CONTESSE

Veuillez adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence M 91 à
Direction du Personnel SOGELERG 25, rue du Pont des Halles
CHEVILLY-LARUE - 94666 RUNGIS CEDEX France.

GROUPE FRANCAIS D'ACTIVITE INTERNATIONALE
C.A. 3,5 Milliards

Assistant du Directeur Administratif et Financier
D'UNE FILIALE COMMERCIALE DU GROUPE.

Ce collaborateur, engagé par le siège, détaché auprès de cette filiale, aura pour première mission de participer à la réorganisation pratique de la comptabilité et des circuits administratifs pour une informatisation à l'usage plus spécifique de ce type de négoce. Possibilité de carrière dans le Groupe pour un collaborateur performant.

Environ 28 ans - formation : Sup. de Co + option Fin. compt. + expérience informatique. Anglais nécessaire. Lieu de travail : PARIS.

Cabinet Leconte *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS s/réf. 77843



BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX DE THOMSON-CSF

Dans le cadre de son expansion, renforce ses équipes de **PRODUCTION** et offre plusieurs postes d'

INGÉNIEURS

à des candidats diplômés **(ESE, ENST, CENTRALE, ENSAM ou équivalent)**
ayant acquis plusieurs années d'expérience dans les domaines suivants :

MÉTHODES : assistance auprès des ingénieurs de conception des produits nouveaux - Mise en fabrication en respectant des critères de qualité, prix et délai.

FABRICATION : adapter l'unité de production en mettant en place des moyens automatisés.

CONTRÔLE QUALITÉ : encadrement et coordination de plusieurs services de contrôle qualité *(3 unités région parisienne), organisation et mise en place d'un suivi de la non-qualité (contrôle d'entrée avec* analyse statistique, recette finale, etc.).

ASSURANCE QUALITÉ : au niveau d'une unité, gestion de la non-qualité (contrôle d'entrée avec analyse *statistique, etc.*).

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 33389/M à CGR, Direction de l'Emploi, Mme DUPUIS, 33, avenue du Maine, BP 50, 75755 PARIS CEDEX 15.

HAVAS CONTACT



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Professionnels de la vente en informatique

Ingénieur en électronique, automatique, informatique ou diplômé d'une Ecole de Gestion, vous parlez anglais et avez maintenant une expérience réussie d'au moins 3 ans de la vente de systèmes qui vous permet de participer avec succès à la commercialisation de notre informatique scientifique ou de gestion ; alors vous avez tout à gagner à évoluer avec nous.

Nous vous offrons :
- *Une formation technique et commerciale de 6 à 9 mois, qui vous familiarisera avec nos techniques et notre esprit commercial (car pour nous vendre, c'est avant tout jouer un rôle de conseil, analyser les besoins du client, et proposer des solutions spécifiques, tant "matériels" que "logiciels d'applications").*
- *Une rémunération très attractive, une voiture de fonction.*
- *Et surtout la perspective d'une évolution rapide à Paris ou en Province; notre croissance en est le meilleur garant.*

- *2.200 personnes réparties dans 24 bureaux de vente et une unité de Recherche et Fabrication à Grenoble.*
- *Une très forte croissance du chiffre d'affaires.*
- *Un programme d'investissement de 300 millions de francs.*
- *La maîtrise des technologies de pointe (9 % du CA consacrés à la Recherche et Développement).*
- *Une gamme complète, de l'ordinateur personnel au méga-mini, permettant une véritable stratégie de réseau de productivité industrielle.*
- *Des équipes restreintes qui évoluent dans un contexte professionnel sympathique.*

Voilà quelques-uns des atouts de H.P. France, 3e exportateur français de matériel informatique (Source MOCI).

HP, un partenaire de la vie économique française.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en précisant la référence 101 à Gérard Kloppel, Direction des Ressources Humaines, Hewlett - Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard - Avenue du Lac - 91040 Evry Cedex, qui vous contactera personnellement et vous convoquera confidentiellement.



média-system

JEUNES INGENIEURS
INFORMATICIENS - ELECTRONICIENS

Avec 22 000 collaborateurs répartis dans le monde et un CA de 900 millions de dollars en 1982.
Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs -
Intel Europe représente 30% du C.A. de Intel Corporation et Intel France (Rungis, banlieue Sud) recherche pour
Paris et Lyon

Ingénieurs d'application — Ingénieurs technico-commerciaux

Nous vous proposons un environnement motivant et dynamique, une mise à niveau sur nos produits avancés et un recyclage permanent par des spécialistes américains.
Après une période de formation, sous la direction d'un chef de service, les différentes spécialités vous seront ouvertes.
Perspectives réelles d'évolution en France et à l'étranger. Anglais indispensable.

Ecrivez pour un rendez-vous, en précisant la référence 129 M. à la Direction du Personnel.
5 place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex.



média-system

Consultant en recrutement

C'est la première fois que nous nous présentons sous le nom de COFROR pour recruter un cadre, *la prochaine fois c'est* vous qui utiliserez cette marque.

Cette division que vous lancerez aura pour but d'indentifier, d'évaluer et de proposer à vos clients des cadres du niveau middle management, et dans un premier temps, financiers. Vous devrez faire valoir votre marque, construire votre marché, créer et asseoir votre réputation. Dès votre entrée, une documentaliste et une secrétaire vous aideront à réaliser ces *objectifs* :

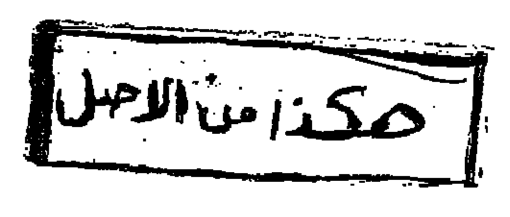
Nous sommes un Groupe mondial anglo-saxon de Conseil en Gestion et notre réputation prestigieuse s'est construite sur la qualité de nos services et la rigueur de notre éthique professionnelle.

Vous avez 30 ans environ, une formation supérieure en gestion et une expérience certaine du recrutement acquise en entreprise ou en Conseil.
Si vous souhaitez venir ajouter votre valeur personnelle à la nôtre *écrivez-nous*.



une division de Peat, Marwick, Mitchell and Co Consultants
Tour Fiat - Cédex 16 - 92084 Paris la Défense

SOURCES





Transmission de données par fibres optiques

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Hewlett-Packard France dispose d'une sérieuse avance technologique issue d'un constant effort de recherche et développement. (10 % du C.A. y sont consacrés). Le groupe «Composants» basé sur la maîtrise de l'**opto-électronique** et des semi-conducteurs HF et **hyperfréquence** oriente résolument sa stratégie vers le domaine en forte croissance de la transmission de données et de la communication.

Ingénieurs électroniciens, *débutants ou expérimentés*, vous avez la volonté d'évoluer vers une carrière commerciale ou de marketing au sein d'une société aux opportunités multiples. En rejoignant notre groupe «Composants» vous bénéficierez d'une formation continue à même de valoriser vos compétences dans des techniques de pointe, d'une rémunération attractive complétée par de nombreux avantages (intéressement aux résultats...). En outre une voiture de fonction sera mise à votre disposition.

Pour ces postes l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 099 M à Didier Gabin, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD

média-system

La division France Benelux Afrique du leader mondial de la Climatisation en très forte expansion, recherche

chef des ventes afrique francophone

Rattaché au Directeur des Ventes Afrique Francophone, il est responsable des ventes directes et de la coordination des activités marketing entre les distributeurs, les usines et la direction commerciale de la division.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant une spécialisation climatisation/froid et une expérience de quelques années en engineering et ventes si possible internationales.
L'anglais est nécessaire pour évoluer dans le groupe.
Le poste est localisé en région parisienne mais nécessite des déplacements fréquents en Afrique.

Une fiche d'information sera adressée aux candidats pré-sélectionnés.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. 271 à SODERHU, Société pour le Développement des Ressources Humaines.
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

Soderhu



CIMSA

Filiale de THOMSON-CSF, nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation de grands systèmes informatiques complexes, militaires et industriels.
Dans le cadre du développement rapide de nos activités à l'exportation, nous recherchons des:

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORT

CONFIRMÉS et ayant une expérience de la vente de "SYSTÈMES CLÉS EN MAIN"

MISSION
- prospection - définition du besoin avec les clients - négociation à haut niveau...

PROFIL
- ingénieur électronicien avec expérience commerciale;
- ANGLAIS indispensable - espagnol souhaité;
- grande disponibilité pour déplacements fréquents à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence ICE/83 à Edwige DACQUAY, CIMSA Service Emploi, BP 44, 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.



THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

HAVAS CONTACT

Société des Automates Programmables S.M.C.

1er Fabricant Français
recherche pour
LE PLESSIS-ROBINSON (zône industrielle)

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT EUROPE SAUF R.F.A.

Dépendant du Directeur Commercial, il aura pour rôle : d'implanter et d'animer un réseau de distributeurs.

- Sa formation d'ingénieur en électronique ou électrotechnique facilitera ses contacts dans les milieux professionnels des automatismes.
- Une expérience d'au moins 2 ans dans ce type d'activité et la pratique de l'anglais courant sont impératives.

La zône d'intervention très large nécessite des déplacements fréquents.
(Réf. DC/09/01)

INGENIEURS COMMERCIAUX REGIONAUX

Un excellent début de carrière pour ingénieurs électroniciens ou informaticiens !

Leur formation sera assurée par la Société.
La croissance de celle-ci leur garantit une carrière en rapport avec leur ambition. (Réf. DC/09/02)

Pour faire acte de candidature, adressez lettre manuscrite +C.V. +photo et prétentions à Madame LE GUET, Directeur du Personnel,
AUTOMATES PROGRAMMABLES SMC - Z.I. de Melou - B.P. 73
81103 CASTRES.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE
proche banlieue Ouest
utilisant MVS-TSO-DL1-CICS-PL1-IPT
renforce son potentiel pour des développements de nouveaux projets, et recherche

2 ANALYSTES FONCTIONNELS
de très bon niveau

2 ANALYSTES ORGANIQUES
confirmés

4 ANALYSTES PROGRAMMEURS

1 INGÉNIEUR SYSTÈME
expérimenté

Envoyer lettre de candidature, CV, photo sous référence 8134 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Communication et Technologie

POUR DEUX REVUES DU GROUPE LEADER DE LA PRESSE PROFESSIONNELLE
nous recherchons

TROIS JOURNALISTES SPÉCIALISÉS

- **En Électronique**
Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ou équivalent universitaire. Le candidat devra posséder de solides connaissances en instrumentation de mesure et de test appliquée aux domaines de la recherche, de la production et de la maintenance des produits et des composants électroniques.
Anglais courant indispensable ; des notions d'allemand seraient appréciées. Réf. 001

- **En Automatisme et Informatique Industrielle**
Ce poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien ou équivalent universitaire. Le candidat devra posséder de bonnes connaissances en automatique, informatique et microinformatique industrielles, tant sur le plan de la recherche que sur celui des applications industrielles.
Anglais courant indispensable; des notions d'allemand seraient appréciées. Réf. 002

- **En Électronique mesure contrôle**
Ce poste conviendrait soit à un ingénieur ou technicien supérieur (D.U.T., B.T.S.) dans ces domaines. Curiosité, mobilité, rapidité, expérience journalistique appréciée.
Bonnes connaissances de l'anglais indispensables. Réf. 003

Les candidats auront déjà quelques années d'expérience dans la profession ou seront débutants, mais leurs atouts majeurs seront de pouvoir appréhender les nouvelles technologies et les faire connaître aux professionnels...

Adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
E. SEGOND - 40, rue du Colisée - 75381 PARIS CEDEX 08

Publications du Groupe CEP

Etablissement industriel, 1400 personnes, faisant partie d'un groupe français de notoriété mondiale, située en proche banlieue parisienne souhaite intégrer

ADJOINT AU RESPONSABLE PERSONNEL

Sous l'autorité du responsable du personnel, vous assurez, aidé d'une équipe jeune la coordination des différentes activités du service (30 personnes dont 6 cadres).
Vous participez à la mise en place et au développement du système de gestion du personnel, à la politique des relations humaines et sociales de l'établissement.
Agé de 40 ans environ, vous avez acquis au cours de votre expérience professionnelle une compétence confirmée dans l'administration et la gestion du personnel. Vous maîtrisez correctement les problèmes juridiques liés aux relations sociales.
A cette expérience concrète, vous devrez ajouter des qualités humaines et un réel sens de l'organisation. Vous saurez mettre en place des méthodes de travail simples et efficaces.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 77876 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société d'ingénierie
proche banlieue ouest
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant ou première expérience pour maintenir et développer informatique de gestion.
Envoyer dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo) s/nº 8.781 *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important Groupe diversifié
recherche
pour sa holding PARIS-17e

EXPERT COMPTABLE

- Diplôme exigé.
- Expérience dans un cabinet et en entreprise souhaitée.
- Pratique de la langue anglaise.

Adresser curriculum vitae + photo et rémunération actuelle à : LAIR, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra (discrétion assurée).



OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

Dans le cadre de ses activités :
TELE-INFORMATIQUE, COMMUTATION, TELEMATIQUE, TERMINAUX
recherche pour son CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT de Cergy-Pontoise

Ingénieurs d'Etude Logiciel
de haut niveau

De formation Grande Ecole ou Universitaire, débutants ou ayant quelques années d'expérience.
Tous ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique en pleine expansion, en adressant CV et photo sous réf. M 500 à M. Le Chef du Personnel - **SAGEM** - Chaussée Jules César - 95523 Cergy-Pontoise cedex.

OMERA

Filiale du Groupe TRT

occupant une position internationale de premier plan pour l'Etude et la Réalisation de Radars Aéroportés, Systèmes de Reconnaissance Aérienne et Systèmes de Régulation de Trafic recherche pour ses Etablissements d'Argenteuil (95) :

• pour son Département « ETUDES RADARS »

INGENIEURS ELECTRONICIENS II ou III A ou IIIB

(ESE, ENST, ENSI, ISEP, ISEN, etc...)
expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants :
– Emission / Réception
– Traitement de l'information
– Visualisation

• pour son Département « ETUDES RECONNAISSANCE AERIENNE »

INGENIEUR OPTICIEN II ou III A

(ESO ou équivalent)
Connaissances en électronique appréciées

• pour son Département «ETUDES REGULATION DE TRAFIC/SIGNALISATION»

INGENIEUR ELECTRONICIEN I ou II

(ESE, ENSI, ISEP, ISEN, etc...) pour études de circuits et systèmes informatiques concernant des applications ferroviaires.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo au Secrétaire Général
Société OMERA-SEGID
49 Rue Ferdinand Berthoud
ARGENTEUIL 95101
Discrétion assurée

INGENIEUR DE FORMATION NEGOCIATEUR DE VOCATION

Par la haute qualité technologique de nos produits, nous sommes les fournisseurs privilégiés des plus importantes entreprises industrielles actuelles (**aéronautique - nucléaire - automobile - armement - construction mécanique...**). *Nos "représentants" – tous ingénieurs – sont des négociateurs de haut niveau*, capables d'appréhender des **applications industrielles avancées**, d'entreprendre, traiter et conclure des affaires importantes. Chargés d'un secteur géographique ou industriel, ils sont très autonomes dans la conduite de leurs affaires – **rendant compte à la Direction Générale** – et sont rémunérés en partie à la commission. Ils sont assistés fonctionnellement – au plan technique et administratif – par les services internes du siège et des usines.

Le candidat recherché est ingénieur (de formation mécanique de préférence) et possède une expérience des secteurs industriels concernés. Il est fortement motivé par une activité commerciale exigeant d'incontestables qualités de négociateur et permettant un **niveau de rémunération élevé.** Une grande autonomie convient à son tempérament. Le poste est basé à **Paris.**

Merci d'envoyer votre dossier complet (en précisant un numéro de téléphone) à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS - Réf. 76685LM, qui nous le transmettra. Nous le traiterons de façon rigoureusement confidentielle.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE

leader sur la plupart de ses marchés et dont le CA dépasse 10 milliards de francs, crée dans le cadre du développement de ses activités à l'étranger, un poste d'

Assistant commercial international

Répondant devant le Directeur marketing international et en appui sur l'équipe marketing, il interviendra en tant que conseil pour améliorer la fonction distribution des quarante partenaires implantés dans le monde : diagnostic des organisations commerciales locales, recommandation des actions appropriées visant à augmenter l'efficacité des réseaux de vente et la rentabilité des linéaires.

Ce poste basé à Paris, mais impliquant de très nombreux déplacements à l'étranger, conviendrait à un jeune cadre commercial, diplomé d'études supérieures, ayant cinq ans d'expérience dans la vente de produits de grande consommation sur le terrain et connaissant bien les techniques modernes de distribution. Il sera en outre capable de parler très couramment l'anglais et l'espagnol pour transmettre son savoir et ses recommandations à ses interlocuteurs.

Adresser confidentiellement curriculum vitae, photo et courte lettre manuscrite sous référence 122 LM à J. AUMONT.

A+ Carrières
47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Si la création d'un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

vous intéresse, nous devrions nous rencontrer. Mon nom :

LOCAMESURE

Je loue des équipements électroniques et des systèmes informatiques et suis numéro un en Europe.

Pour contribuer à mon développement, il me faut la maturité de votre trentaine, la densité professionnelle de vos trois à cinq ans d'expérience dans cette fonction, la richesse et l'ouverture de votre formation "Ecole de Commerce".

J'ai aussi besoin de votre pratique des systèmes informatiques car je m'équipe d'un Data General M.V. 4000 fin septembre. Votre anglais sera apprécié.

Les huit personnes de votre équipe ainsi que les deux autres responsables (vente et technique) vous attendent déjà.

Ecrivez-moi rapidement :

LOCAMESURE
8 rue de l'Esterel
SILIC 456 - 94593 Rungis Cedex
Référence à préciser : 8392.

Nous sommes une importante Société Française développant en grande partie ses activités Ingénierie dans le secteur de l'Energie.
Nous recherchons



destiné à prendre à terme la direction du secteur "Energie".

Outre l'animation des Ingénieurs rattachés à ce secteur, il devra participer commercialement au développement de ce dernier. **Réf. 9330-M**

ingénieurs d'affaire

Ils auront pour mission de négocier d'importants marchés, principalement à l'Etranger. **Réf. 9335-M**

Pour ces postes, il est demandé une forte personnalité et un sens commercial prouvé.

Le niveau de responsabilité implique une *formation Ingénieur Grande Ecole* (X-GM, CENTRALE, SUPELEC, ...) et une expérience commerciale réussie, si possible dans le domaine de l'Energie (électrique, thermique, ...).

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous référence respective à MAMREGIES qui transmettra.

Mamrègies
3, rue d'Hauteville - 75010 Paris

S.I.C.O.M.I.

recrute

JURISTE

Expérience requise au sein d'un service juridique ou contentieux de préférence dans banque ou établissement financier.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo *sous n° T041.976M*, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Cosmétologie

CHEFS DE PRODUITS

Cette société, qui appartient à l'un des groupes français les plus importants dans le domaine de la santé, jouit d'une grande notoriété dans le secteur de la cosmétologie. Soucieuse de préserver son image de marque, elle désire poursuivre son développement en renforçant son département Marketing et recherche plusieurs.

CHEFS DE PRODUITS SENIORS H/F.

Rattachés au directeur de la société et travaillant en coordination avec la cellule marketing du groupe, ils sont chacun responsable d'une gamme complète de produits existants ou en développement : ils participent activement à l'élaboration du plan marketing (objectifs, stratégies, moyens) et s'impliquent totalement dans la promotion de leur département; ils disposent pour cela de moyens très importants en hommes et en budgets publicitaires.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure commerciale ou scientifique qui désirent valoriser une première expérience d'au moins deux ans dans la fonction marketing. Une bonne connaissance de la cosmétologie et la maîtrise de la gestion des budgets publicitaires seront tout particulièrement appréciées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12683 J. à :

EGOR BIOMEDICAL
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Paris

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cette Société est le premier spécialiste européen dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels puissants, elle développe une technologie de pointe dans un secteur en *très forte croissance. Son siège est basé à Paris et elle possède de nombreuses ramifications* internationales. Son expansion et ses projets de diversification nécessitent la création du poste Responsable Administratif et Financier.

Dépendant du Directeur de la Société et dans le cadre d'une large délégation, le titulaire du poste prend en charge une mission polyvalente et complète. *Responsable de la comptabilité générale* et analytique, il traite aussi tous les dossiers juridiques et sociaux. Il supervise la facturation et mettra en place un système interne de contrôle des coûts et de gestion prévisionnelle. Par ailleurs, il prend en charge tous les projets de diversification qui sont un des axes essentiels du développement de l'Entreprise.

Pour ce poste de confiance, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel de la Fonction, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sciences Eco, DECS, etc...) qui justifie d'une première expérience professionnelle (3 années environ) acquise de préférence dans une PME. *Outre la rigueur inhérente au poste, il mettra en valeur des qualités d'ouverture et d'imagination.* Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.
Cette offre constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur, désirant acquérir des responsabilités polyvalentes dans une Société jeune et très dynamique.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo, et rémunération actuelle sous réf. M 14761 D à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



RESPONSABLE LOGISTIQUE

INTERVOX-ALCATEL filiale de TELIC ALCATEL, est spécialisée dans la communication électronique : sonorisation, interphonie, signalisation audiovisuelle, arlarme, etc.
Elle emploie 70 personnes et fait un Chiffre d'Affaires de 60 millions de francs. Son important développement la conduit à rechercher un cadre de bon potentiel pour prendre en mains un poste clé : la logistique.

Directement rattaché à la Direction Générale, il prendra en charge : la gestion des commandes (de la saisie jusqu'à la facturation), le suivi des fournisseurs et sous-traitants, la gestion des stocks, les expéditions.
Il dispose d'un outil informatique performant.
Outre l'animation d'environ 15 personnes, il analyse tout particulièrement la demande commerciale en liaison avec la force de vente.

Nous souhaitons rencontrer un homme de 28 ans minimum, possédant une formation supérieure technique ou de gestion (type DUT, Ecole de Commerce, etc...). Il justifie d'une expérience significative de la fonction. La connaissance du domaine de l'électronique serait un atout supplémentaire. Anglais indispensable. Ses relations nécessaires avec de nombreux interlocuteurs (commerciaux, techniciens, informaticiens), impliquent des capacités de dialogue et une autorité naturelle.

De larges perspectives de carrière sont envisageables à l'échelon du groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 2639 C à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

ZANUSSI

Chef de produit

La filiale française de ce Groupe, premier producteur Européen d'électroménager, connaît un développement régulier. Elle recherche, pour assister la Direction Générale, un Chef de Produit.

Son rôle est important et varié : il procède aux études de marché, à l'analyse de la concurrence. Avec la Direction Générale, il définit et programme les fabrications et en contrôle le suivi en relation avec les usines. Il conçoit et met en forme les actions publi-promotionnelles (PLV, catalogues, documentation, etc...). Il apporte aux forces de vente les éléments nécessaires à l'amélioration de leurs performances (argumentaires, actions promotionnelles, etc...).

Ce poste peut intéresser un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, ESC, option marketing), possédant une première expérience dans ce domaine et souhaitant évoluer vers une responsabilité pleine et entière.

Lieu de travail : PARIS.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur dossier de candidature à SEFOP sous réf. CP 864M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCILS

CERG
SOCIETE DE SERVICE ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE,
en croissance de 30% par an et filiale d'un groupe important, crée la fonction de

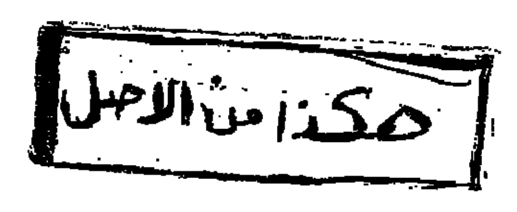
CONTROLEUR BUDGETAIRE

Nous recherchons un diplômé ESC ou équivalent, ayant une première expérience du poste (débutant accepté).

Sous la responsabilité du Directeur Financier, il sera chargé du contrôle budgétaire et de la mise en place de la comptabilité analytique.

Poste évolutif au sein d'un groupe performant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel CERG 4, av. Laurent Cély 92606 Asnières.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



3 Milliards de CA - 5000 personnes - recrute

un Organisateur

- Dépendant du Chef du Service METHODES, il l'assistera dans les missions qui lui sont confiées :
  - conception de procédures et postes de travail
  - conception d'outils pour la mesure et le suivi des activités
  - contrôle qualité

  dans les domaines de l'administration, de la logistique et de la vente.
- Vous êtes Ingénieur (AM - INSA), débutant ou ayant une première expérience.
- Vous avez de bonnes aptitudes de contact, d'adaptation, d'expression.
- Vous souhaitez déboucher, après quelques années, sur la prise de responsabilités opérationnelles.

LEVI TOURNAY

Adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à la **Direction du Personnel - 34, rue de la Verrerie - 75004 Paris**

Nous sommes un Groupe International Français
- 3500 personnes - 10 Filiales, à forte vocation exportatrice.
Nous recherchons - URGENT -
pour notre activité biens d'équipements

2 JEUNES CHEFS DE ZONE EXPORT

• Moyen-Orient, Irak... • Arabie, Egypte...

De formation technique vous avez déjà acquis une expérience grande exportation de biens d'équipement (minimum 3 ans) vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière. Nous vous proposons un challenge intéressant en vous confiant les respopnsabilités suivantes : création, animation, suivi d'un réseau de vente et négociations de contrats auprès de clients importants.
Vous serez l'homme-produit de votre marché.

Ces postes conviendraient à de jeunes ingénieurs au tempérament vendeur, *enthousiastes, mobiles, autonomes et ayant le goût du travail sur* le terrain (50 % déplacements).

Anglais courant.
Réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 78106 à *CONTESSE PUBLICITE - 20, Av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01*, q.tr.

Importante entreprise de travaux publics présente dans 26 pays
recherche

des ingénieurs études de prix des ingénieurs d'études

Les candidats retenus, de formation supérieure, auront acquis 5 à 10 ans d'expérience, tant dans le domaine des travaux que dans celui des études de prix.

Ils collaboreront à d'importants projets : ouvrages maritimes et fluviaux, aménagements hydro-électriques, ouvrages d'art, bâtiments industriels.

La connaissance de l'anglais leur sera indispensable. Celle de l'espagnol sera appréciée.

Les postes sont basés au Siège à la Défense.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. **4067** à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

LEVI TOURNAY

CNOF

Un des premiers Organismes de Formation Continue
souhaite renforcer son équipe en engageant un

conseiller de formation HF

RESPONSABLE DE LA LIGNE DE STAGES
RELATIONS HUMAINES

Il aura pour mission de gérer et développer les stages inter, de négocier et monter des programmes de formation intra, d'entretenir et développer les relations avec les entreprises.

Il doit donc avoir environ 30 ans, une formation supérieure orientée vers les Sciences Humaines, une pratique de la négociation commerciale, une connaissance des techniques de Formation aux Relations Humaines.

Une expérience de la vie d'entreprise est indispensable.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous réf. 2215-M) précisant le niveau de rémunération actuel seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

OSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CABINET D'AUDIT et de REVISION COMPTABLE
recherche

réviseurs confirmés et chefs de missions

- 2 à 5 ans d'expérience
- Formation supérieure.

Ecrire avec C.V. et photo au :
CABINET CALAN RAMOLINO et ASSOCIES
39, rue du Général Foy - 75008 PARIS
ou tél. au 293.00.70

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE
recherche

1 STATISTICIEN (NE)

pour étude et mise en œuvre de logiciels statistiques et conseils aux utilisateurs

Diplôme nécessaire : thèse 3e cycle ou ingénieur.
Pour un débutant, salaire + prime de 8.400 F net.

Écrire à : INSERM Centre de calcul 16, av. P.-V.-Couturier 94800 VILLEJUIF.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT
recherche pour PARIS

ADJOINT SERVICE ETRANGER

- Il supervisera la gestion des dossiers import-export ainsi *que les transferts et rapatriements de fonds.*
- Il sera plus particulièrement chargé de veiller au respect de la réglementation et d'établir les demandes d'autorisation.
- Il assistera le responsable pour la direction et l'animation du service.
- Il aura une expérience de plusieurs années des opérations avec l'étranger et de solides connaissances de la réglementation des changes.

POSITION GRADE et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à :
Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres, 75739 PARIS Cédex 15.

CADRE DE GESTION

Vous avez un diplôme supérieur de commerce ou de gestion, et au moins trois ans d'expérience : *nous avons besoin d'un(e) ADJOINT(E) AU CHEF* DU SERVICE GESTION COMMERCIALE.

TRANSPAC, réseau national de transmission des données informatiques, support de la télématique des années 80, se développe à un rythme rapide. Nous sommes maintenant le premier réseau mondial de transmission de données par paquets.

Pour gérer efficacement notre activité, nous mettons en œuvre d'importants moyens basés sur la téléinformatique et la bureautique.

Vous vivrez chez nous une expérience exceptionnelle, car, si nous offrons « les nouvelles voies du progrès », nous les utilisons également pour nos propres besoins.

Lieu de travail : **PARIS.**

Adressez votre C.V. à J.F. GUILBERT,
Directeur Commercial TRANSPAC,
Tour Maine Montparnasse
BP 145-75755 PARIS Cédex 15

transpac



FICHET-BAUCHE

DEPARTEMENT ALARME ET SYSTEMES
Groupe français, leader international dans le domaine de la Sécurité,
recherche

un ingénieur logiciel

DIPLOME

qui devra connaître :
- le matériel DIGITAL gamme minis 16 BITS
- les langages *macro-assembleur* 11 et langages évolués sous OS RSX 11

Mission :
conception, réalisation et mise au point de logiciels d'application temps réel.
Expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.
Déplacements de courte durée France et étranger.
Lieu de travail : Vélizy.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines
15-17, *avenue Morane Saulnier*
78140 VELIZY

LTM CONSULTANTS

CONSEIL EN RECRUTEMENT
de Personnel au niveau national, spécialisé dans les secteurs Transport et Logistique, recherche un

COLLABORATEUR HF

CONSULTANT (E), responsable des examens de sélection de candidats, tous niveaux de qualification, ainsi que des contacts avec la clientèle.

Le poste exige une formation Etudes Supérieures (Psychologie du Travail) : une expérience du recrutement en entreprise ou cabinet, la pratique des entretiens.

Disponibilité pour fréquents déplacements en province.

Adressez votre candidature sous réf. 1082-M à



LTM CONSULTANTS
63 avenue de Villiers
75017 Paris

Ingénieurs Electriciens Expérimentés

Vous avez la double expérience de *l'ingénierie et du chantier dans* des secteurs tels que la pétrochimie ou l'énergie.
Vous souhaitez élargir *vos compétences dans un domaine de pointe.*
Notre société (5000 personnes - La Défense), à vocation internationale, vous offre *cette possibilité.*
Affectés au siège, en relation avec nos services Etudes, les chantiers et nos sous-traitants, *vous préparerez les marchés de montage et* assurerez un suivi d'exécution par affaire, en matière d'installation *électrique générale de nos équipements.*
Une bonne pratique de l'anglais est indipensable et permettra *notamment des évolutions à l'exportation.*

Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 5956 à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média system

---

organisateurs

Nous sommes une **BANQUE** Française, de tout premier plan, exerçant ses activités en France et à l'Étranger.
Nous recherchons :

1) ORGANISATEURS INFORMATICIENS

Agés de 30 ans environ, diplômés d'une Grande Ecole de Gestion *ou d'ingénieurs, leur rôle essentiel consistera à organiser les services* de la Banque en vue d'une automatisation des procédures.

Ils devront justifier d'une *expérience analogue acquise au sein* d'une **BANQUE**. Des qualités d'ordre, de méthode et de solides *connaissances de l'outil informatique sont nécessaires.*

2) ORGANISATEURS BANCAIRES

Ils travailleront en liaison étroite avec le Département Informatique. *Une expérience pratique des **opérations bancaires** et/ou* de quelques années d'organisation bancaire est indispensable.

Le poste exige une formation de base d'un niveau au moins Bac + 2.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous réf. 61.44/10/552 à notre Conseil ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation



Le **GAN** propose à de jeunes diplômés d'Écoles Supérieures de Commerce ou de l'Université la fonction
d'assistant en publicité

Intégré au sein d'une jeune équipe de *17 personnes et dépendant directement* du responsable de la publicité, il prendra en charge la fonction "Étude et mise en place des campagnes publi-promotionnelles".
Dans le cadre de ses activités, outre son rôle de conseil et d'assistance opérationnelle auprès des départements commerciaux et ses relations avec nos correspondants extérieurs (agences de publicité, studios de création...), il interviendra pour juger, sous un aspect marketing, de l'efficacité et de l'opportunité de certaines actions menées ou à mener.

En plus des qualités de contact essentielles pour réussir dans ces fonctions, la gestion d'un budget et le respect des délais nécessitent une rigueur certaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à :
Gilles SUDRIE, GAN, Direction du Personnel et des Relations Sociales,
2, rue Pillet-Will - 75448 PARIS Cedex 09

VOUS VENEZ DE TERMINER VOS ETUDES SUPERIEURES...

dans une école ou une université à dominante :
COMMERCE, GESTION,
CONSTRUCTION, BATIMENT-T.P.



vous propose
un premier emploi
et une formation spécifique.

MATERIAUX SERVICE, 280 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisé, dans la distribution de MATERIAUX de CONSTRUCTION.
***Notre politique** : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.*
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence CGB à :
COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX

COREP

OSNCR

ENTREPRISE
CENTRE DE PARIS
RECHERCHE

COLLABORATEUR
COLLABORATRICE
EXPÉRIMENTÉ (E)

pour rédaction documentation connaissance administration *souhaitée dactylographie* indispensable.

Écrire S.G.P.
13, avenue de l'Opéra.
75001 PARIS.

STE D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS

recherche

ASSISTANT

pour missions de surveillance et de révision. D E.C.S. ou niveau certificat supérieur et 1 ou 2 ans d'expérience similaire indispensable. Env. lettre et CV Sté G. ELBAUM FIDUCIAIRE 115, rue Cardinet 75017 PARIS.

Banque de Dépôt
Importante clientèle industrielle et développement international
recherche pour
son SECTEUR ENTREPRISE

Chargé de clientèle

Le candidat, ayant un goût prononcé pour la finance, aura une expérience bancaire ou en trésorerie d'entreprise de 2 à 3 ans.
Pour développer son portefeuille de clientèle *d'entreprise de taille importante, il devra assurer* un rôle de conseiller financier en maîtrisant aussi bien les besoins de l'entreprise que les produits bancaires.
Sa formation supérieure (HEC, ESCP, ESSEC...) sera complétée par une *formation technique.*
Adressez CV manuscrit+photo et prétentions. *s/réf. 1542M.*

SOURCES 16 rue J.J. Rousseau 75001 Paris qui trans.

Important Groupe de Presse

recherche

UN JOURNALISTE

Domaine d'information à couvrir :
Les nouvelles technologies, les nouveaux composants, les nouvelles méthodes dans les industries mécaniques

Formation et expérience :
Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien. Expérience industrielle appréciée. Anglais lu et parlé, allemand souhaité.

Qualités requises :
Aptitude naturelle à écrire, bon enquêteur, esprit de synthèse et goût pour le travail d'équipe, grande disponibilité personnelle.

Adresser CV et prétentions sous référence 271.093M.à :
REGIE PRESSE
***85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS**, qui transmettra.*

Chef Comptable

190.000 +

Notre Société (150 personnes, 280 millions de CA) -qui appartient à un groupe français bénéficiaire et exportant dans le monde entier- distribue en France des produits de grande consommation de réputation internationale. Pour remplacer notre Chef Comptable, récemment promu dans le groupe, nous recherchons un homme ou une femme désireux(se) de prendre la responsabilité d'un service se partageant les domaines de la Comptabilité Générale, Analytique et Budgétaire, des Comptes Clients et Fournisseurs, de la Trésorerie et de la supervision de la Paye. En collaboration directe avec le Directeur Administratif et Financier, et disposant d'une réelle délégation, il ou elle contribuera à maintenir une réelle ambiance de travail d'équipe (une dizaine de personnes), développera l'utilisation de l'actuel outil informatique en temps réel en vue de faire évoluer les méthodes existantes pour les rendre plus performantes (introduction d'un micro-ordinateur) et, enfin, établira une communication efficace avec les services de la Société ou les interlocuteurs du groupe concernés par son activité. Nous choisirons *un(e) candidat(e) ayant au minimum* un DECS complet ou un BP et, par ailleurs, doté(e) d'une personnalité aussi rigoureuse qu'ouverte. En attendant notre déménagement à Paris, dans un an environ, le poste est basé en Seine et Marne.
ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie *d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo* et prétentions) sous *référence* 309249 M

35 rue du Rocher 75008 Paris



LEVI TOURNAY

CADRE RESPONSABLE VIDEO

Notre Société est à la tête de l'un des premiers Groupes Industriels français. Nous recherchons pour le Département Images et Communication, un professionnel de la conception et de la production audiovisuelle, possédant en outre un très bon niveau de formation générale.
Curieux et inventif, sachant s'adapter à des interlocuteurs de tout niveau, il sera chargé en particulier de réaliser un magazine périodique d'information télévisée. D'autre part il interviendra pour conseiller les Directions et filiales, pour concevoir et réaliser des programmes audiovisuels adaptés à leurs besoins, qui vont de l'information interne à la promotion d'un produit ou d'une technologie.
Bon niveau d'anglais souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V. +photo sous référence 3 MO 75 à
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

ingénieur informaticien

X, SUPELEC, CENTRALE, PONTS....

Nous sommes une importante Société d'ingénierie Française, spécialisée dans différents domaines (nucléaire, électricité, chimie, ...).

Nous recherchons un **ingénieur informaticien** qui sera affecté à un Info-Centre spécialisé en informatique technique : CAO, Devis, Suivis de Chantiers, ...

Ses missions essentielles consisteront :
- à apporter à ce Centre ses compétences particulières en matière de Bases de Données,
- à prendre en charge directement des projets associés.

Le profil conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant au moins 3 ans d'expérience des Bases de Données et du matériel de type *Mega-minis : par exemple* PRIME ou MINI 6 ou DEC.

La connaissance de la méthode MERISE est souhaitable.

Le poste exige des qualités d'ordre, le souci des méthodes, l'esprit d'analyse et de synthèse et le sens des contacts.

Adresser C.V., photo et *salaire actuel sous réf. 44.05/II/549 à notre Conseil*
ADEQUATION, 62-64 av. Emile Zola
75015 Paris.

Adequation

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

recrute

UN PROGRAMMEUR

Faire acte de candidature à l'épreuve de sélection par lettre manuscrite avec C.V. à :
M. le Directeur
du Service Informatique
Hôtel du Département
124, rue Carnot
93007 BOBIGNY.

DIRECTION FINANCIERE

Razel, vous connaissez ?

Nous sommes une importante entreprise de Travaux Publics et de Génie Civil. Notre siège social se trouve au sud-ouest de la région parisienne. Nous réalisons un Chiffre d'Affaires de 1,5 milliard de Francs H.T., dont plus de 50 % à l'export.
Malgré la crise économique, nous poursuivons une forte expansion à l'étranger, et notre direction financière est activement associée à cette croissance.
Aujourd'hui, notre actuel Directeur Financier devant accéder à d'autres responsabilités au sein du groupe, nous recherchons pour le relayer un

FUTUR DIRECTEUR

qui se verra confier immédiatement :
- la négociation de financements export,
- l'établissement des prévisions financières,
- la supervision de la trésorerie, des crédits, du montage et de la gestion de toutes les opérations financières.

Vous avez déjà une dizaine d'années d'expérience, *acquise en partie dans la banque et dans* les secteurs BTP ou équipements industriels lourds. Vous disposez d'une formation Grande Ecole, et vous pratiquez couramment l'anglais.
Alors venez participer à notre développement *au sein d'une équipe soudée et performante*, nous avons de quoi satisfaire vos légitimes ambitions.

Pour pouvoir nous rencontrer rapidement, envoyez votre CV détaillé à :



Discrétion assurée.

CABINET FRANÇAIS D'

INGÉNIEURS CONSEILS

RATTACHÉ A UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES, nous recherchons

PLUSIEURS INGÉNIEURS

Notre Cabinet aide les Sociétés, généralement de taille importante, à optimiser l'utilisation de leurs moyens à tous les niveaux de la gestion. Il connaît depuis plusieurs années une expansion régulière.

- **Nous recherchons des individualités de valeur éprouvée, ayant déjà une expérience significative en responsabilité de gestion et en commandement dans l'Industrie.**
- **La préférence est donnée aux candidats ayant une expérience dans les domaines *de la PRODUCTION.***
- **Il n'est pas nécessaire d'avoir une expérience dans le Conseil, car la formation de Consultant sera assurée au sein des équipes opérationnelles.**

Les candidats retenus auront su nous convaincre de leur aptitude à animer les hommes à tous les niveaux, de leurs capacités d'analyse et d'imagination et surtout de leur sens du concret, car leur tempérament les porte à vouloir réaliser leurs idées, pratiquement, sur le terrain.

Il s'agit d'un métier passionnant, permettant un développement exceptionnel de la personnalité. Mais il faut être bien certain de pouvoir en accepter les contraintes (les ingénieurs ne rentrent à leur domicile que le week-end).

ADRESSEZ, sous pli fermé, lettre manuscrite mentionnant le niveau de rémunération souhaité et accompagnée de votre C.V. sous réf. 83 6 BH à

PUB CONSEIL

98, avenue de Villiers, 75017 PARIS, qui nous le fera parvenir. Nous ne transmettrons *votre candidature qu'avec* votre accord préalable.

BANQUE GENERALE DU *PHENIX*
recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

ORGANISATEUR

HF

Adjoint(e) du responsable, il(elle) sera l'interlocuteur(*trice*) des services de la Banque et devra être à même de :
- concevoir des analyses fonctionnelles;
- rédiger, mettre en place et actualiser les procédures;
- suivre les applications traitées par les sociétés de services;
- contrôler l'exécution des budgets.

Ce poste *conviendrait* à un(e) candidat(e) d'au moins 27 ans, de formation supérieure, ayant une expérience bancaire d'environ 5 ans et possédant *de* solides connaissances d'informatique.

Lieu de travail : QUARTIER ST LAZARE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 765/M à OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS. Discrétion assurée.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

**Professeur de mathématiques-physique de la seconde à Math-sup. pour école hors-contrat près de l'Étoile du 25 septembre 83 au 25 juin 84 – 6 à 18 heures par semaine.
Ecr. s/nº 8.800 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.**

POUR PARIS 8ème

jeune diplômé(e) IUT statistiques ou informatique

à des fins de traitement statistique.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 7435 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL EN PLEINE EXPANSION

recherche URGENT

DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT
POSSÉDANT CONNAISSANCE INFORMATIQUE

UN DIPLOMÉ MAITRISE PHYSIQUE

UN INGÉNIEUR D.E.A. INFORMATIQUE

Une année d'expérience

INTERESSES PAR PEDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEURS

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE DE SYSTÈMES E.A.O.

Envoyer curriculum vitae sous nº T 041.942 M à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIETE DE SERVICES - C.A. 250 M de F -
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche

responsable de l'administration commerciale

- 35 ans environ. Formation Supérieure (Droit, Sciences Eco, IUT de gestion ou similaire). Expérience de l'administration commerciale, du contact et du suivi clients (contrats, facturation, encaissements). Pratique de l'outil informatique et de l'animation d'une équipe.
- Il dépend du Directeur Administratif, anime et organise une équipe de plus de 30 personnes, contrôle la distribution physique dont il effectue les relevés et établit la facturation dont il gère les règlements (encaissements, relances, contentieux).
- Il entretient de très nombreux contacts avec la clientèle (contrats, tarifs, litiges...) dont il est l'interlocuteur privilégié et le relai dans l'entreprise.
- Son doigté et ses capacités relationnelles tant avec son équipe qu'avec la clientèle comptent autant que sa compétence.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 908-M à GUILLON Sélection
(réponse et discrétion assurées)

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Responsables de programmes

Nous sommes l'un des tout premiers Groupes français de Promotion et de Construction, et nous recherchons des Responsables de Programmes pour la REGION PARISIENNE (Secteurs Noisy-le-Grand, et éventuellement Cergy-Pontoise).
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - SUP de CO - ICN - Ingénieur) et possedez une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans la gestion d'opérations immobilières, si possible en secteur aidé.
Nous vous offrons un poste autonome, impliquant de larges responsabilités commerciales, financières et administratives dans un Groupe où les possibilités d'évolution sont réelles.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous reference RP/CN à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche pour son service Brevets

ingénieur électronicien

2 à 5 ans d'expérience dans la propriété industrielle, de préférence diplômé du CEIPI. Bonnes connaissances de l'anglais.
Nationalité française exigée.
Adresser CV (en précisant les domaines techniques où l'expérience à été acquise) et prétentions
à **LCT** - *BP 40* - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY *Cedex*.

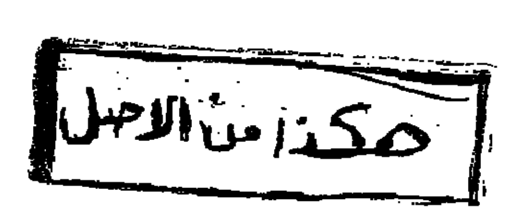
JEUNE ANALYSTE (H. ou F.)

Afin d'assurer son développement et l'évolution vers des systèmes plus élaborés,

ASGROW-FRANCE
crée un poste
d'ANALYSTE

La fonction, au sein d'une équipe restreinte, va de la définition du problème à sa réalisation et la mise au point.
Nous souhaitons rencontrer des informaticiens ayant 2 à 3 années d'expérience (connaissance S/34, S/38, bases de données et micros très appréciées) avec une formation de type BAC + DUT, AFPA, MIAGE...

Adresser C.V. et prétentions ss la référence M 983 à
M. DUMONT ASGROW FRANCE S.A.
B.P. 80, 60304 SENLIS CEDEX.



INFORMATIQUE DE GESTION

INGENIEURS ET CADRES

NOUS OFFRONS à des candidats motivés, décidés à développer leurs compétences et à élargir leur champ d'action, l'opportunité de rejoindre notre équipe pluridisciplinaire d'*INGENIEURS* CONSEILS.

IL FAUT être diplômé d'une grande école, pratiquer l'anglais, avoir déjà acquis, en qualité d'ingénieur ou de cadre, une *expérience opérationnelle* de 3 à 5 ans dans l'analyse des besoins d'informations de l'entreprise, la conception et la mise en *place de grands systèmes de gestion.*

NOUS SOMMES membre d'un groupe international qui emploie 1.500 *consultants dans le monde* ; sur le plan national et international nos interventions de haute qualité concernent des entreprises de secteurs très diversifiés et de toutes dimensions.

Basé à Paris, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous réf. 10.370-M à Coopers & Lybrand Associates 11, av. Delcassé 75008 Paris.



Une importante Société du secteur Agro-Alimentaire recherche

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

- Le titulaire du poste sera âgé d'environ 30 ans.
- Niveau d'études : D.E.C.S.
- Une première expérience lui aura permis de maîtriser tous les problèmes comptables et fiscaux.

Des missions d'audit seront à effectuer dans des établissements de province.
Dynamisme, esprit d'équipe et de synthèse seront des qualités indispensables.

Adresser courrier manuscrit avec C.V. + photo et prétentions à l'attention de M. J.-L. HEID, 15, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS.

Société d'expertise Comptable
Implantation Européenne
et Internationale
Recherche :

1) pour son siège à Paris

REVISEURS

1 à 3 ans d'expérience de cabinet - DECS
pour mission d'audit commissariat
et conseil en France et à l'Etranger

2) Pour son département Afrique
(Résident en Afrique francophone)

CHEF DE MISSION REVISEUR

3 ans d'expérience d'audit
1 certificat supérieur
pour mission d'audit commissariat conseil et seconder chef de bureau en Afrique
(Abidjan - Bamako - Niamey - Dakar)

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à :
Concorde Européenne Audit-France.
21 bis, rue Lord Byron - 75008 Paris

VOUS ETES ATTIRE
PAR L'INFORMATIQUE
FAITES UNE CARRIERE
D'INFORMATICIEN AVEC NOUS

Nous sommes une Société Parisienne de Conseils en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf 76806/C CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.



ayant une première expérience

Si vous êtes intéressé par l'un des domaines :
- SYSTÈME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELE-INFORMATIQUE,
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- CFAO.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre *équipe d'ingénieurs spécialisés.*
Merci d'adresser C.V. et prétentions à



9, boulevard Jean-Jaurès - 92100 BOULOGNE.

MEDIA 94

CTSN

LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

Fondation reconnue d'utilité publique recherche

UN CHEF DE PROJET

Formation :
— *universitaire scientifique 3e cycle ou thèse* d'état en biochimie,
— *ou pharmacien.*

Bonnes connaissances des techniques analytiques biochimiques et immunologiques.
Expérience dans un laboratoire de recherche en biochimie et/ou immunologie, comportant la pratique des méthodes de purification des protéines.
Expérience en industrie souhaitée.
Anglais indispensable.

Envoyer C.V, lettre manuscrite + photo au C.N.T.S. Service Recrutement
6, rue Alexandre Cabanel 75015 PARIS

Synthélabo

cherche pour une de ses filiales spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel *Médico-Chirugical* située à **PALAISEAU,**

UN INGENIEUR ANALYSTE
ADJOINT AU CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE.

Il prend en charge :
— l'organisation du service,
— *la planification du travail,*
— l'exploitation de l'outil informatique (IBM 38, 3/15).

Dépendant du Chef de Service et assisté d'une *équipe de 6 personnes il participe au diagnostic* des besoins, définit les projets et assure la mise en œuvre des nouveaux systèmes d'information.

De formation supérieure, il justifie d'une *expérience d'au moins deux ans dans un service* informatique en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 118 à : D. VOLTZ
SYNTHELABO 22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Groupe français de construction mécanique recherche pour Paris et province

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants ou ayant une première expérience industrielle.

Les postes à pourvoir en production (technologie spécifique - MOCN) ou au niveau conception (developpement d'un système CFAO et des méthodes de calcul) offrent de réelles opportunités d'évolution rapide à des candidats dynamiques, ayant le goût des responsabilités et le sens du travail en équipe.
Anglais apprécié.
Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 45482 à

projets publicité
12, rue des Pyramides
75001 Paris,
qui fera suivre.

CHEF COMPTABLE

Paris Ouest **F 160.000+**

Est recherché par une société de matériel médico-chirurgical, filiale d'un puissant groupe américain ; CA:F 150 millions.

Relevant du Directeur Administratif et Financier, il anime et supervise une équipe de 7 personnes (*comptabilité générale*, suivi de la *trésorerie*, comptabilité fournisseurs France et Etranger, la paie), regroupe les informations nécessaires à *l'établissement* du reporting destiné à la maison mère, assure toutes les déclarations sociales et fiscales, participe à l'amélioration des procédures, au sein d'un contexte informatisé.

Ce poste conviendra à un candidat, titulaire du DECS ou équivalent, pratiquant l'anglais, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une entreprise utilisant les méthodes comptables anglo-saxonnes ; expérience audit appréciée.

La *rémunération* de l'ordre de F 160.000 sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 21.540-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris





STÉ DU GROUPE HUTCHINSON (2,5 milliards F.)
faisant lui-même partie du
1er GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recrute POUR SOUTENIR
LA FORTE CROISSANCE A L'EXPORTATION
(40 % +) de son DÉPT. AUTOMOBILE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Constructeurs Auto Europe (hors France)

IL ASSURE LES LIAISONS COMMERCIALES ET TECHNIQUES ENTRE
- *LES CONSTRUCTEURS AUTO*: Sces Achats B.E. et Sces Essais (1re monte exclusivement)
- *et LES SERVICES INTÉRIEURS PAULSTRA* (Labos - B.E. des Usines en Province).

Il analyse les besoins des Constructeurs et les adapte aux produits et possibilités PAULSTRA. Il prépare et négocie les affaires nouvelles. Il suit les marchés en cours.

BASÉ A LEVALLOIS (92)
il est à 50 % *chez les Clients et dans les Usines.*

INDISPENSABLE
- Formation technique solide : INGÉNIEUR diplômé ou niveau.
- ANGLAIS COURANT + si poss. Allemand.
- EXPÉRIENCE TECHNICO-COMMERCIALE à l'EXPORT (ou TECHNIQUE si réelles aptitudes commerciales) chez un CONSTRUCTEUR ou ÉQUIPEMENTIER 1re monte.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 6051 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES DE LA FONDERIE
recrute à PARIS

UN INGENIEUR MECANICIEN

pour le moulage en moules métalliques. (Réf. 1)

UN INGENIEUR CHIMISTE

pour le moulage sable. (Réf. 2)

Pour ces deux postes, les candidats seront chargés d'études en laboratoire, station d'essais et usines.

UN INGENIEUR

pour son laboratoire d'analyses chimiques des métaux. (Réf. 3)

Une première expérience industrielle serait apprécié.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : C.T.I.F. - 12, Avenue Raphaël - 75016 PARIS *en indiquant la référence du poste.*

oasis

Nous créons, pour assurer le développement de notre filiale de production de boissons de Pantin (100 personnes), un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et GESTION du PERSONNEL

De formation supérieure (technique ou administrative) il aura acquis concrètement, par une expérience d'au moins cinq ans, les qualités d'organisation, de rigueur et de contacts indispensables.

Il sera chargé, en relation avec le siège social, d'assister le directeur de l'usine pour les problèmes administratifs et de personnel.

Lieu de travail : PANTIN (région parisienne).
Evolution possible vers d'autres fonctions.

Merci d'envoyer votre c.v. en indiquant vos prétentions à VOLVIC-OASIS, B.P. 41, 92340 BOURG-LA-REINE.

INGENIEUR
Chef de Service Fabrication Développement

La Société est l'une des composantes d'un important Groupe Français possédant des filiales en France et à l'étranger. Elle est spécialisée dans la fabrication de produits *chimiques à usage industriel.*
Pour diriger un service de l'une de ses usines, elle recherche un jeune INGENIEUR MECANICIEN qui animera une équipe de trente personnes et assurera progressivement des *responsabilités polyvalentes: contrôle qualité*, gestion de production, fabrication, stockage, expédition, relations avec la clientèle, développement et évolution du produit... Formation ingénieur (ENSAM, HEI, IDN, *ou similaire)*. Expérience souhaitée de la direction du personnel travaillant *en continu. Environ* 30 ans. 200.000F.
Adresser CV détaillé sous réf. 232/25M à

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.

Un Important Groupe de Distribution (C.A. 20 milliards) recherche pour sa filiale **« Marchandises générales » :**

un Responsable Administratif et Comptable

Sous l'autorité du Directeur Général, titulaire d'un DECS ou équivalent au minimum, possédant une expérience confirmée de la comptabilité informatisée, le collaborateur recherché sera chargé d'animer une équipe comptable de 10 personnes, de tenir les comptabilités générale et analytique d'une Société réalisant 400 millions de chiffre d'affaires (à partir de 6 établissements régionaux), de l'établissement du bilan fiscal, de la mise en place du contrôle de gestion de la société et de la gestion de trésorerie.
Recherché pour sa compétence professionnelle, le candidat pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe, véritable communauté d'intérêts.
Poste à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions, sous réf. 8947 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

LEVI TOURNAY



7 centres - 3000 personnes
1er fabricant français
de sources lumineuses

Dans le cadre de l'organisation PHILIPS-FRANCE :

LES FABRIQUES REUNIES DE LAMPES ELECTRIQUES

recherchent pour leur Siège Social (Issy les Moulineaux)

UN ANALYSTE

DIPLOME GRANDE ECOLE :
ECP, ENSAM... ou HEC, ESSEC...
débutant ou 2 à 3 ans d'expérience.

Le candidat retenu participera au développement et à la mise en place d'applications (gestion de production - logistique) d'informatique répartie.

Evolution rapide prévue vers la fonction de Chef de Projets.

Le sens de la négociation, un goût affirmé pour le travail en équipe, des déplacements fréquents et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à R. WEISSENBURGER - FRLE
31, rue Camille Desmoulins
92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

emballages

LA 1re REVUE DE L'EMBALLAGE

recherche

UN(E) JOURNALISTE

de formation universitaire, technique ou commerciale

Anglais souhaité

Adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
E. SEGOND - 40, rue du Colisée
75381 PARIS CEDEX 08

Une publication du Groupe CEP

Pour faire face à la croissance *rapide de ses ventes de produits* de laboratoire pour :
techniques séparative
et biologie cellulaire

RÉACTIFS I.B.F.

recrute

UN (E) DÉLÉGUÉ (E) TECHNICO-COMMERCIAL (E)

Ce poste conviendra à un (e) jeune candidat (e) de formation supérieure en biochimie (maîtrise DEA ou équivalent) complétée par une première expérience en laboratoire ou dans une fonction technico-commerciale.
Une forte motivation pour la promotion de produits techniques de pointe auprès de scientifiques de haut niveau, ainsi qu'une grande mobilité sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à : REACTIFS I.B.F., Service du Personnel, 35, avenue Jean-Jaurès, 92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE.

OFFRES D'EMPLOIS

Gibert Jeune
recherche un
CHEF DE COMPTABILITÉ
Mission :
- animer une équipe de 10 personnes.
- Assurer la comptabilité des 7 sociétés du groupe.

Profil :
- Excellent professionnel, apportant les preuves de ses qualités d'organisation.
- Bonne pratique de l'informatique (le service comptable dispose d'un Cii DPS 6).

Ecrire avec C.V., photo M. JOUVIN 4, Place Saint-Michel 75006 PARIS

bleu

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT PARIS RECHERCHE
Avant le 1er octobre
PROFESSEURS
du second degré de l'éducation nationale
- SCIENCES NATURELLES.
- PHYSIQUE - CHIMIE.
- FRANÇAIS.

Pour vacations annuelles.
Téléphone : 222-38-29.
Ou écrire I.S.P.E.P.M.
5, rue Péguy. 75006 PARIS.

Ville de SAINT-DENIS
(Seine-St-Denis) 92.000 hab.
recherche selon condition statutaire
(mutation ou inscription sur liste d'aptitude).

ATTACHÉ (E) p. direction
Service gestion du personnel (recrutement, formation, tableau de bord, statistiques, information du personnel, relations avec représentants du personnel, expérience service du personnel souhaitée.

ATTACHÉ (E) p. direction
service enseignement
facilités contact et bonne connaissance milieux scolaires et universitaires.

Adresser cand. + C.V. à
M. le maire.
93205 ST-DENIS CEDEX 1.

SOCIÉTÉ DISTRIBUTION
200 points de vente
équipe sympathique
travaillant sur des applications originales

recherche
1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR
JEUNE ET DYNAMIQUE

Ayant 2 ans ou plus de pratique
Cobol ANS
sous DOS/VSE
(+ C.I.C.S. et R.P.G. II)
si possible
(sur 43 XX-3 MEGA)

Envoyer C.V., prétentions à
Société ELAN
Direction Informatique
B.P. 759
93104 MONTREUIL Cedex

MERCEDES BENZ FRANCE
recherche
1 ANALYSTE ÉCONOMIQUE et STATISTIQUES

Sous la responsabilité du Chef de Service études et prévisions, il sera plus particulièrement chargé de suivre l'évolution des marchés automobiles (V.P. et V.I.)

Formation BAC 2 ans min. Débutant accepté.

Adresser C.V., photo à
MERCEDES BENZ FRANCE
Direction Centrale du Personnel, B.P. 100
78153 LE CHESNAY Cedex.

SOCIÉTÉ DÉCOUPAGE GRANDE SÉRIE
recherche

Pour développer vente de petites pièces métalliques d'assemblage

Secteurs
NORD (5 départements)
+ Région Parisienne
TECHNICO-CIAL
dynamique

INDISPENSABLE
- connaissance mécanique,
- formation technique (niveau B.T.S ou équivalent),
- sens commercial,

OFFRE
- fixe + commission évent.
- indemnités journalières et de déplacements.
- voiture fournie.

Adresser candidature + prét. accompagnées C.V. détaillé avec photo à :

NOMEL S.A.
Tour Franklin
92081 PARIS LA DÉFENSE
CEDEX 11.

Entreprise banlieue nord-est de Paris spécialisée en fabrication de biens d'équipements,
recherche
1 ASSISTANTE JURIDIQUE
de formation universitaire bilingue anglais français et dactylographe.
Env. C.V. à SIPEP, réf. 59, 3, rue de Choiseul, PARIS-2e.

(Métro Mairie de Montreuil)
Important B.E.T. BATIMENT-INFRASTRUCTURES, recherche pour sa Direction Technique
UN INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
- Diplômé d'une Grande Ecole.
- Ayant une solide expérience professionnelle dans le domaine, des équipements électriques du bâtiment, de l'infrastructure.

Ce poste exige, outre l'aptitude à maîtriser les techniques de l'électricité, des qualités de relationnement.
Ecr. à O.P.F., N° 853, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui tr.

COMPAGNIE D'ASSURANCES ÉTRANGÈRE LA.R.D.
recherche
pour étoffer son service sinistres (40 personnes)
UN (UNE) CANDIDAT (TE)
30 ANS ENVIRON

Position cadre après période essai. Sens de la gestion. Bonne aptitude à l'administration. Expérience sinistres A.R.D. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS

Ecrire avec C.V., photo prét. sous N° 5.667 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transmettra.

CONSEILS EN ORGANISATION
recherchent
DIPLOMÉS
GRANDES ÉCOLES
- Débutants (réf. 9.634).
- Expérimentés (réf. 9.635).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien la référence sur l'enveloppe à PLAIN CHAMPS, 37, rue de Froidevaux, 75014 PARIS.

Cie ASSURANCE VIE
PARIS-8e
recherche pour son SERVICE TRÉSORERIE
AIDE COMPTABLE
(Situation d'avenir si candidat motivé, dynamique et sérieux).

Env. C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à
M. Christian JACQUIAU
Compagnie VITA
21, rue Vernet, 75008 PARIS sous réf. 8.302.

Cie ASSURANCES VIE
PARIS-8e
recherche
COMPTABLE
(BAC G2 ou équivalent)

(Travaux variés, situation d'avenir si candidat motivé, dynamique et sérieux)

Env. C.V., manuscrit, photo récente et prétentions à
M. Christian JACQUIAU
Compagnie VITA
1, rue Vernet, 75008 PARIS
sous réf. 8.301.

Important organisme de garantie financière
recherche
pour son siège parisien
UN ANALYSTE FINANCIER
MISSION :
Rattaché au service études et analyses, il a la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui est confiée.

Le candidat :
Débutant ou ayant une première expérience, il a acquis au cours de ses études supérieures de solides connaissances en comptabilité et en analyse de bilans, et une certaine ouverture aux problèmes juridiques.

Adresser C.V. + photo + *prétentions n° 66.731* BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU GROUPE C.G.E.
proximité CLICHY
LEVALLOIS, ASNIÈRES
recherche
pour son service COMMERCIAL EXPORT
COLLABORATEUR OU COLLABORATRICE
BILINGUE ANGLAIS
Niveau DUT, ayant une bonne connaissance de la dactylographie.
Il ou elle assistera l'ingénieur commercial et assurera le suivi des dossiers.
Quelques années d'expérience souhaitées.
Envoyer C.V., photo et prétentions n° 66.414 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

Société industrielle secteur électronique
recherche pour son service contrôle de gestion
ASSISTANT
Formation I.U.T., B.T.S. comptabilité ou équivalent
Expérience professionnelle de quelques années dans secteur ou domaine comptabilité.
Sera plus particulièrement chargé du suivi financier et *comptable de chantiers situés à l'étranger.*
La candidat souhaité est jeune, dynamique, de bon contact et a une connaissance opérationnelle de l'anglais.
Le poste est situé à PARIS XIIIe

Adresser C.V., photo et prét. à n° 78.027 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
IMPORT EXPORT
banlieue sud
recherche
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
parfaitement bilingue anglais expérimentée.

Adresser C.V., prétentions N° 5.097 FRANCACIP 17, rue de la Banque-2e.

SECRÉTAIRE
expérimentée
DACTYLO
parlant anglais pour service importation.
Ecrire avec C.V. sa réf. 8.948 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 *qui* transmettra.

enseignement

AMERICAN IN V.O. AT THE AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail, 75014 PARIS.
633-67-28
ENGLISH FOR EVERYBODY

SESSIONS INTENSIVES :
renouvelables tous les 15 jours
début : 12 septembre 1983.

SESSION D'AUTOMNE :
du 26 septembre au 17 décembre.

LEARN TO SPEAK AMERICAN
cours dans la journée, le soir et le samedi.

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

capitaux propositions commerciales

IMMEUBLE
6.500.000, rapport 550.000. Vente ou emprunt 3 millions. *Tél. : 889-66-22.*

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) *B.P. 402.09 PARIS.*

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. *Demandez une documentation* sur la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M) B. P. 291.09 PARIS.

COMPAGNIE AUDITIONNE ACTEUR
env. 28 ans. Libre de suite.
Téléphone : 252-89-44.

villégiature

Nice 179 prom. Anglais, palais sol., stud. meub. Par ex 2 pers. 250 F/j., pers. sup. 105, min. 1 sem. T. (93) 44-08-86.

Juan-les-Pins studio 4/5 pers., parc, piscine, près plages, centre. Tél. : 723-54-32 p. 721.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H., 27 ans, maîtrise Sc. Eco., DESS gestion de personnel, 2 a. expér. de services du pers., dynamique et motivé, rech. poste de la fonction.
Ecrire sous le n° T 041.969 *M*
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE SPÉCIALISÉ (maîtrise de socio de l'information) en communication éducative, *audiovisuel, culture* (critique cinéma, théâtre), secrétaire rédaction et édition, *exp.* 20 a. cherche poste
PRESSE, MÉDIA, ÉDITION, PUB. ou FORMATION.
Ecrire sous le n° T 41.918 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE D'INTÉRIEUR plasticien d'environnement DNBA 1980, 5 années d'expérience multiples postes dynamiques. Téléphone : 766-35-64.

J.F. 28 ans, bac F8 médico-social, préparation maîtrise Arts Plastiques, très motivée, *cherche emploi soir ou week-end.* Etudie toutes propos.
Ecrire sous le n° T 041.997 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assistante Direction, trilingue anglais, allemand, DUT, T.C., 10 ans d'expérience, recherche poste d'adjointe à Directeur ou *poste* d'attaché commercial dans secteur relations extérieures ou assimilé.
Ecrire sous le n° T 041.973 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre 52 ans, 300.000 F +
- 10 ans, vente à tous les niveaux hiérarchiques.
- 20 ans de conseil en communication publi-promotionnelle.

Expérience gestion P.M.E.. Rech. Dir. P.M.E. ou Dir. Promotion Agence ou Annonceur. Ecrire à PROMOP Recrutement 26, bd Voltaire, 75011 PARIS.

Jeune homme 25 ans, titulaire d'un DUT TECHNIQUE DE COMMERCIALISATION et 3 années d'expér. en marketing et comptabilité recherche place stable. Téléph. : 207-99-56, 18, rue du Docteur-Pichon, 94000 CRÉTEIL.

Ing. + I.A.E., 35 ans, 10 ans expér. techn.-comm., export, marketing, cherche emploi à responsab. région Poitiers. *Ecr. s/n° 8.777 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 30 ans, insp. impôts, maîtrise droit DECS 8 ans exp. vérif. compta. Étudierait toutes propositions. France/étranger. Ecr. s/n° 8.778 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
46 ans, intéressé par situation dynamique et salaire motivant, souhaiterait vous rencontrer pour prendre en charge et conduire la gestion de votre société (P.M.E. performante, de *préférence basée région Paris*). Disponible immédiatement. Références et relations personnelles appréciables. Ecrire n° 77.924 Contesse 20, av. de Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

DIRECTION PERSONNEL
50 ans, recherche travail A TEMPS PARTIEL dans P.M.E.-P.M.I. audit et contentieux social conférencier lois Auroux. *Ecr. s/n° 1.865 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre immobilier spécialiste vente promotion immobilière. *20 années expérience,* dynamique et créatif. Etudie toutes propositions Côte d'Azur. Ecr. s/n° 1.903 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE COMMERCIAL
Sérieuses référ. Direction des Ventes, anglais courant, *expér.* gestion et relations clients français et étrangers, 42 ans, rech. situation Paris. Ecr. n° 78.302 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, *75040 Paris Cedex 01.*

COMMERCE INTERNATIONAL MATIÈRES PREMIÈRES
- Cadre direction.
- Expérience confirmée du Trading et Export-Import de matières prem. alimentaires et non alim., pratiqués en France et étranger.
- Egalement expérience Achats matières premières pour usine et vente produits dérivés.
- Connaissance Amérique Nord-Sud, Europe, Asie.
- Habitude des voyages et contacts haut niveau.
- Anglais, Portugais, Espagnol.
- Souhaite collaborer dans Société dynamique à Paris.

Ecr. s/n° 1.861 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE GESTION (34 ans) maîtrise en droit
7 ans d'exp. dans immobilier. Etudierait *toutes propositions* sur Paris et banlieue.
Ecrire sous le n° 11.389 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 28 ans, célibat., probatoire comptable, maîtrise de droit, CAP Bourse, 4 ans d'expérience dans une importante charge d'agent de change. Bonne connaiss. langue anglaise, rech. poste gestion et administration chantiers uniquement étranger, pays indiff.
Ecrire sous le n° 11.426 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 30 a., sur droit, langues anglais, allemand, italien, turc lues et parlées, exp. sect. cult. et stages PME et assurances. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/n° 1.919 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE HAUT NIVEAU 43 ANS EXPERT INTERNATIONAL
en traitement de surface spécialité alu.
20 ans d'expérience dans la recherche et l'assistance technique. *Mise au point et lancement* d'installation U.S.A., Europe + Moyen-Orient
recherche poste à responsabilité Paris, région parisienne. *Ecr. s/n° 1.918 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 29 ans, AGENT ADMINISTRATIF. Exp. comptabilité, trésorerie, fournisseurs. Connaissances informatiques cherche emploi stable.
Libre de suite.
Etudie toutes propositions. Ecr. s/n° 6.528 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ÉCONOMISTE
J.F., 26 ans, ECO-CNAM marchés int. mat. pre. alim. et minérales D.E.A. Géo, aménagt du territoire, angl., esp., exp. prof., 5 a. secrétaire de rédaction, connaiss. Europe, Amér. du Nord, Océanie, prête à voyager, rech. poste de responsable et évolutif si poss. comm. inter.
Ecr. s/n° 1.916 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans SECRÉTAIRE EXPÉRIENCE PME, ch. poste stable avec responsabilités. *Dépt 92. Tél. : 729-03-09.*

ÉCONOMISTE SPÉCIALISTE INVESTISSEMENTS PAYS ARABES
H. 43 ans, Egyptien, 15 ans expér., *diplomatie et négociations* de marchés arabe, français, anglais. Etudierait toutes propos. Ecr. s/n° 1.923 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ADJOINT A D.-G. ou P.-D. G.
H. 40 ans, apportant
- Une formation supérieure complète (droit, sc. Po.).
- Une expérience de directeur P.M.E. de services + 50 personnes (transport) + 150 personnes (assistance)
- Une connaiss. pluridiscipli., gest. des affaires commerc., direct. de sociétés.
- Excellent négociateur. Esprit de synthèse, créatif et organisateur.
- Anglais + espagnol. Connaissances allemand + italien.

Rech. : poste actif d'adjoint à D. G. ou P.-D. G. Direction P.M.E. ou filiale.
Ecr. s/n° 6526 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 20 ans, BAC B, BTS tourisme, option production vente, exp. 3 mois chez T. O. Paris., *angl. esp., ch. emploi d'agent* compt. forfaitiste lib. de suite. Tél. 868-05-65.

CHEF DE FABRICATION, édition (550 pts). 49 ans, libre suite à licenciement économique. Expérience de l'édition de luxe au roman. Formation typo, mise au point manuscrit, mise en pages, relations avec fournisseurs (pouvant se déplacer), contrôle travaux, devis, prix de revient, recherche poste approchant. Tél. au 255-43-89 ou écrire à R. Kastner, 8, rue des Portes-Blanches (18e).

formation professionnelle

setec formation
CENTRE DE FORMATION **SOFRAGEM**
Tour Gamma D - 58, quai de la Rapée
75583 Paris cedex 12 - Tél. (1) 346.12.35
(Entrée 6, rue Van Gogh)

ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION
6ème session : du 3 octobre 1983 au 28 janvier 1984.
7ème session : du 20 février au 15 juin 1984.

RESPONSABLES DE SYSTEMES MICRO-INFORMATIQUE
du 26 septembre au 28 octobre 1983, sessions renouvelées.

Programmes détaillés. Renseignements. Inscriptions
Michel TREVES - 346.12.35

Organisation et Publicité

AFRAMP
GESTION INFORMATISÉE DES STOCKS

FORMATION AUX EMPLOIS DE COMPTABILITÉ SUR MICRO-ORDINATEUR

INITIATION A L'INFORMATIQUE DE GESTION

SESSIONS déb. le 14-11-83 stages rémunérés au titre des indemnités de formation.

T. 874-70-87 ou 285-58-51.

Vous avez dit BTS ?
nous préparons
au BTS INFORMATIQUE
Ecrivez-nous ou tél. au

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée, 75019 PARIS. 206-24-63/241-63-83.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

représentation offres

DISPLAY BOX SYSTEMS
recherche
AGENTS-REPRÉSENTANTS
des ventes dynamiques en France pour vendre et promouvoir un nouveau type de publicité visuelle, le DB 1225-580. Poste hautement compétitif avec très bons rapports. Veuillez écrire en anglais à : Display Box Systems Hillerödsvägen 6c 217 47 Malmö, Suède.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LOUVRE
Bel imm. XVIIIe, gds 2 et 3 p. A RESTAURER, 272-40-19.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3, 4, 5 et DUPLEX
Visite témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

Près Seine, agréable 4 pièces, 2e étage, calme, soleil. 1.050.000 F. Tél. 326-73-44.

ST-MÉDARD, SOLEIL.
354-42-70.
STUDIO CHARME.

6e arrdt

LUXUEUX DUPLEX
(VAVIN), Gd séj. + chbre, tt cft. 788.000 F. 542-40-90.

SÈVRES-BABYLONE, 140 m² BEAU 5 PCES REFAIT NEUF. Sur cour, jardin - 633-29-17.

7e arrdt

St-Guillaume, luxe. 354-42-70
208 m² SUR JARDIN
Appartement de réception.

11e arrdt

RÉPUBLIQUE Beau 3 Pièces sur rue et cour 62 m², exposition Sud à saisir. 405.000 F. SIMRA : 355-08-40.

12e arrdt

DAUMESNIL, urgent, 3/4 P. balc., dernier ét., asc., récent. 490.000 Cogéfim. 347-57-07.

15e arrdt

Square Desnouettes, 2 pièces, bains tt cft 43 m², 2e ét., soleil. 390.000 F. Tél. 622-22-56.

STUDIO/JARDIN
Ds imm. récent, stand., étage élevé, cuisine équipée avec fenêtre, salle de bains, nombreux rangem. *Prix 370.000 F.* PARIMMO : 554-70-72.

CONVENTION-LUMINEUX
3 pièces 70 m². Parfait état, calme, verdure - 633-29-17.

16e arrdt

JARDINS DU TROCADÉRO
BEL APPT 200 m², 6e ÉTAGE
VUE IMPRENABLE
2 chambres service, box.
GARBI : 567-22-88.

17e arrdt

PTE CHAMPERRET
107 m²
Dans imm. stand. vaste living divisible 44 m². Dble expo, belle chbre. 4e ét. asc., cave, chbre service. Prix : 1.100.000 F. Exclusivité Parimmo 755-96-75.

LÉON JOST, vend beau living, chambre, cuis., bains, ch. ctl. *480.000 F. Tél. 504-49-13.*

---

45 BIS AV. VILLIERS
Mo MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 5 pces et STUDIOS. LUXUEUSE RÉHABILITATION. *Visite lundi/mardi 14/18 h.*

18e arrdt

MOUL.-de-la-GALETTE
Charmant liv. + 2 Chambres *sur jardins. Prix : 870.000 F.* EMBASSY : 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-SABLONS
Grand studio avec balcon 46 m², imm. récent, 3e étage. GARBI : 567-22-88.

93 Seine-Saint-Denis

PIERREFITTE dans résidence F.3, 60 m². TOUT CONFORT. Cave, park. Prix : 190.000 F. ST-DENIS, 300 m Mo. Appart. 3 p., cuis., bns, w.-c., 57 m². AUC. CHARGE. Px 235.000. AGENCE GARE. 826-50-17.

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL, 200 m métro
studettes/studios/2 pièces.
A PARTIR DE 190.000 F
Location/vente possible
PRÊTS CONVENTIONNÉS POSSIBLES
Habitable octobre 1983
Les ARCADES, angle av. du Général-de-Gaulle/rue Euler. Tous les jours sauf mardi et mercredi. Téléph. : 339-87-12 ou SINVIM : 500-72-00.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris, recherche URGENT APPART
180 A 220 m²
ACHAT ou LOCATION
16e/8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la *Motte-Picquet-15e.* 566-00-75. Rech. pour clients sérieux 15e/7e arrdts, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

Recherche 1 à 3 pièces Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. *873-20-67 même le soir.*

ALAIN BIRN 755-85-30
rech. gds appts 7e, 8e, 16e, 17e RÉALISATION IMMÉDIATE

RECH. APPTS : 4-5-6 P.
dans 5e, 6e, 7e, 14e, 15e arrdt.
Eko. ALESIA LECLERC :
542-40-90.

GROUPE DORESSAY
Recherche pour sa CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et DIPLOMATES 180 à 250 m². 1er, 8e, 16e. RIVE GAUCHE NEUILLY BOULOGNE. Tél. : 624-93-33.

SAINT-PIERRE
RECHERCHE
TRÈS BX APPARTEMENTS CENTRE et OUEST DE PARIS
Tél. : 563-11-88.
28, RUE WASHINGTON (8e).

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphonez au : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

J.F. cherche chambre ou studio, loyer modéré. Nation/Vincennes proche. Ecrire sous le n° T 041.998 M. *RÉGIE-PRESSE* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

POUR CADRES et AGENTS *affectés région parisienne.* IMPORT. STÉ NATIONALE. PÉTROLE rech. direct à pptaires, appts 2 à 8 p. ou villas. Offre à 504-90-00 (poste 12).

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris. rech. pr clientèle étrangère et diplomates. APPARTEMENTS HOTELS PARTIC., BUREAUX.
562-78-99 *LOCATION* ou ACHAT

Région parisienne

Gd pavillon, séj. min. 40 m², 4 ch., 2 s. de bns. Préférence SÈVRES ou environs. Achat envisageable si nécessaire. Ecr. L.D.S. France, 51, av. de Gaulle, 92360 Meudon-la-Forêt ou téléph. au : 630-95-89 H.B.

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banlieue. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Etablissement d'enseignement commercial supérieur recherche pour ses étudiants chambres, studios, 8e et 17e. Levallois et Neuilly Téléphonez du lundi au vendredi de 10h à 17h et de 15h à 17h au : 270-34-80 ou au : 731-25-96.

OFFICE INTERNATIONAL *recherche pour sa direction* beaux appartem. de stand. 4 pièces et plus. 285-11-06.

immeubles

ACHÈTE IMM. libre même avec gros travaux. Paris/banlieue. Tél. 590-86-06 de 7 h à 21 h.

pavillons

PIERREFITTE, 10' gare. PAVILLON, 4 P. PRINC. Cuis., bains, w.-c., s. eau, chff. ctl, *garage, jardin.* AFFAIRE BIEN ENTRETENUE. Px 425.000 F. STAINS, 10' gare, PAVILLON plain-pied, 3 PIÈCES, cuisine, salle d'eau, w.-c., chff. central. STUDIO IND. Prix 320.000 F. Agce gare. Tél. 826-50-17.

---

95 - EAUBONNE CENTRE
PAV. nfs, 6 p., marbre, s. de jx. Terr. 890.000 à 940.000. Prêts conventionnés poss. PAV. remis à nf. 5 pces. jdin. *490.000. pptaire 964-19-62.*

bureaux bureaux

Ventes

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88

INVESTISSEMENT
Murs de boutiques loués
(15e) place du Commerce
rentabilité 10 %
(6e) rue de Sèvres
plusieurs boutiques
rentabilité 9 %
(8e) Champs-Elysées
rentabilité 11 %
SARI : 776-44-88.

Locations

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches. *pour constitution de sociétés.*
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
dans le 8e immédiatement
Constitutions, formalités
Secrétariat, téléph., courrier.
A.G.E. : 293-67-43 +.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris-8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
Tél. : 355-17-50

NEUILLY-SUR-SEINE
proche boulevard Bineau
800 m² - Grand standing
Restaurant. Téléph. Parkings.
SARI : 776-44-88

92 - PUTEAUX
1.000 m² divisibles
Tél. + parkings + cloisons.
SARI : 776-44-88

PONT DE NEUILLY
668 m², récents, cloisonnés. Téléphone. Parkings, standing. Vente ou location
SARI : 776-44-88

16e - RAFFET
1.000 m² indépendants
SARI : 776-44-88

SÈVRES
5.000 m² divisibles
Immeuble neuf
Vente ou location
SARI : 776-44-88

EMBASSY-SERVICE
5 6 2 - 6 2 - 1 4
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

locaux industriels

Ventes

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ
1.000 m² ET PLUS
A LA VENTE OU LA LOCATION
APPELEZ SARI
776-44-88

95 - ROISSY PROCHE
Terrains viabilisés
Entrepôts/activités
A partir de 3.000 m²
SARI : 776-44-88

78 - CLAYES-SS-BOIS
1.967 m² entrep.-burx-logts.
4.500 m² de terrain
SARI : 776-44-88

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris (11e). Tél. : 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

villas

URGENT IMPORTE STÉ
recherche
QUARTIER RÉSIDENTIEL
proximité St-GERMAIN EN LAYE
VILLA DE CARACTÈRE
Grand standing récent surface habitable 300 m² gde réception 4 chbres bains — Gar. dépend. Terrain 3 à 4000 m² — Faire offre J.A LHERMITE 225-94-50 Heures de bureau

---

Urgent Importante Société
recherche
QUARTIER RÉSIDENTIEL
Prox. ST-GERMAIN-EN-LAYE
VILLA DE CARACTÈRE
Gd standing, récent, surface habitable 300 m², gde réception, 4 chbres, bains, gar., dépend., terr. 3.000 à 4.000 m². Faire offre J.-A. LHERMITE, 225-94-50 heures de bureau.

propriétés

EN PROVENCE
CAVAILLON
VEND
Propriété d'agrément sur 1 ha. Maison de maître, 7 chambres, 2 bains, piscine.
Logement de gardiens indép. Ecrire à EREL CONSEIL, qui transm., ss la réf. 725 A/83. B.P. 661, 57011 Metz Cedex ou tél. au (8) 774-39-16 entre 16 heures et 19 heures.

terrains

78 MESNIL-LE-ROI
Domaine résidentiel 2.045 m² faç. 66 m. Viabilité. Sud — Cos : 0,20 — 964-19-62.

CARNET

Naissances

— Mme Pierre PRINS
a la joie d'annoncer la naissance de son huitième petit-enfant,

Muriel,

4 mai 1983.

Chez le docteur Viviane Prins-Jorge et Manuel Jorge, avocat à la cour de Paris.

Ses premiers arrière-petits-enfants,

Frédéric et Sébastien,

27 août 1983,

Chez Djamila et Tadeusz Gapinski,
65, avenue Bosquet,
75007 Paris.

— M. et Mme Claude VANDERSPELDEN
laissent la joie à leur petit-fils Thomas d'annoncer la naissance de son petit frère,

Julien,

le 30 juin 1983, chez Philippe et Sophie Baran,
Saint-Vincent-des-Bois,
27950 Saint-Marcel.

Mariages

— M. et Mme Pierre BROUSSON,
M. et Mme Jean KAUFFMANN,
ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants,

Claude et Olivier.

La bénédiction nuptiale leur sera donnée le samedi 24 septembre 1983, au temple d'Aubais.

La Mansette-Aubais,
30250 Sommières.
Hauterive Sevrier,
74410 Saint-Jorioz.

— Jean Didier HACHE
et Catherine MATHESON
ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Edimbourg, Ecosse, le 10 septembre 1983.

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Agnès LEVALLOIS
et Jean-François CRETTIEN,

célébré à Paris le 23 août dans l'intimité.
De la part de
M. et Mme Michel Levallois,
Hôtel de la Préfecture, Saint-Denis, la Réunion,
M. et Mme Charles Crettien,
Ambassade de France,
972 5th Avenue,
10021 New-York, N.-Y. (U.S.A.).

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 27 août 1983, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, du

général (E.R.)
Antoine BERLON,

commandeur de la Légion d'honneur.

De la part de
Mlle Marie-Rose Berlon,
M. et Mme Pierre Berlon
et leurs enfants,

18, avenue Gustavin,
06300 Nice.

70, avenue de la République,
75011 Paris.

— M. et Mme Victor Hayat
et leurs enfants,
M. et Mme Roger Hayat
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hayat
et leurs enfants,
Leurs parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léon HAYAT,
née Mathilde Sarfati.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux (division 106) le mardi 13 septembre, à 11 h 30.

Anniversaires

— En ce septième anniversaire du rappel à Dieu de

André VERCHALY,

une pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

Services religieux

— Une cérémonie religieuse sera célébrée à la mémoire de

Jacques LEROY.

Par Odette et ses enfants,
le jeudi 15 septembre, à 9 heures précises, à la synagogue de l'Union libérale israélite de France, 24, rue Copernic, 75116 Paris.

Avis de messes

— A la mémoire de notre ami

José BERGAMIN,

décédé à Saint-Sébastien, le 28 août dernier, une messe sera célébrée en l'église Saint-Séverin par Mgr Daniel Pezeril, le jeudi 22 septembre, à 19 heures.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— A la mémoire de

M. Francis GAGNERAUD,

grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,

décédé le 11 juillet 1983.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Auteuil, place d'Auteuil, Paris-16e, le vendredi 23 septembre 1983, à 11 heures.

— Une messe à la mémoire de

Jacques VIGUERIE,

ancien président des avoués de la Seine,

rappelé à Dieu le 16 juillet 1983, sera célébrée le samedi 17 septembre, à *9 h 30, en l'église Saint-Pierre* de Neuilly, 90, avenue du Roule.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— *Université Paris-VII, vendredi* 16 septembre, à 13 h 30, salle des thèses, M. Roger Dufour : « Etudes théorique et critique de l'imaginaire dans le rêve-éveillé-analytique ».

— Université Paris-V (René-Descartes), jeudi 22 septembre, à 14 h 30, amphithéâtre Emile-Durkheim, *M. Jacques Sutter : « La vie religieuse* des Français à travers l'opinion publique et l'institution catholique (1944-1980) »

— Université Paris-I, jeudi 22 septembre, à 14 h 30, bibliothèque de l'Institut des assurances (centre Panthéon), M. Taoufil Besrour : « Le bail d'habitation endroit civil tunisien ».

Avis de recherche

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

ON RECHERCHE
Véronique MARRE,
vingt et un ans,

en vacances en Angleterre, dans le Lake District (Cumbria).

Elle a été vu pour la dernière fois le 31 juillet. Elle logeait en auberges de jeunesse.

Toute personne l'ayant rencontrée, *ou* pouvant donner des renseignements, est priée de téléphoner : (1) 350-27-02. Signalement : 1 m 60, corpulence moyenne, cheveux bruns, longs, ondulés, yeux marron, teint mat bronzé, sac à dos de toile marron.

CONCOURS

Admissions aux grandes écoles

● **Ecole normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET) (par ordre de mérite) :**

SECTION A 1 MATHÉMATIQUES

Mmes et MM. : Hervé Leblond, Patrick Polo, Bruno Arsac, Jean-Yves Ollitrault, Patrick Sabourin, Jean-Luc Walter, Marc Becker, Thierry Harge, Isabelle Gentil, Laurent Habsieger, François Rignol, Didier Rémy, Jean-Christophe Feauveau, Gilles Lacombe, Daniel Clement, Romain Krust, Florence Escolano, Laurent Blanquet, Jacques Jeanjean, Thierry Blu, Frédérique Petit, Valérie Martel, Olivier Perdereau, Jean-Bernard Biehler, Catherine Joly, Hervé Lebret, Jean-Marc Vincent.

SECTION A 2 PHYSIQUE

Mmes et MM. : Patrick Bruno, Thierry Robin, Françoise Cornu, Béatrice Faure, Antoine Le Lirzin, Christophe Raymond, Frédéric Fontaine, Olivier Spalla, Thierry Desmarais, Eric Manoury, Marc Simon, Nicolas Darbel, Isabelle Pierron, Brigitte Greate, Gauthier Hulot, Gilles Alozy, Chantal Jouhanique, René Farcy, Isabelle Didier, Mireille Garnier, Philippe Toury, Dominique Lemercier, Pierre Robin, Florence Tournu, Bertrand Chauvineau, Mireille Cabane, Robert Jourdain, Betty Lemaire, Anne Muller, Joëlle Billiot, Olivier Michel, François Lelong, Christian Ligoure, Thierry Hocquet.

SECTION A 3 BIOCHIMIE

Mmes et MM. : Véronique Bellon, Hoai Nam Truong, Hoai Huong Truong, Jean-Pierre Ferran, Christine Biben, Clotilde Randriamanpita, Annie Ray, Pascale Berger, Hervé Jactel, Fabrice Ferino, Catherine Pfister, François Schmeisguth, Isabelle Thomas.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



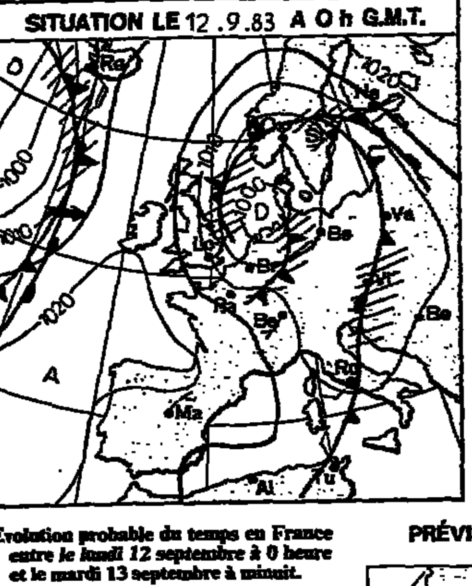
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.9.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 13.9.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre *le lundi 12 septembre à 0 heure* et le mardi 13 septembre à minuit.

De l'air instable *envahissait* encore *la* moitié est de la France lundi ; en soirée, *le vent de nord-ouest qui soufflait* sur la France va se calmer un peu, donnant une accalmie passagère dans les giboulées. Mais une nouvelle perturbation, abordant la Bretagne dans la nuit, traversera la moitié nord-ouest de la France mardi.

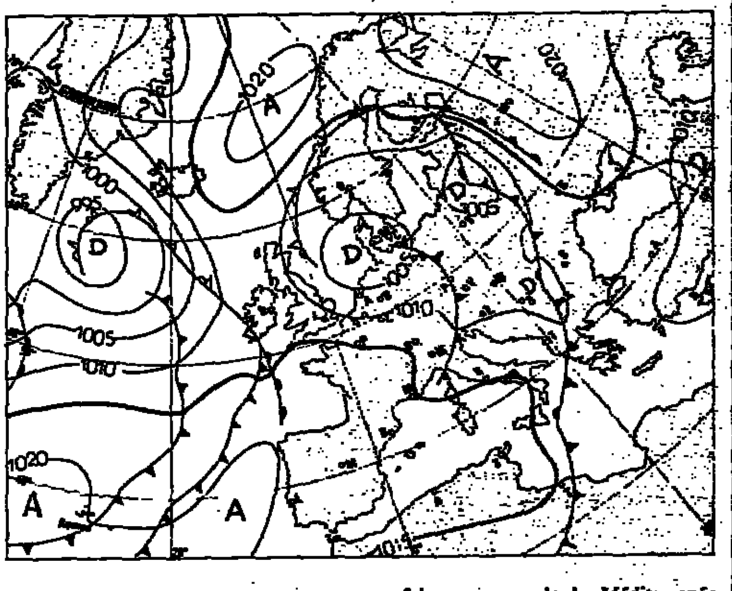
Ainsi, **mardi matin**, le temps sera très frais en toutes régions : 6 à 7 °C dans l'intérieur, environ 10 °C sur les côtes et 14 °C près de la Méditerranée. Des *bancs de brume se formeront* au *lever* du jour de l'Aquitaine au Massif Central. Dans l'ensemble, le ciel sera peu nuageux, sauf en Dordogne où les nuages arrivés la nuit donneront des pluies.

Au cours de la journée, la moitié nord-ouest sera progressivement envahie par les nuages donnant des pluies. Ces pluies seront plus abondantes au nord de la Loire. Sur la moitié sud-est, une *accalmie passagère avec de belles* éclaircies, seulement des nuages passagers élevés. Les températures seront assez basses pour la saison : 15 à 18 °C sur la moitié nord, un peu plus de 20 °C sur la moitié sud. Le vent passera à l'ouest puis au sud-ouest ; il soufflera modérément.

Sens d'évolution et *prévisions* pour jeudi, vendredi et samedi

Evolution générale : la zone dépressionnaire venant de l'Atlantique gagnera les *îles Britanniques jeudi* en s'accompagnant d'une accentuation de l'activité de la circulation perturbée *sur* la France. A partir de vendredi, ce centre dépressionnaire se décalera vers la mer du Nord, provoquant l'établissement sur notre pays d'un flux frais et instable de nord-ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Prévisions pour la période *du 15 au 17 septembre*

Jeudi : temps médiocre sur l'ensem*ble de la France généralement* couvert et pluvieux. Les pluies se localiseront en fin de journée des Pyrénées et de la Méditerranée jusqu'aux Alpes et à l'Alsace, parfois accompagnées d'orages dans le Midi. De l'Atlantique et de la Manche jusqu'au Bassin parisien et aux régions du Nord, les vents de sud se renforceront puis toucheront à l'ouest en fin de journée avec l'établissement d'un ciel plus variable.

Vendredi : temps plus frais et instable gagnant assez rapidement l'ensemble de la France après des pluies matinales et parfois orageuses de la Méditerranée aux Alpes. Le mistral et la tramontane s'établiront en cours de journée. Les averses et les rafales de nord-ouest seront plus fortes des *Flandres* et de la Normandie jusqu'à la Bretagne et à la Vendée.

Samedi : le temps frais et instable avec averses épaisses et rafales de nord-ouest persistera sur l'ensemble de la France. Cependant, en *fin* de journée, les éclaircies deviendront un peu plus *belles sur les régions de l'Ouest.*

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 septembre ; le second *le minimum de la nuit du 11 sep*tembre au 12 septembre) : Ajaccio, 26 et 17 degrés ; Biarritz, 19 et 14 ; Bordeaux, 19 et 11 ; Bourges, 16 et 10 ; Brest, 15 et 10 ; Caen, 15 et 12 ; Cherbourg, 14 et 12 ; Clermont-Ferrand, 17 et 10 ; Dijon, 16 et 10 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 14 et 11 ; Lyon, 18 et 10 ; Marseille-Marignane, 23 et 14 ; Nancy, 16 et 11 ; Nantes, 16 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 26 et 17 ; Paris-Le Bourget, 17 et 10 ; *Pau, 17 et 11* ; *Perpignan*, 22 et 15 ; Rennes, 16 et 10 ; Strasbourg, 18 et *11 ; Tours, 16 et 9 ; Toulouse, 17 et 12* ; Pointe-à-Pitre, 33 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 20 degrés ; Amsterdam, 14 et 11 ; Athènes, 28 et 18 ; Berlin, 21 et 11 ; Bonn, 15 et 11 ; Bruxelles, 14 et 10 ; Le Caire, 34 et 22 ; îles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 18 et 11 ; Dakar, 29 et 25 ; Djerba, 33 et 26 ; Genève, 16 et 9 ; Jérusalem, 27 et 16 ; Lisbonne, 24 et 13 ; Londres, 14 et 9 ; Luxembourg, 11 *et 9 ; Madrid, 27 et 12 ; Moscou, 13* et 8 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 30 et 25 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 27 et 22 ; Stockholm, 16 et 10 ; Tozeur, 39 et 27 ; Tunis, 34 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PROFESSIONS LIBÉRALES

L'allocation de vieillesse pour tous

Il aura fallu un an d'attente à certains retraités des professions libérales pour être fixés sur leur sort. Un an pour que vienne au jour le décret d'application de la loi du 13 juillet 1982 (1), qui a modifié — avantageusement — les conditions de versement de l'allocation de vieillesse à ces professions.

Aujourd'hui, ces retraités ont droit, à soixante-cinq ans — ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail — à une allocation calculée en fonction du nombre de trimestres pendant lesquels ils ont cotisé.

Auparavant, trois possibilités se présentaient. Si le retraité avait cotisé pendant quinze ans (soit soixante trimestres), il avait droit à l'allocation entière. S'il avait cotisé moins de quinze ans, il n'avait pas droit à cette allocation, à moins que, en additionnant des périodes d'activité libérale et des périodes d'activité salariée, il n'arrive au total fatidique des quinze années. Il percevait alors une allocation proportionnelle aux trimestres de *cotisations libérales.*

Dernière hypothèse : le retraité avait cotisé plus de quinze ans. Ooutre l'allocation, il tou*chait une majoration* en fonction de ces trimestres supplémen*taires, avec un butoir de cent cin*quante trimestres pour s'harmoniser, *en quelque sorte*, avec le régime général.

Tous ces calculs étaient effectués à partir d'une référence : l'A.V.T.S. (*allocation aux vieux* travailleurs salariés), versée inté*gralement* en contrepartie des quinze années de cotisations.

Aujourd'hui, l'A.V.T.S. demeure la base de calcul de l'allo*cation de vieillesse. Elle s'élève à* 11 750 F depuis le 1er juillet 1983. Chaque trimestre de cotisation donnant droit à un soixan*tième de ce montant, on obtient*, par exemple, pour dix ans de co*tisations* (soit *quarante* trimestres) la somme de 7 833 F — (11 750 F × 40) : 60, — et pour le maximum de cent cinquante trimestres un montant de 29 375 F (11 750 F × 150) : 60.

Les cotisations, versées trimestriellement, déterminent des droits, mais le décret prévoit, en sus de ces *« périodes d'assurance »*, des *« périodes d'exercice »*. Il s'agit, par exemple, des trimestres d'activité précédant le moment de rattachement de la profession au régime vieillesse — 1949 en général, — qui ont été validés gratuitement. Il est tenu compte, également, des périodes de participation aux opérations en Afrique du Nord ou encore des périodes d'exonération de cotisations, pour cause d'invalidité, d'*« impécuniosité »* ou pour des motifs propres à la profession. Par exemple, les médecins sont *dispensés* de versement pendant leur première année d'exercice *avant quarante ans, ou,* en fin d'activité, les vétérinaires qui ont *plus de soixante-dix ans ou les* pharmaciens au-delà de quatre-*vingt-dix ans !*

En fait, cette nouvelle réglementation *donne principalement* des droits aux femmes, infir*mières, médecins*, dentistes, sage-femmes, entre autres, dont *la carrière a été interrompue par* le mariage ou la naissane des en*fants et qui n'ont jamais repris* leur activité. Donc celles — et ceux, bien évidemment — qui se sont vu refuser l'allocation de vieillesse à soixante-cinq ans, il y a deux ou trois ans, pour insuffisance de cotisations devraient, aujourd'hui, pouvoir en bénéficier.

En principe, les caisses de retraite des treize sections professionnelles qui participent à l'assurance vieillesse des professions libérales reprennent les dossiers de ces *« laissés pour compte »*. Mais, pour tous renseignements complémentaires, on peut s'adresser directement à sa caisse professionnelle ou à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (102, rue de Miromesnil, 75008 Paris), qui transmettra au service intéressé.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Décret no *83-677* du 18 juillet 1983 (J.O. du 27 juillet 1983) et loi no *82-599* du 13 juillet 1982.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 11 septembre :

DES DÉCRETS

● Portant prorogation du mandat des membres du conseil d'administration de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) ;

● Relatif à l'indemnité allouée à certains personnels des enseignements supérieurs ;

● Relatif à la commission de conciliation et modifiant le chapitre 1er du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme ;

● Relatif aux projets d'intérêt général (urbanisme et logement) ;

● Relatif aux schémas directeurs (urbanisme et logement) ;

● *Modifiant* le code de l'urbanisme et relatif notamment aux plans d'occupation des sols.

UN ARRÊTÉ

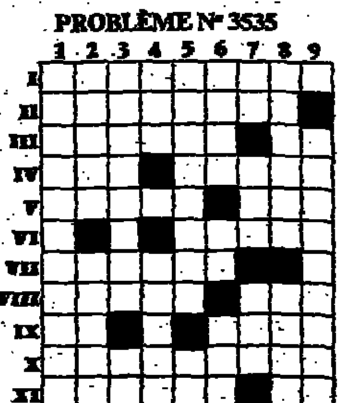
● Relatif à la garantie contre les risques de catastrophes naturelles.

UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3535



HORIZONTALEMENT

I. Font ballon quand elles ont perdu leurs dents. — II. Qui se sont donc habitués aux opérations. — III. S'exprimera comme un poète. Deux lettres qui prouvent qu'on n'avait pas tout dit. — IV. Fleur. Département. — V. Ses filles étaient dans le bain. Un petit grain. — VI. N'a pas un beau profil quand elle est plate. — VII. Des gens qui ne manquent pas d'estomac. — VIII. Se remplissent quand c'est le jour de la consultation. Coule en Sibérie. — IX. Alla ruminer. Civil, quand on fait une déclaration. — X. Manifeste parfois son admiration devant un souverain. — XI. Des arrêts qui peuvent être dangereux. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Peuvent être assimilés à des cousins éloignés. — 2. Certaine a une charge très délicate. Un mal qui prouve qu'on s'en est trop mis dans la poche. — 3. Un Romain qui ne régna pas longtemps. Possessif. — 4. Utile pour le golfeur. N'est parfois qu'une planche. — 5. Figurent parmi les choses qu'il est très utile d'assurer. Pronom. — 6. Double, chez le tripier. Une limite pour ceux qui sont mouillés. Ville d'Allemagne. — 7. Conjonction. Que l'on a pu toucher. Procéda à un enlèvement. — 8. Répond parfois en frappant sur la table. Comme un âne. — 9. Nom qu'on donnait à ceux qu'on croyait dans la lune.

Solution du problème no 3534

Horizontalement

I. Renseignements. — II. Etain. Aod. Nouer. — III. Da. Usitées. Blé. — IV. Opercule. Vire. — V. Népal. Lebel. Ni. — VI. Amena. Ernée. — VII. Avisa. R.P. Broute. — VIII. Set. Dore. Ne. — IX. Té. Similitudes. — X. Nu. Oisiveté. As. — XI. Antenne. Es. Loua. — XII. Isis. User. Se. Ti. — XIII. Lait. Talitres. — XIV. Emeutes. A.T. Ni. — XV. Sus. Ornements.

Verticalement

1. Redondant. Ailes. — 2. Etape. Enns. Mû. — 3. Na. Epais. Utiles. — 4. Si. Ramsès. Esaü. — 5. Enucléation. Ite. — 6. Su. Minute. — 7. Gaillardises. S.O. — 8. Notée. Poli. Et. — 9. Ede. Bu. Riverain. — 10. Eve. Bêtes. — 11. Ensiler. Ut. Siam. — 12. Nô. Rondelette. — 13. Tube. Nuée. — 14. Sel. Net. Sautent. — 15. Reniées. Saisis.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 14 SEPTEMBRE

« Les chefs-d'œuvre du musée du Louvre », 10 h 30 et 15 heures.

« Les thermes gallo-romains et les caves gothiques », 15 heures, au musée national des Thermes et de l'hôtel de Cluny.

« Le village d'Auteuil », 15 heures, devant l'église d'Auteuil (Mme Bouquet des Chaux).

« Notre-Dame de Paris », 15 heures, portail central (Mme Duhesme).

« Le jardin du Luxembourg », 15 heures, 15, rue de Vaugirard (Mme Garnier-Ahlberg).

« La ville-jardin d'Ivry », 15 heures, métro Mairie-d'Ivry (M. Guillier).

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Mme Hulot), (caisse nationale des monuments historiques).

« Les dieux de l'Egypte ancienne », 14 h 30, au musée du Louvre, bureau d'accueil (approche de l'art).

« Illuminations des hôtels du Marais », 20 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Autour de Beaubourg, le quartier de l'Horloge », 10 h 30, 2, rue du Renard.

« La Seine, de l'île de la Cité à l'île Saint-Louis », 14 h 30, devant la fontaine, place du Châtelet (Paris Autrefois).

« Le musée Ary Scheffer », 15 heures, 16, rue Chaptal.

« Le Marais : de l'hôtel Lamoignon à celui des ambassadeurs de Hollande », 24, rue Pavée (Paris et son Histoire).

« Du Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, face au 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (résurrection du passé).

« Le temps des cathédrales », 14 h 30, portail central de Notre-Dame (Mme Roman).

« L'hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (tourisme culturel).

« Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers, le couvent des blancs manteaux », 14 h 30, 5, rue Malher.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

CROISSANCE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Sécurité sociale : l'État restera maître du jeu

Le constat de l'INSEE (1) est sans appel : *« La croissance du poids des prélèvements obligatoires apparaît incontestable en France depuis dix ans, et plus forte que chez nos principaux partenaires. »* Si l'on en croit les rapports sur les comptes de la nation, le taux de prélèvements obligatoires est passé de 35,7 % du produit intérieur brut en 1973, à 43,8 % en 1982. L'étude de l'INSEE, prudent en matière de comparaisons internationales, ajoute : *« La croissance du taux de pression sociale apparaît forte, ne s'atténuant que de façon épisodique. Les prélèvements fiscaux enregistrent, jusqu'en 1978, une évolution assez irrégulière, accusant dès l'année suivante une reprise nette et prolongée. »* Mais la pression sociale a tendance à s'alourdir davantage.

A l'heure où s'achèvent les arbitrages sur le projet de budget 1984 et où les syndicats affinent leurs arguments en vue de la campagne pour les élections à la Sécurité sociale, de tels chiffres sur la croissance des prélèvements obligatoires – qui va continuer en 1984 – ne peuvent qu'alimenter le débat. Ces chiffres favoriseront-ils une plus grande responsabilisation des assurés et des syndicats, dont les représentants vont être élus dans les conseils d'administration des caisses, même si la Sécurité sociale est et restera encore longtemps un domaine d'intervention de l'État ? Après comme avant les élections, c'est l'Etat qui fixera les taux des cotisations comme des prestations, laissant principalement aux partenaires sociaux, ce qui n'est pas négligeable, la gestion des fonds d'action sociale.

Pour l'heure, même si toute prévision sur une telle masse financière est fragile et aléatoire, M. Pierre Bérégovoy peut presque voir l'avenir de la Sécurité sociale avec des lunettes roses. L'équilibre sera réalisé en 1983, après deux années consécutives de déficit. Pour 1984, le déséquilibre se profile de nouveau, mais les mesures préparées devraient permettre (théoriquement) de prévenir les *difficultés et de « boucher les trous »*. Selon le rapport de la commission des comptes du 21 juin dernier, le solde prévisionnel du régime général toutes branches confondues devait être excédentaire en 1983 de 246 millions de francs, la « vieillesse » étant la seule des trois branches à accuser un déficit de 8 milliards de francs. De meilleures rentrées dans les recettes (dues à des primes de fin d'année versées en janvier, aux cotisations sur les indemnités versées lors de départs par contrat de solidarité et peut-être au dérapage salarial du premier trimestre) et une décélération plus forte que prévu des dépenses de l'assurance-maladie laissent *espérer un excédent* moins faible que ce qu'on attendait (2).

A la *fin de* 1982, on constatait dans la trésorerie de l'A.C.O.S.S. (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) un déficit de 11,6 milliards de francs ; pour 1983, l'équilibre ne sera sans doute pas retrouvé mais la situation sera moins mauvaise qu'un an plus tôt. Pour cette année, la Caisse des dépôts a consenti une avance de 6,7 milliards de francs, qui risque, il est vrai, de se *révéler* insuffisante. Le gouvernement devra-t-il, comme à la fin de 1982, recourir à des mesures d'urgence en retardant *par exemple* le paiement des dettes de la caisse-maladie aux hôpitaux ? La *trésorerie* – mauvaise – des hôpitaux ne le supporterait pas. Il pourrait alors – et de nouveau – retarder le versement des « compensations » versées par le régime général aux régimes spéciaux ou encore demander une « rallonge » à la Caisse des dépôts.

Pour 1984, les dés semblent déjà jetés. Le maintien du prélèvement de 1 % sur le revenu imposable devrait rapporter de 10 à 11 milliards de francs. Si toutes les hypothèses ne sont pas arrêtées quant à la situation des différentes branches en 1984 (pour la branche *« famille »*, les prévisions de déficit oscillent entre 800 millions de francs et 5 milliards de francs), la commission des comptes de la Sécurité sociale ne se réunissant qu'en novembre, les experts tablent sur un accroissement en volume du besoin *de financement – en tenant* compte du maintien du 1 % et des deux majorations de 5 % chacune de la taxe sur les tabacs au 1er janvier et au 1er juillet 1984 – de 2 % par rapport à une marge de 600 milliards de francs, soit 12 milliards. Pour y répondre, la solution semble d'ores et déjà arrêtée, avec une augmentation d'un point plafonné de la cotisation « vieillesse », soit environ 10 milliards de francs.

De telles mesures suffiront-elles à assurer l'équilibre ? *Il* serait bien présomptueux de l'affirmer, certaines hypothèses étant plus sombres que celles du gouvernement (3). La prudence s'impose donc d'autant plus que nul ne sait exactement quelle sera la situation *économique* de la France l'an prochain. Que le nombre de chômeurs augmente de cent mille de plus que prévu... et la Sécurité sociale se retrouve à la case départ, avec de nouveau un important besoin de financement.

Si M. Bérégovoy, en accord sur ce point avec le premier ministre, écarte résolument toute réduction de remboursements et toute res*truction de droits, il sait qu'il de*vra, comme en 1983, accompagner la recherche de nouvelles recettes par une maîtrise plus grande encore des dépenses. Le ministre aura sans doute la satisfaction de voir l'évolution des dépenses en taux de variation annuelle se rapprocher de ses objectifs (13,5 % pour les dépenses « maladies », 14 % pour les dépenses hospitalières). S'il gagne ce pari – et il semble avoir de bonnes chances de le réussir, – il sera le premier ministre des affaires sociales à être parvenu à un tel niveau de décélération des dépenses.

Un « Grenelle de la protection sociale »

Mais ce succès ne devrait pas freiner son ardeur à poursuivre dans cette voie, même si, dit-on, il n'y a pas plus de 4 milliards de francs d'économies possibles dans la gestion du système de santé... Ira-t-on plus loin, en utilisant mieux la « carte sanitaire », dans le redéploiement du système hospitalier, si riche en inégalités d'équipements et de personnels ? Franchira-t-on un nouveau pas dans la réforme de la tarification hospitalière actuellement en cours pour les *établissements* de personnes âgées, eux-mêmes en pleine reconversion ? Arrivera-t-on, avec l'instauration du budget global dans les hôpitaux – dont la mise en œuvre s'annonce techniquement extrêmement difficile, – à une meilleure maîtrise ? S'il faut responsabiliser les assurés, il faut aussi responsabiliser le système hospitalier, afin qu'à moyen terme *celui qui décide d'engager une dé*pense soit également celui qui la paie.

Pour autant, l'idée d'une véritable réforme du financement de la Sécurité sociale, dont le Livre blanc avait tracé quelques pistes, *est toujours dans l'air*. Indéniablement, le 1 % est un premier pas dans la voie de l'institution d'un prélèvement proportionnel acquitté par les ménages sur la totalité de leurs revenus. Mais M. Bérégovoy n'entend pas en rester là. Le ministre étudie toujours l'idée de moduler les cotisations en fonction de la valeur ajoutée des entreprises, *« de façon à alléger la charge assise sur les salaires »*. Mais, *en* allégeant la charge des entreprises de main-d'œuvre, il ne faut pas pénaliser les entreprises à haute technologie, ayant investi dans le passé. *Il* pourrait lever le voile sur ses intentions à l'occasion, ou à l'issue, de ce « Grenelle de la protection sociale » qu'il entend toujours réunir après les élections à la Sécurité sociale. Mais une telle réunion suppose, outre un feu vert explicite du premier ministre, que chacun formule des propositions précises et accepte d'en discuter sereinement cartes sur table, afin que cela ne tourne pas au forum-spectacle.

C'est sans doute à l'occasion de ce « Grenelle » que serait discutée l'idée de M. Pierre Mauroy – sur laquelle le ministère des affaires sociales observe la plus grande discrétion – de création d'un fonds social. De quoi s'agit-il ? Pour le premier ministre, il faut placer les partenaires sociaux, mais aussi les parlementaires, devant leurs responsabilités. Le projet consisterait à regrouper dans un fonds tout ce que l'Etat apporte à la Sécurité sociale. *Les parlementaires, lors d'un* débat envisagé au printemps de 1984, sanctionneraient par un vote la contribution de l'Etat à ce fonds *social, qui serait institué* pour 1985. Mais d'ici là de redoutables difficultés sont à surmonter. La difficulté sera, par exemple, de réunir dans un même fonds les subventions de l'Etat au régime général et celles qu'il verse au titre de la compensation démographique aux régimes spéciaux, comme ceux de la S.N.C.F. ou des mines, régimes qui offrent généralement des conditions de retraite plus avantageuses et la gratuité des frais médicaux pour qui consulte un médecin agréé ou salarié... Rien ne dit, *par ailleurs, que les partenaires* sociaux auront leur mot à dire dans la gestion de ce fonds... L'Etat est et restera le maître d'œuvre : la décentralisation ou même la mutualisation de la Sécurité sociale, qui sont déjà des thèmes de campagne électorale, ne sont pas pour demain.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) *Economie et statistique*, numéro 157, juillet-août 1983.

(2) Pour la branche famille, l'application, effective depuis janvier 1983, du plan de juillet 1982, selon lequel *« les prestations familiales seront désormais versées le mois suivant leur fait générateur »*, aurait permis d'économiser 3,5 milliards. Auparavant, à partir du *deuxième enfant*, les *familles* touchaient les allocations familiales à compter du 1er juillet si l'enfant était né le 3 juillet, par exemple. Désormais, *pour un enfant né le 3 juillet*, les allocations seront perçues à compter du 1er août. S'il y a diminution ou suppression de prestations, elle intervient *dès le premier jour du mois en* cours.

(3) De sources syndicales, on évoque l'hypothèse d'un déficit de 16,5 milliards de francs en 1984 pour la branche vieillesse, en raison de la détérioration du rapport démographique et non de l'abaissement de l'âge de la retraite, qui n'interviendrait que pour 4 milliards dans ce déficit.

Hausse des prix de détail en juillet : + 0,9 %

	Variation (en %) au cours des 12 derniers mois (juillet 83/juillet 82)	des 6 derniers mois (juillet 83/janv. 83)	des 3 derniers mois (juillet 83/avril 83)	du dernier mois (juillet 83/juin 83)
• ENSEMBLE	+ 9,4	+ 5,1	+ 2,1	+ 0,9
• ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 8	+ 4,4	+ 1,7	+ 0,9
Produits à base de céréales	+ 10,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,3
Viandes de boucherie	+ 7,6	+ 3,4	+ 2,2	+ 1,1
Porc et charcuterie	+ 4,5	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,7
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 8	+ 1,6	– 0,7	– 0,7
Produits de la pêche	+ 10,5	+ 4,9	+ 1,9	+ 0,7
Laits, fromages	+ 8,4	+ 5,5	+ 1,9	+ 1,4
Œufs	+ 18,9	+10,4	+10,7	+10,7
Corps gras et beurres	+ 3,4	+ 7,1	+ 2,3	+ 2
Légumes et fruits	+ 6,1	+ 3,8	+ 2,8	+ 1
Autres produits alimentaires	+ 7,9	+ 5,1	+ 2,3	+ 0,8
Boissons alcoolisées	+ 8,9	+ 6,7	+ 1,5	+ 0,4
Boissons non alcoolisées	+ 12,6	+ 8,3	+ 1,8	+ 0,9
• PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 9,4	+ 5,1	+ 2,4	+ 0,8
1) Habillement et textiles	+ 10	+ 5,6	+ 2,2	+ 0,5
Vêtements de dessus	+ 9,1	+ 4,9	+ 1,5	+ 0,2
Autres vêtements et accessoires	+ 10,9	+ 6,3	+ 2,5	+ 0,5
Articles chaussants	+ 9,7	+ 4,8	+ 2,4	+ 0,5
Autres articles textiles	+ 10,1	+ 6,6	+ 2,8	+ 0,7
2) Autres produits manufacturés	+ 9,2	+ 5	+ 2,5	+ 0,9
Meubles et tapis	+ 8,5	+ 5,4	+ 2,3	+ 0,6
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 6,8	+ 4,7	+ 1,7	+ 0,5
Autres articles d'équipement du ménage	+ 9,3	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,9
Savons de ménage, produits détersifs et produits d'entretien	+ 7,6	+ 5,4	+ 2	+ 0,8
Articles de toilette et de soins	+ 5,2	+ 4,9	+ 0,4	– 0,2
Véhicules	+ 10,6	+ 6,3	+ 3,9	+ 3,2
Papeterie, librairie, journaux	+ 9,6	+ 6,4	+ 3,2	+ 1,1
Photo, optique, électro-acoustique	+ 1,8	+ 1,2	+ 0,3	=
Autres articles de loisir	+ 9,2	+ 5	+ 2,3	+ 0,5
Combustibles, énergie	+ 10,3	+ 3,1	+ 2,6	+ 0,1
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 13	+ 8,3	+ 4,1	+ 2,9
• SERVICES	+ 10,7	+ 5,7	+ 1,8	+ 0,9
Services relatifs au logement	+ 9,7	+ 5,1	+ 1,9	+ 1,5
dont : loyers	+ 9,9	+ 4,7	+ 1,6	+ 1,6
Soins personnels, soins de l'habillement (1)	+ 10,2	+ 4,5	+ 3,2	+ 0,8
Services de santé	+ 13,2	+ 7,3	+ 0,3	=
Transports publics	+ 10	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,4
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 11,4	+ 6,8	+ 1,9	+ 1
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 10,9	+ 5,8	+ 2,1	+ 0,9
Autres services (3)	+ 9,5	+ 4,9	+ 2,5	+ 0,7

L'indice de l'INSEE, calculé sur une nouvelle base (100 en 1980), s'est inscrit à 139,4 en juillet, contre 138,2 en juin.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de ressemelage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. –		SIX MOIS Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	7,9945	7,9970	+ 150	+ 195	+ 315	+ 365	+ 875	+ 1005
$ can.	6,5000	6,5045	+ 150	+ 200	+ 320	+ 375	+ 880	+ 1005
Yen (100)	3,2895	3,2920	+ 135	+ 165	+ 285	+ 325	+ 880	+ 945
DM	3,0115	3,0135	+ 160	+ 265	+ 330	+ 360	+ 945	+ 1010
Florin	2,6915	2,6930	+ 130	+ 160	+ 265	+ 295	+ 785	+ 845
F.B. (100)	14,9595	14,9700	+ 380	+ 550	+ 780	+ 1000	+ 1840	+ 2440
F.S.	3,7000	3,7035	+ 235	+ 265	+ 485	+ 520	+ 1410	+ 1500
L (1 000)	5,0395	5,0495	– 240	– 180	– 490	– 415	– 1490	– 1340
£	12,0275	12,0375	+ 235	+ 315	+ 510	+ 605	+ 1500	+ 1730

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 11/16	9 9/16	9 15/16	9 5/8	10	9 15/16	10 5/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
Florin	5 1/4	6 1/4	5 3/4	6 1/4	5 13/16	6 7/16	6 1/8	6 3/4
F.B. (100)	7 1/4	8 1/4	8	9	8 1/4	9 1/4	9	10 1/8
F.S.	2 1/8	2 7/8	3 7/8	4 1/4	4 1/16	4 7/16	4 7/16	4 13/16
L (1 000)	16	16 3/4	17	18	17 1/4	18 1/4	18 1/8	19 1/8
£	9 1/4	10	9 3/8	10	9 3/8	10	9 5/8	10 1/4
F. franç.	11 3/4	12 5/8	12 1/4	13 1/8	13 3/8	14 1/4	15 7/6	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FINANCES

La préparation de l'assemblée générale du Fonds monétaire international (F.M.I.)

Les désaccords entre les Dix subsistent

Réunis samedi 10 septembre dans l'île grecque de Céphalonie pour préparer l'assemblée générale du Fonds monétaire international, qui débutera le 27 septembre à Washington, les ministres de finances et les gouverneurs des banques centrales de la C.E.E. ont pu faire le point sur leurs accords et leurs désaccords.

Sur une proposition des Pays-Bas jugée raisonnable, un consensus a été obtenu pour l'octroi de 12 milliards de dollars de nouvelles ressources à l'Association internationale de développement (AID) (M. André de Lattre, ancien président du Crédit national, qui dirigeait la mission d'évaluation, avait demandé 17 milliards de dollars).

Les ministres de la C.E.E. se sont également accordés sur une augmentation de 3 milliards de dollars du capital de la Banque mondiale, ces deux propositions se heurtant, on le sait, aux réticences des Etats-Unis.

Par ailleurs, M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances d'Allemagne fédérale, s'est rallié aux thèses de M. Jacques Delors sur le renforcement de la collaboration entre le F.M.I. et la Banque mondiale.

Mésentente sur les D.T.S.

En revanche, un net désaccord a été enregistré sur le problème brûlant d'une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), réclamée par les pays en voie de développement les plus endettés soutenus par la France.

Le principal opposant a été l'Allemagne, par la voix *notamment du* président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl. Ce dernier a déclaré, tout d'abord, qu'il n'y avait pas *besoin de nouvelles liquidités*, ensuite qu'il n'y avait plus de bon débiteur. En filigrane, on a retrouvé la vieille crainte allemande que l'octroi de nouvelles ressources aux pays en voie de développement n'affaiblisse les possibilités qu'a le F.M.I. d'infléchir la politique économique de ce pays.

Aucun accord, également, n'a pu être obtenu sur l' *« accès élargi »* des pays en question à ces ressources sous la *forme* de prêts inconditionnels atteignant jusqu'à 150 % de leurs quotas au F.M.I. La Grande-Bretagne, représentée par son chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a demandé de limiter le pourcentage à 10,2 % et 12,5 %, à la rigueur, pour les pays qui en ont le plus besoin.

Dans la discussion générale, M. Lawson s'est assez nettement opposé à son collègue belge, qui a déclaré : *« Nous avons un non-système monétaire international. »*

Les membres de C.E.E. ont estimé qu'il y avait un bon espoir de voir le Congrès des *Etats-Unis* ratifier la participation de ce pays à l'augmentation des quotas au F.M.I. Ils ont, enfin, décidé de demander une nouvelle fois aux Etats-Unis une diminution de leurs taux d'intérêt, pour ne pas compromettre la reprise économique.

LES CAISSES D'ÉPARGNE RÉDUISENT LES TAUX DE LEURS PRÊTS AU LOGEMENT

Les caisses d'épargne (réseau Écureuil) ont annoncé une diminution de *leurs prêts au logement de* l'ordre de 0,75 % à 1 % et une augmentation des plafonds de certains prêts.

Le taux des prêts conventionnés supérieurs à quinze ans est ramené de 15 % à 14,25 %, celui des prêts *conventionnés à quinze ans*, de 14,70 % à 13,95 %, et celui des prêts inférieurs à quinze ans, de 14,30 % à 13,55 %, ces réductions portant sur 24,2 % du total des prêts des caisses d'épargne.

Le taux des prêts au logement existant *revient* de *16,70* % à 16,45 %, celui des prêts aux économies d'énergie, de 15,10 % à 14,35 %, tandis que celui des prêts personnels au logement reste inchangé à 17,60 %.

Les plafonds des prêts personnels au *logement et au logement existant* sont relevés de 100 000 F, passant à 600 000 F, 500 000 F et 400 000 F suivant les zones. Ceux des travaux financés avec des prêts au logement existant et aux économies d'énergie passent de 175 000 F à 230 000 F.

Enfin, la limite du prêt complémentaire d'épargne-logement, qui était de trois fois le montant du prêt principal avec un maximum de 450 000 F, est portée à quatre fois ce montant avec un plafond de 550 000 F.

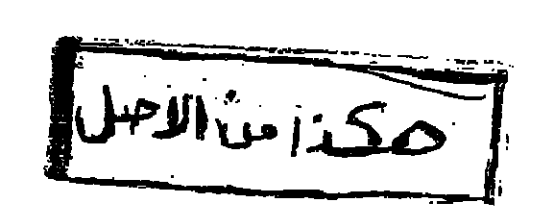
M. FABIUS SOUHAITE QUE LA LIBERTÉ DES PRIX SOIT RENDUE AUX PRODUITS INDUSTRIELS

La liberté des prix doit être rendue aux *« produits industriels »* français exposés à la concurrence étrangère, a déclaré samedi 10 septembre M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, en inaugurant à Paris la quarante et unième semaine internationale du cuir.

« Des mesures d'urgence, a estimé le ministre, *peuvent être prises lorsquent les choses dérapent. Mais, dans le long terme, pour ces secteurs* [exposés à la concurrence étrangère], *rien ne peut remplacer la liberté des prix »*.

Le ministre a ajouté qu'il *« travaillait »* actuellement à rendre la liberté aux prix dans ces secteurs, et a exprimé l'espoir qu'il *« serait entendu »*. Pour un certain nombre d'entreprises, notamment du cuir, a reconnu M. Fabius, les conventions actuelles *sur les prix posent* des *« difficultés »*.

L'industrie française est confrontée à une *« troisième révolution industrielle »*, qui amène actuellement des déséquilibres sur l'emploi, sur les finances, sur la tradition et les coutumes, a ajoué M. Fabius. Mais, *« il ne servirait à rien de se cramponner à l'ancien ordre »* en fermant, par exemple, les frontières aux produits étrangers, *« car en quelques mois nous serions balayés »*, a estimé le ministre.



AFFAIRES

M. André Essel quitte la FNAC

Un P.-D.G. qui s'est piégé

Le 4 septembre dernier, il a eu soixante-cinq ans. C'est l'âge de la retraite. Et cette retraite sera dorée. De l'argent, il en a. Beaucoup. Le repos ? Il n'en est pas question. On ne se repose pas quand on a conservé, sous les traits plus accusés de l'homme mûr, le visage de l'écolier vif, fureteur, passionné, coléreux qu'on a été. On ne se repose pas quand on ne se sent pas vieux, quand on ne le paraît pas — ou si peu, — quand les idées nouvelles, parfois bonnes, parfois mauvaises, continuent à jaillir, à la même cadence qu'il y a trente ans. On n'a surtout pas envie, capitaine d'un bateau qu'on a construit de ses mains, de laisser la barre à un autre.

Pourtant, c'est inéluctable. M. André Essel, le 13 septembre donnera au conseil d'administration de la FNAC sa démission de président-directeur général. Chaque jour qui le rapproche de la date fatidique accroît son refus viscéral de l'échéance prévisible, prévue, inscrite dans l'avenir depuis cinq ans. Un attachement passionnel le lie à son entreprise. Elle est pour lui beaucoup plus qu'une maîtresse, beaucoup plus qu'un enfant. C'est d'une partie de lui-même qu'il va s'amputer en démissionnant.

Ce piège auquel M. Essel est pris, c'est lui-même qui l'a mis en place, qui l'a tendu de ses mains. Décision surprenante, qui s'explique.

A seize ans, André Essel avait une certitude : il ne serait pas commerçant. Son père était négociant en gros en textile et ses affaires n'avaient jamais marché bien fort. Ceci explique sans doute cela. En première, au lycée Rollin (devenu aujourd'hui Jacques-Decour) à Paris, il est saisi par la politique : en 1934, la bagarre faisait rage dans les lycées et, dans un environnement d'extrême droite, il prend parti pour la gauche. Dans la foulée, il quitte ses parents.

Membre des jeunesses socialistes à la S.F.I.O., il en sera exclu pour trotskisme en 1935. Trotskiste, il le restera jusque dans la clandestinité. En 1944, il adhère de nouveau à la S.F.I.O., où il sera secrétaire national à la propagande et à la presse des jeunesses socialistes jusqu'en 1947 : son opposition à Guy Mollet sur la guerre d'Indochine le conduira à partir. La fugitive existence du Rassemblement démocratique révolutionnaire marquera la fin de son existence politique active. Pour vivre pendant ces quatorze années, il avait fait des tas de métiers, ses séjours dans des usines étant toujours troublés par ses activités politiques : laveur de voitures chez Talbot, il en sera chassé le 30 novembre 1938 pour avoir seul fait grève (après Munich).

A trente ans, il s'établit dans la vie, se marie et se cherche du travail. Il sera représentant de commerce en matériel industriel. *« C'était la solution facile »*, dit-il aujourd'hui. *« J'avais été habitué par la politique à discourir, à convaincre (...). La politique, c'était une université permanente (...). Le trotskisme m'a beaucoup influencé. J'y ai appris qu'on est conséquent dans sa vie avec ses idées quoi qu'il en coûte. Bien sûr, je fais des compromis, mais pas sur les idées. »*

Je m'amusais dans la vie

Il sera représentant pendant six ans. L'été, quand il n'est pas question d'aller parler d'un investissement à des industriels, il fait autre chose. Deux ans de suite, il travaille avec le Club européen du tourisme (CET), organisme de vacances populaires : *« Les jours fériés, les vacances... rien à en fiche... Je m'amusais dans la vie. »* Après la Libération, il avait retrouvé Max Théret, avec qui il avait milité, et qui était fonctionnaire au P.T.T. Celui-ci s'occupait de l'Économie nouvelle, un groupement d'achat orienté vers les fonctionnaires grâce auquel on obtient des prix chez des commerçants spécialisés. Avec le CET, on y adjoint une section touristique.

Un point commun unissait les deux hommes : la photo. Théret était un professionnel, Essel un passionné. Ils causent, s'emballent, et les idées fusent. Les cadres sont une couche sociale en développement. En apportant ce qu'ils peuvent, en empruntant, ils vont créer ensemble deux S.A.R.L. : la Fédération nationale d'achat des cadres (avec le système du carnet d'achat) — qui n'est évidemment pas une fédération et n'a au départ rien de national, — dont le gérant est André Essel, et un photo-ciné-club, boulevard de Sébastopol. En même temps, ils créent *Contact*, un journal qu'ils envoient avec le carnet d'achat. Le photo-ciné-club, qui fournit sur commande et avec 20 % de ristourne des appareils photo difficiles à se procurer et encore très chers, sera le moteur du développement de la FNAC.

On verra ensuite apparaître la radio et le disque (1961), les articles de sport (1966), les livres (1974), la vidéo (1978), les voyages (1981). En 1982, dernier exercice connu, la FNAC a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 2 milliards 273 millions de francs, exploite directement 19 magasins (dont un à Bruxelles) et emploie 2 735 salariés.

Le tout accompagné d'actions en refus de vente contre les fabricants, de tests techniques publiés dans le journal devenu revue, de la création d'une association culturelle, Alpha. C'est sans doute la plus grande originalité de la FNAC : dès le début, sa publicité a été *« consumériste »* au sens moderne du terme plus que commerciale et l'est restée grâce à l'organisation de débats, de concerts, de manifestations diverses.

« La sinistre affaire Neuschwander »

La croissance rapide du groupe imposa le recours à d'autres moyens que l'autofinancement. En 1970, l'Union des assurances de Paris et Paribas prenaient une participation d'environ 40 % dans le capital. En même temps, le groupe se restructurait, prenait le statut de société anonyme, et André Essel en devenait le P.-D. G. En 1977, nouveau changement de décor. Les deux fondateurs vendent leurs parts à la Société générale des coopératives de consommateurs (S.G.C.C.), centrale d'achat du mouvement coopératif, qui devenait actionnaire majoritaire (1).

André Essel avait cinquante-neuf ans, Max Théret soixante-quatre ans. *« On n'avait pas de successeur... On entrait dans une période où on pensait qu'il était bon d'être dans le sein d'un ensemble puissant... »*, dit aujourd'hui A. Essel. Et puis les Coop avaient donné l'assurance que la FNAC resterait la FNAC. Et puis les Coop, c'était encore une façon de rester fidèle à sa jeunesse, puisque c'est un secteur qui n'a pas le profit pour but, tout en jouissant enfin de l'argent produit en trente ans de vie trépidante. Enfin, les Coop avaient demandé au P.D.G. de rester cinq ans à la tête de l'entreprise, le temps de préparer sa succession. Intervient alors ce que A. Essel appelle lui-même la *« sinistre affaire Neuschwander »*.

Les règles du jeu

Ancien directeur international de Publicis, qui avait vécu en 1974 une tentative de sauvetage de Lip, qui avait fondé TEN, devenu coopérative de conseil d'entreprises. Celui-ci fut placé par les Coop à la FNAC en novembre 1979, comme secrétaire général, avec vocation de succéder au fondateur. Il quitta l'entreprise en claquant la porte en novembre 1981. Incompatibilité d'humeur entre les deux hommes, certes. Mais, à cette occasion, tout le monde s'est brouillé avec tout le monde. Théret avec Essel, Essel avec les Coop, les Coop avec Neuschwander. En fait, les hommes des COOP, avec leur habitude des lents compromis qui sont la condition de survie des lourdes machines de l'économie sociale, avaient sans doute eu le tort de s'imaginer qu'une grande entreprise comme la FNAC pouvait être bicéphale pendant trois ans. Surtout quand le *« patron »* sur le départ a été habitué à régner en maître absolu et est doté d'un caractère fort, c'est-à-dire mauvais : tout le monde connaît ses colères épouvantables.

Quant à André Essel, il avait eu le tort d'oublier qu'en économie capitaliste — et les Coop ont fait en 1912 le choix politique d'accepter les règles du jeu capitaliste, — c'est le propriétaire du capital qui est maître. On ne peut à la fois vendre son capital et rester le patron. André Essel l'avait bien vu avec l'affaire du prix unique du livre et de la loi Lang. Il était prêt à mener la bataille, mais n'avait pu entraîner le mouvement coopératif, légaliste avant tout.

Il était illusoire d'espérer une exception en sa faveur : dans le mouvement coopératif, on part en retraite à soixante-cinq ans. Le 13 septembre, c'est M. Roger Kerinec, soixante-deux ans, ancien président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, qui sera P.-D.G. de la FNAC. Homme d'appareil, il n'a jamais dirigé directement une entreprise commerciale. M. Kerinec aura pour l'assister M. Jacques Parent, directeur général de la FNAC depuis octobre 1982. *« Dans une entreprise si mobile, si changeante, où il faut une adaptation constante au marché, là où il faut un pilote de course, on met un pilote automatique ! »*, dit M. Essel. Il est certain que M. Kerinec n'est pas homme à prendre des décisions hâtives, et il est trop tôt pour dire si M. Parent est un pilote de course ou un conducteur de char. Il est certain aussi que, dans la crise actuelle, où la politique de rigueur retentit sur le pouvoir d'achat des classes moyennes, ce n'est guère le moment d'investir dans un commerce de ce type, sauf à l'étranger. Encore faut-il en avoir les moyens. Et les Coop ne les ont pas. Enfin, la FNAC a peut-être besoin d'une pause, mais elle aura de toutes façons besoin d'un patron. Le trouvera-t-elle ?

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Aujourd'hui, le capital de la FNAC, dont l'action a été introduite en Bourse en mars 1980, est ainsi réparti : S.G.C.C. (Coop) 50,08 % ; Garantie mutuelle des fonctionnaires, 11,28 % ; Paribas, 4,93 % ; Séquanaise de banques, 3,42 % ; Union des assurances de Paris, 2,25 % ; Assurances mutuelles de France, 0,80 % ; petits porteurs, 27,24 %.

AUTOMOBILE

DU COTÉ DES GRANDES ROUTIÈRES

Opel Senator et Monza : bien adaptées

En se penchant tout particulièrement sur la motorisation de ses voitures de haut de gamme, Opel a réussi sans tapage, pour ses Senator et Monza frappées du millésime 1984, un coup de maître. On sait le goût qu'a toujours eu la filiale allemande de General Motors pour les grosses voitures solides, confortables et spacieuses – même si les projecteurs ont été braqués sur les petites Corsa durant des mois. Encore fallait-il mettre ces berlines et coupés au goût des marchés moins prospères et plus limités en vitesse que les marchés d'outre-Rhin. C'est chose faite avec un 2 litres à injection, sans que les qualités relevées sur les plus grosses cylindrées toujours livrables (2,5 litres et 3 litres en six cylindres) aient fait les frais de l'opération.

Le 2 litres E (E = injection électronique) à quatre cylindres et un arbre à cames en tête est connu puisqu'il est déjà monté sur la *Manta GTE* et la *Rekord*. C'est essentiellement un groupe économique dont la puissance n'a pour autant pas été bridée. Ils sort 115 chevaux à 5400 tours/minute (8 CV fiscaux pour un couple de 16,3 mkg trouvés néanmoins assez haut (4200 tours/minute). C'est le seul reproche que l'on pourrait faire à ce moteur, qui reste très souple. L'injection (Bosch LEJ) est dotée du système à coupure d'essence en décélération.

Avec un réservoir de 70 à 75 litres selon qu'il s'agit de la Monza (coupé) ou de la Senator (berline 3 volumes), la sobriété du moteur servi par une boîte de cinq vitesses (avec troisième et quatrième longues) amène les deux versions à plus de 700 kilomètres du point de départ sans passer par la pompe, dans la mesure où l'on adopte une conduite respectueuse des vitesses imposées. Les pointes possibles sur les itinéraires autorisés voisinent les 185 kilomètres à l'heure. Dans ces cas, les consommations s'alourdissent de 4 litres environ aux 100 kilomètres parcourus.

Sur la route, le comportement de *ces grandes routières est favorisé par* les quatre roues indépendantes qui assurent une tenue de cap sans reproche, notamment en courbes et en lacets. Le confort mérite également l'éloge, tandis que le freinage sur utilisation prolongée n'a pas révélé de faiblesse dues à l'échauffement.

Sur les versions luxueuses, un ordinateur de bord est proposé (consommation, vitesse, autonomie du véhicule, température extérieure), qui se lit, pour une fois, aisément. Cela méritait aussi d'être mentionné. – C. L.

★ Prix : de 92465 F à 108515 F selon les *boîtes (quatre ou cinq vitesses, ou* automatiques), la finition et les versions.

MONNAIES

LE DOLLAR REVIENT A 8 F

Pour la première fois depuis le mardi 17 août 1983, le cours du dollar est revenu, lundi 12 septembre, sur la place de Paris, au voisinage de 8 F contre 8,04 F à la veille du week-end précédent, après avoir touché 7,98 F en début de matinée. A Francfort, il est passé de 2,67 DM à 2,6560 DM

Comme on pouvait le prévoir, l'annonce, vendredi soir, d'une baisse surprise de la masse monétaire des États-Unis (*le Monde* daté 11-12 septembre 1983), a provoqué à la fois une détente sur les taux d'intérêt américains et un fléchissement du dollar, enregistré dès la fin de la semaine dernière. Baisse surprise, car la masse monétaire s'est contractée de 2 milliards de dollars pour la période hebdomadaire s'achevant le 31 août, alors que les prévisions portaient sur une augmentation de 800 millions de dollars. Les milieux financiers ont donc été pris à contre-pied, et l'effet de cette nouvelle a été d'autant plus important que la diminution annoncée vendredi soir fait suite à une autre diminution la semaine précédente, 1,4 milliard de dollars, en opposition, elle aussi, avec les prévisions.

En définitive, à la fin du mois d'août, la progression de la masse monétaire depuis le début de l'année, dans ses définitions M 1, M 2 et M 3, se retrouve à l'intérieur de la fourchette fixée par les autorités de contrôle, alors qu'elle l'avait largement dépassée les mois précédents. Cette évolution fait penser aux milieux internationaux que la Réserve fédérale des États-Unis n'aura pas à durcir sa politique de crédit, comme ils le redoutaient précédemment. Elle est considérée comme très importante pour la tenue du dollar, qui, précédemment, avait été dopé par la tension des taux outre-Atlantique.

Le cours du « billet vert », rappelons-le, avait franchi le palier de 8 F le mardi 2 août, pour atteindre 8,24 F, record absolu, le 11 août, avant de redescendre à 7,92 F le 18 août et remonter à 8,13 F au début de septembre.



FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Les deux producteurs de pâtes alimentaires, Rivoire et Carret et Lustucru resteront mariés malgré eux.** – Ainsi en a décidé le tribunal de commerce de Marseille, qui, suivant les conclusions du parquet, estime que la dissolution de ce groupe qui contrôle 33 % du marché français des pâtes alimentaires, pourrait créer une situation extrêmement grave pour l'économie au moment où il faut faire face à la concurrence étrangère.

Les deux sociétés s'étaient associées au sein d'un holding en 1967, à raison de 52 % pour Rivoire et Carret et 48 % pour Lustucru. Cette dernière avait introduit une requête pour annuler l'association, avançant que Rivoire et Carret cherchait, en fait, à l'éliminer. Rivoire et Carret *avait rétorqué que Lustucru créait* des difficultés pour évincer son partenaire.

● **Usinor prend officiellement 15 % du capital des Chantiers du Nord et de la Méditerranée.** – Cette opération prévue dans la restructuration des chantiers navals et l'intégration « en aval » des groupes sidérurgistes était bloquée faute d'argent. C'est finalement l'Etat qui apporte 45 millions de francs à Usinor pour lui permettre de participer à l'augmentation de capital de 15 % des Chantiers. Usinor paie la prime d'émission de 55 millions de francs.

Social

● **Les conflits du travail de juillet 1982 à juillet 1983 : le nombre de salariés ayant cessé le travail a augmenté de 71 %** – Le nombre de journées non travaillées pour cause de conflit a augmenté de 8 % entre juillet 1982 et juillet 1983, a annoncé, le 9 septembre, le ministère des affaires sociales. Le nombre des salariés ayant cessé le travail pour ces mêmes raisons a augmenté, sur la même période, d'une façon très sensible, soit de 71 %.

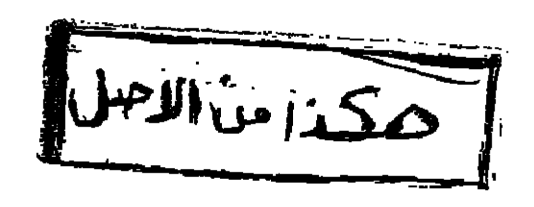
Mais sur un mois, de juin à juillet 1983, l'évolution est différente : le nombre de salariés ayant cessé le travail a diminué de 29 %, et le nombre de journées non travaillées de 51 %. Les conflits du travail en juillet ont affecté 177 établissements, mobilisé 37 460 personnes et occasionné la perte de 84 152 journées de travail.

● ***Licenciements suspendus aux* Ardoisières d'Angers.** – Les Ardoisières d'Angers ont suspendu la procédure de licenciement demandée pour deux cent cinquante-deux salariés, des négociations prochaines *avec les pouvoirs publics sur* la restructuration de l'industrie ardoisière ayant été annoncées. Les Ardoisières d'Angers, qui perdent 3 millions de francs par mois, avaient en avril dernier demandé trois cent dix-sept licenciements, en plus de quatre vingt-dix départs en pré-retraite, mais quinze salariés ont été reclassés, autant ont démissionné et une vingtaine sont partis à la retraite depuis.

PRÉCISION. – C'est l'entreprise Gilles Bouyer de Nantes (Loire Atlantique) qui a déposé son bilan, jeudi 8 septembre, et non l'entreprise des Travaux publics de l'Ouest, comme indiqué par erreur (*le Monde* du 10 septembre, page 24).

RECTIFICATIF. – M. *Gilbert* Dreyfus, président de la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF), *n'est pas président* de l'établissement public Autoroutes de France, contrairement à ce que nous écrivions dans nos éditions du 6 septembre, mais président du nouveau conseil d'administration de la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine (APEL), mis en place après le rachat par la Caisse des dépôts et consignations de la majorité des titres de cette société. Le président du conseil d'administration d'Autoroutes de France sera un membre d'une juridiction administrative ou financière, ou d'un corps de contrôle financier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



PUBLICITÉ

3 Jours Avec••• ATAL

Du mobilier de bureau à l'aménagement d'un espace de travail

Dans les années 20, le matériel est toujours en bois, un héritage du siècle passé. Ce bureau restera présent dans les entreprises jusqu'à la décennie 50.

1960 : l'expansion économique se traduit dans le tertiaire par une production massive de centaines de mètres carrés de bureau, phénomène qui explose dans les années suivantes : construction de tours, nouveaux espaces qu'il faut non plus meubler mais aménager.

Une solution s'impose : le bureau paysagé.

Bruyant, impersonnel, ce système d'aménagement de l'espace-travail sera le plus souvent rejeté par les utilisateurs. Il préfigure toutefois à une approche nouvelle : l'approche système.

En 1980, l'aménagement du bureau répond enfin à une double attente : il obéit aux nouvelles exigences quant aux conditions de travail et il prend en compte la mutation technologique des activités du tertiaire.

Dans les années 60, la France connaît une remarquable expansion économique : elle devient une puissance industrielle. Cette transformation s'accompagne d'un accroissement considérable des besoins des entreprises en bureaux. Mais c'est avec la décennie suivante que l'on assiste, parallèlement à « l'explosion » du tertiaire, à un boom de l'immobilier de bureau. De 1968 à 1978, on produit des dizaines de milliers de mètres carrés de bureaux. C'est le temps du développement des centres d'affaires et de la construction de « tours ».

Dans les grandes villes, à Paris notamment, les activités tertiaires occupent les anciens locaux laissés libres par le départ des entreprises industrielles en province ou en banlieue.

Résultat ?

La notion même de bureau s'en trouve transformée. On a changé d'échelle : la majorité de la population active travaille désormais dans des bureaux.

Ceux-ci sont de deux types : d'une part, les locaux anciens, que l'on essaie de tranformer ou de moderniser et, d'autre part, les constructions neuves qui permettent d'avoir des centaines de mètres carrés d'un seul tenant, grâce au changement des techniques de construction. Les murs porteurs disparaissent au profit des piliers et des colonnes d'ascenseurs. Dans les tours, chaque étage constitue un véritable plateau dont l'espace est totalement ouvert. On s'aperçoit très vite que meubler ne suffit plus et qu'il faut désormais penser les nouveaux bureaux en termes d'aménagement.



1927 : bureau bois, héritage ancestral. ROGER VIOLLET.



1949 : bureau ou salle de classe. ROGER VIOLLET.

Une solution va s'imposer : celle du bureau paysagé qui connaît alors une grande vogue.

Le bureau paysagé

Le bureau paysagé se veut clair, fonctionnel et spacieux. Autrement dit : moderne. Il s'oppose aux vieux bureaux poussiéreux, sombres et encombrés d'autrefois. Directement inspiré des méthodes d'aménagement américaines des années 1920, le bureau paysagé est, à l'origine, une invention allemande des années 50. Il conquiert ensuite le reste de l'Europe : son adoption va de pair – et ce n'est pas un hasard – avec la diffusion de l'idée de « management ».

Son lieu d'élection : les nouvelles salles de travail de plusieurs centaines de mètres carrés. Ses éléments : de la lumière à profusion, du mobilier – classique –, et des plantes vertes.

Son principe : disposer différemment les bureaux classiques, soit en mosaïque, soit en quinconce. Lumière et plantes devaient offrir à l'œil un environnement agréable et clair. Mais comment le bureau paysagé résolvait-il le problème de l'aménagement de l'espace ?

Les armoires et les autres meubles de rangement servaient aussi d'éléments de séparation : aucune cloison n'était prévue. Pourquoi ? Il s'agissait de limiter le coût des installations et de faciliter la communication entre les personnes d'un même service, tout en raccourcissant les déplacements.

Conçu pour rationaliser l'espace de bureau à la manière tayloriste, le bureau paysagé n'a pas été à la hauteur de ce qu'on en attendait.

Il va être le plus souvent rejeté par ses utilisateurs qui lui reprochent son excessive transparence. L'éclairage électrique, puissant mais mal étudié, renforçait la froideur de l'atmosphère ambiante.

Pire, un tel aménagement supprime toute notion d'intimité visuelle et acoustique. Aucun bruit n'est amorti.

L'espace de chaque utilisateur n'est pas délimité : une imprécision qui, on le sait, est la source de stress et de tensions entre les individus.

Le dernier avantage du bureau paysagé – augmenter le taux d'occupation – se retournait ainsi, on le comprend, en un sentiment constant de surpeuplement.

Le bureau paysagé n'était qu'une sorte de « Meccano » : il ne créait aucun mobilier nouveau, alors que les activités tertiaires se transformaient profondément. Non seulement il ne tirait pas pleinement parti des locaux neufs, mais il était en plus inadapté aux immeubles anciens.



1983 : pratique, ergonomique ... tout sous la main.

Cette expérience a permis néanmoins d'élaborer une approche radicalement nouvelle en matière d'aménagement de bureaux : l'approche système.

Année 80 : une approche radicalement nouvelle

En effet, elle seule permet de partir des besoins réels de chaque utilisateur et de chaque service pour construire un espace de travail cohérent, tant au plan global qu'individuel.

Les nouvelles exigences quant aux conditions de travail et de productivité ont stimulé l'innovation dans le domaine de l'ergonomie.

Objectif : rationnaliser les éléments du mobilier tout en recherchant le confort de l'utilisateur. Cela suppose d'étudier les formes et les dimensions tant des machines que du mobilier. La mauvaise hauteur d'un bureau, la forme inadéquate d'une chaise, l'accès compliqué aux documents, sont autant de causes de fatigues éprouvantes et coûteuses pour tous.

Cette préoccupation ergonomique s'étend, bien sûr, aux autres caractéristiques acoustiques, visuelles, thermiques et même tactiles des meubles et des machines. De telles études impliquent donc une approche différente des matériaux, des couleurs et des finitions.

Ainsi, l'œil doit rencontrer un support reposant, des couleurs harmonieuses, des formes douces. Par conséquent, le contraste entre chaque couleur est mesuré afin de déterminer les compositions les plus agréables à l'œil. On sera également soucieux d'éviter les reflets innoportuns sur toutes les surfaces.

Quant à l'éclairage, il est conçu de façon intégrée : un éclairage individuel, placé au-dessus du plan de travail, vient compléter le système d'éclairage collectif.

Le confort auditif est la préoccupation centrale. Bien qu'ils semblent vite oubliés, les bruits s'accumulent et constituent une source majeure de fatigue nerveuse, génératrice d'erreurs et de stress.

A l'intérieur de l'espace de travail, la disposition de chaque élément et la suppression des surfaces réverbérantes concourent de façon déterminante à la lutte contre le bruit.

Le tertiaire en mutation

Elaborer de nouveaux matériels de bureau en satisfaisant aux seules exigences ergonomiques n'est pas suffisant. Il faut aussi s'adapter à la mutation technologique en cours dans les activités tertiaires.

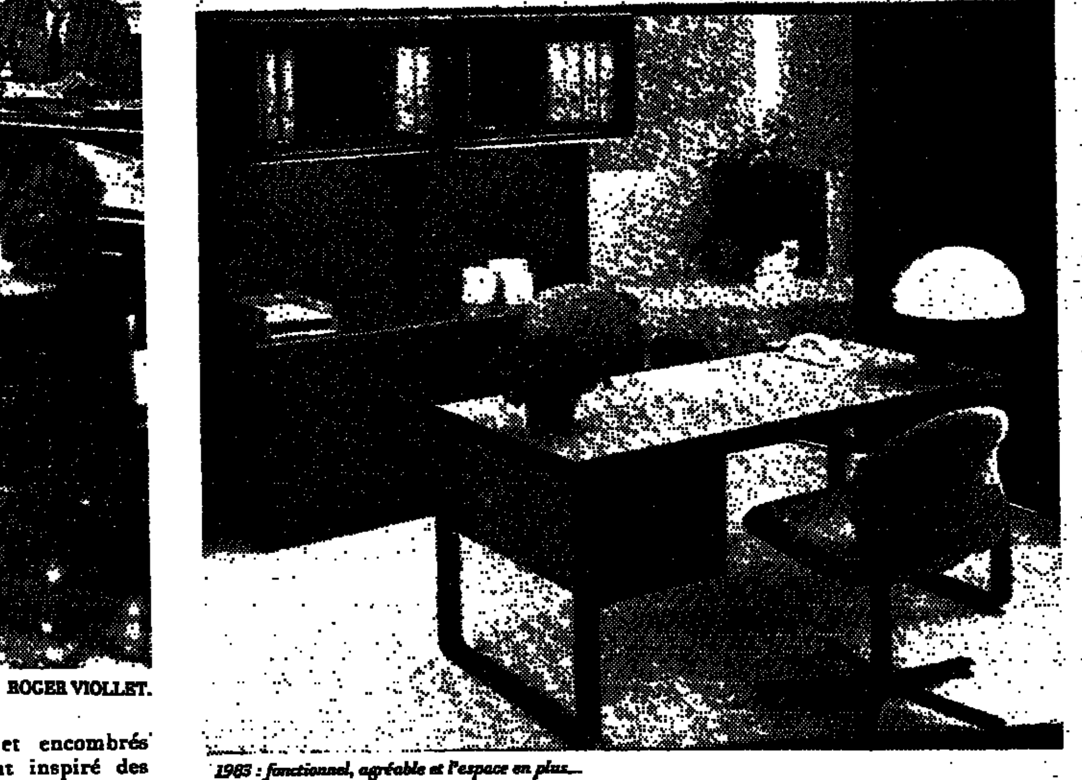
Concevoir le bureau d'aujourd'hui est préparer celui de demain.

L'introduction progressive des outils informatiques et bureautiques modifie les conditions et les méthodes de travail, mais aussi le mobilier. Il doit réserver la possibilité d'installer de nouvelles machines et permettre l'installation de tous les câbles nécessaires.

Aujourd'hui, les paramètres à prendre en compte pour installer un espace de travail performant sont beaucoup plus nombreux et complexes qu'autrefois.

L'approche système est capable de maîtriser l'ensemble des données. Elle permet d'organiser et de concevoir des solutions d'aménagement confortables pour chacun, efficaces pour la collectivité et adaptées aux nouvelles technologies.

C'est ce qu'Atal a réussi : un bureau personnalisé et intégré dans un ensemble ouvert et cohérent.



1983 : fonctionnel, agréable et l'espace en plus...



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 1-9-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	375 978
dont :	
Or	260 740
Disponibilités à vue à l'étranger	27 068
ECU	74 287
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 891
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	11 614
dont :	
Concours au Trésor public	5 760
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	189 523
dont :	
Effets escomptés	86 120
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 263
5) DIVERS	8 521
Total	658 900

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	185 807
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 378
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 140
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	59 262
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	8 471
5) ECUS A LIVRER AU FECOM	73 954
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	9 675
Total	658 900

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	2 sept.	9 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	1117,8	1132,4
Valeurs étrangères	3621,6	3716,9
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	161,3	163,4
Valeurs étrangères	480	502,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	139,3	141,1
Pétroles-Energie	124,8	125,8
Métallurgie	81,7	84,3
Chimie	146,3	146,8
Bâtim., inst. constr., trav. publics	115,9	117,3
Constructions mécaniques	102,1	104,3
Matériel électrique	156,1	158,6
Automobile et accessoires	117	122
Industr. de consom. non alim.	193,7	196,6
Agro-alimentaire	183,5	187,3
Distribution	91,7	92,5
Transports	136,6	138
Services	163	166,1
Assurances	108,9	108,4
Banques	160,3	162,2
Immobilier et foncier	140,9	144,5
Investissement et portefeuille	151	151,7
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	163,7	165,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	103,8	103,9
Emprunts d'État (*)	104,4	104,2
Emprunts garantis et assimilés (*)	103,8	103,8
Sociétés (*)	103,6	104
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91,2	91,2
Sociétés (*)	98,7	98,9

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	133,1	134,7
Produits de base	119,7	120,7
Construction	112,3	113,6
Biens d'équipement	113,2	114,9
Biens de consom. durables	144,7	148,6
Biens de consom. non durables	182,4	183,2
Biens de consom. alimentaires	181,8	185,7
Services	116,4	118,1
Sociétés financières	147,4	148,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	110,7	111,3
Valeurs industrielles	136,9	137,9

BOURSES RÉGIONALES
Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	112,2	112,6

TORONTO, CAPITALE FINANCIÈRE DU CANADA

Le match que se livrent depuis de très nombreuses années Toronto (Ontario) et Montréal (Québec) pour le titre de capitale financière du Canada semble aujourd'hui tourner définitivement à l'avantage de la métropole ontarienne. Principale place financière, Toronto l'est en effet sans aucun doute puisque, en 1982, près de 18 milliards d'actions ont changé de mains au Toronto Stock Exchange contre un peu moins de 3 milliards à la Bourse de Montréal. Classée au huitième rang dans le palmarès mondial des bourses, la capitale de l'Ontario attire de plus en plus les industriels comme les banquiers. Ainsi, selon le classement du magazine *Financial Post*, sur les cinquante premières sociétés canadiennes (par le volume des ventes), vingt-deux avaient leur siège à Toronto et moitié moins à Montréal.

Signe des temps, dans le domaine bancaire, l'installation à Toronto du secteur international *de la Banque de Montréal* — 30 000 employés, 62 milliards de dollars canadiens d'actifs — va être prochainement achevée. Le cœur opérationnel de la Banque est dans cette ville, reconnaissent d'ailleurs certains responsables de l'institution montréalaise, tout en réaffirmant que le siège social reste et restera Montréal.

En fait, sur les cinq grandes banques canadiennes, seules deux ont effectivement leur siège social à Toronto. Il s'agit de la Canadian Imperial Bank of Canada (numéro deux avec 68,5 milliards d'actifs et 34 000 employés) et de la Toronto Dominium (numéro cinq avec 45 milliards et 18 000 employés).

Peu évidente à ce niveau, la prédominance torontoise est manifeste quand on prend en compte les cent premières institutions financières : 42 à Toronto et 16 à Montréal.

Cette position clé n'a pas échappé aux banquiers étrangers désireux d'ouvrir une filiale au Canada, où ils réalisent des bénéfices supérieurs aux banques canadiennes.

Sur 50 banques étrangères, 41 ont leur siège à Toronto et 5 seulement à Montréal (4 françaises et 1 grecque). De même, sur les 5 premières, 4 sont à Toronto et 1 à Montréal, la Banque nationale de Paris.

Les banques ont suivi leurs clients : là réside sans doute l'explication du phénomène qui joue actuellement en faveur de la capitale ontarienne après avoir longtemps été l'apanage de la métropole montréalaise. (*A.F.P.*)

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	8 sept.	9 sept.
Valeurs françaises	137,5	137,6
Valeurs étrangères	154,7	155

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	8 sept.	9 sept.
Indice général	134,9	134,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 12 sept. .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 sept.	12 sept.
1 dollar (en yens)	245,20	243,10

BOURSE DE PARIS — Comptant — 9 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Sud. Allumettes	297	....
Tenneco	415	....
Thorn EMI	95 20	....
Thyssen c. 1 000	257	....
Toray indust. inc	18 65	18 45
Vieille Montagne	606	615
Wagons-Lits	385	374
West Rand	105	103 50

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	810	810
Dafsa	291	302
Far East Hotels	1 31	1 34
Merlin Immobilier	1862	1880
Métallurg. Minière	129 30	134
M.M.B	300	300
Novotel S.I.E.H.	1320	1320
Petit Bateau	359	358
Petrofigaz	500	495
Sodexho	2010	2050
Softbus	210	212
Rodamco	450	460

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Air-Industrie	9 90	....
Alser	175	....
Cellulose du Pin	32 40	27 60
C.G.Maritime	6 60	....
Coparex	479	479
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
Files Fourmies	2 25	....
Imp. G.-Lang	2 90	....
La Mure	61	....
Manrel et Prom	....	....
Pronuptia	140	....
Rorento N.V.	684	674
Sabl. Morillon Corv.	129	129 d
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	110	110
Total C.F.N.	62	....
Ufimex	229 50	....

SICAV 9/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-France	179 91	171 74
Laffitte-Oblig.	135 93	129 77
Laffitte-Rend.	198 92	189 90
Laffitte-Tokyo	841 23	803 08
Lion-Associations	10674 67	10674 67
Livret portefeuille	481 06	459 25
Mondiale Investissem.	327 74	312 88
Unifoncier	[illegible]	611 84
Unigestion	608 81	581 20
Uni-Japon	1045 24	997 84
Unisanté	1713 86	1657 50
Univar	12565 67	12565 67
Valoram	382 35	374 56
Valorg	10569 68	10517 09
Valrel	118073 43	115957 47
Worms Investiss.	708 80	676 66

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Horizon	594 60	567 64
I.M.S.I.	348 59	332 78
Indo-Suez Valeurs	653 59	623 95
Ind. française	12196 39	12196 39
Interoblig.	10077 01	9620 06
Intersélect France	257 78	246 07
Intervaleurs Indust.	376 45	359 38
Invest. Obligataire	11969 50	11945 61
Invest. St-Honoré	695 64	664 10
Laffitte-crt-terme	113657 12	113657 12
Laffitte-Expansion	625 23	596 88

◆ : prix précédent.

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Caland Holdings	110	110
Canadian-Pacific	415	423
Cockerill-Ougrée	24	....
Cominco	550	550
Commerzbank	720	....
Courtaulds	15 25	....
Dart. and Kraft	690	690 c
De Beers (port.)	99 50	....
Dow Chemical	375	382
Dresdner Bank	685	685
Entrep. Bell Canada	249	249

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2135	4,5 % 1973	2080	2083	2085	2070
3025	C.N.E. 3 %	3018	3005	3010	2995
186	Accor	176 20	175 50	174	175
605	Eurafrance	500	495	495	495
785	Euromarché	765	760	760	745
700	Europe n° 1	659	658	664	645

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
960	B. Ottomane	968	955	955	941
650	BASF (Akt)	607	603	605	606
640	Bayer	605	596	596	586
690	Buffelsfont.	687	690	690	682
46	Charter	42 50	42 10	42 90	42 20
520	Chase Manh.	520	524	524	516
335	Cie Pétr. Imp.	345	348	348	350
107	De Beers	100 20	101	101 10	100
1320	Deutsche Bank	1234	1236	1236	1230
194	Dome Mines	180	179 50	180 10	180
415	Driefontein Ctd	396	398	398	385
555	Du Pont-Nem.	578	577	577	572
730	Eastman Kodak	722	732	729	721
210	East Rand	209 50	210	210 50	208
540	Ericsson	578	580	580	572
430	Exxon Corp.	408	414	410	410 10
620	Ford Motors	635	655	655	650
535	Free State	533	535	535	528
295	Gencor	283	295	294	294 90
380	Gén. Belgique	370 10	370 10	389	383
515	Gén. Electr.	537	543	543	541
730	Gen. Motors	765	772	774	768
105	Goldfields	98 50	98 20	98 80	97
275	Harmony	272	275	275 50	272
40	Hitachi	38 30	38 75	38 75	38 50
670	Hoechst Akt.	627	619	619	629
90	Imp. Chemical	88	88 50	88 50	88 50
180	Inco. Limited	191 50	182 90	193 50	195
1320	IBM	1281	1300	1300	1288
61	Ito-Yokado	58 20	61 85	61 80	61 20
480	ITT	470	476	475 30	468 10

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
74	Matsushita	72 30	72 95	72 80	72 05
1060	Merck	983	972	989	965
850	Minnesota M.	851	866	866	858
370	Mobil Corp.	353	350 70	363	350 70
20800	Nestlé	19750	19900	19800	19600
840	Norsk Hydro	762	755	755	755
1230	Petrofina	1170	1152	1168	1151
675	Philip Morris	666	666	668	662
169	Philips	171	170 60	171	170
550	Pres. Brand	534	540	540	534
615	Président Steyn	609	610	612	599
1260	Quilmès	1261	1261	1261	1240
1680	Randfontein	1626	1632	1636 c	1600 c
540	Royal Dutch	490	499	499	489
107	Rio Tinto Zinc	102 50	102 10	102 10	100 60
490	St Helena Co	457	458	458	449
665	Schlumberger	600	613	613	607
104	Shell transp.	97	97 50	97 60	96 70
1440	Siemens A.G.	1348	1345	1345	1330
148	Sony	155 20	156 80	157	154
255	T.D.K.	233 50	232	233 50	230
800	Unilever	776	776	773	....
750	Unit. Techn.	742	744	744	744
1480	Vaal Reefs	1442	1451	1455	1451
680	West Deep	668	672	672	670
620	West Hold.	585	597	603	597
495	Xerox Corp.	481	474	470 20	470 20
3 02	Zambia Corp.	2 92	2 98	2 99	3

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 064	8 035	7 820	8 220
Allemagne (100 DM)	301 220	301 130	290	310
Belgique (100 F)	14 980	14 970	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	269 250	269 050	256	276
Danemark (100 krd)	83 920	83 850	80	88
Norvège (100 k)	108 140	107 960	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 036	12 009	11 700	12 500
Grèce (100 drachmes)	8 720	8 707	8	10 100
Italie (1 000 lires)	5 047	5 041	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	371 050	370 450	359	380
Suède (100 krs)	102 120	101 950	99	106
Autriche (100 sch)	42 860	42 860	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 307	5 307	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 500	6 480	5 500	6
Canada ($ can 1)	6 555	6 527	6 280	6 620
Japon (100 yens)	3 293	3 286	3 200	3 360

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/9
Or fin (kilo en barre)	108200	107500
Or fin (en lingot)	107800	107500
Pièce française (20 fr)	690	685
Pièce française (10 fr)	410	.....
Pièce suisse (20 fr)	688	690
Pièce latine (20 fr)	660	660
Souverain	825	811
Pièce de 20 dollars	4400	4320
Pièce de 10 dollars	2052 50	2050
Pièce de 5 dollars	1250	.....
Pièce de 50 pesos	4405	4405
Pièce de 10 florins	695	686

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 11-12 septembre 1983 a été tiré à 475 194 exemplaires

A B C D E F G

M. Giscard d'Estaing prône le «libéralisme social» et promet la victoire pour 1986

Bendor. — Pour s'adresser aux quelque cinq cents militants réunis sur l'île de Bendor (Var), où était organisée la huitième université politique d'été du parti républicain, M. Valéry Giscard d'Estaing a trouvé, samedi 10 septembre, le ton juste. Il a habilement répondu à l'attente de son auditoire en usant d'un registre que, la veille, M. Raymond Barre avait délibérément écarté : celui du cœur.

L'ancien premier ministre, face au P.R., avait tenu à garder ses distances. Il s'était présenté comme *un un- iversitaire* » et un « *gestionnaire* » (*le Monde* du 2 septembre).

L'ancien président de la République, qui, il est vrai, se retrouvait devant les siens, a choisi, à la différence de M. Barre, de se montrer proche des militants. Il a souhaité que le P.R. ne devienne jamais « *un mouvement qui serve des carrières ou des ambitions personnelles, mais une cause* », et, se laissant aller à la joie de ces retrouvailles familiales, il a distribué, comme un maître d'école, bons points et images aux uns et aux autres. Il n'a pas manqué d'exalter les vertus de la fidélité. « *Si, dans la vie politique on peut être ingrat, on ne doit jamais être infidèle à soi-même, aux idées qui ont été les siennes et à ceux qui les ont servies ; l'histoire sera toujours respectueuse des fidèles* », a affirmé M. Valéry Giscard d'Estaing.

Les femmes ont soupiré d'aise quand il est revenu sur une idée qui semble lui être chère, mais dont la formulation parfois excessive prête à sourire : *Les femmes*, a-t-il dit, *sont le groupe humain le plus capable, le plus remarquable, le plus généreux, le plus sympathique, le plus... charmant ; elles sont l'un des grands ressorts du redressement de la France.* »

Ce redressement de la France, que l'opposition doit préparer, pourra, M. Giscard d'Estaing en a

De notre envoyée spéciale

la certitude, être entrepris dès 1986. *L'opposition gagnera les élections législatives* », a affirmé l'ancien chef de l'Etat. « *Vous n'avez plus que deux ans*, a-t-il dit aux militants, *avant le grand changement politique de la France.* »

La prudence de M. Léotard

Le secrétaire général du P.R., qui, depuis plusieurs mois, a entrepris de mobiliser son parti pour cette bataille, s'est montré, quant à lui, plus prudent. « *Cette réussite n'est pas acquise. Je suis préoccupé*, a déclaré M. François Léotard aux militants, *par l'euphorie qui s'est emparée de l'opposition. Prenez garde, l'euphorie n'est pas bonne conseillère !* »

« *Quand on regarde l'histoire de ces deux ou trois dernières années*, devait expliquer M. Giscard d'Estaing, *on voit que la France est entrée dans le socialisme comme un somnambule. Elle n'a pas écouté le poids des arguments, mais la tentation du changement. Attendu comme un rêve, le socialisme est vécu aujourd'hui comme un purgatoire* », a poursuivi l'ancien président de la République, qui n'a « *rencontré personne qui ait à l'heure actuelle un espoir plus grand qu'il y a deux ans* ».

C'est avec la même certitude que M. Valéry Giscard d'Estaing a parlé de son projet pour la France : *le « libéralisme social »*. « *Les Français*, a-t-il souligné, *ont besoin d'une grande idée... Cela fait deux ans que je cherche, il n'y en a pas d'autres que celle-là.* » M. Giscard d'Estaing, après avoir lancé, au cours des mois précédents différentes formules : *le « libéralisme à forte chaleur social »*, le « *libéralisme généreux et chaleureux* », s'est arrêté définitivement sur celle-là : *le « libéralisme social »*, voilà la seule alternance possible, selon lui, au socialisme. Un libéralisme qui ne sera pas celui ni « *de la revanche* » ni de « *la protection de tel ou tel privilège.* » « *Il faut rendre la responsabilité aux Français — l'Etat, c'est vous — tout en maintenant entre eux la solidarité des citoyens d'un grand peuple* », a expliqué l'ancien chef de l'Etat.

M. Giscard d'Estaing a défini les grandes lignes de son projet. « *L'opposition*, a-t-il souligné, *devra avant tout conduire le redressement économique de la France. Cela nous savons le faire. Elle devra ensuite faire entrer les Français pour longtemps dans le monde moderne, un monde de libération de l'individu.* » M. Giscard d'Estaing a plaidé en faveur d'une « *libération hardie de l'économie* » avec la suppression d'un certain nombre de contrôle — ne serait-ce que le contrôle des prix qui « *n'a jamais pu affecter un indice authentique* » — et la réduction des charges qui, « *en France, sont à la fois insupportables, déraisonnables et désormais injustes* ». Il a évoqué la suppression de « *monopoles désuets* », notamment celui de l'information. Il a souhaité que soit assurée « *une meilleure relation entre l'individu et le pouvoir*.

L'ancien président de la République a évoqué l'Europe : « *Nous sommes entrés dans une période de grands continents ; ceux qui ne s'organiseront pas en grands continents deviendront des zones d'influence ou de protectorat.* » Enfin, M. Valéry Giscard d'Estaing a suggéré une « *réorganisation en profondeur du système éducatif* » et a conseillé au parti républicain de privilégier cette réflexion.

« *Je défendrai mes idées par tous les moyens* », a confié l'ancien chef de l'État, qui, le 29 septembre, participera à la dernière des journées parlementaires de l'U.D.F. Au début de l'année prochaine devrait sortir le livre sur lequel il travaille depuis deux ans. Cette sortie devrait s'accompagner de tournées en province.

M. Giscard d'Estaing cherchera ensuite vraisemblablement à retrouver retrouver un siège à l'Assemblée nationale. M. Claude Wolff, député du Puy-de-Dôme et ancien suppléant de M. Giscard d'Estaing a déjà déclaré qu'il était prêt à céder sa place à tout moment. Il pourrait saisir l'occasion offerte par les élections européennes de 1984... Elu à l'Assemblée de Strasbourg, M. Wolff abandonnerait son mandat dans le Puy-de-Dôme et provoquerait une élection législative partielle.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Camions bridés

Plutôt que de réprimer les excès de vitesse des poids lourds, il vaut mieux éviter qu'ils ne se produisent. C'est l'idée qui a guidé M. Fiterman et le gouvernement dans leur lutte contre le fléau des accidents de la route, dans lequel les camions ont une sinistre — même si elle n'est pas *exclusive — responsabilité*.

Aux termes d'un arrêté paru au *Journal officiel* du 9 septembre, intitulé obscurément « Limitation par construction » de la vitesse maximale des poids lourds, la vitesse des véhicules de moins de 19 tonnes et des autocars est limitée à 90 km/h et celle des camions de plus de 19 tonnes à 80 km/h. Fini les chevaux de feu sous les capots rugissants. On va brider les bahuts.

Cette réglementation officielle que la France est le seul pays au monde à appliquer, entrera en vigueur dès le 1er octobre pour l'homologation des nouveaux modèles de poids lourds encore dans les cartons des ingénieurs et un an plus tard pour l'immatriculation des véhicules neufs, quel qu'en soit le modèle.

Les limiteurs de vitesse sont des appareils intégrés au moteur qui permettent, mécaniquement ou électroniquement, de couper l'injection de carburant lorsque la vitesse dépasse un plafond. Les véhicules qui transportent des produits dangereux en sont déjà équipés depuis 1980. Ils ne devraient pas alourdir excessivement le prix d'achat des futurs véhicules, mais au contraire, permettre aux entreprises une meilleure gestion de leur parc.

F. Gr.

M. PINTON SE DÉMET DE SES FONCTIONS DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'U.D.F.

Dans une lettre adressée le 5 septembre à M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., et rendue publique lundi 12 septembre, M. Michel Pinton annonce qu'il démissionne de ses fonctions de secrétaire général de l'U.D.F. Il remettra son mandat, qui arrivait à expiration en octobre, aux membres du conseil national, le 16 septembre.

Le Conseil supérieur des Français de l'étranger élit trois sénateurs de l'opposition et un socialiste

Les cent trente et un membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger ont désigné, dimanche 11 septembre, quatre *sénateurs* (1) *appartenant* à la série B, qui représentent les Français établis hors de France. Il s'agit de MM. Charles de Cuttoli (R.P.R.), sénateur sortant, qui représente, depuis 1967, les Français d'Algérie ; Jean-Pierre Cantegrit (U.D.F.-rad.), sénateur sortant qui avait succédé au Sénat, en 1977, à M. Louis Gros, nommé membre du Conseil constitutionnel ; Olivier Roux (sans étiq.), qui représente les Français du Luxembourg ; Jean-Pierre Bayle, qui est délégué national du parti socialiste aux Français de l'étranger.

MM. de Cuttoli et Cantegrit sont tous deux vice-présidents du Conseil *supérieur des Français de l'étranger*, respectivement depuis 1980 et 1982.

M. Pierre Biarnes, correspondant de notre journal à Dakar, qui avait constitué une liste socialiste dissidente, a finalement appelé les électeurs du Conseil supérieur à voter pour la liste du P.S. conduite par M. Bayle.

Les quatre sénateurs ont été désignés au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle, avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Leur élection devra être ratifiée par le Sénat lorsqu'il reprendra ses travaux pour la session d'automne.

Ils seront définitivement proclamés élus si aucune opposition ne se manifeste alors. Dans le cas contraire — soixante sénateurs au moins *doivent s'opposer*, — *il sera* immédiatement procédé à un scrutin secret, et si les quatre sénateurs élus dimanche ne recueillent pas la majorité des suffrages exprimés, il sera de nouveau fait appel au Conseil supérieur des Français de l'étranger pour qu'il désigne une nouvelle liste de candidats.

(1) Le nombre des sénateurs représentant les Français établis hors de France est passé de six à douze. Quatre sénateurs au lieu de deux seront donc élus lors de chaque renouvellement triennal du Sénat.

Inscr., *131* ; *vot.*, *131* ; *suffr. expr.*, 130.

Liste Union et Solidarité des Français de l'étranger **(opp.) : 85 voix** (MM. Charles de Cuttoli, R.P.R., sén. sort., RÉÉLU ; Jean-Pierre Cantegrit, U.D.F.-rad., sén. sort., RÉÉLU ; Olivier Roux, s. ét., ÉLU). — **Liste P.S. : 27 voix** (M. Jean-Pierre Bayle, ÉLU). — **Liste indépendante : 17 voix** (M. *Louis* Périllier, vice-président du Conseil supérieur des Français de l'étranger). — **Liste des anciens combattants : 1** (M. Valabrègue).

L'Irak devrait prendre livraison à la fin de la semaine de ses cinq avions Super-Etendard

Les pilotes irakiens, qui s'entraînent sur la base de Landivisiau, près de Brest, au maniement des avions d'attaque Super-Etendard, doivent achever à la fin de cette semaine leur stage d'initiation qui aura duré quatorze semaines. En principe, ils auront acquis, ainsi que leurs mécaniciens et techniciens d'armement, la qualification nécessaire au pilotage de ces avions sous couleurs irakiennes.

On sait (*le Monde* des 19-20 et 24 juin 1983) que, par l'intermédiaire des constructeurs de cet appareil et grâce à un désistement de l'état-major de la marine nationale, la France a accepté de prélever sur la flotte de Super-Etendard de l'aéronavale françaises, cinq exemplaires de cet appareil que Dassault-Breguet et la SNECMA ont été chargés de mettre au standard des besoins irakiens.

Les cinq Super-Etendard prêtés à l'Irak sont sur le point d'être réceptionnés à Bordeaux, comme le veut la règle, par le client, qui a demandé — et obtenu — que les avions soient rendus capables de lancer des missiles anti-surface AM-39 Exocet, du modèle de ceux que les Argentins ont tirés contre des navires anglais aux Malouines.

A PORTO-VECCHIO
Un assassinat en marge de l'affaire Orsoni

Un tueur discret : un restaurateur de Lecci, aux environs de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud), M. Félix Rosso, a été assassiné d'une balle de pistolet, dans la nuit du 10 au 11 septembre, alors qu'il fermait son établissement. Aucun témoin n'a assisté à la scène.

Les enquêteurs ne disposent encore d'aucun indice sur ce nouveau fait divers corse. Mais leur conviction est faite : les règlements de compte de l'affaire Orsoni ont commencé.

M. Rosso, la victime, âgé de quarante-trois ans, est en effet un proche de M. Jean-Marc Leccia, commanditaire présumé de l'enlèvement, le 17 juin, de Guy Orsoni, et d'Henri Rossi, l'un des membres supposés du commando de truands qui auraient, à en croire la rumeur corse et l'enquête, «liquidé» le jeune militant nationaliste (*le Monde* du 6 septembre). Ces deux hommes sont actuellement en fuite.

Arrêté en 1973 avec André Labay, un correspondant de l'ex-SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), *pour un trafic de stupéfiants*, Félix Rosso avait été condamné le 7 décembre 1973 à vingt ans d'emprisonnement et avait été libéré il y a quelques années. Toutefois, M. Rosso est plus connu au sud d'Ajaccio pour être le beau-frère du commissaire *Charles Pellegrini*, chargé, depuis l'été, d'assurer la liaison entre le ministère de l'intérieur et la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.). Ce dernier détail complique la tâche des enquêteurs et risque fort d'alourdir le climat insulaire autour de l'affaire Orsini.

M. Rosso a-t-il été tué par des truands *d'un clan rival ? Par* des amis de M. Orsini, l'oncle de Guy, que les auteurs présumés de l'enlèvement accusent d'avoir voulu, avec une équipe de malfaiteurs, croiser le fer avec *M. Leccia ?* En Corse, on avance déjà une troisième hypothèse : le *meurtre de M. Rosso* pourrait tout aussi bien être l'œuvre de l'ex-F.L.N.C. Le mouvement séparatiste, rompant avec une tradition de non-agression du « milieu » corse, a déjà revendiqué la tentative d'enlèvement manquée, le 22 juillet, d'un autre *ami de M. Leccia, M. Charles-*Henri Salvini, lui aussi restaurateur à Porto-Vecchio. Mais celui-ci s'était saisi d'une arme et le commando l'avait blessé, pour prendre la fuite, de trois balles de calibre 11,43.

L'ex-F.L.N.C. entend toujours faire la preuve d'un « complot de l'État » dans l'affaire Orsini. Le mouvement séparatiste pourrait s'être engagé dans un conflit armé avec le « milieu » du sud, dans l'espoir, à travers sa propre enquête, d'alimenter sa thèse.

Ph. Bg.

«Paris-Match» et «Elle» attaquent les suppléments magazines des quotidiens

« *Chaque samedi, les suppléments augmentent le prix du journal, mais en aucun cas dans une proportion équivalente au coût du magazine offert. Les suppléments sont donc pratiquement des gratuits. Les annonceurs qui choisissent les suppléments prennent ainsi le risque d'intégrer leurs publicités dans l'univers dévalorisant de la presse gratuite* ».

Ce texte, en forme de déclaration de guerre, est extrait de la « une » d'une publication intitulée *Supplément*, qui paraît cette semaine et qui adopte la même typographie et le même logo pour le titre que *Stratégies*, hebdomadaire spécialisé dans les techniques publicitaires. Sur le même thème des suppléments de fin de semaine, un stratagème semblable a été utilisé pour publier un faux *Médias*, autre bimensuel traitant du *phénomène* publicitaire.

Dans les deux (fausses) publications, les pages intérieures — une trentaine — répètent à l'infini le mot « supplément », tandis que la dernière page de couverture porte la double mention « *Elle-Paris Match* ».

Cette campagne contre les suppléments des quotidiens du samedi auprès des annonceurs et des lecteurs est en effet patronnée par ces deux magazines, appartenant au groupe Filipacchi. Elle met aussi l'accent, de façon ironique, sur la non-parution de ces suppléments pendant la période d'été (défavorable, on le sait, aux campagnes publicitaires) : « *Pour les suppléments, il ne s'est rien passé à Orly ou à Avignon, le pape n'est jamais allé à Lourdes et le calme règne au Tchad* », lit-on dans *Supplément*.

Tiré à 12 000 exemplaires, *Supplément* — qui a été réalisé par l'agence Business — est servi à chacun des abonnés de *Stratégies* et de *Médias*. Cette opération anti-supplément du samedi, qui connaîtra d'autres prolongements, disposerait d'un budget d'environ 700 000 francs.

• Du mobilier de bureau à l'aménagement d'un espace de travail → en page 46